

DOCUMENT D'AUTOÉVALUATION DES UNITÉS DE RECHERCHE

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2025-2026
VAGUE A

Septembre 2024

**Centre de recherches critiques sur le droit
(CERCRID UMR 5137)**

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES POUR LE CONTRAT EN COURS

I-1 Identification de l'unité

Nom de l'unité : Centre de recherches critiques sur le droit

Acronyme : CERCRID

Label et numéro : Unité Mixte de Recherche 5137

Domaine scientifique principal :

SHS : Sciences Humaines et Sociales

Panels scientifiques par ordre décroissant de pertinence :

Panel 1

SHS2 : Institutions, gouvernance et systèmes juridiques

Équipe de direction :

Étienne CORNUT, Professeur des universités en droit privé, Directeur

Mouna MOUNCIEF-MOUNGACHE, Maître de conférences en droit public, Directrice-adjointe

Pierre-Emmanuel BERTHIER, Professeur des universités en droit privé, Directeur-adjoint en charge du site Lyon 2

Liste des tutelles de l'unité de recherche :

Tutelles principales : Université Jean Monnet Saint-Étienne ; Université Lumière Lyon 2 ; CNRS (jusqu'au 31 décembre 2022)

Tutelle secondaire (depuis le 1^{er} janvier 2023) : CNRS

École(s) doctorale(s) de rattachement :

École doctorale de droit, Université de Lyon, ED 492

I- 2 Présentation de l'unité

A - Historique, localisation de l'unité :

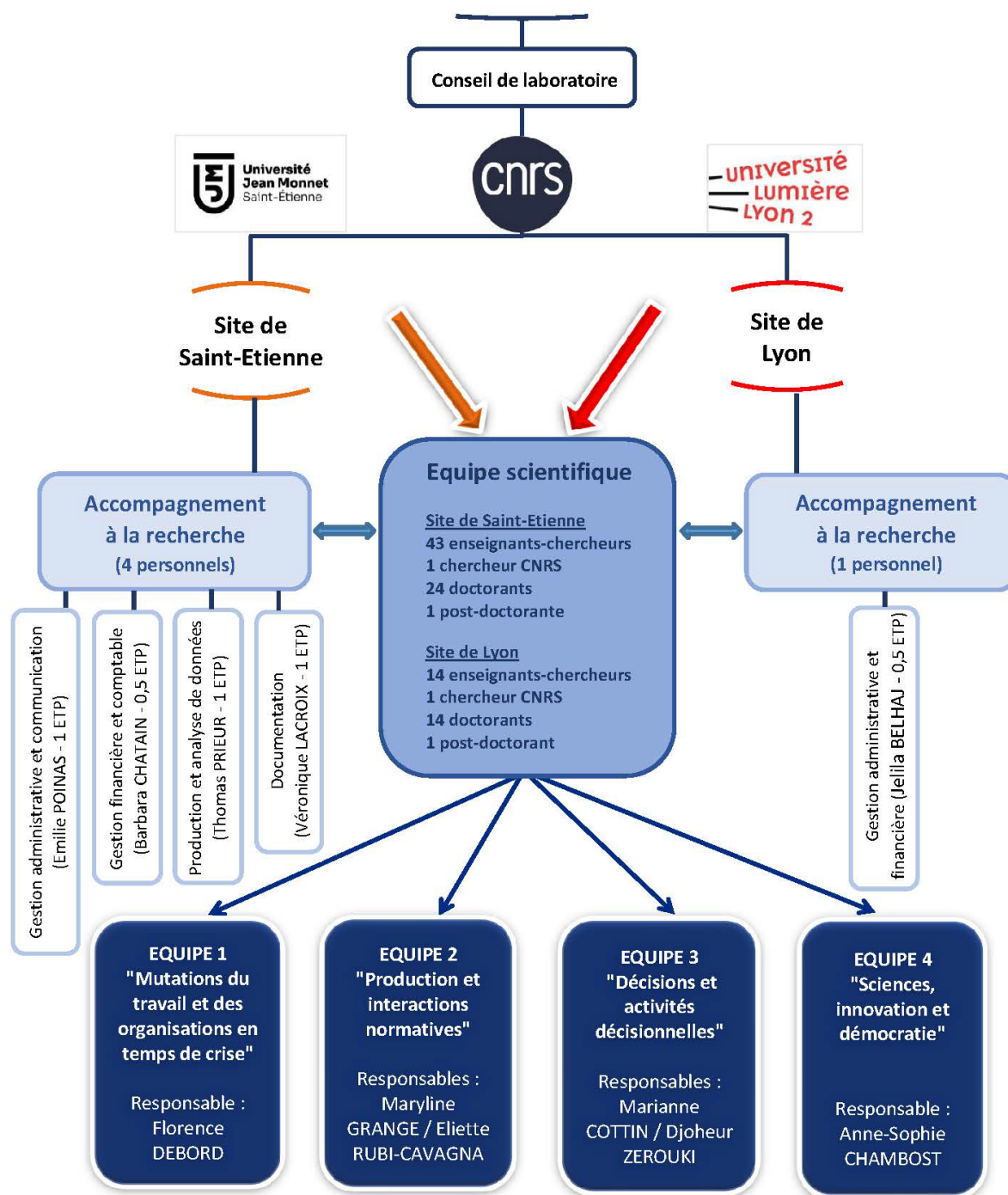
Créé en 1982 dans le sillage des travaux de juristes réunis au sein de l'association « Critique du droit » (v. Portfolio n° 8), le CERCRID a été associé au CNRS à partir de 1985, sous la direction d'Antoine JEAMMAUD. La direction a ensuite été assurée, successivement, par Pascal ANCEL (1999 à 2010), Isabelle SAYN (2011 à 2015), Mathieu DISANT (2015-2020), Olivier LECLERC (2020, intérim). Le Centre est actuellement dirigé par Étienne CORNUT, depuis le 1^{er} janvier 2021.

Le CERCRID constitue la seule UMR CNRS de droit de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (section 36 CNRS devenant section 39 en 2025, section 01, 02, 03 CNU, SHS2 HCERES) et bénéficie depuis 2008 d'une cotutelle des Universités Jean Monnet (Saint-Etienne) et Lyon 2 qui l'ancre sur le site de la ComUE Université de Lyon. Le CERCRID s'est constitué sur une articulation entre des analyses de droit positif, des réflexions théoriques et des travaux empiriques. Ses membres relèvent de toutes les spécialités du droit. Cette approche et ces compétences donnent au CERCRID une identité scientifique singulière et reconnue. Depuis 2016, le centre s'est structuré autour de quatre équipes qui sont autant d'entrées sur la fabrication, la mobilisation et l'analyse des outils du droit, des phénomènes juridiques et juridictionnels, des systèmes juridiques et des interactions de normes. Il s'appuie sur des réseaux institutionnels et académiques, français et étrangers.

Cette structuration en quatre équipes est celle qui a fonctionné pendant toute la durée de la période évaluée.

Il sera indiqué que **le CNRS a annoncé, fin 2024, le retrait de sa tutelle sur l'unité, à compter du 1^{er} janvier 2026**, c'est-à-dire sans attendre le résultat de la présente campagne d'évaluation.

Une motion contestant ce retrait a été adoptée en conseil d'unité le 30 janvier 2025 (v. annexe).

B - Organisation de l'unité :**Organigramme du laboratoire CERCRID (UMR 5137)****Direction :** Etienne CORNUT**Direction adjointe :** Mouna MOUNCIF-MOUNGACHE / Pierre-Emmanuel BERTHIER (Lyon)

C - Moyens humains et matériels

1 - Une unité sur deux sites géographiques rénovés

Le CERCRID est une unité ancrée sur **deux sites géographiques** : Saint-Etienne (UJM, campus Tréfilerie, son site historique) et Lyon (Lyon 2, campus des Berges du Rhône). La période 2019-2024 a vu les conditions matérielles des deux sites fortement évoluer, dans des conditions tout à fait favorables.

À Saint-Étienne, l'unité a pu, à la fin de l'année 2021, quitter ses anciens locaux devenus trop exigus afin de s'installer dans un bâtiment entièrement rénové, qu'elle partage désormais avec la Faculté de droit. Cette nouvelle organisation permet de réunir les enseignants-chercheurs et personnels d'appui au sein d'une même unité d'espace. La direction de l'UFR de droit comme celle du CERCRID ont été fortement impliquées pour cette rénovation, en participant à l'élaboration des plans, en définissant l'usage des espaces, en lien avec la direction du patrimoine de l'UJM. Aujourd'hui, le bâtiment accueille en son rez-de-chaussée, outre la scolarité de l'UFR de droit, le centre de ressources documentaires du CERCRID (offrant 6 places de travail) et au deuxième étage les bureaux de la direction, du personnel d'appui à la recherche (4 bureaux individuels), de quatre bureaux à l'usage des membres des équipes, d'une salle de réunion équipée pour la visio, d'un bureau pour chercheur invité, ainsi que d'un bureau pour les doctorants. Le premier étage est affecté à l'UFR de droit, offrant trois autres bureaux collectifs pour les membres de l'unité.

A Lyon 2, l'unité a bénéficié en 2022 d'un réaménagement et d'une rénovation complète des locaux qu'elle occupe. Cette réorganisation matérielle du laboratoire s'est inscrite dans le projet de rapprocher l'unité, au sein de Lyon 2, de l'Institut d'Etudes du travail de Lyon (IETL) et de l'Institut de formation syndicale (IFS). Les locaux du CERCRID se retrouvent depuis au même étage que ces deux instituts avec lesquels le laboratoire entretient des liens étroits. Le CERCRID dispose depuis, outre les bureaux d'enseignants-chercheurs et ceux des doctorants, d'un espace de documentation avec des bureaux où peuvent s'installer les doctorants, d'une salle de travail mutualisée entre le CERCRID et l'IETL ainsi que d'une salle de réunion, équipée pour la visio, au sein de laquelle les séminaires de recherche sont régulièrement organisés (notamment « les Après-midi de la protection sociale » ou le séminaire général du CERCRID).

La gestion d'un laboratoire disposant de deux sites géographiques n'est pas sans difficultés et demande une attention importante de la direction et du personnel d'appui à la recherche.

2 - Personnels d'appui à la recherche

Le fonctionnement de l'unité bénéficie du soutien de plusieurs personnels d'appui à la recherche :

- deux ingénieurs d'étude : Mme Véronique LACROIX (CNRS) et M. Thomas PRIEUR (UJM, remplaçant Mme Nathalie De Jong depuis son détachement).
- deux personnels de gestion administrative : Mme Émilie POINAS (UJM), qui s'occupe en outre de la communication et de la gestion du site internet, et Mme Jelila BELHAJ, qui s'occupe en outre de la gestion financière pour le site de Lyon 2 (0.5, L2. Pour son autre 50 % de temps de travail, Mme BELHAJ est affectée à l'UMR IRHIM).
- un personnel de gestion financière : Mme Barbara CHATAIN (0.5, UJM), qui gère les dotations UJM et CNRS (pour son autre 50 % de temps de travail, Mme CHATAIN assure la gestion financière de la Faculté de droit et de l'Institut du Travail de l'UJM).

Au cours de la période, l'unité a pu récupérer deux de ces personnels à temps plein (ingénieur d'étude UJM et gestion administrative UJM), lesquels étaient auparavant mutualisés avec une autre unité de recherche. On regrettera également le non remplacement par le CNRS de la technicienne administrative (Mme Odile BRASIER), qui a bénéficié d'une mobilité sortante en mai 2022, provoquant une vacance de poste pour la gestion administrative et financière du site de Lyon 2 pendant un an, jusqu'à l'arrivée de Mme BELHAJ en mai 2023, recrutée par Lyon 2.

Le retrait de la tutelle CNRS au 1er janvier 2026 va conduire à la perte de l'ingénieure d'études, Mme LACROIX, ce qui mettra l'unité en grande difficulté si une alternative n'est pas trouvée, aussi bien pour la gestion de son centre de ressources documentaires que pour ses objectifs scientifiques relatifs à la création et à la gestion de ses projets en humanités numériques.

3 - Centre de ressources documentaires

L'unité bénéficie en propre d'un centre de ressources documentaires, situé sur ses deux sites, le site principal étant celui de l'UJM. Ce centre est décrit *infra*.

4 - Effectif de l'unité et de ses équipes :

Au terme de la période d'évaluation (31/12/2024), le CERCRID comprend 107 membres titulaires, dont :

- 57 enseignants-chercheurs
- 2 chercheurs
- 38 doctorants
- 2 post-doctorants
- 5 personnels d'accompagnement à la recherche
- 3 enseignants-chercheurs émérites

De plus, le CERCRID s'appuie sur une trentaine de membres associés. Peut être membre associé toute personne qui participe effectivement aux activités de recherche du CERCRID. Il s'agit principalement des anciens doctorants de l'unité, des anciens membres partis en mutation, des enseignants-chercheurs de l'unité devenus émérites ou encore de professionnels impliqués dans des projets de recherches de l'unité. La décision d'association est prise par le conseil de laboratoire.

Cette qualité de membre associé est celle également d'un membre de l'unité (Antoine PELICAND) qui, du fait de son statut de PRAG ne peut être membre titulaire alors qu'il est docteur en sociologie, qualifié par le CNU et qu'il participe depuis de nombreuses années aux travaux de l'unité, en particulier de l'équipe 3 (v. *Bilan de l'équipe*). Il est, de fait, considéré comme un membre titulaire, ce qui lui permet par exemple d'être financé pour ses activités de recherche. La direction de l'unité, en lien avec sa direction de composante (IUT de Roanne), soutient depuis plusieurs années, auprès de la tutelle UJM, une demande de création d'un poste de MCF en section 19, profil sociologie du droit et de la justice. Le recrutement d'un enseignant-chercheur en sociologie du droit permettrait d'une part de renforcer la dimension pluridisciplinaire des travaux de l'unité et, d'autre part, d'initier des travaux ayant la sociologie du droit comme axe premier et non plus secondaire.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des effectifs d'enseignants-chercheurs et chercheurs entre le début et la fin de la période évaluée, et la répartition entre les quatre équipes :

	Global	Equipe 1 Mutations du travail et des organisations en temps de crise	Equipe 2 Production et interactions normatives	Equipe 3 Décisions et activités décisionnelles	Equipe 4 Sciences, innovation et démocratie
01/01/2019	49	18	15	9	7
31/12/2024	59	22	16	10	11

Le tableau ci-dessous montre la répartition des personnels en fonction de leur statut, et l'évolution au cours de la période évaluée.

Personnels en activité	Nombre au 01/01/2019	Nombre au 31/12/2024
Professeurs et assimilés	11	20
Maîtres de conférences et assimilés	36	37
Directeurs de recherche et assimilés	2	2
Chargés de recherche et assimilés	0	0
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur	0	1
ITA-BIATSS, autres personnels cadre et non cadre EPIC...	3	5
Sous-total personnels permanents en activité	52	65
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres	1	3
Doctorants	41	38
Post-doctorants	2	2
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres	44	43
Total personnels	96	108

Ces données montrent que l'unité a connu une **très forte évolution dans ses effectifs d'enseignants-chercheurs sur la période évaluée : + 10**. Cette évolution témoigne à elle seule de l'attractivité du CERCRID dans sa zone géographique et de sa place singulière : vers des collègues d'autres établissements, notamment l'IEP de Lyon (+3) ou encore par un choix du CERCRID comme unité de recherche de rattachement alors qu'une autre unité était pressentie dans la fiche de poste (L2, +1), ou au-delà de cette zone (université d'Orléans, +1), ainsi que par le soutien des tutelles UJM et Lyon 2 dans la politique des postes, qui s'est traduit notamment par un fort recrutement dans la campagne emplois de 2019 (3 MCF et 3 PR à l'UJM et 1 MCF à L2).

En revanche, on relèvera une stagnation du nombre de chercheurs CNRS, à deux DR. Le départ d'un DR en avril 2021 ayant été compensé par l'arrivée d'un nouveau DR en septembre 2024. Le passage en tutelle secondaire du CNRS depuis le 01/01/2023 a nui à son attractivité pour une mobilité entrante auprès de chercheurs déjà en poste et empêché que l'unité puisse accueillir des CR ou DR sur concours, alors que le vivier est de fait déjà extrêmement faible, et ce malgré le soutien apporté chaque année à plusieurs candidatures au concours CR. Le retrait de la tutelle CNRS conduira en revanche, au 01/01/2026, à la perte des deux DR, qui seront affectés dans une autre UMR.

En outre, la Faculté de droit de l'UJM et le CERCRID ont obtenu pour 2025 la création d'un nouveau poste de maître de conférences en droit privé, portant l'unité à **60 membres EC/C au 01/09/2025**.

Le tableau ci-dessous montre la répartition par genre pour les membres chercheurs, enseignants-chercheurs et d'appui à la recherche, au niveau de l'unité et chacune de ses équipes.

Général	Hommes		Femmes		Totaux	
	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages
MCF	11	30%	26	70%	37	100%
PR/DR	14	63%	8	37%	22	100%
Personnel d'appui à la recherche	1	20%	4	80%	5	100%
Totaux	26	41%	38	59%	64	100%

Équipe 1	Hommes		Femmes		Totaux	
	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages
MCF	6	40%	9	60%	15	100%
PR/DR	4	57%	3	43%	7	100%
Totaux	10	49%	11	51%	22	100%

Équipe 2	Hommes		Femmes		Totaux	
	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages
MCF	2	28%	5	72%	7	100%
PR/DR	6	66%	3	34%	9	100%
Totaux	8	50%	8	50%	16	100%

Équipe 3	Hommes		Femmes		Totaux	
	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages
MCF	1	9%	9	91%	10	100%
PR/DR	0	0%	0	0%	0	0%
Totaux	1	9%	9	91%	10	100%

Équipe 4	Hommes		Femmes		Totaux	
	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages
MCF	2	40%	3	60%	5	100%
PR/DR	4	66%	2	34%	6	100%
Totaux	6	54%	5	46%	11	100%

D – Thématiques scientifiques de l'unité et par équipe (présentation sommaire)

Le CERCRID réunit des juristes de toutes spécialités, qui relèvent aussi bien du droit privé, du droit public que de l'histoire du droit. La collaboration de ces différentes spécialités contribue à une meilleure analyse du droit positif et permet d'appréhender les phénomènes juridiques dans toutes leurs dimensions. Les démarches scientifiques plurielles (recherche individuelle doctrinale, recherche collective de terrain et pluridisciplinaire) permettent de saisir au plus près les évolutions du droit et s'emparer de nouveaux objets scientifiques.

Le Centre trouve en son sein les différentes compétences disponibles pour répondre aux questions transversales soulevées par les transformations contemporaines du droit, que ce soit du point de vue de la multiplication des sources normatives et de leurs interactions ou du point de vue de l'émergence de normes n'émanant plus seulement de producteurs traditionnels, notamment le juge, mais aussi d'autres acteurs. Dans cette voie, le CERCRID investit l'étude des évolutions de la norme juridique produite au sein de l'entreprise grâce au développement de recherches sur des cas d'usage. Ainsi en matière de numérique (Blockchains et intelligence artificielle) les normes qui encadrent leur utilisation sont suffisamment souples pour laisser place à la production de normes par ces acteurs (ex. « les bacs à sable réglementaires », codes de conduite). Le contenu des accords collectifs, adoptés notamment dans les très petites entreprises a aussi été l'objet de recherches menées dans ce sens (v. Portfolio n° 4).

Sont notamment utilisées des démarches relevant de la théorie du droit, de la sociologie du droit ou du droit comparé. Les collaborations scientifiques avec d'autres disciplines (sociologie, économie, santé, histoire, anthropologie) sont également fréquentes. En outre, le CERCRID a développé une expertise reconnue dans l'analyse empirique des phénomènes juridiques et juridictionnels et pilote régulièrement des recherches collectives financées sur contrat.

Sur la période concernée par le bilan d'autoévaluation, et suite à une restructuration interne opérée en 2016, le CERCRID est organisé en quatre équipes qui structurent ses compétences et axes de recherches historiques et ceux qui ont émergé depuis 2016, ainsi que deux chantiers transversaux.

1 - Équipes thématiques

Équipe 1 : Mutations du travail et des organisations en temps de crise (MTO) – Cette équipe analyse les mutations qui affectent le travail et les organisations, principalement les entreprises, notamment depuis l'approfondissement de la crise qui touche l'Europe et le monde depuis 2008, et les conséquences qui en découlent sur la production et la réception des normes.

Équipe 2 : Production et interactions normatives (PIN) – Cette équipe consacre ses travaux aux processus de création et de transformation de la production normative, du point de vue de l'internationalisation ou de la constitutionnalisation du droit comme du développement de normes « atypiques » liées à l'affirmation de nouvelles sources normatives situées en dehors des pouvoirs étatiques. Ces phénomènes multiplient les hypothèses d'interactions normatives et rapports entre les systèmes de normes.

Équipe 3 : Décisions et activités décisionnelles (DEAD) – Cette équipe se focalise sur les décisions qui mettent le droit en œuvre, principalement les décisions juridictionnelles, sur leurs motivations, leur contenu ou encore les conditions de leur production. Les analyses relatives au fonctionnement des juridictions et notamment aux réformes réalisées au nom de la modernisation de la justice, y sont donc également présentes.

Équipe 4 : Sciences, innovation et démocratie (SID) – Cette équipe consacre ses activités de recherche à la production des savoirs en société, qu'il s'agisse des savoirs scientifiques ou des savoirs sur le droit. Ces travaux sont particulièrement attentifs aux conditions juridiques, institutionnelles, matérielles dans lesquelles les savoirs sont produits, diffusés et utilisés pour les décisions publiques et privées.

2 - Chantiers transversaux

Le premier chantier transversal « **droit, critique et numérique** », sous la direction de Mouna Mouncif-Moungache, consacre ses travaux aux évolutions du droit dans le domaine du numérique. Il étudie ce domaine sous différents angles en collaboration avec les autres équipes notamment les équipes 2 et 1. Parmi les axes développés en propre au chantier on retrouve la question de la réglementation/régulation dans une approche européenne et comparée de l'intelligence artificielle et des données, avec un fort accent sur l'étude des cas d'usage, sur la recherche pluridisciplinaire et sur la collaboration internationale.

Renouant avec un axe de recherche ayant existé au sein du CERCRID, le second chantier transversal « **Diffusion et transfert de concepts juridiques** » a été créé en 2019 pour favoriser l'émergence de projets qui portent sur la circulation de figures normatives, de techniques juridiques et de modèles interprétatifs, à la fois dans l'ordre interne et à l'échelle internationale. Deux projets ont pu être réalisés. En 2022, la première rencontre du Forum

prospectif « La responsabilité dans tous ses États » s'est tenue au Château de Goutelas en réunissant une vingtaine d'enseignants-chercheurs dont les travaux portent sur différents aspects de la notion de responsabilité, que ce soit en droit public, droit international, droit civil ou histoire du droit. En 2021 et 2022, les activités du chantier ont également bénéficié de la création d'une Chaire de recherche franco-japonaise autour du thème de « La prise en charge des victimes de la Covid-19 ». Deux rencontres ont pu être organisées, malgré les conditions sanitaires difficiles, avec le concours de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Celles-ci ont donné lieu à la publication de travaux de recherche transversaux au sein des Cahiers Louis Josserand. Porté par le Pr. Jonas Knetsch, ce chantier a progressivement perdu de l'actualité à compter de sa mutation vers une autre université.

I-3 Environnement de recherche

A - Au niveau local

Le CERCRID, en tant que composante de recherche des Universités Jean Monnet Saint-Etienne et Lumière Lyon 2, participe, par sa direction, aux réunions organisées par la gouvernance (Bureau des directeurs de laboratoires à l'UJM, Conseil des directions de composantes à Lyon 2). Ces réunions permettent d'être informés sur les orientations stratégiques des tutelles, des chantiers en cours, outre les échanges entre les composantes et la présidence. Le CERCRID est très bien représenté dans les conseils centraux de l'UJM, avec 6 élus (2 au CA, 2 en CFVU et 2 en CR pour le mandat 2021-2025), signe d'un positionnement fort au sein de cet établissement.

Le CERCRID est membre de la MSH Lyon Saint-Etienne. A ce titre, la direction est membre du conseil des directeurs d'unités de la MSH et participe avec voix délibérative à ses réunions. Le CERCRID peut bénéficier des infrastructures et des services d'appui à la recherche de la MSH, répondre aux appels à projets et valoriser ses travaux via les canaux de diffusion. Il dispose d'une page internet dédiée.

Le directeur de l'unité, ou son représentant, est membre du conseil de l'école doctorale de droit (ED 492) de la COMUE Université de Lyon, commune aux universités Lyon 2, Lyon 3 et Saint-Etienne. Le CERCRID organise et accueille à l'UJM, tous les 3 ans, la Journée de l'école doctorale. Sur les deux dernières années du mandat du conseil de l'EDD, le CERCRID comptait 3 membres parmi ceux du conseil : le directeur de l'unité et les correspondants de l'EDD pour l'UJM (A. Antoine) et pour Lyon 2 (B. Moron-Puech). Le conseil, notamment, sélectionne chaque année les doctorants financés par contrat doctoral au sein des 3 établissements.

Le CERCRID est membre actif de l'Institut Présage (Institut universitaire régional de Prévention et de Santé Globale). Axé sur la prévention, son objectif est de répondre à des enjeux forts de santé publique nationale. Cet Institut, porté par l'UJM et créé en 2017 avec le CERCRID comme membre fondateur et rassemblant d'autres unités en ShS et en Santé, permet de construire des projets collaboratifs multidisciplinaires ouverts aux sciences humaines et à la santé. A la suite de projets portant sur l'approche juridique de l'obligation vaccinale et le développement d'un outil d'aide à la décision pour la vaccination ou encore sur l'analyse empirique des décisions de justice relatives aux risques infectieux dans les établissements de santé, dans le cadre de l'Institut Présage et la Chaire de santé mentale (E. Fakra), le CERCRID a organisé, en 2023, un séminaire sur « la santé mentale et la justice au Canada » avec E. Bernheim, Professeure à l'Université d'Ottawa et titulaire d'une chaire santé mentale. Dans la continuité de cette collaboration, des chercheurs du CERCRID participent au projet TransPsyCo (financement ShapeMed) qui développe une approche transdisciplinaire en psychiatrie et en santé mentale afin de cerner les déterminants, impacts et leviers d'action en faveur de la moindre coercition en établissement psychiatrique (M. Mouncif-Moungache, C. Pros-Phalippon et E. Rubi Cavagna, v. bilan équipe 2). Dans ce prolongement, le CERCRID entretient, par l'intermédiaire de certains de ses membres, des liens privilégiés avec la Faculté de médecine.

L'unité est membre du Labex COMOD (« Constitution de la modernité : raison, politique, religion »), qui a été maintenu jusqu'à la fin de l'année 2026, malgré l'abandon de l'Idex-Lyon. Elle est membre également de l'ISERL, Institut supérieur d'étude des religions et de la laïcité, qui favorise la fédération de recherches interdisciplinaires sur ces objets (représentant : S. Caporal).

L'unité collabore activement avec les juridictions locales, notamment par un partenariat avec le Tribunal judiciaire de Saint-Etienne. Ainsi en 2024 un projet de recherche a été mené, par un financement UJM et CERCRID, sur *La perception en 2024 de la justice par les justiciables* (v. bilan équipe 3). L'unité a également tissé des liens avec le Barreau de Saint-Etienne, notamment par la création des « Rencontres pénales stéphanoises », éligibles à la formation continue des avocats et des magistrats (v. bilan équipe 3) ou encore sur la pratique de l'IA par les avocats (projet initié fin 2024, v. bilan équipe 2).

Dans le domaine des humanités numériques, un partenariat a été signé avec les Archives municipales de Lyon dans le cadre de la numérisation de la revue *Procès* et des archives du *Courant critique du droit* (v. Bilan équipe 4 et [Portfolio n° 8](#)). Également, la revue *Droit public comparé* est éditée par les Presses universitaires de Saint-Etienne, portées par l'UJM (v. bilan équipe 2 et [Portfolio n° 8](#)).

Au plan des rapports entre l'unité et les acteurs socio-économiques locaux (et nationaux), le CERCRID entretient des rapports étroits avec les organisations syndicales et patronales, les travailleurs sociaux et les professionnels du droit social via plusieurs canaux : les rapports entre le laboratoire et les instituts de formation syndicale de Saint-Etienne et de Lyon 2 ; l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon ainsi que les différents projets de recherche, colloques et séminaires conduits et organisés en partenariat avec l'ensemble de ces acteurs (parmi de nombreux exemples, citons le projet Dialaura référencé dans le portfolio n° 4 et les Rencontres du travail, colloque organisé selon un rythme annuel à Lyon 2).

B - Au niveau national

L'unité est membre de plusieurs associations ou réseaux scientifiques dans tous les domaines du droit. Le CERCRID est membre notamment du Groupement de recherche « Normes, Sciences et Techniques » (NoST), de l'Association Française de Droit Constitutionnel (AFDC), de l'Association Française de Droit du Travail (AFDT), du Réseau International de recherche sur les Organisations et le Développement Durable (RIODD) et du GIS Genre.

Par l'effet de la tutelle CNRS, la direction de l'unité participe aux réunions des directeurs d'unités organisées par le CNRS, par l'InShs et dans le cadre de la section CNRS 36.

L'unité entretient un lien privilégié avec l'IERDJ, outre les réponses régulières aux appels à projets thématiques et ouverts de l'institut. Ainsi V. Lacroix a-t-elle été sollicitée pour réorganiser le centre de ressources de l'IERDJ à son siège de Paris et la Pr. F. Fouvet est-elle membre du jury du Prix de thèse Jean Carbonnier.

Le CERCRID collabore régulièrement avec la Cour de cassation et son service de documentation, des études et du rapport (SDER), sur la construction de la nomenclature des affaires orientées dans les chambres civiles de la Cour de cassation, la pratique des cassations sans renvoi devant les chambres civiles, ou, encore, les cassations disciplinaires (v. bilan équipe 3 et Portfolio n° 7).

Le CERCRID intervient également en appui d'associations ou fondations œuvrant pour la reconnaissance ou le respect des droits de minorités trans* et intersexes ou des victimes de violences sexuelles (notamment « Alter Corpus », « STOP IGM », « Fondation Olga Spitzer », « Toutes des femmes »).

C - Au niveau international

L'unité a une stratégie forte de développement de ses relations internationales, depuis de nombreuses années. Cela se traduit, notamment et outre des projets en lien avec des partenaires internationaux (v. *infra*), par une politique de visibilité dans ses domaines de compétence. Cette stratégie se donne également à voir à travers des publications en langue étrangère, des invitations et participations régulières dans des manifestations scientifiques internationales et, également, l'invitation de professeurs étrangers, notamment grâce au dispositif « Professeur invité » de l'UJM, les professeurs invités par l'IETL à Lyon 2 ou sur invitation directe du CERCRID (par ex. I. Ciolli, Professeure à l'Université de la Sapienza, Rome en 2022, V. Mac Donnell, Professeure à l'Université d'Ottawa 2023, E. Bernheim, Professeure à l'Université d'Ottawa en 2023, L. Vasconcelos Porto, Magistrate au parquet du travail au Brésil et Professeure à l'Université Presbiteriana Mackenzie en 2023, F. Menezes, Professeur à l'Université de Sao Paulo 2024, F. Martin Bariteau, Professeur à l'Université d'Ottawa 2024) ou encore du collegium de la COMUE de Lyon (Dr. Grietje Baars, The City Law School, University of London en 2023). L'unité est intégrée activement dans plusieurs projets ou réseaux de dimension internationale et peut s'appuyer sur des chercheurs à audience internationale. Certains membres de l'unité sont référencés dans des réseaux d'expertise scientifique internationale (notamment sur la justice constitutionnelle, l'expertise, le droit social européen) ou participent à des initiatives transfrontalières notables, notamment avec le Royaume-Uni (A. Antoine), le Canada (M. Mounicif-Moungache), le Cambodge (C. Nicod, M.-C. Escande-Varniol), l'Allemagne (J. Knetsch, M. Vericel), le Japon (B. Moron Puech, J. Knetsch), l'Italie (F. Jacquelot), le Brésil (N. Gabayet).

Plusieurs membres de l'unité sont fortement impliqués dans le dispositif PITES, collaboration entre plusieurs universités du site Lyon Saint-Etienne (dont l'UJM avec la Faculté de droit) et l'Université de Sao Paulo (Brésil), permettant de nouer des partenariats de recherche. Ainsi fin 2023 le Pr. F. Menezes, Professeur à l'Université de Sao Paulo, a bénéficié du dispositif de l'UJM « Professeur invité » par le CERCRID (N. Gabayet) et a notamment donné une conférence dans le séminaire général.

Dans le cadre de sa stratégie d'internationalisation, le CERCRID investit les réseaux internationaux privilégiés des tutelles. Ainsi l'UJM a un protocole d'entente avec l'Université d'Ottawa (Canada), elle est membre de l'Université Européenne T4EU qui a pour objectif la construction d'un espace européen commun pour la formation et la recherche, au service de ses étudiants et de ses personnels.

I-4 Prise en compte des recommandations du précédent rapport

Les recommandations de la précédente évaluation ont été, du point de vue de la direction de l'unité, très largement prises en considération.

Le rapport 2020 note que « Le potentiel des liens avec l'environnement local n'est cependant pas suffisamment exploré. » et que « ces partenariats sont concentrés essentiellement sur l'un des thèmes (MTO) » (p. 9-10). Sur la période en cours, les liens avec cet environnement local ont connu un développement très important comme expliqué précédemment : avec les juridictions, le barreau, les syndicats, les collectivités territoriales (Région AURA, SEM, etc.) et des administrations (Archives municipales de Lyon). Les résultats de ces collaborations sont tangibles : plusieurs financements sur contrats obtenus, des projets collectifs mis en œuvre, des séminaires récurrents. Ces liens pourront être constatés à l'échelle de toutes les équipes (v. *infra*).

Le rapport 2020 a relevé les « quotités de travail disparates » de plusieurs personnels d'appui à la recherche de l'unité, « menaçant sa cohésion » (p. 13) et formule la recommandation de « maintenir ses sollicitations auprès des tutelles concourant à des demandes de création et de consolidation de postes de personnels d'appui » (p. 15). Ces quotités disparates ont été en grande partie corrigées grâce à l'action de la direction de l'unité envers les tutelles qui ont permis de ramener à 100 % les deux agents identifiés dans le rapport 2020 à 80 % et 70 %. Cela a été, pour ces deux agents comme pour l'unité, un véritable soulagement et un levier important pour développer certaines activités souhaitées par la direction, en particulier le volet communication (chaîne YouTube en particulier) et faciliter l'accompagnement des membres dans leurs recherches. Le départ en détachement de notre ingénieure d'études (N. de Jong) a été bien anticipé par la direction de l'unité et la tutelle UJM, pour être immédiatement compensé par un recrutement (Th. Prieur). En revanche, sur le site Lyon 2, il sera rappelé une vacance de poste pendant un an suite au départ soudain et non anticipé de la technicienne CNRS (O. Brasier) et avant son remplacement (J. Belhaj, à 50 %), sur financement par la tutelle Lyon 2 (le CNRS ayant indiqué ne pas pouvoir lui-même le poste, marquant un premier désengagement de cette tutelle). La direction de l'unité a fortement soutenu cette création de poste d'appui par la tutelle Lyon 2 pour le site lyonnais de l'unité. On relèvera cependant une rotation importante au cours de la période sur le poste de gestionnaire financier pour le site de l'UJM, avec 4 agents sur la période et une vacance d'environ 3 mois, obligeant la direction de l'unité à assurer elle-même le suivi financier et comptable au début de l'année budgétaire 2024.

Le rapport 2020 recommanda également à la direction de l'unité de « maintenir ses sollicitations auprès des tutelles concourant ... à l'affectation de locaux adéquats pour le développement de ses activités. » (p. 15). La description des deux sites qui a été faite dans le présent dossier (v. *supra* *Une unité sur deux sites géographiques rénovés*) montre que cette recommandation a été pleinement suivie et que l'unité dispose désormais, sur ses deux sites, d'espaces de travail confortables et conformes aux standards académiques ainsi que d'un centre documentaire riche et fonctionnel. Ces espaces sont, de l'avis de la direction de l'unité, plébiscités par ses membres qui y sont de fait souvent présents, favorisant la qualité de vie au travail, les interactions sociales et les échanges pour mûrir en interne des projets de recherches.

Le rapport 2020 fait cette recommandation que « L'unité doit venir au soutien de ses thèmes dans le domaine de la publication, de manière à rendre plus équilibrée la publication dans chacune d'entre elles. Une initiative commune (revue, collection, ...) pourrait être prise en ce sens, ainsi que des moyens de soutien à la publication » (p. 15). Sur ce point, le bilan montre à plusieurs endroits que cette recommandation a largement été suivie. La stratégie scientifique de l'unité d'aide à la publication (v. *infra*) par voie de financement sur les ressources de l'unité des frais d'éditions d'ouvrages s'est largement développée, tout en promouvant et portant, conformément à la politique en matière de Science ouverte des trois tutelles, les diffusions en accès libre sous toutes formes (dépôt sur HAL, collections HAL-ShS CERCRID, bases de données de la recherche (ex. site Procès), revue *Droit public comparé*, v. not. *Portfolio* n° 8) des travaux collectifs de l'unité et individuels de ses membres. Cette stratégie a été mise en œuvre de façon équilibrée pour chacune des équipes.

Le rapport 2020 souligne, par certains aspects, « l'insuffisante intégration des nouveaux doctorants, à défaut par exemple d'organisation systématique d'une journée de rentrée. » (p. 11). Sur ce point, le bilan montre que les doctorants sont pleinement intégrés à l'unité et qu'ils sont, sur de nombreux aspects, considérés comme des membres à part entière de l'unité au même titre que les chercheurs confirmés (v. *infra* *Politique d'accueil et d'environnement au travail des doctorants et post-doctorants* auquel il sera renvoyé pour le détail des actions avant, pendant et après la thèse pour leur insertion professionnelle). Les actions menées par l'unité le sont aussi en étroite collaboration avec l'école doctorale de droit. Ainsi, s'il n'y a pas à proprement parler de journée de rentrée des doctorants du CERCRID, c'est aussi parce que les doctorants sont déjà conviés à l'assemblée générale annuelle (février/mars) et au séminaire de rentrée à Goutelas (septembre) du CERCRID, au cours desquels ils sont présentés et peuvent rencontrer les autres doctorants et membres de l'unité, ainsi qu'à la journée de rentrée des doctorants (décembre) et à la journée de l'école doctorale (avril) organisées par l'école doctorale de droit.

De même, le rapport 2020 fait état, du fait de la dualité des sites, d'un « problème d'accès aux ressources, notamment documentaires. Les doctorants lyonnais se plaignent de ne pas pouvoir accéder aux locaux de l'unité à Saint Etienne, du fait d'un système de badge qui, notamment, leur ferme l'accès à la bibliothèque » (p. 11). Sur ce point, si en effet l'accès au site stéphanois suppose un badge, du fait qu'il se trouve en « zone à régime restrictif » au sens de l'article R 413-5-1 du code pénal et que la bibliothèque de l'unité est d'accès restreint selon le type de public, nécessitant un contrôle d'accès, cet accès peut-être facilement octroyé à tous les doctorants (même ceux qui ne sont pas au CERCRID) sur simple demande auprès des personnels d'appui à la recherche concernés. Quant à la qualité des ressources documentaires sur le site lyonnais, également pointée par le rapport (p. 11), elle a été largement augmentée sur la période évaluée notamment grâce au réaménagement des locaux du site lyonnais, qui a également concerné la bibliothèque, et au travail de la commission documentaire, qui implique des membres lyonnais du CERCRID, y compris doctorants, pouvant alors participer à l'amélioration de ce fonds (*sur ces points, v. Infra les développements sur le Centre de ressources documentaires*).

Concernant les recommandations du rapport 2020 à destination des équipes, on renverra pour les détails à l'autoévaluation propre à chacune.

On indiquera rapidement ici que la structuration de l'équipe 1 (MTO), dont le rapport 2020 note « l'absence » (p. 18), est réelle, autour d'une direction comme pour chaque équipe, venant de l'UJM (S. Vernac 2021-2023) ou de Lyon 2 (E. Mazuyer 2019-2020 ; F. Debord, 2023-aug.). La particularité de MTO est de comprendre des membres de tutelle différente et donc de gérer des ressources provenant de deux tutelles, ainsi d'en décider la répartition, selon des critères qui ont été clarifiés au début du mandat de l'actuelle direction de l'unité. La présence d'une direction-adjointe de l'unité pour le site Lyon 2 permet d'assurer cette gestion cohérente et de garantir cette structuration.

Concernant l'équipe 2 (PIN), le rapport 2020 notait un « manque d'interaction avec les partenaires locaux (en particulier les collectivités territoriales) » (p. 20), qui a été largement corrigé par des partenariats noués avec, par exemple, Saint-Etienne Métropole (SEM) dans le cadre du projet étudiant-aidant, pour lequel SEM a permis le financement pendant un an d'un post-doctorat (*v. infra* sur ce projet majeur en termes de liens avec la société), ou encore par des financements obtenus de la région AURA (M. Mouncif-Moungache), des liens forts noués avec le ministère des affaires étrangères (M. Grange), ou encore avec le Barreau de Saint-Etienne (projet IA et avocats). Cet ancrage a permis à l'équipe 2 de développer les thèses CIFRE pour en compter 2 en cours à la fin 2024 (C. Villard, Y. Ziraoui). Le rapport 2020 suggère un renforcement des travaux collectifs à l'intérieur de l'équipe, ce qui a été le cas par exemple autour de la création de la revue *Droit public comparé*, portée par plusieurs membres de l'équipe 2, le projet sur la détermination de l'âge des migrants, mobilisant des chercheurs des équipes 2 et 4, ou encore le projet TransPsyCo, impliquant des chercheurs des équipes 2 et 3.

Concernant les équipes 3 (DEAD) et 4 (SID), dont la faiblesse numérique des effectifs a été soulignée par le rapport 2020 (n'empêchant pas une grande qualité des travaux également remarquée), on relèvera qu'il y a eu une augmentation réelle de ces effectifs, en particulier pour l'équipe 4 (*v. supra effectifs*). Si le nombre de doctorants reste faible pour l'équipe 3, il a en revanche fortement progressé pour l'équipe 4, y compris avec des financements, notamment par plusieurs contrats doctoraux, dont un contrat doctoral handicap doublé d'une co-tutelle internationale (Université catholique de Louvain). La visibilité de ces deux équipes est également devenue importante : un ancrage local et national qui s'est confirmé et accru pour l'équipe 3 grâce à des liens étroits et anciens avec la Cour de cassation (*v. Portfolio n° 7*) et avec les juridictions et le Barreau stéphanois, ou encore pour l'équipe 4 par sa diversité de recrutement (UJM, Lyon 2, IEP de Lyon et CNRS) et la diffusion très large de ses travaux en science ouverte (*v. Portfolio n° 8*).

II. INTRODUCTION DU PORTFOLIO

Les recherches menées par les membres du CERCRID se caractérisent par plusieurs éléments structurants et qui sont autant de marqueurs de son identité : des recherches individuelles autant que collectives, fondées sur une méthodologie principalement empirique et des thématiques portant sur les sources et la théorie du droit, dans une approche pluridisciplinaire aussi bien dans la sphère des sciences du droit, dépassant la *summa divisio* droit public-droit privé, que vers d'autres sciences, comme la sociologie, l'histoire, l'économie ou encore la santé.

La sélection du portfolio a été collective. Chaque direction d'équipe a été invitée à sélectionner deux travaux marquants provenant de ses membres et la direction de l'unité en a proposé plusieurs. Une discussion a eu lieu en conseil d'unité sur la base d'une quinzaine de travaux pré-sélectionnés.

Outre leur qualité et leur capacité à représenter la politique et l'identité scientifiques du CERCRID, les travaux sélectionnés tendent à respecter plusieurs équilibres donnant une image fidèle de l'unité et de ses membres :

entre maîtres de conférences et professeurs, entre femmes et hommes, entre chercheurs et enseignants-chercheurs, entre jeunes chercheurs et chercheurs confirmés, entre membres des différentes tutelles (UJM, L2 et CNRS), entre membres anciens et plus récents de l'unité, entre recherches individuelles et collectives et entre supports de publication.

Le conseil d'unité a fait le choix de retenir 8 éléments pour son portfolio, eu égard à la taille de l'unité, son évolution sur la période évaluée, son assise disciplinaire large et sa structuration multi-équipes, -sites et -tutelles.

Les travaux mis en lumière ici ont pour point commun une démarche méthodologique empirique, dans la tradition du CERCRID (doc. n°s 1, 2, 4, 6 et 7) par une analyse quantitative et qualitative d'un nombre significatif de documents, normes ou décisions, de toutes sources : décisions des juridictions du fond comme des cours suprêmes (doc. n°s 6, 7), normes conventionnelles (doc. n°s 1 et 4) ou légales, documents préparatoires des décisions de justice (doc. n° 6), et en utilisant comme matériaux de recherche des questionnaires (doc. n°s 1, 2, 6). Conformément à une évolution prise ces dernières années, les travaux s'inscrivent de plus en plus dans le champ des études aréales, par une dimension comparative (doc. n°s 1, 2, 3, 5, 6) et historique (doc. n°s 3, 5, 6). Depuis toujours, les travaux du CERCRID sont marqués par une forte dimension pluridisciplinaire, mobilisant des chercheurs hors des sciences du droit (doc. n°s 1, 2, 4, 5). Ces travaux investissent des enjeux de société qui font débat, que ce soient pour les droits sociaux (doc. n°s 1, 4), les droits humains fondamentaux (doc. n°s 2, 5), les enjeux internationaux et européens (doc. n°s 3, 6), le fonctionnement de la Justice (doc. n° 7) et ce dans une démarche de sciences ouvertes par le développement des humanités numériques (doc. n° 8).

Les travaux suivants ont été retenus (v. *Annexe 1 du portfolio pour une présentation synthétique de chaque élément. Chaque élément, dans la mesure du possible, a été joint en version électronique*) :

1. **Projet de recherche « Les nouvelles formes de travail via les plateformes numériques », ANR TraPlaNum, direction Emmanuelle MAZUYER.**
2. **Projet de recherche et publication collective « Repenser la détermination de l'âge des mineurs étrangers non accompagnés : perspectives empiriques et comparées », direction Fanny JACQUELOT, IERDJ, 2023.**
3. **Ouvrage individuel « Le Brexit. Une histoire anglaise », Aurélien ANTOINE. Dalloz, 2020, 439 p. (Les sens du droit).**
4. **Publication collective « Référendum d'entreprise dans les TPE : regards sur le contenu des accords », dossier publié à la revue Droit social, Cécile NICOD et alii, mai 2023.**
5. **Publication collective « Droits humains des minorités sexuées, sexuelles et genrées. Regards franco-japonais », Benjamin MORON-PUECH, Tetsushi SAÏTO, éd. SLC, 2024.**
6. **Thèse de doctorat de Thibaut LARROUTUROU « Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité », Sciences juridiques, Saint-Etienne, Dir. Pr. B. Bonnet, 2020.**

Par la mise en lumière de cette thèse, qui a reçu trois prix (Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2021), Prix de thèse Joinet (2021), Prix d'excellence « Doctorat » de la Fondation UJM (2021)), et qui a permis à M. Larrouturou d'être recruté comme maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, le conseil d'unité a souhaité marquer l'importance accordée par le CERCRID aux doctorants qu'il forme et aux docteurs qu'il a accompagnés vers les métiers de l'ESR notamment.

7. **Publication collective « Les cassations sans renvoi devant les chambres civiles de la Cour de cassation, Enquête sur les arrêts prononcés en 2020 et 2021 », Marianne COTTIN, Brigitte MUNOZ PEREZ. En collaboration avec le Service de documentation, des études et du rapport de la Cour de cassation, 2022.**
8. **Productions et diffusion des savoirs (Humanités Numériques : site Archives critiques du droit ; Journée d'études Humanités numériques du 4 avril 2024 ; revue Droit public comparé ; bases de données en sciences ouvertes).**

III. AUTOÉVALUATION DU BILAN

III-1. Autoévaluation de l'unité

Domaine 1. Objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'unité

Référence 1. L'unité s'est assigné des objectifs scientifiques pertinents et elle s'organise en conséquence.

A – Stratégie scientifique

La stratégie scientifique du CERCRID repose sur trois points clés.

L'empirie et la théorie du droit. Empirie et théorie du droit constituent « l'ADN » du CERCRID. Les réflexions sur la normativité et l'activité décisionnelle reposent sur une analyse approfondie - statistique notamment - de données empiriques liées aux pratiques d'acteurs, aux décisions, aux normes et accords qu'ils adoptent. Cette démarche innove une large part des recherches collectives entreprises au sein du CERCRID et a constitué le sujet principal du [séminaire de rentrée](#) de l'unité organisé au château de Goutelas, le 15 septembre 2023, tout entier consacré à « la recherche empirique » au regard des travaux menés de longue date par l'unité, mais encore par des chercheurs invités (Ariane Amado, Armand Desprairies et Laurence Dumoulin). Cette méthodologie empirique a aussi été au cœur des échanges avec Vanessa Mac Donnel (UOttawa) durant son séjour scientifique au sein du CERCRID en janvier 2023. Cette identité s'illustre assez logiquement dans de nombreux travaux et projets de recherche mis en exergue dans le [Portfolio](#).

La pluridisciplinarité. La stratégie scientifique de l'unité s'appuie pour une large part sur les différents savoirs prenant le droit pour objet. Elle consiste à solliciter les différentes disciplines juridiques elles-mêmes pour l'analyse de mêmes objets, dépassant ainsi le clivage droit privé/droit public, mais aussi à recourir aux savoirs issus de disciplines « externes » au droit, la sociologie, l'économie, la santé ou l'histoire par exemple. Les travaux intégrés dans le [portfolio](#) sont, pour la plupart, inspirés de cette démarche. La pluridisciplinarité est aussi, par ailleurs, à l'origine de l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon (Lyon 2), où cohabitent différentes disciplines ayant le travail pour objet (le droit social, la sociologie du travail, l'ergonomie), dont sont membres la plupart des membres lyonnais du CERCRID et avec qui l'unité entretient des rapports personnels et institutionnels très étroits.

Internationalisation et intégration locale. La direction a inscrit cet élément de stratégie au sein même de sa gouvernance dans la mesure où la directrice adjointe du CERCRID, sur le site de Saint-Etienne, a pour mission de développer les liens et les partenariats avec des acteurs académiques et non académiques. Au titre de l'internationalisation, nous pouvons citer le partenariat scellé entre le CERCRID et le Centre de droit, technologie et société (UOttawa) et le Centre de droit public (UOttawa). L'Université Jean Monnet et l'Université d'Ottawa ont conclu un accord cadre dans lequel la recherche en droit et en particulier en droit et IA apparaît comme un axe stratégique de collaboration. Par ailleurs, l'articulation avec la Chaire de droit public et politique comparés (titulaire : Aurélien Antoine) permet de nourrir des collaborations étroites entre les chercheurs concernés et d'autres universités appartenant aux aires désignées par la chaire et son comité. En outre, cette stratégie est pensée et développée en étroite collaboration avec la vice-présidence de l'UJM en charge des relations internationales et la direction des relations internationales de Lyon 2. Le CERCRID, par le biais du chantier « droit critique et numérique », s'est investi dans des manifestations scientifiques organisées par l'UJM dans le cadre de l'Alliance européenne T4EU. Toujours dans cette voie de l'internationalisation, le CERCRID a pu mettre à profit les relations privilégiées entre l'Université Lyon 2 et le Cambodge pour conduire des projets de recherche avec l'Université Royale de Phnom Penh. Certains résultats de cette stratégie d'internationalisation pourront, de même, se donner à voir au sein du [Portfolio](#).

Au titre de la collaboration avec les acteurs publics et privés du territoire, compte tenu des remarques formulées par le HCERES lors du précédent contrat, la gouvernance s'est attachée à inscrire plus fortement l'unité dans la société civile et à être plus visible pour les acteurs du territoire dans lequel le centre s'inscrit. À ce titre, plusieurs initiatives peuvent être citées. Le CERCRID s'est attaché à se faire connaître des acteurs privés comme les clusters d'entreprise ou des acteurs publics tels que les collectivités (Région AURA, Métropole, Département) ou le CHU de Saint-Etienne, en les associant à des séminaires de recherche et des projets de recherche. Les collectivités ont également été associées en tant que financeur (v. projet PAURAC-IA ou encore Etudiant-aidant). Le CHU a également été associé de manière institutionnelle car le directeur adjoint du CHU – docteur en droit du CERCRID en 2023 – est membre associé de l'unité et travaille notamment dans le cadre du chantier « droit critique et numérique ». Les liens avec les acteurs socio-économiques locaux, syndicats et organisations patronales et institutions du travail (DREETS), remarqués lors de la précédente évaluation, ont continué, par ailleurs, à se développer, comme en témoignent notamment les « Rencontres du travail » ou encore « Les Après-midi de la protection sociale » organisés par les membres du site lyonnais de l'unité.

B – Pilotage, animation, organisation de l'unité

Le pilotage de l'unité est assuré par la direction qui définit, en lien avec la direction des équipes et le conseil d'unité, la stratégie scientifique du laboratoire et ses activités. La direction est garante du bon fonctionnement de l'unité. Elle assure la cohésion et la cohérence de l'unité, des équipes, de ses personnels et membres. Le directeur est ordonnateur des ressources gérées par les tutelles UJM et CNRS. Il exerce ses fonctions avec le soutien de deux directeurs-adjoints, dont un pour le site de Lyon 2 qui est chargé d'animer ce site et d'être ordonnateur des ressources gérées par cette tutelle. La direction se réunit régulièrement, de façon formelle ou informelle, autant que de besoin.

Chacune des 4 équipes thématiques du CERCRID est dirigée et animée par une direction, qui est individuelle (équipes 1 et 4) ou formée d'un binôme (équipes 2 et 3). La direction d'équipe est l'interlocuteur direct de l'équipe de direction. Elle rend compte des activités réalisées au sein de l'équipe, notamment lors de l'assemblée générale annuelle. Elle rédige l'auto-évaluation de l'équipe et son bilan. Chaque équipe décide de ses activités scientifiques (séminaires, colloques, journées d'étude, réponse à appel d'offre, recherches collectives, etc.), en s'appuyant sur les moyens mis à disposition par le CERCRID. Chaque équipe dispose d'une autonomie financière dans la limite de son budget propre et pour les seules dépenses scientifiques. Chaque membre du CERCRID est rattaché à une équipe, y compris les doctorants.

La direction se réunit autant que de besoin en bureau de direction, comprenant la direction de l'unité et les directions d'équipe. Ce bureau permet notamment de coordonner les projets des équipes et de l'unité, de préparer les conseils d'unité et l'assemblée générale.

Le conseil d'unité du CERCRID se réunit entre deux et trois fois par an. Il s'agit d'une instance élue représentative des membres du laboratoire, composée de 15 membres. Son rôle est défini par les statuts de l'unité. Il peut être consulté, notamment, sur : la politique scientifique de l'unité et la stratégie de positionnement régional, national, international ; la structuration des équipes et les activités transversales ; les politiques de contrats de recherche concernant l'unité et la stratégie de recherche de financements ; la politique de formation par la recherche ; la politique de communication ; toutes mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'unité ; l'accueil de nouveaux membres associés et le vote de subventions aux associations de doctorants. Le Conseil d'unité est composé des membres de la direction de l'unité (membres de droit), de 10 membres élus au sein de deux collèges distincts (collège « Chercheurs et EC » comprenant lui-même 3 sous-collèges PR/DR (2), MCF/CR (4), doctorants/post-doctorants (3) ; collège ITA/BIATOSS (1 élu), et de 2 membres nommés par le directeur de l'unité. Selon les points abordés à l'ordre du jour, le conseil d'unité est parfois élargi aux directions d'équipe, des composantes (UFR de droit et IETL) ou à tout membre intéressé. Un compte-rendu complet des réunions est systématiquement rédigé et diffusé à tous les membres de l'unité.

L'Assemblée générale du CERCRID réunit tous les personnels et membres de l'unité, une fois par an. Elle est organisée par le directeur en début d'année, une fois connues les dotations annuelles (en général en février/mars). Elle constitue un moment fort de la vie de l'unité et permet d'aborder tous les éléments concernant la vie de l'unité depuis la dernière assemblée générale. Elle permet une restitution des travaux réalisés par les équipes sur l'année écoulée et de coordonner la programmation scientifique de l'année à venir. Elle permet aussi de présenter officiellement les nouveaux membres de l'unité. Un compte-rendu est établi et diffusé à tous les membres.

C – Communication sur les activités de l'unité et de ses membres

En matière de communication, le site web du CERCRID (www.cercrid.fr) est la vitrine active de l'unité et sert de support central d'information à l'externe comme en interne. Sur le site sont indiquées toutes les activités de l'unité et ses membres : colloques et séminaires, séminaire général, publications majeures. Chaque membre de l'unité dispose d'une page personnelle qui lui permet de présenter son profil, ses activités et ses travaux, avec un lien vers son CV ou profil HAL. Chaque nouveau projet de recherche peut également bénéficier d'une page spéciale. Une page dédiée a été créée concernant les bases de données et humanités numériques portées par l'unité ou ses membres afin de mieux valoriser cette compétence forte, ancienne et reconnue.

Le CERCRID est également présent sur les réseaux sociaux : LinkedIn depuis 2022 (<https://www.linkedin.com/company/cercrid-umr-5137/?viewAsMember=true>), X/Twitter de 2018 à 2023 (compte désormais suspendu), et YouTube depuis début 2024 (<https://www.youtube.com/@CERCRID-UMR5137>).

Plusieurs listes de diffusion externes (partenaires, laboratoires et facultés de droit de toute la France, contacts du monde socio-économique, etc.) complètent la communication externe du CERCRID. Pour sa communication interne, le CERCRID possède 2 listes de diffusion (cercrid-info pour relayer les actualités scientifiques, et cercrid-membres pour les informations internes liées au fonctionnement de l'unité).

Référence 2. L'unité dispose de ressources adaptées à son profil d'activités et à son environnement de recherche et les mobilise.

A – Dotation et ressources propres

Les ressources financières de l'unité sont composées de la dotation annuelle des tutelles, ainsi que de ressources propres.

1 – Dotation annuelle

Nom de l'établissement ou organisme	Dotations 2019	Dotations 2020	Dotations 2021	Dotations 2022	Dotations 2023	Dotations 2024
CNRS	16 k€	12 k€	13 k€	9 k€	7 k€	7 k€
UJM	49 k€	47 k€	48 k€	53 k€	53 k€	52 k€
Université LYON 2	13 k€	14 k€	14 k€	15 k€	16 k€	17 k€
IEP Lyon					3 k€	3 k€
Dotation annuelle	78 k€	73 k€	75 k€	77 k€	79 k€	79 k€

On relèvera sur la période une légère augmentation de la dotation annuelle des tutelles universitaires alors que la dotation du CNRS est allée en diminuant à partir de 2022, en raison du départ d'un DR, du passage en tutelle secondaire en 2023 et de la politique du CNRS indiquant privilégier des compléments de financement sur contrat (ce qui a été réalisé sur les années 2023 et 2024 avec un financement IEA-international). À noter que la gouvernance de l'UJM a adopté le principe d'une dotation stable sur toute la durée du mandat 2021-2025 et que la tutelle L2 octroie, depuis 2023, une dotation fléchée de 1.000 euros pour chaque nouvel EC arrivant pendant deux ans (une collègue concernée pour les dotations L2 de 2024 et 2025).

Sans être tutelle de l'unité, l'IEP de Lyon a signé une convention avec l'UJM afin d'octroyer une subvention récurrente annuelle au CERCRID pour aider au financement des trois enseignants-chercheurs qui y sont affectés.

Cette dotation annuelle globale vient alimenter le budget général, qui relève de la direction de l'unité, et le budget des équipes selon cette répartition : 60 % pour le budget général ; 40 % pour les équipes, ventilé selon une part fixe de 3.500 euros et une part variable au prorata des effectifs EC/C de chaque équipe. La répartition est présentée lors de l'assemblée générale annuelle, en début d'année budgétaire.

2 – Ressources propres

L'unité a une forte tradition de financement de sa recherche sur ressources propres, qui a été explicitée et relevée dans les précédentes campagnes d'évaluation. Cette dynamique s'est maintenue voire accrue sur la période 2019-2024, avec une grande diversité des guichets de financement (v. onglet 4 – Ressources du Tableau des données).

Les financements obtenus l'ont été principalement de l'IERDJ, mais encore de l'ANR, Campus France, France stratégie, AAP interne de l'UJM, AAP interne de Lyon 2, CNRS IEA-international, MSH, Région AURA, Saint-Étienne Métropole (SEM), COMUE de Lyon, Conseil constitutionnel, GIS-Genre, DIRECCTE.

Les guichets sont nationaux (ex. ANR, IERDJ, France Stratégie) ou régionaux (ex. Région AURA, SEM, DIRECCTE, MSH) ou encore internes aux tutelles (ex. AAP UJM, AAP L2, CNRS IEA-international, GIS-Genre), plus rarement internationaux.

Une ERC *Starting grant* sur les « procès stratégiques » a également été tentée (dir. B. Moron-Puech).

De même, une ANR « CRISP - Challenge of Research Integrity in Scientific Practices » (387 k€ sur 36 mois) a été obtenue par Olivier Leclerc peu de temps avant son départ du CERCRID en avril 2021. La direction de l'unité a accepté le transfert du portage de ce contrat dans sa nouvelle UMR d'accueil.

Sur la période 2019-2024, l'unité a porté (direction scientifique et gestion financière) 25 projets de recherche financés par des ressources propres obtenues sur appels à projet. La ou les source(s) de financement sont indiquées pour chaque projet :

1. IERDJ : Les barèmes (et autres outils techniques d'aide à la décision) dans le fonctionnement du droit et de la justice, 2019
2. Idex Lyon/UFI/UFR droit UJM/EDD Lyon : Journée d'études Franco-Italienne sur la constitutionnalisation de la santé en France et en Italie, 2019
3. Conseil constitutionnel : La QPC en actions : usages et stratégies des avocats, 2020
4. ANR TraPlaNum : Les nouvelles formes de travail via les plateformes numériques, 2020-2024
5. Cour de cassation : Les cassations sans renvoi devant les chambres civiles de la Cour de cassation, Enquête sur les arrêts prononcés en 2020 et 2021.
6. Idex Lyon/UJM : Covid-19 et droit de l'indemnisation. Regards franco-japonais, 2021
7. IERDJ : Les préalables obligatoires de médiation, conciliation dans le procès civil en France et en Allemagne, 2020-2023
8. DIRECCTE : La négociation collective dans les entreprises de moins de 50 salariés dans le département de la Loire 2020-2021
9. UJM : L'activité du ministère public en droit des entreprises en difficulté, 2021
10. UJM : Recherche exploratoire d'analyse des décisions de justice en lien avec les infections nosocomiales, 2021
11. Idex Lyon : La Régulation juridique de la communication en phase pandémique et post-pandémique, 2021
12. FMSH : La gouvernance des Blockchains, 2021
13. France Stratégie : « DIALAURA » : Le dialogue social dans les entreprises en région Auvergne-Rhône-Alpes : évaluation de l'impact des ordonnances du 22 septembre 2017, 2021-2022
14. UJM : DécarbolySE, 2022
15. Région AURA/Lyon 2 : « Les procès stratégiques, un poumon pour la démocratie européenne ? » 2022
16. Campus France, Hubert Curien : « PHC Tonlé Sap » : Projet bilatéral France-Cambodge sur « Numérisation et droit du travail », 2022-2023
17. UJM : Droit coutumier kanak, 2023
18. IERDJ (AAP + complément colloque) : Repenser la détermination de l'âge du mineur étranger non accompagné. Perspectives empiriques et comparées, 2023
19. CNRS IEA : La régulation de l'IA dans le domaine de la santé et la justice, 2023-2023
20. Saint-Etienne Métropole : Le Statut de l'étudiant-aidant, 2023-2024
21. IERDJ/L2/GIS Genre CNRS : Parenté transgenre procréative, 2024
22. UJM : Pratique juridique des États dans les enceintes diplomatiques : étude théorique et pratique d'une articulation efficiente, 2024
23. UJM : La perception en 2024 de la justice par les justiciables. Enquête statistique au Tribunal judiciaire de Saint-Etienne, 2024
24. Région AURA/Saint-Etienne Métropole : « PAURAC-IA » Projet de recherche sur la gouvernance des données et l'IA générative, 2024
25. ANR : Droit(s) et Politique(s) du Travail Sexuel, 2024.

Ces ressources propres représentent un total cumulé de 1.072.700 euros.

En outre, des membres de l'unité co-dirigent ou participent également à des contrats de recherches financés sur contrat, portés en gestion par d'autres unités (v. Les bilans des équipes).

B. – Mobilisation de ces ressources en faveur de thématiques nouvelles et recherches collectives

Les ressources sur dotation annuelle et les ressources propres financent d'une part le fonctionnement dit « courant » de l'unité et de ses membres. Elles permettent, d'autre part, d'initier et de soutenir des projets de recherches dans le cadre de la stratégie scientifique de l'unité et de ses équipes.

1 - Fonctionnement

Les ressources de l'unité servent à financer les activités de recherches des membres, individuelles et collectives. Elles permettent de prendre en charge les missions, déplacements, frais d'hébergement, inscriptions éventuelles à des colloques ou séminaires. Ces frais sont pris en priorité sur le budget des équipes, le budget général vient souvent en complément dès lors que la dépense est élevée.

Une part importante de la dotation annuelle (environ 13.000 euros/an) met en œuvre la **politique documentaire de l'unité**, par le financement des achats d'ouvrages et d'abonnement à des ressources numériques, sous l'égide de la commission documentaire (v. *infra* Centre de ressources documentaires). L'unité finance

également du matériel pour ses membres, en lien avec l'UFR de droit, l'IETL ainsi que d'autres composantes dont relèvent certains membres (IUT, IAE et DEPT de l'UJM, IEP de Lyon) : ordinateurs, écrans, stations d'accueil, mobilier de bureau (ce qui représente pour les ordinateurs 2/3 par an sur la période). L'unité finance également les consommables de deux imprimantes en accès libre pour ses membres EC/C et doctorants.

2 - Soutien à des projets de recherches confirmés ou émergents

L'unité apporte son soutien financier et logistique aux colloques, journées d'études et séminaires organisés par ses membres (y compris les doctorants, v. *infra* concernant l'accompagnement des doctorants), en intégralité ou en partenariat avec l'UFR de droit de l'UJM ou l'IETL. Sur la période l'unité a organisé ou co-organisé 100 colloques internationaux ou nationaux, journées d'études et séminaires. Sont également financées les séances du séminaire général du CERCRID (une trentaine sur la période). Sur les colloques et le séminaire général, v. *Infra*.

Concernant des projets émergents, l'unité a notamment soutenu sur ses fonds plusieurs projets entrepris par des membres de l'unité : sur le domaine de l'IA (M. Mounicif-Moungache) en finançant par exemple la venue de deux professeurs de l'Université d'Ottawa (V. Mac Donnell et C. Castets-Renard) ; sur les études de genre (B. Moron Puech, v. Portfolio n° 5).

Dans le cadre de ses objectifs scientifiques en matière d'humanités numériques, l'unité a fortement soutenu le développement de plusieurs projets existants mais encore le lancement de nouveaux projets, en particulier la Revue *Droit public comparé*, en accès libre et éditée par les Presses universitaires de Saint-Etienne (v. Portfolio n° 8 et bilan équipe 2) ainsi que le site *Procès* (v. Portfolio n° 8 et bilan équipe 4), permettant un accès complet à la revue *Procès* et aux archives du « Courant critique du droit » qui est à l'origine du CERCRID. On renverra également pour les développements substantiels sur la politique en matière de science ouverte du CERCRID, à la *Politique en matière de science ouverte* (v. *infra*).

3 - Aide à la publication

Parce que tous les produits de la recherche ne peuvent être diffusés en accès libre ou parce que des chercheurs préfèrent utiliser des canaux de diffusion plus classiques, l'unité propose une aide au financement afin de couvrir les coûts demandés par les éditeurs, pour la publication notamment des actes de colloques ou des directions d'ouvrages collectifs. Dans ce cadre, l'unité a financé intégralement (par ex. : *Droits humains des minorités sexuelles, sexuelles et genrées. Regards franco-japonais*, 2024, éd. SLC, B. Moron-Puech, co-dir., Portfolio n° 5) ou partiellement (par ex. : F. Jacquelot, *La détermination de l'âge des mineurs étrangers non accompagnés*, à paraître aux éditions Bruylant, prolongement du Portfolio n° 2) plusieurs ouvrages. On relèvera que la Faculté de droit de Saint-Etienne, dans son volet « soutien à la recherche », aide également au financement total (par ex. ceux dirigés par M. Combet) ou partiel (par. ex. F. Jacquelot, préc.) des ouvrages individuels et collectifs des membres de l'unité.

Cette stratégie scientifique de l'unité d'aide à la publication, par voie de financement ou en promouvant, conformément à la politique en matière de Science ouverte des trois tutelles, les diffusions en accès libre, sous toutes formes (dépôt sur HAL, bases de données de la recherche, revue *Droit public comparé*) répond en grande partie à une recommandation faite dans le rapport d'évaluation 2020 (p. 15).

C – Politique d'accueil et d'environnement au travail des doctorants et post-doctorants

1 - Environnement des doctorants

Le CERCRID attache une très grande attention aux conditions d'accueil, de qualité de vie, de soutien et de formation des doctorants. Les doctorants sont, à de nombreux points de vue, considérés comme des pairs et de véritables enseignants-chercheurs bien qu'ils ne soient pas statutaires. Cela se matérialise de plusieurs façons : ils bénéficient d'une salle de travail dédiée au sein de chaque site de l'unité, en plus de 6 tables à la bibliothèque (soit une quinzaine de places entre les deux sites) ; ils ont accès en permanence à la bibliothèque de l'unité avec leur carte d'accès et bénéficient de toutes les ressources documentaires physiques comme numériques de l'unité, ainsi que du matériel d'impression ; ils participent à la prise de décision (les doctorants comptent 3 membres élus sur les 15 membres du conseil d'unité ; 2 membres dans la commission documentaire). Au besoin, l'unité finance un matériel spécifique, comme, par exemple, l'achat d'un écran pour un doctorant souffrant d'un handicap visuel. Les doctorants peuvent par ailleurs solliciter l'assistance de l'ingénieur.e d'études de l'unité pour la collecte, le traitement et l'analyse de données.

En termes de financement, l'unité peut prendre en charge les frais de déplacement et de séjour des doctorants en lien avec leurs recherches : pour assister à un colloque (avec un système de forfait annuel) ou pour intervenir au sein d'un colloque ou d'un séminaire (sans limite *a priori*, comme pour les titulaires) ; pour des séjours de recherches (par exemple quelques jours à Paris pour des recherches à Cujas ou encore des terrains longs –

plusieurs mois – à l'international ou en Outre-mer). Sur ce dernier aspect, un financement complémentaire est apporté, au besoin, par l'école doctorale et/ou la Faculté de droit.

Les doctorants sont systématiquement associés à toutes les activités scientifiques de l'unité : colloques, séminaire général et séminaires organisés par les équipes. L'unité soutient et encourage la mise en réseau des doctorants du site Lyon Saint-Etienne. Cela se matérialise, par exemple, par le soutien financier annuel de l'association des doctorants de droit public de l'université de Lyon (ADPL) qui organise chaque année un colloque publié aux éditions Mare & Martin, ou encore par le soutien à des initiatives propres de doctorants, comme un [séminaire doctoral pluridisciplinaire](#) organisé par 3 doctorants issus d'unités de disciplines différentes et que l'unité a intégralement financé.

Le CERCRID est une unité faisant partie de l'école doctorale de droit du site Lyon Saint-Etienne (UJM, Lyon 2 et Lyon 3). A ce titre, l'unité organise chaque année les comités de suivi de thèse ; elle gère et finance les soutenances de thèse, octroie une aide à l'impression d'exemplaires de la thèse pour le jury ; accueille et organise, de façon triennale, la journée de l'école doctorale (site de l'UJM ou Lyon 2).

2 - Financement des doctorants

Sans pour autant conditionner l'inscription en doctorat à l'existence d'un financement, le CERCRID a une politique très active en matière de recherche de financement pour ses doctorants, financement académique comme professionnel.

Dans le cadre de l'école doctorale de droit, en lien avec les supports octroyés par les tutelles UJM et Lyon 2, l'unité repère, prépare et soutient chaque année les candidats à un contrat doctoral, principalement issus des masters de droit de la Faculté de droit de l'UJM ou de l'IETL de Lyon 2.

Les liens avec la Faculté de droit de Saint-Etienne et l'IETL sont ici déterminants pour attirer des étudiants vers la recherche, et la politique de formation en Master, principalement en M2, prend en compte les axes scientifiques du CERCRID. Ainsi à la Faculté de droit de Saint-Etienne a été créé, à la rentrée 2023, un parcours *Recherche* au semestre 8, commun à plusieurs mentions de master (JPP, droit des affaires, droit public et DIEC), afin d'orienter des étudiants (une dizaine) à la recherche, les masters en question étant quant à eux proposés en alternance. Lors de l'année 2023-2024, les étudiants de ce parcours ont ainsi été pleinement associés à un projet de recherche porté par l'équipe 3 sur l'accueil des justiciables au Tribunal Judiciaire de Saint-Etienne (projet co-financé par l'UJM). Dans ce parcours un enseignement d'initiation à la recherche et aux méthodes de la recherche empirique en particulier est prévu. Cet enseignement existe depuis plusieurs années dans le master 2 mention JPP, sous la forme d'un cours intitulé « Participation à une recherche collective, assuré par l'ingénieur d'études du CERCRID et Marianne Cottin. En 2024, les 3 contrats doctoraux obtenus par l'unité l'ont été par des étudiantes issues de ce parcours.

Du côté de Lyon 2, l'IETL propose 5 parcours de Master 2 en droit social, tous associés aux activités du Centre, comme les Rencontres du travail, colloque annuel auquel tous les étudiants de M1 et de M2 droit social assistent et parfois participent, et les Après-midi de la protection sociale (séminaire trimestriel ouvert à une participation à distance). Parmi ces cinq parcours, l'un d'eux est précisément orienté vers la recherche : le Master II « Théorie et pratique du droit social » (« TPDS »). A l'exception d'un doctorant venant d'un autre parcours de l'IETL, tous les doctorants du CERCRID spécialisés en droit social sont issus de cette formation. Fait significatif : c'est aussi de ce parcours dont sont originaires toutes les enseignantes-chercheuses, spécialisées en droit social, recrutées en tant que MCF au sein de l'UJM et de Lyon 2 (IETL) pendant le contrat 2019/2024 (Camille Percher en 2019 et Carole Giraudet en 2021, recrutées à l'IETL ; Cindy Lhomond recrutée à l'UJM en 2024).

En outre, le CERCRID propose régulièrement des stages de recherche, la plupart financés, à des étudiants de master 1 ou 2, dans le cadre de leur formation, ou en complément de cette formation. Par exemple l'appel à projet UJM obtenu pour 2023/2024 (« *Droit coutumier kanak* ») a permis de financer environ 7 mois de stage pour deux étudiantes de niveau master, dont l'une a ensuite obtenu un contrat doctoral. De la même manière, dans le cadre du projet gouvernance des blockchains, deux stages de 2 mois ont pu être accordés à des étudiants de master 2.

Sur la période évaluée, le nombre de supports de contrats doctoraux obtenus par l'unité est de trois chaque année en moyenne : deux supports par la tutelle UJM, 1 support pour la tutelle Lyon 2.

Deux contrats doctoraux handicap ont également été obtenus, l'un en 2019, l'autre en 2023.

Un financement international a été obtenu pour Jean-Paul Dautel, qui a bénéficié dans le cadre de sa co-tutelle de thèse (Lyon 2 – Université d'Ottawa) d'un financement de 72.000 \$CAN du Cabinet du vice-provost aux études supérieures et postdoctorales, Université d'Ottawa.

Convaincue qu'à côté de la recherche fondamentale, doit se développer une recherche appliquée, en lien avec les acteurs du monde socio-économique, la direction du CERCRID a développé, au cours de la période, le recours à des financements CIFRE, aussi bien vers des acteurs privés que publics.

Cette stratégie visant à attirer des doctorants s'est révélée payante et l'année 2024 a été particulièrement riche en nouveaux financements doctoraux avec : 3 contrats doctoraux et 4 CIFRE. Le CERCRID accueille également chaque année 5 ATER (4 de l'UFR droit UJM + 1 en 2020/21 en histoire du droit, 1 de l'IETL Lyon 2). Par ailleurs, un doctorant contractuel a été recruté dans le cadre du projet de recherche ANR sur les travailleurs de plateformes numériques (projet « Traplanum »).

	Contrat doctoral EDD	Contrat doctoral handicap	Contrat doctoral (UJM)	Contrat doctoral projet ANR	CIFRE	ATER
2019	2	1			1	5
2020	2			1		6
2021	1		1		1	5
2022	2					5
2023	2	1	1			5
2024	2		1		4	5

3 - Quelques actions en faveur des doctorants

Séminaire d'écriture au château de Goutelas-en-Forez. Créé et porté par le CERCRID depuis 2011, il s'agit d'un stage résidentiel d'écriture d'une semaine par an encadré par des enseignants-chercheurs. Ce séminaire est ouvert aux doctorants dont le sujet de thèse porte sur le droit social et ambitionne de les aider dans la réalisation de leur travail de rédaction. Cet événement a permis de réunir, outre les chercheurs de Lyon 2 et de Saint Etienne impliqués dans son organisation et son encadrement, des collègues et des doctorants de différentes universités françaises (Bordeaux, Chambéry, Nantes, Paris Nanterre, Paris I, Rennes, Strasbourg et Nancy). L'encadrement est assuré par des enseignants-chercheurs des établissements partenaires. Pendant ce séminaire, les doctorants se consacrent au travail de rédaction et peuvent échanger avec les encadrants, disposés à relire des passages de leur thèse et leur donner des conseils tant sur le fond que sur l'écriture de celle-ci. Les temps collectifs donnent lieu à des auditions de thèse ainsi qu'à des discussions dont les thèmes sont définis par l'équipe d'organisation. Ce séminaire est aussi un temps fort favorisant la constitution de réseaux pour les doctorants spécialistes de droit social. Ce séminaire est organisé chaque année (hormis en 2020 pour cause de crise sanitaire et en 2024 pour surcharge de travail du collègue responsable).

Auditions de thèse. L'unité apporte depuis de nombreuses années un soutien scientifique aux doctorants pour les accompagner dans la préparation de leur doctorat. Les « auditions de thèse » sont une pratique ancrée au CERCRID et qui sont systématiquement proposées aux doctorants, notamment au cours du comité de suivi de thèse. Il s'agit d'offrir aux doctorants, plutôt en troisième ou quatrième année, la possibilité de confronter leurs hypothèses et/ou leur plan de thèse et livrer leurs premières conclusions à un public averti et bienveillant, réuni à cette fin. En fonction de l'avancement de son projet, il s'agit de confirmer ou infirmer les pistes à explorer, d'éprouver la solidité du plan retenu ou encore d'identifier les obstacles à l'avancement des travaux. Ces auditions sont organisées à la demande du doctorant ou du directeur de thèse. Un panel de discutants est alors réuni, composé d'enseignants-chercheurs, spécialistes du champ du sujet ou issus d'autres disciplines juridiques afin d'apporter un regard et parfois des pistes à explorer dans d'autres domaines. Pendant deux heures environ, le doctorant présente l'avancée de ses travaux, la démarche envisagée, les questionnements qui demeurent et les aspects de son sujet sur lesquels il souhaite un regard extérieur. L'exercice a une finalité différente de celle des comités de suivi des thèses, assurés eux-aussi par l'unité. Ici il s'agit de tester la fiabilité des pistes explorées ou de confronter les regards sur l'objet d'étude. Néanmoins, et comme lors de la précédente évaluation, force est de constater une très faible demande des doctorants (trois auditions sur la période, hors cadre du séminaire doctoral de Goutelas déjà évoqué). Les raisons sont sans doute à rechercher dans un effet de surcharge des doctorants : outre leur thèse, les enseignements qu'ils assurent et le comité de suivi de thèse qu'ils doivent suivre et qui a un objet différent de l'audition (le fond n'est pas abordé lors d'un CSI, selon les consignes données par l'école doctorale de droit).

Atelier consacré à la « Méthodologie de la recherche empirique ». Créé à partir de l'année 2017, cet atelier est exclusivement à destination des doctorants du CERCRID, dans une démarche d'accompagnement à la recherche et de formation aux techniques d'enquête. Il s'organise en deux sessions annuelles, l'une à Saint-Étienne et l'autre à Lyon, d'une durée de trois heures chacune avec un maximum de cinq doctorants par sessions. Animé par Nathalie De Jong (IE du CERCRID), cet atelier permet de former à la méthodologie de la recherche empirique, les différentes méthodes et outils qu'il est possible de mettre en œuvre pour répondre à une problématique donnée. Cet atelier permet aux doctorants du CERCRID d'apprécier l'intérêt de la démarche empirique dans le cadre de leur thèse. Il est complété par un suivi en petit groupe ou sous forme individuelle permettant un appui à la construction et à l'évolution de chaque projet de recherche. Cet atelier a été suspendu en 2022, en raison du départ en détachement de Nathalie De Jong avant d'être repris en 2024.

par Thomas Prieur. Grâce à ces ateliers les doctorants perçoivent mieux comment mobiliser les méthodes empiriques dans leur thèse. De plus, ils facilitent les échanges avec l'ingénieur d'études pendant et après les ateliers afin de les accompagner au mieux dans la réalisation de leurs travaux.

Ateliers doctoraux thématiques. Dans le cadre des projets de recherche internationaux portés par le chantier droit critique et numérique, 3 ateliers doctoraux ont été organisés et ont associé des étudiants de Montréal, de Saint-Etienne et de Lyon. Ont également été invités les étudiants de master 2 en droit public et privé qui avaient manifesté leur intérêt pour la recherche.

Entraînements aux soutenances de thèse et aux auditions devant les comités de sélection. Le CERCRID organise régulièrement, en son sein, des entraînements à la soutenance de thèse pour les doctorants ayant achevé leur thèse avec plusieurs enseignants-chercheurs jouant le rôle de jury. Le CERCRID propose aussi aux jeunes docteurs voulant s'engager dans une carrière universitaire, des auditions blanches en vue des comités de sélection.

4 - Après la thèse

Le CERCRID développe plusieurs types d'actions en faveur des docteurs.

D'une part en accueillant des post-doctorants, par la recherche et/ou la mobilisation sur ce type de support de financement. Sur la période, **quatre post-doctorants** ont été accueillis au CERCRID : Diana Nunes dans le cadre du projet ANR TraPlaNum (Lyon 2) ; Marine Lamare pour le projet Etudiant-aidant (UJM, Saint-Etienne Métropole, DanaeCare) ; Camille Bordère (UJM, Chaire de Droit Public et Politique Comparés) et Hussein Khalife sur le projet Protrans (Lyon 2).

L'unité a adopté (fin 2024) le principe d'une aide forfaitaire en faveur de nos docteurs pour leurs auditions du concours à la maîtrise de conférences.

En tant qu'UMR CNRS en section 36 (39 en 2025), le CERCRID soutient chaque année des candidatures au concours de Chargé de recherche CNRS (5 en 2023 ; 6 en 2024 ; 3 en 2025 dont une interne). Les candidatures sont reçues. Les dossiers sont tous lus une première fois par la direction de l'unité puis, si le dossier paraît pouvoir être soutenu, il est demandé une relecture par un ou deux membres plus spécialisés. Un retour circonstancié est proposé au candidat et, le cas échéant, un soutien de l'unité. En outre, en 2023, l'unité a porté une demande de poste à la campagne handicap de recrutement d'un chercheur contractuel. *Il est à noter que l'unité a poursuivi cet engagement en faveur des docteurs alors même que le passage du CNRS en tutelle secondaire a rendu totalement improbable l'affectation d'un lauréat au CERCRID.*

Les docteurs du CERCRID peuvent enfin demander à rester membres associés de l'unité et plusieurs d'entre eux continuent à participer activement aux travaux de l'unité. Les liens gardés avec les anciens docteurs qui font une carrière non académique participent activement à créer des synergies entre la recherche et le monde socio-économique (avec par exemple M. Battesti, directeur adjoint du CHU de Saint-Etienne, qui participe aux travaux du chantier droit, critique et numérique).

Référence 3. L'unité dispose de locaux, d'équipements et de compétences techniques adaptés à sa politique scientifique et à ses objets de recherche.

A – Politique en matière de locaux, sites de Saint-Étienne et de Lyon

Comme il a été dit (v. *supra* Une unité sur deux sites géographiques rénovés), l'unité bénéficie depuis 2021 pour le site stéphanois et 2022 pour le site lyonnais de nouveaux locaux de très grande qualité. À cette fin, et dans le cadre du plan de réaménagement des campus par les tutelles concernées, la direction de l'unité s'est très fortement impliquée, en lien avec la direction des composantes de formations qui partagent désormais les mêmes locaux, pour les ajustements des plans, la définition des espaces et de leur usage pour : avoir une salle de convivialité ; situer les salles de réunions ; avoir des espaces réservés aux doctorants ; avoir un bureau pour accueillir des chercheurs invités ou encore obtenir un espace fermé (non prévu dans les plans) pour la bibliothécaire qui, dans l'ancienne bibliothèque, ne disposait pas d'un tel bureau.

De même, la direction de l'unité s'est fortement mobilisée pour obtenir de la part des directions du patrimoine un mobilier de qualité - y compris d'occasion dans une démarche de développement durable - et, au besoin, pour financer du mobilier sur fonds propres lorsque les propositions faites au niveau central n'étaient pas satisfaisantes. L'unité a ainsi financé sur ses ressources, en partage avec l'UFR de droit et pour un montant cumulé de 30.000 euros, les étagères centrales de la bibliothèque. Du mobilier a de même été financé de cette manière sur le site de Lyon 2, pour des bureaux d'enseignants-chercheurs. Une partie du mobilier acheté a servi à aménager une salle de réunion équipée pour la visioconférence. De même, les discussions menées entre la

direction du CERCRID et la Gouvernance de Lyon 2 à cette occasion ont permis au laboratoire d'augmenter l'espace qui lui était alloué avec, notamment, en plus de la salle de réunion, une salle de documentation.

Ces nouveaux locaux offrent aujourd'hui un cadre de travail de grande qualité, plébiscité par tous les membres de l'unité, mis à disposition de tous, quel que soit leur statut (notamment les doctorants, v. *supra*) et leur site d'affectation. Le constat est celui d'une plus grande présence physique des collègues et des doctorants, ce qui permet non seulement de renforcer le lien social au travail mais également de faciliter les échanges formels et informels, vecteurs de cohésion et propices au développement de projets collectifs.

B – Centre de ressources documentaires

Le CERCRID dispose d'une bibliothèque qui lui est propre, qu'il gère en toute autonomie, et à laquelle il est très attaché.

La bibliothèque du CERCRID est une bibliothèque associée du Service Commun de Documentation (SCD) de l'Université Jean Monnet (UJM). Elle est installée dans les locaux de l'unité, sur ses deux sites, stéphanois et lyonnais. La bibliothécaire, Mme Véronique Lacroix, qui est personnel CNRS (Ingénieure d'Etudes Hors Classe de la BAP F) entièrement attachée au CERCRID, assure le fonctionnement de la bibliothèque.

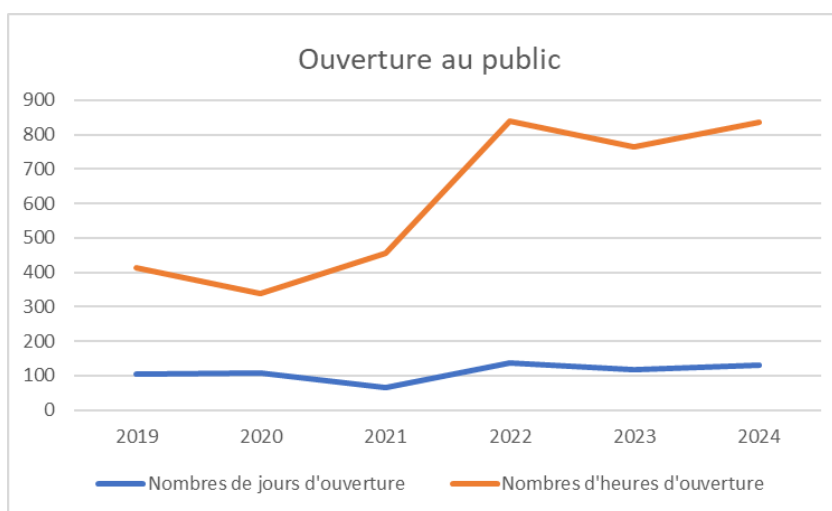
La bibliothèque du CERCRID est l'un des outils de recherche et de formation mis à la disposition des chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants du CERCRID et étudiants de Master 2 de la Faculté de Droit, des membres de l'Institut du Travail, ainsi que des enseignants et chercheurs invités par le CERCRID. Par ailleurs, elle fait partie du réseau BRISE-ES (Bibliothèques en réseau informatisé de Saint-Etienne – Enseignement supérieur) et offre de ce fait des facilités aux membres du corps enseignant et aux étudiants de 3^e cycle du réseau. Elle est ouverte, après inscription gratuite, à tous les chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants des autres universités et organismes de recherche, français et étrangers, travaillant dans les domaines qu'elle couvre et accueillis par le CERCRID.

L'intégralité des collections de la bibliothèque stéphanoise du CERCRID est signalée dans le [catalogue BRISE-ES](#) et dans le [catalogue Sudoc](#), base de données bibliographique nationale pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

La bibliothèque dispose d'une antenne sur le site de Lyon, dans les bâtiments de l'Université Lyon 2. Le signalement des collections lyonnaises dans les catalogues BRISE-ES et Sudoc a débuté en mai 2016. Cet espace de documentation est également ouvert à tous les membres du CERCRID et jouxte une salle de travail qui est à la disposition des étudiants de Master 1 et 2 de l'IETL.

Sur la période 2019-2024, la bibliothèque du CERCRID a été impactée par plusieurs événements :

- La pandémie de covid-19, qui a impacté les heures d'ouverture au public avec la fermeture des locaux de l'Université Jean Monnet et le recours au télétravail.
- La rénovation du campus Tréfilerie et le déménagement des collections du 3^e étage du bâtiment D au RDC du Bâtiment E.

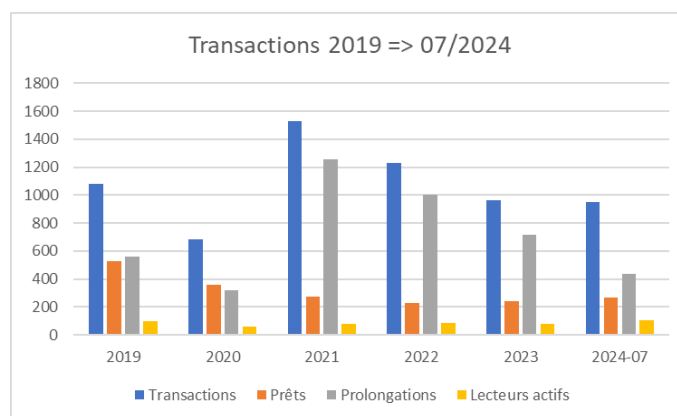


La bibliothèque du CERCRID a emménagé dans les nouveaux locaux de l'UJM en décembre 2021. L'espace dédié aux collections a été réduit de 155 à 135 mètres carrés et les places de travail de 25 à 6 places. La perte de surface a été compensée par l'acquisition d'un mobilier neuf adapté au nouvel espace (rayonnages et

places de lecture), ainsi que par une augmentation des places dans les nouveaux locaux de l'unité, de la Faculté de droit UJM et de l'IETL Lyon 2. La documentaliste a été dotée d'un bureau fermé de 6 mètres carrés (dans les anciens locaux, elle travaillait dans une salle de lecture).

Ce rapprochement physique avec la Faculté de droit sur le site stéphanois comme avec l'IETL sur le site lyonnais a été bénéfique à plus d'un titre : outre de meilleures conditions de travail, la bibliothèque bénéficie désormais d'une meilleure visibilité auprès des étudiants de Masters et d'une proximité renforcée auprès des enseignants-chercheurs et des membres de l'unité, qui s'est traduite par une participation accrue de la Faculté au budget des acquisitions documentaires de la bibliothèque, ouvrages et périodiques (compléments issus notamment des budgets propres de la Licence Notariale, du Master 2 Droit des affaires appliqué au Monde de la Santé, du Master 2 Droit et entreprise, de la Chaire Droit public et politique comparés).

Au niveau de la fréquentation de la bibliothèque, la période de la pandémie transparait dans la baisse significative de la fréquentation et donc des transactions (prêts, prolongations) en 2020, suivie d'un regain d'activité en 2021 et 2022 avec un « retour à la normale » en 2023 et une tendance à la hausse en 2024 (les statistiques fournies par le SCD ne remontent pas encore au-delà de juillet 2024). Avec la fermeture des locaux et le recours massif au télétravail à partir de mars 2020, les lecteurs ont anticipé leurs emprunts et davantage eu recours à la prolongation de leurs prêts en cours.



	2019	2020	2021	2022	2023	2024-07
Transactions	1083	681	1530	1230	962	952
Prêts	525	359	272	227	244	269
Prolongations	558	322	1258	1003	718	440
Lecteurs actifs	100	61	77	88	82	105

Parallèlement, la place de la bibliothèque du CERCRID sur la carte documentaire des bibliothèques de l'enseignement supérieur de Saint-Etienne s'est trouvée renforcée dans son partenariat avec le Service Commun de Documentation de l'Université Jean Monnet et plus particulièrement le pôle droit. Les liens tissés depuis plusieurs années ont permis de fixer la répartition des fonds documentaires en fonds pédagogique à la BU et fonds recherche au CERCRID ; la Bibliothèque Universitaire faisant régulièrement don des ouvrages de recherche (mélanges, thèses publiées) qu'elle extrait de ses fonds.

Le fonds documentaire de la bibliothèque du CERCRID représente 479 mètres linéaires dont 440 sont entièrement en libre accès dans le centre de ressources ; seuls quelques doubles et documents obsolètes sont conservés en réserve. La priorité a été donnée à un accès direct aux collections (ouvrages, thèses, rapports de recherche et périodiques) afin que les membres de l'unité puissent, en toute autonomie, accéder à la bibliothèque en dehors des heures d'ouverture au public (Licence 3 du collège de droit - Masters) et réaliser les transactions de prêt et retour sur un automate de prêt (matériel acquis en 2015).

Le fonds documentaire de la bibliothèque est composé de :

- 404 titres de périodiques dont 61 titres vivants au 31/12/2024 (27 titres papiers dont 4 pour Lyon ; + 6 titres Online sur abonnement ; 17 titres en achat au numéro ; 11 titres reçus en don)
- 7 446 monographies de niveau recherche
- 2 127 thèses et rapports non publiés
- 2 128 dossiers de périodiques dépouillés et signalés par la documentaliste dans le catalogue BRISE-ES

Les membres de l'unité ont également accès à l'ensemble des ressources numériques négociées par le SCD de l'UJM ainsi qu'aux ressources du portail Bib CNRS.

Le [catalogue BRISE-ES](#) permet un accès sur site et à distance à une sélection de ressources en accès libre ou payantes dont les principales bases de données juridiques (Dalloz et Dalloz revues, Lexis 360, Lextenso, Lamylène, Le Doctrinal), et à des ressources d'autres disciplines ou pluridisciplinaires comme Europress et des livres numériques (bouquet scholarVox). Le CERCRID participe à l'acquisition de la base de données Lexis 360 à hauteur de 1.300 euros par an.

Ces ressources sont complétées par des ressources internationales en SHS et des ressources acquises pour tous les domaines accessibles sur le [portail BibCNRS](#) :

- Brill – revues (47 revues)
- Cairn.info SHS – revues (+600 revues)
- Psychology & Behavioral Sciences Collection (560 revues)
- Project MUSE – revues (722 revues)
- SAGE - revues "Humanities and Social Science" – (+800 revues)
- JSTOR (+4 000 revues avec embargo)
- ScienceDirect (Elsevier) – revues (+2 000 revues)
- Springer - revues (+400 revues)

Selon les besoins des équipes, des abonnements spécifiques peuvent être mis en œuvre pour les besoins de recherche – abonnements à doctrine.fr en 2019 pour l'équipe 3 - ou de veille législative et réglementaire - abonnement à FIDP (DP = droit public) pour l'équipe 2 depuis 2020.

La politique documentaire de la bibliothèque s'inscrit dans les thématiques des équipes et des recherches collectives ou individuelles en cours au CERCRID, articulant la réflexion théorique autour de la combinaison de différentes approches des phénomènes juridiques. De ce fait, outre des ouvrages de droit, les acquisitions peuvent concerner des disciplines complémentaires liées aux domaines interdisciplinaires de recherche du CERCRID et des masters enseignés à l'UJM ou à Lyon 2 (IETL), qui constituent autant de segments de collections. La singularité du fonds documentaire du CERCRID est illustrée par la réception au CERCRID de nombreuses demandes de prêt entre bibliothèques pour des ouvrages dont le laboratoire est seul dépositaire en France. **La bibliothèque du CERCRID signale 507 unica¹ dans le Sudoc.**

Les demandes d'acquisitions documentaires (achats d'ouvrages et abonnements aux revues) sont étudiées par une commission documentaire composée de la documentaliste du CERCRID, d'un représentant de chacune des quatre équipes de recherche, de deux représentants des doctorants, ainsi que des deux acquéreurs du pôle droit de la BU Tréfilerie. La commission documentaire se réunit trois fois par an et statue sur les demandes d'achats émises par les membres de l'unité, en fonction du budget disponible et de la priorisation des demandes faites par les intéressés.

La bibliothèque dispose d'un budget annuel de 12.800 euros HT pour les achats documentaires, intégralement pris en charge par le budget général du CERCRID. Ce budget est complété en fin d'année par les reliquats budgétaires de l'unité ou encore, ponctuellement, par la Faculté de droit.

Le budget de l'unité concourt également aux frais de fonctionnement de la bibliothèque (reliure, frais de participation au réseau Sudoc et à la maintenance du SIGB Koha, équipements RFID des documents et frais de maintenance du matériel RFID).

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Achats doc	14 162.28 €	14 950.00 €	13 310.97 €	13 528.50 €	12 268.76 €	11 734.88 €
Fonctionnement	1 814.38 €	2 113.21 €	2 072.38 €	1 938.63 €	1 905.63 €	2 885.88 €

C – Logiciels pour les enquêtes, statistiques, bases de données (recherches empiriques)

Pour effectuer ses recherches empiriques, l'unité utilise depuis de nombreuses années des logiciels d'enquête, de récolte, d'analyse et de traitement de données quantitatives et qualitatives.

Pour l'élaboration et la diffusion de ses questionnaires d'études, le CERCRID utilisait le logiciel LimeSurvey mis à disposition par l'UJM et par Lyon 2. En 2022, le laboratoire s'est doté, en partage avec le service d'enquêtes étudiants de l'UJM, du **logiciel Sphinx IQ3 et de Sphinx Online** pour toutes ses enquêtes par questionnaires. Ce choix s'est fait par la volonté du laboratoire d'avoir un outil plus efficace que Lime Survey à la fois pour la production aisée de statistiques complexes et pour le travail collaboratif grâce aux fonctions de *reporting*. Ainsi, nous avons pu le mobiliser lors du projet ANR TraPlaNum afin de collecter les caractéristiques de fonctionnement

¹ Unica = notice bibliographique où un seul établissement du réseau Sudoc est localisé

des plateformes de micro-travail à la fois à l'échelle nationale et l'échelle internationale. De plus, il a été employé dans une enquête par questionnaires pour relever les besoins concrets des étudiants-aidants à l'échelle de l'établissement afin de leur établir un statut adapté à leurs besoins à l'échelle locale et évaluer les possibilités de déploiement à l'échelle nationale (sur ce projet, v. *infra*).

Pour les analyses textuelles, le laboratoire s'est doté depuis 2024 du **logiciel d'analyses lexicométriques Alceste**. En complément du logiciel Alceste, le laboratoire utilise le **logiciel libre TXM** afin d'affiner et approfondir les résultats obtenus avec le logiciel Alceste. Cette dynamique de logiciels a pu être mobilisée dans le projet ANR TraPlaNum afin d'analyser le contenu des conditions générales d'utilisation, ainsi que dans le projet IERDJ portant sur les mineurs isolés en analysant les décisions de justice de la Cour administrative d'appel de Lyon.

Enfin pour tout ce qui est études statistiques, le laboratoire utilise le **logiciel SPSS** comme par exemple dans l'analyse d'une grille de données des audiences portant sur les violences intrafamiliales en Nouvelle-Calédonie (M. Leloup, doctorante).

En outre, les membres de l'unité ont accès à toutes les bases de données juridiques communément utilisées (LexisNexis, Dalloz, Lamyline, Lextenso, Cairn, Persée, etc.). Également, l'UJM étant une université pluridisciplinaire couvrant tout le spectre des domaines de formation et de disciplines scientifiques, les membres de l'unité ont accès via le portail Brise-ES à des revues nationales et internationales dans tous les champs des sciences humaines et sociales, sciences et techniques, santé, nourrissant l'accès à l'interdisciplinarité.

D - Personnels techniques qualifiés

Pour mettre en œuvre ses objectifs scientifiques et sa politique de valorisation des travaux, l'unité peut compter sur **cinq personnels d'appui à la recherche qualifiés**, en particulier sur deux ingénieurs d'études, une gestionnaire administrative chargée de la communication et de la valorisation des activités de l'unité, et de deux gestionnaires financières.

1 - Deux ingénieurs d'études

1. Véronique Lacroix, Ingénieure d'étude CNRS, gère la bibliothèque de l'unité. En tant que catalogueur d'un établissement déployé dans le sudoc (catalogue collectif français des bibliothèques de l'enseignement supérieur et de la recherche), elle signale les documents dans le sudoc via le logiciel WinIBW sur lequel elle a été formée, ainsi que dans le catalogue des bibliothèques de l'enseignement supérieur de Saint-Etienne Brise-es : <https://catalogue-brisees.univ-st-etienne.fr/> via le SIGB Koha (SIGB Système Intégré de Gestion de Bibliothèque).

Son parcours l'a également conduite à développer des projets d'humanités numériques à travers, notamment, la création de deux bibliothèques numériques. Après un début de carrière à l'INIST en tant que responsable des domaines sociologie et ethnologie de la base de données Francis, un DESS d'informatique documentaire obtenu à l'ENSSIB (Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques), elle a produit une première bibliothèque numérique sous php mysql (migrée depuis sur omeka classic) réalisée à la Maison de l'Orient et de la Méditerranée (MOM) et dédiée à la valorisation des ouvrages du fonds ancien de la bibliothèque de la MOM et notamment aux « voyageurs »². Pour mener à bien ce premier projet, elle a été formée aux techniques de numérisation par le service « Plateforme technologique Numérisation et banques de données » de la MOM sur un scanner Digibook. Ceci a été complété par une formation de longue durée (2009-2010) « Numérisation et constitution de bibliothèques numériques » organisé par l'ENSSIB en partenariat avec la DRAC Auvergne. Avant de quitter la MOM, elle a amorcé le projet de numérisation des tirés-à-part du fonds Salomon Reinach³ dont elle avait la charge en tant que bibliothécaire responsable des fonds d'Archéologie Classique et d'Archéologie Occidentale à la MOM.

Ayant rejoint le CERCRID, elle a fait numériser les rapports de recherche de l'unité afin de permettre leur accès en texte intégral via la collection Hal SHS du CERCRID⁴ qu'elle administre. A partir de 2020, elle s'est consacrée à la valorisation des travaux du mouvement *Critique du Droit* au travers d'une première bibliothèque numérique sous omeka classic (archives de critiques du droit⁵) créée en 2021 et migrée pour diffusion sur une plateforme Omeka S(émantique).

Le site **Procès. Production critique en sciences politique et juridique (v. Portfolio n° 8)** : <https://data-cercriid.inist.fr/s/proces/page/accueil> a été créé dans un portail (une instance Omeka hébergée à l'INIST - INstitut de l'Information Scientifique et Technique du CNRS), permettant potentiellement de créer autant de

² Bibliothèque digimom <https://omekas.mom.fr/s/digimom/page/accueil>

³ 1000 et un tirés-à-part Salomon Reinach <https://tps-salomonreinach.mom.fr/>

⁴ <https://hal.science/CERCRID>

⁵ <https://archives-critiquedudroit.nakalona.fr/>

sites que nécessaire pour l'exposition de données et savoirs en relation avec les recherches en cours. Le site procès est le premier site proposé, ouvert au public en avril 2024. La numérisation d'une partie des documents proposés sur le site a été confiée à un prestataire extérieur (2021). Le CERCRID s'est depuis doté d'un scanner Digibook suprascan 10000 RGB capable de numériser des documents jusqu'au format A1, ainsi que des ouvrages anciens grâce au Book cradle (un porte livre constitué de deux plateaux mobiles permettant de préserver la reliure lors de la manipulation). Ce scanner a été obtenu gracieusement par le CERCRID via la bourse d'échange de matériel du CNRS, auprès de la MSH Val de Loire (Tours) en novembre 2021. Sur cet équipement, Véronique Lacroix procède à la numérisation des archives dont le CERCRID est dépositaire.

2. Nathalie De Jong (2019-2022) / Thomas Prieur (2022 – auj.). Pour l'opérationnalisation de ses études et de ses recherches, le CERCRID est doté d'une statisticienne ingénieure d'études Mme Nathalie De Jong. Elle a pour missions principales :

- La définition des méthodes mobilisées pour les recherches
- La création et la mise en place des outils de recueils de données
- La centralisation et la gestion des données de recherche
- L'analyse statistique des résultats de recherche

Depuis son départ en détachement en 2022 auprès de la cour d'appel de Lyon, elle est remplacée sur ses missions par un psychologue social ingénieur d'études M. Thomas Prieur. Ce recrutement a permis d'apporter un regard plus sociologique dans l'élaboration des outils de recueils de données, notamment dans les guides d'entretiens et les questionnaires en portant une attention particulière à l'inscription sociale des enquêtés et à son influence dans les résultats obtenus lors des analyses de données. Cela fut le cas par exemple dans le projet portant sur le statut d'étudiant-aidant ou dans l'enquête sur la perception de la justice par les justiciables.

Les compétences de ce poste permettent à l'unité et ses membres de mener des recherches utilisant une méthodologie empirique globale efficace, ce qui est dans l'ADN du CERCRID.

2 - Une gestionnaire administrative, chargée de communication

Émilie Poinas, qui assure la gestion administrative de l'unité et de ses membres (logistique des colloques, missions, accueil et assistance à la direction, etc.), est également chargée de communication du CERCRID, dispose d'un Bac+4 en communication, formation au cours de laquelle elle a appris à manier les outils et techniques de communication. Compétences qu'elle a pu développer ensuite au cours de ses précédentes expériences professionnelles. Elle impulse la promotion de l'activité du CERCRID et participe activement à la valorisation des travaux de l'unité et des résultats de la recherche. La conception graphique des documents de communication du laboratoire a pu être internalisée grâce à ses compétences en infographie : elle conçoit affiches, programmes, flyers et cartes de vœux de l'unité via les logiciels InDesign, Illustrator et Photoshop qu'elle sait manier. En tant que référente événementiel du laboratoire, elle met à la disposition des enseignants-chercheurs porteurs de projets ses compétences organisationnelles en leur apportant conseil et soutien techniques et logistiques pour l'organisation des manifestations scientifiques (séminaires, journées d'études, conférences, workshops et colloques). En tant que référente web et communication digitale, elle a assuré la conception du site web du CERCRID après avoir été formée par le webmaster de l'UJM au CMS (Content Management System - système de gestion de contenu web) Ametys. Au quotidien, elle en gère la mise à jour et l'alimentation. De même pour les réseaux sociaux, dont elle assure la gestion (compte LinkedIn du CERCRID, chaîne YouTube du CERCRID).

3 – Deux gestionnaires financières et budgétaires, une par site (UJM et Lyon 2)

1. Barbara Chatain est chargée de la gestion financière de l'unité et des projets de recherche annuels ou pluriannuels pour la dotation de l'UJM et du CNRS et les ressources propres portées par l'UJM. Elle met à la disposition des chercheurs et enseignants-chercheurs porteurs de projets ses compétences financières en leur apportant conseil pour l'élaboration des budgets financiers des projets de recherche auprès des organismes financeurs. Elle assure le suivi des conventions et des contrats. Elle collecte, traite et archive les pièces justificatives nécessaires aux opérations de gestion. Elle renseigne les tableaux de bord nécessaires au suivi de l'activité. Elle informe les interlocuteurs des pratiques, procédures et réglementations en matière budgétaire et comptable. Elle crée les bons de commande et les titres de recettes, elle contrôle la conformité des demandes de recettes au regard des conventions. Elle suit l'activité financière à l'aide du logiciel de gestion Sifac pour lequel elle a été formée et de tableurs Excel.

2. Jélila Belhadj assure la gestion administrative et financière du site Lyon 2 de l'unité. En tant que gestionnaire financière, elle suit le budget de l'unité et contrôle son exécution (saisie sur Sifac des bons de commandes, services faits, etc.), concernant la dotation annuelle de la tutelle Lyon 2 ainsi que des ressources propres de contrats portés par Lyon 2 ; elle prépare et présente les états financiers des conventions en vue de leur justification auprès du service de la Dred. En qualité de gestionnaire administrative, elle valide et assure le suivi des missions, centralise les demandes des invités extérieurs (Notilus), gère les demandes de recrutement des agents contractuels et des vacataires (élaboration des demandes, attestation de services faits dans TIMI, suivi

des paiements). Elle participe aux instances de l'unité (réunions avec la direction, direction d'équipe, AG) et assure une assistance administrative (comptes rendus, courriers administratifs, rapports d'évaluation de l'unité, etc.). Elle apporte enfin une assistance logistique à l'organisation des manifestations scientifiques, au montage de leur budget.

Référence 4. Les pratiques de l'unité sont conformes aux règles et aux directives définies par ses tutelles en matière de gestion des ressources humaines, de sécurité, d'environnement et de protection des données ainsi que du patrimoine scientifique.

A – Politique de l'unité en matière de ressources humaines

1 – Recrutement

L'unité est associée à la définition de la politique de recrutement des enseignants-chercheurs en lien avec les composantes de formation des tutelles : UFR Droit de l'UJM Saint-Etienne et IETL Lyon 2, qui prévoient systématiquement un rattachement au CERCRID pour leurs postes de PR, MCF et ATER. Les argumentaires auprès des tutelles dans le cadre des dialogues de gestion, les profils des postes, les comités de sélection, sont réalisés en commun avec la direction des composantes. Un équilibre entre les voies de recrutement – concours, mutation, agrégation – est recherché, afin de diversifier les profils et les compétences au sein de l'unité.

Vers la tutelle CNRS, le CERCRID apporte son soutien aux candidatures au concours CR CNRS (5 en 2023 ; 6 en 2024 ; 3 en 2025 dont une interne avec C. Bordère, post-doctorante de la Chaire). Une demande de chercheur contractuel handicap a été portée en 2023 mais n'a pas été retenue par l'InShS. Le dialogue de gestion annuel avec le CNRS, qui s'effectue de façon totalement dématérialisée, porte des demandes de recrutement de chercheurs (un DR et un CR) fléchées sur des thématiques précises. En 2021-2022, l'unité a accueilli une professeure en délégation CNRS, avant d'y être pleinement rattachée suite à une mutation à l'IEP de Lyon (A. Geslin). En 2024, le CERCRID a pu bénéficier de la mobilité entrante d'un DR (Th. Kirat).

L'unité recrute également chaque année plusieurs doctorants sous contrat doctoral (en moyenne 2/3 par an) et CIFRE ; elle accueille 5 à 6 ATER par an, et a recruté 4 post-doctorants sur la période.

2 – Évolution des carrières, promotions et données de genre

La direction de l'unité est attentive à l'évolution des carrières de ses membres.

Elle incite les maîtres de conférences à passer leur habilitation à diriger les recherches afin qu'ils accèdent à la promotion vers le professorat, outre de renforcer le potentiel d'encadrement doctoral de l'unité. Sur la période : 2 MCF ont soutenu leur HDR à Lyon 2 (P.-E. Berthier en 2021, devenu ensuite PR, et C. Nicod en 2024), ce qui est relativement faible, pour autant on relèvera que 4 MCF préparent actuellement leur HDR (M. Comte-Perrier, M. Grange, M. Mouncif-Moungache, B. Schmaltz à l'UJM). **L'unité compte 9 maîtres de conférences HDR au 31/12/2024.**

Le potentiel d'encadrement de l'unité a fortement progressé grâce à l'augmentation significative du nombre de professeurs sur la période.

V. Tableau ci-dessous, qui reprend en partie un tableau figurant *supra* Effectifs de l'unité.

Personnels en activité	Nombre au 30/06/2019	Nombre au 31/12/2024
Professeurs et assimilés	11	20
Maîtres de conférences et assimilés	36	37
Directeurs de recherche et assimilés	2	2

Sur la période 2019-2024, 5 maîtres de conférences rattachés à l'unité ont été promus Professeur des universités : 1 par la voie du concours au titre de l'article 46.3 (E. Rubi-Cavagna) ; 1 par la voie de l'agrégation (F. Fouvet) et 3 par la voie de la promotion interne (P.-E. Berthier, F. Debord et B. Espesson).

On remarquera la **part importante des femmes (4 sur 5), dans ces promotions de MCF vers le Professorat**, ce qui permet de rééquilibrer en partie le ratio de genre.

Général hors personnel d'appui à la recherche	Hommes		Femmes		Totaux	
	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages
MCF	11	30 %	26	70 %	37	100 %
PR/DR	14	61 %	8	39 %	22	100 %
Totaux	25	42 %	34	58 %	59	100 %

Une ingénieure d'études du CERCRID a également été promue MCF en 2021 (C. Giraudet).

L'unité aide financièrement les collègues MCF pour certaines épreuves du concours d'agrégation.

En ce qui concerne les personnels d'appui à la recherche, la direction de l'unité assure elle-même l'entretien professionnel annuel (V. Lacroix, E. Poinas, Th. Prieur/N. De Jong). Au cours de cet entretien, outre un point sur les missions réalisées durant l'année écoulée et la définition des objectifs de l'année à venir, la direction est attentive et soutenance pour les projets et objectifs d'évolution de carrière. Elle porte ainsi très favorablement les candidatures à des promotions. Ainsi la gestionnaire administrative/chargée de communication E. Poinas a été titularisée en septembre 2020 suite à la réussite du concours de technicien ITRF. La Direction la soutient chaque année depuis 2023 dans sa démarche de promotion par liste d'aptitude. N. De Jong a été soutenue pour sa demande de détachement auprès de la cour d'appel de Lyon (depuis mai 2022. En mars 2025 Mme De Jong a demandé son intégration au sein du ministère de la Justice) alors même que ce détachement a mis en difficulté, pendant quelques mois, les travaux en cours de l'unité jusqu'au recrutement de Th. Prieur. V. Lacroix est soutenue chaque année pour une promotion en qualité d'ingénieure de recherche. La direction de l'unité encourage ses personnels à suivre des formations continues (proposées par l'UJM, L2 et le CNRS) afin de monter en compétences et en acquérir de nouvelles.

3 - Formation continue des personnels et membres de l'unité

Mme Véronique Lacroix assure la fonction de **Correspondant formation** (COFO) de l'unité. Depuis 2017, un **plan de formation de l'unité (PFU)** est élaboré et actualisé chaque année, et vient en soutien du projet et des activités scientifiques de l'unité et des besoins de formation identifiés au sein de l'unité. Plusieurs axes prioritaires de formation ont été identifiés, à destination autant des enseignants-chercheurs, chercheurs et doctorants que personnels d'appui à la recherche (formation linguistique, formation aux outils de diffusion et de valorisation de la recherche, notamment aux outils numériques, formation au montage de projets, formation en communication).

Un bilan des formations suivies par les membres de l'unité sur la période 2019-2024 a été établi à partir des Plans de formation de l'unité par la COFO pour transmission aux tutelles.

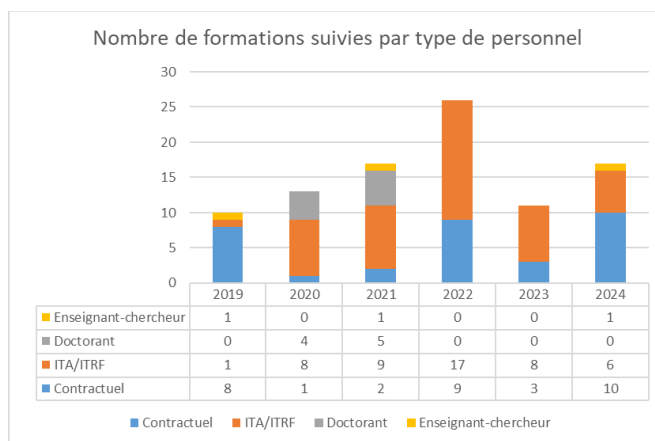
Les données du PFU sont recueillies chaque année par un questionnaire envoyé aux membres de l'unité courant septembre. L'offre de formation provient essentiellement de l'UJM et du CNRS, ou de la COMUE Lyon Saint-Etienne (Formations Convergences), de la MSH Lyon-Saint-Etienne (formations en data-shs notamment) et de l'ENSSIB de Villeurbanne.

De manière générale, les membres du CERCRID déplorent la non adéquation des dates de formation avec le calendrier universitaire. En effet, tous témoignent de l'intérêt qu'ils portent à la formation mais précisent que des formations intéressantes sont proposées dans la période de septembre à décembre. Or la période la plus propice – la plus allégée en termes de charge d'enseignement – serait la période qui court de mai à début juillet. Les formations sont également souvent trop longues, mobilisant sur une journée complète, voire 2 jours. Des formations par demi-journée maximum rencontreraient davantage de succès dans la communauté des enseignants-chercheurs notamment.

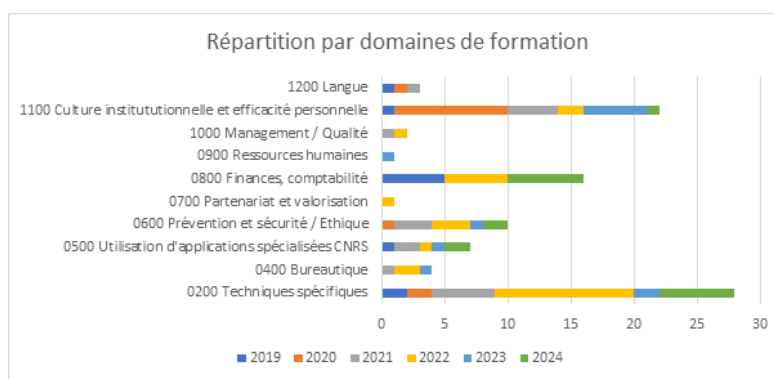
Dans le contexte sanitaire de l'année 2020, on a pu constater une augmentation de l'offre de formation en distanciel. Ce type de formation présente l'avantage de s'adapter à la fois aux situations de télétravail et aux contraintes de site, Saint-Etienne étant éloignée des principaux lieux de formation institutionnels.

Les doctorants sont déjà très sollicités par les formations obligatoires organisées par l'Ecole doctorale. Ils peuvent également bénéficier de l'offre de formation optionnelle offerte par l'Ecole doctorale (plusieurs membres du CERCRID sont par ailleurs des acteurs de ces formations). Ils répondent peu à l'enquête réalisée pour collecter les données du PFU.

Ce sont les personnels d'appui à la recherche, qu'ils soient statutaires ou contractuels, qui recourent le plus à la formation continue.



Le *turn over* sur le poste de gestionnaire financier - 4 agents différents ont occupé le poste sur la période 2019-2024 - transparaît dans la forte propension des formations suivies par des personnels contractuels et plus particulièrement dans le domaine Finance-Comptabilité.



Le domaine « Techniques spécifiques » recouvre les formations liées aux outils et méthodes utilisées par le personnel d'appui à la recherche pour réaliser ses missions ou évoluer dans celles-ci ; « Culture institutionnelle et efficacité personnelle » concerne les formations en relation avec la carrière des agents (préparation aux concours), la politique scientifique des tutelles (science ouverte), le bien-être au travail.

B – Qualité de vie au travail, prévention des risques et objectifs de développement durable

Outre les conditions matérielles qui se sont très nettement améliorées avec l'installation dans nos nouveaux locaux (v. *Supra*), la direction de l'unité est très présente sur site. La direction est à l'écoute des personnels de l'unité sur leurs conditions de travail. Le télétravail est accepté pour un jour par semaine (sachant que deux personnels qui en bénéficient sont par ailleurs à 80 % de temps de travail). Pendant la crise sanitaire liée au Covid et les périodes de confinement, des réunions régulières entre la direction et l'équipe administrative étaient organisées en visio-conférence, afin de faire le point sur les activités de l'unité autant que de maintenir un lien social lié au travail.

Les conditions de travail font également l'objet d'une attention particulière en termes de prévention des risques.

La direction de l'unité est attentive au risque de **discrimination et de violences sexistes et sexuelles**. Le directeur de l'unité a suivi en 2022 une formation de deux jours sur cette question et a ensuite sensibilisé les membres par la diffusion sur les listes internes de documents expliquant les VSS, les moyens de s'en prémunir et les sanctions éventuelles. En outre, dans le cadre de sa fonction de vice-président de la section disciplinaire de l'UJM (2021-2025), le directeur de l'unité a eu l'occasion d'instruire et de juger plusieurs dossiers concernant des étudiants, mais aussi un cas concernant un enseignant-chercheur (un dossier délocalisé, pour un personnel hors UJM).

Sur la période 2019-2024, aucun cas n'a été remonté à la direction pour une difficulté au sein de l'unité.

En matière de **prévention des risques**, le **DUERP** est l'outil de référence. Le CERCRID est doté d'une assistante de prévention, Mme Emilie Poinas, qui a été formée à ces questions par le CNRS. Celle-ci réalise depuis 2016 le DUERP (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels) de l'unité, qui est mis à jour et transmis aux tutelles chaque année. Depuis 2024 il est saisi sur le logiciel EvRP recommandé par le CNRS. Une attention particulière est apportée aux conditions de travail des personnels et des doctorants (ambiance de travail, Troubles Musculo-Squelettiques, risques liés au travail sur écran, risques psycho-sociaux).

La rénovation des locaux du CERCRID a solutionné une grande partie des risques qui étaient recensés par le passé (ambiance de travail trop fraîche l'hiver et trop chaude l'été, gêne sonore, promiscuité...). Les autres risques recensés dans le laboratoire tournent principalement autour des TMS et des risques liés au travail sur écran. La plupart des actions de prévention préconisées par l'Assistante de prévention pour y remédier ont été mises en place ou le seront prochainement.

Un registre hygiène et sécurité est également mis à la disposition des personnels et des doctorants du CERCRID pour signaler tout risque ou incident auquel ils pourraient se sentir confrontés.

L'AP du CERCRID est également sauveteur secouriste du travail, et secouriste en santé mentale.

En matière de **développement durable**, le CERCRID est doté d'une référente, Mme Emilie Poinas, qui fait partie du réseau de référents DD du CNRS et de l'UJM.

Les mesures de sobriété énergétique qui ont été prises au CERCRID sont les suivantes :

- Amélioration de la performance énergétique des bâtiments : le CERCRID Saint-Etienne a déménagé dans un bâtiment entièrement rénové en 2021 (isolation des murs extérieurs, isolation du toit, remplacement des fenêtres, remplacement des radiateurs, interrupteurs d'éclairage à intensité réglable...). Le bâtiment du CERCRID Lyon a quant à lui été rénové en 2022 (isolation des murs, remplacement des fenêtres...)
- Une consigne de chauffage à 19°C l'hiver a été établie. Pas de radiateurs d'appoint. Pas de climatisation l'été.
- Maîtrise des usages quotidiens : sensibilisation à l'extinction des ordinateurs et écrans soir et WE, 1 seul réfrigérateur pour tout le bâtiment au CERCRID Saint-Etienne, idem sur le site lyonnais.
- Les déplacements en train sont favorisés, ceux en voiture doivent être justifiés si convenance personnelle. Les déplacements en avion sont réservés aux déplacements internationaux.

Le CERCRID procède au tri sélectif de ses déchets (papier, carton, emballages alimentaires recyclables, cartouches d'encre, piles).

Le bilan carbone du CERCRID va être réalisé courant 2025 par des étudiants de l'IUT de Saint-Etienne. En 2024 les personnels et les doctorants du CERCRID Saint-Etienne ont participé à une enquête menée par l'UJM destinée à évaluer l'impact de leurs déplacements domicile/travail et l'impact de leur alimentation au travail sur le bilan carbone de l'UJM.

Domaine 2. Les résultats, le rayonnement et l'attractivité scientifiques de l'unité

Référence 1. L'unité est reconnue pour ses réalisations scientifiques qui satisfont à des critères de qualité.

L'unité a fait le choix de renforcer sa stratégie scientifique autour de 4 équipes et objets de recherche existant dans le précédent contrat tout en créant deux chantiers transversaux : « Droit, critique et numérique » et « Diffusion et transfert de concepts juridiques ». Le choix des objets s'appuie sur l'expertise et une reconnaissance nationale et internationale de l'unité tant sur les objets de recherche que sur la méthodologie et sur sa capacité à porter des travaux pluridisciplinaires.

Sur le fond, les recherches du CERCRID sont conduites en prenant appui sur des fondements solides et constants en accord avec la stratégie scientifique de l'unité reposant sur l'empirie, la pluridisciplinarité et l'internationalisation. Les différents travaux mis en exergue dans le portfolio sont souvent des résultats d'enquêtes empiriques, statistiques, financées sur appel à projet et conduites sur des objets de recherche aussi divers que les personnes en situation de vulnérabilité (portfolio n°s 1 et 2), les accords collectifs de travail (portfolio n° 4), les décisions de justice (portfolio n°s 6 et 7), le plus souvent dans une logique pluridisciplinaire croisant les regards venant de disciplines différentes, juridiques ou non, sur ces mêmes objets (voir précisément portfolio n°s 1, 2, 4 et 5). L'ouvrage individuel consacré au Brexit, deux fois récompensé (portfolio n° 3), puis la thèse référencée dans le portfolio et de nombreuses fois primée (portfolio n° 6), achèvent d'inscrire le CERCRID dans une démarche théorique ancrée dans les faits de société et l'analyse du droit dans une perspective internationale et comparée. La référence aux humanités numériques (portfolio n° 8) fait, de son côté, écho à l'un des axes majeurs de la politique de l'unité durant la période 2019-2024, sur les humanités numériques pour la conservation et la diffusion des savoirs juridiques.

Il sera ici renvoyé pour l'essentiel à l'auto-évaluation des équipes qui analysent leurs travaux à l'aune de ces marqueurs scientifiques et méthodologiques (v. *infra*). Quelques aspects plus globaux seront ici évoqués.

A – Dimension internationale des travaux

L'unité bénéficie d'une **reconnaissance internationale pour les travaux menés par les membres de l'unité** et soutenus par la direction (v. *déjà supra*, *Environnement de l'unité/contexte international*). Les sujets portés par l'unité et les travaux menés par ses membres permettent au CERCRID de se distinguer au plan international auprès d'universités et centres de recherche étrangers. Le laboratoire s'est attaché à renforcer les collaborations internationales existantes, en associant des collègues étrangers, et en développer d'autres en investissant de nouvelles aires géographiques. C'est le cas notamment pour :

- L'ANR TraPlaNum, Portfolio n° 1 ;
- Le projet bilatéral France-Cambodge, v. Bilan équipe 1 ;
- Le projet sur la détermination de l'âge du migrant, v. Portfolio n° 2 ;
- Le projet sur le préalable de conciliation obligatoire en France et en Allemagne, v. Bilan équipe 3 ;
- Le projet sur les droits humains des minorités sexuelles, v. Portfolio n° 5.
- La revue *Droit public comparé*, v. Portfolio n° 8.

Des collaborations scientifiques se sont plus particulièrement développées durant le contrat 2019-2024 avec l'Université d'Ottawa dans le cadre du chantier transversal « Droit critique et numérique » qui a donné lieu à de nombreux projets communs financés (notamment un IEA-CNRS), des colloques et des invitations de Professeurs (Vanessa Mac Donnell, Florian Martin-Bariteau), ou encore dans le cadre d'une co-tutelle de thèse (Jean-Paul Dautel, qui a bénéficié dans ce cadre d'un financement de 72.000 \$CAN du Cabinet du vice-provost aux études supérieures et postdoctorales, Université d'Ottawa).

Forte de ces multiples collaborations, la reconnaissance scientifique de l'unité à l'échelle internationale se donne à voir, aussi, à travers l'invitation de ses membres par des institutions à des conférences et colloques à l'étranger. Dans ce sens, **plusieurs membres ont été invités par des institutions étrangères** : par ex. Laure CAMAJI, Chercheuse invitée à l'Université de Tokyo, invitation de la Pr. Eri Kasagi 02/2024 ; Marie DEBARD, séjour de recherche à l'Université Bâton Rouge (Louisiane - Etats-Unis), Law Center, 1 mois 04/2019 ; Jonas KNETSCH, Visiting Professor à l'Université d'Anvers (Belgique) 2019-2025 ; Anne-Sophie CHAMBOST, Visiting researcher, Maison Française d'Oxford, 06/2023 - 07/2023 ; Olivier LECLERC, Honorary Professor à l'Université du Kent, Kent Law School, Royaume-Uni 09/2016 - 08/2019 ; Benjamin MORON-PUECH, Professeur invité (bourse Wainwright) à l'université McGill 11/2023.

Au titre des colloques et séminaires à l'étranger ou en Outre-mer auxquels les membres de l'unité sont régulièrement invités à intervenir, citons par exemple (v. pour des présentations détaillées, les bilans des équipes et annexes *Produits de la recherche*) :

- Allemagne (M. Cottin, F. Khodri, J. Knetsch, N. Noto, M. Vericel) ;
- Autriche (C. Nicod, B. Schmaltz) ;
- Belgique (J. Knetsch, E. Mazuyer, B. Moron-Puech, D. Zerouki) ;
- Bulgarie (B. Moron-Puech) ;
- Cambodge (M.-C. Escande-Varniol, C. Nicod) ;
- Canada (A. Antoine, A.-S. Chambost, A. Cheynet de Beaupré, E. Cornut, J.-P. Dautel, F. Khodri, J. Knetsch, E. Mazuyer, B. Moron-Puech, M. Mouncif-Moungache, Q. Pak ; C. Percher ; P. Porcher) ;
- Chili (M.-C. Escande-Varniol, C. Nicod) ;
- Espagne (M. Disant, M.-C. Escande-Varniol, J. Knetsch) ;
- Guyane (E. Cornut) ;
- Italie (A.-S. Chambost, F. Jacquelot, J. Knetsch, E. Mazuyer, B. Moron-Puech ; M. Rasclé) ;
- Japon (L. Camaji, B. Moron-Puech) ;
- Luxembourg (E. Mascarenhas ; B. Moron-Puech) ;
- Maroc (J. Knetsch) ;
- Mayotte (M.-C. Escande-Varniol ; E. Cornut) ;
- Norvège (P.-N. Barenot, J. Knetsch) ;
- Nouvelle-Calédonie (E. Cornut) ;
- Panama (M.-C. Escande-Varniol) ;
- Pays-Bas (B. Schmaltz) ;
- Pologne (M.-C. Escande-Varniol, C. Nicod) ;
- Portugal (M.-C. Escande-Varniol) ;
- Royaume-Uni (A. Antoine, J. Knetsch) ;
- Serbie (B. Moron-Puech) ;
- Suisse (A. Antoine, M. Chaptal, J. Knetsch, O. Leclerc, B. Moron-Puech, B. Schmaltz) ;
- Tunisie (J. Moret-Bailly).

La dimension internationale de l'unité s'illustre, enfin, par le développement de **travaux publiés ou de conférences prononcées dans une langue étrangère**, principalement en anglais (A. Antoine, A.-S. Chambost, E. Cornut, M.-C. Escande-Varniol, F. Fouvet, N. Gabayet, A. Jeammaud, J. Knetsch, S. Laulom, O. Leclerc, E.

Mazuyer, M. Mouncif-Moungache, C. Nicod, B. Schmaltz) mais encore en allemand (J. Knetsch, A. Péliscand), en espagnol (M.-C. Escande-Varniol) ou en italien (E. Dockès, F. Jacquelot).

B - Politique en matière de réponse à des appels à projets

Les directions de l'unité et des équipes encouragent les membres à rechercher des financements extérieurs pour leurs projets de recherche. Cette politique est évoquée, par ailleurs, dans l'auto-évaluation des équipes. Une veille active sur les appels à projets est assurée par les deux ingénieurs d'études (Th. Prieur et V. Lacroix) qui les diffusent de façon générale ou plus ciblée à des membres identifiés. Un accompagnement sur le montage des projets est assuré par les ingénieurs d'études en fonction de leurs compétences propres (bibliographie, études préalables, détermination de la méthodologie, estimation de l'échantillon, recrutements nécessaires, sources de données existantes etc.). La gestionnaire financière du CERCRID aide au montage financier, au besoin avec l'assistance des services centraux des tutelles. Chaque membre peut également être assisté, pour des projets de plus grande ampleur (ANR, ERC notamment) directement par les services centraux des tutelles qui offrent chacun des personnels d'appui au montage de projets importants.

L'unité a assuré la direction scientifique et financière de 25 projets de recherches financés sur ressources propres au cours de la période (liste thématique *supra* Ressources propres et onglet du tableau des données).

Sources des financements pour les 25 projets portés par l'unité	Nombre
IERDJ	5
Universités (UJM, L2 et Idex Lyon)	11
ANR	2
Collectivités territoriales (AURA, SEM, DIRECCTE)	5
CNRS	2
MSH	1
Campus France	1
France Stratégie	1
Juridictions	2
Total de financements selon l'origine de la ressource	30

Il sera rappelé qu'une ANR CRISP « Challenge of Research Integrity in Scientific Practices » (387 k€ sur 36 mois), non comptabilisée dans le tableau ci-dessus, a été obtenue par Olivier Leclerc peu de temps avant son départ du CERCRID en avril 2021. La direction de l'unité a accepté le transfert du portage de ce contrat dans son UMR d'accueil.

D'un point de vue global, la période montre le dynamisme du CERCRID pour trouver des ressources propres, conformément à sa tradition en ce domaine (v. Les précédents rapports d'évaluation qui l'ont relevé). **Le bilan de l'unité sur la période 2019/2024 est en progression par rapport aux périodes précédentes.** Si les membres de l'unité se sont bien appropriés les appels à projet internes des tutelles universitaires (11), le nombre de financements obtenus de l'IERDJ est resté important (4 appels à projet et 1 financement de colloque). Ce partenariat fréquent avec l'IERDJ est pour le CERCRID un objectif stratégique naturel, dans la mesure où l'IERDJ finance principalement des recherches juridiques revêtant une dimension pluridisciplinaire et reposant largement sur des données empiriques.

On relèvera une progression des financements obtenus des collectivités territoriales (5), avec des montants relativement importants et pour des projets structurants au sein de l'unité (chantier transversal numérique) et/ou à très forte implication sociale (ex. projet étudiant-aidant).

Sur la période, la direction regrettera cependant le faible taux de projets ANR présentés (3) même si le taux de réussite est de 100%.

Au niveau européen, si aucun financement n'a été obtenu, on indiquera néanmoins qu'une ERC *Starting grant* sur les « procès stratégiques » a été tentée (dir. B. Moron-Puech).

C – Prix et distinctions

Plusieurs membres confirmés et doctorants de l'unité ont obtenu des prix et distinctions pour leur travaux :

POUZET Antoine	Prix d'excellence doctorat de la Fondation Université Jean Monnet pour sa thèse intitulée « L'obligation comportementale des juges constitutionnels »	2024
DAUTEL Jean-Paul	Prix de la Fondation Anthony Mainguené-CIECST pour sa thèse intitulée « Comment le droit français et le droit québécois organisent-ils et participent-ils à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi des travailleur·euses ayant un trouble de santé mentale ? »	2023
TABANI Sarah	Prix Isaac en droit européen de l'Académie de législation pour sa thèse intitulée « Les rapports de systèmes juridiques européens »	2022
	Prix de thèse René Cassin pour sa thèse intitulée « Les rapports de systèmes juridiques européens »	2022
ANTOINE Aurélien	Prix de la Fondation Édouard-Bonnet Institut de France pour l'ouvrage « Le Brexit. Une histoire anglaise », Dalloz 2020	2022
	10e Prix Olivier Debouzy de l'agitateur d'idées juridiques de l'année pour l'ouvrage « Le Brexit. Une histoire anglaise », Dalloz 2020	2021
WILLOCX Laurent	Prix de thèse de l'Association française de droit du travail et de la sécurité sociale (AFDT) pour sa thèse en droit social intitulée « Réalisme et rationalités de la législation relative aux ouvriers et à ceux qui les emploient »	2021
	Prix de thèse de l'Université Lyon 2 pour sa thèse en droit social intitulée « Réalisme et rationalités de la législation relative aux ouvriers et à ceux qui les emploient »	
LARROUTUROU Thibaut	Prix de thèse du Conseil constitutionnel pour sa thèse intitulée « Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité »	2021
	Prix de thèse Joinet pour sa thèse intitulée « Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité »	2021
	Prix d'excellence "Doctorat" de la Fondation Université Jean Monnet pour sa thèse intitulée « Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité »	2021
KOFFI Affoué Marie-Noël	Prix d'excellence doctorat de la Fondation Université Jean Monnet pour sa thèse intitulée « Réflexions pour un renouveau du droit des sûretés personnelles »	2020
NOTO-JAFFEUX Nelly	Prix de thèse Albert Viala pour la défense des libertés fondamentales, Institut de France	2020
GRANGE Maryline	Prix de la Recherche universitaire du Forum International de Cybersécurité de Lille pour l'ouvrage co-dirigé avec A.-T. NORODOM « Cyberattaques et droit international. Problèmes choisis », Pedone, 2019	2020
	Prix du livre Droit du numérique de l'European Cyber Week de Rennes pour l'ouvrage co-dirigé avec A.-T. NORODOM « Cyberattaques et droit international. Problèmes choisis », Pedone, 2019	2019
LOPEZ Benoît	Prix Francis Blanchard de l'Association Française pour l'Organisation Internationale du Travail pour sa thèse intitulée « Les clauses sociales, contribution à l'étude des rapports entre le droit du travail et le droit international économique »	2019

Référence 2. Les activités de recherche de l'unité donnent lieu à une production scientifique de qualité.

A – Bibliométrie

Les tableaux et graphiques suivants présentent les données quantitatives et qualitatives des produits de la recherche de l'unité et ses membres pour la période 2019-2024.

Production scientifique globale de l'unité

Activités (Du 01/01/2019 au 31/12/2024)	Totaux
Journaux - revues	943
Directions revues	17
Articles dans revues à comité de lecture	246
Articles dans revues sans comité de lecture	138
Chroniques (régulières) de jurisprudence	29
Notes de jurisprudence	123
Observations de jurisprudence	287
Articles de synthèse / revues bibliographiques	19
Notices d'encyclopédies ou de dictionnaires	32
Billets d'actualité / Articles de blogs scientifiques	52

Ouvrages et chapitres d'ouvrages	300
Ouvrages individuels	16
Ouvrages collectifs	22
Directions/ éditions scientifiques	15
Chapitres d'ouvrages	180
Chapitres d'ouvrages à mise à jour permanente	62
Thèses publiées / éditées	5

Colloques, congrès, séminaires de recherche	79
Editions d'actes de colloques / congrès	4
Articles dans des actes de colloques / congrès	75

Produits et outils informatiques	9
Bases de données	3
Carnets de recherche / Blogs scientifiques	4
Revue en accès libre	1
Sites web	1

Rapports de recherche	29
Rapports de recherche	29

Produits destinés au grand public	112
Émissions radio, TV, presse écrite	24
Produits de vulgarisation : articles, interviews	29
Produits de médiation scientifique	56
Débats sciences et sociétés	3

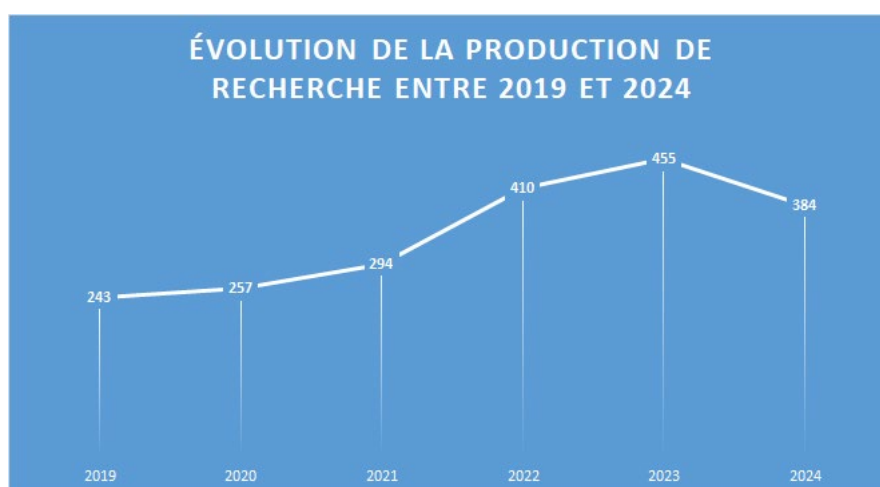
Colloques non publiés	429
Participations à des colloques nationaux (communications non publiées)	336
Invitations à des colloques, congrès à l'étranger (communications non publiées)	93

Total produits de recherche	1 901
------------------------------------	--------------

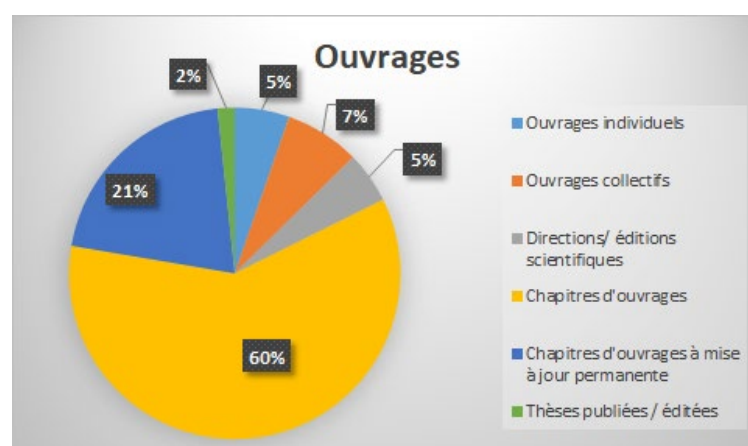
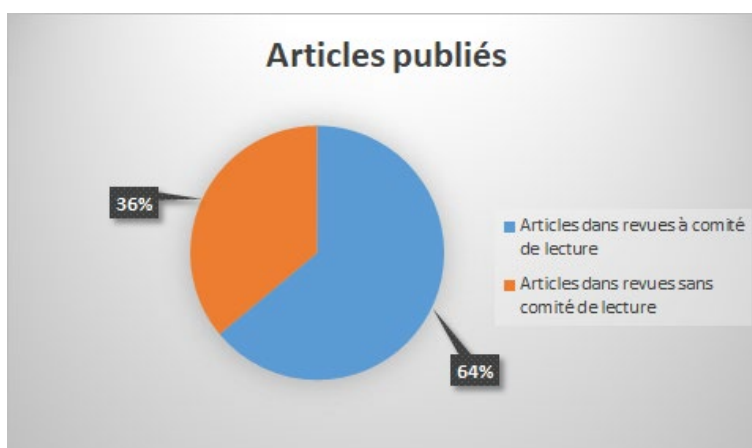
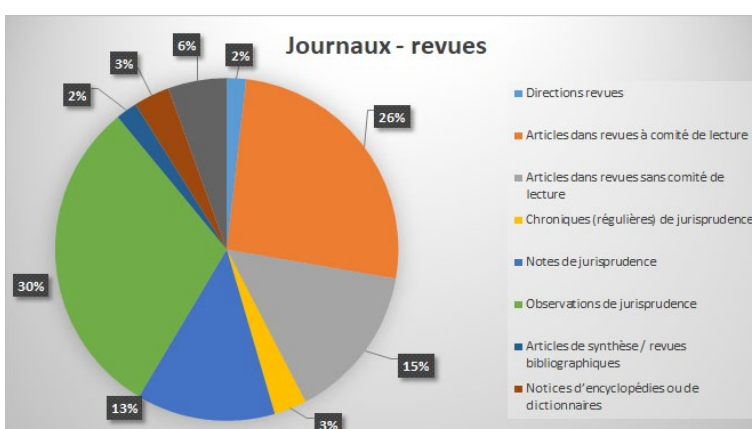
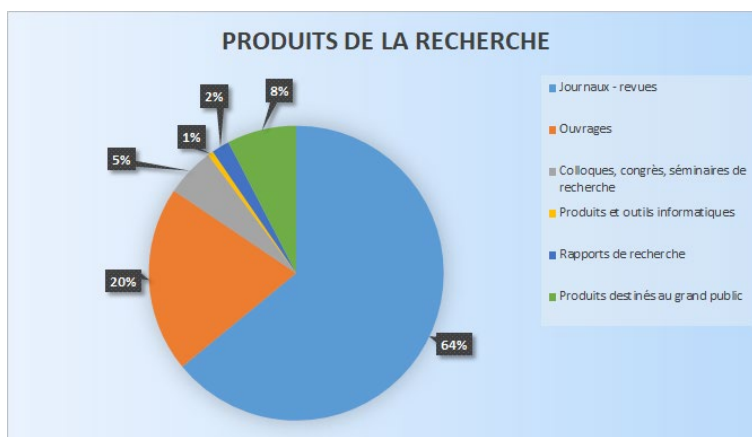
Productions scientifiques de l'unité par année

NB : La différence entre le total des productions (tableau ci-dessus) et la somme des totaux par années (courbe ci-dessous) s'explique par le fait que certaines productions s'étalent dans le temps en se répercutant d'années en années. Ce qui est le cas pour les chapitres d'ouvrages à mise à jour permanente, les bases de données, les carnets de recherche et blogs scientifiques, certaines revues en accès libre et les sites web dont l'entretien continue après la production de l'élément scientifique concerné.

On note une forte augmentation de la production scientifique au cours de la période. Cette augmentation est à mettre en relation avec l'évolution à la hausse des effectifs de l'unité : + 10 enseignants-chercheurs entre 2019 et 2024.



Diversité des supports de production de la recherche



Ces données montrent la très grande diversité des modes de production des savoirs : ouvrages individuels et collectifs ; rapports de recherche ; articles de fond ; fascicules d'encyclopédie ; commentaires de jurisprudence ; observations de jurisprudence ; articles de blogs scientifiques.

Ces données montrent également la grande variété des supports de publication et de valorisation : ouvrages en format papier par des éditeurs juridiques de renommée (Dalloz, Bruylant, LexisNexis, PUF, Lextenso, etc.), diffusion d'ouvrages et de revues en ligne ; chapitres d'ouvrages collectifs ; revues juridiques majoritairement avec comité de lecture (64 %) ; sites en ligne (blogs, carnets de recherches).

B - Bibliométrie par équipes

Produits de la recherche		Effectifs EC/C
Equipe 1	632	22
Equipe 2	652	16
Equipe 3	305	10
Equipe 4	312	11
Total	1 901	59

C - Données individuelles

1 - Taux de publication

	Productions de la recherche 2019-2024 (6 ans)			
	Taux de publication durant le contrat	Écarts-types durant le contrat	Taux de publication par an	Écarts-types par an
Par chercheur (n=60)	28	27	5	6
Équipe 1 (n= 22)	29	19	5	2
Équipe 2 (n= 16)	41	43	7	6
Équipe 3 (n= 11)	28	32	5	7
Équipe 4 (n= 11)	28	30	5	6

Le tableau ci-dessus regroupe les différents taux de publication à la fois par chercheur et par équipe, auxquels sont ajoutés leurs écarts-types respectifs. Ces écarts-types permettent d'estimer l'intervalle (taux de publication - écart-type ; taux de publication + écart-type) sur lequel varient les différents taux de publication au sein du laboratoire et au sein des équipes.

Pour ces taux de publications, nous raisonnons sur un total de 60 membres (les 59 EC/C auxquels s'ajoute A. Pélicand, membre de l'équipe 3). De plus, ces taux de publications ne comptent ni les productions numériques, ni les productions à destination du grand public.

L'unité, d'un point de vue global, a un taux de publication à 5,4 productions par membre et par année.

Sur ce global, l'unité compte huit enseignants-chercheurs ne déclarant aucune publication durant la période 2019-2024. L'explication tient, pour la plupart de ces membres non-publiant – ou pour quelques autres dont le niveau de publication est très faible – à une implication très forte dans des fonctions d'intérêt général et dans leurs fonctions et responsabilités pédagogiques, étant par ailleurs rappelé que le CERCRID accueille des membres d'autres universités et composantes que les seuls UFR de droit de l'UJM et IETL de Lyon 2, son vivier principal. Cette absence de publication – ou, pour certains, leur faible activité de publication – peut reposer sur des raisons personnelles. Pour une minorité, il peut s'agir d'un choix de carrière résolument orienté vers les seules activités de formation et/ou d'intérêt général. La direction de l'unité agit en faveur des collègues non ou peu publiant, notamment en leur proposant de les associer à des projets collectifs de recherche qui pourraient les intéresser au regard de leurs axes de recherches passés ou souhaits évoqués lors d'échanges informels.

Relevons par ailleurs que nombre de chercheurs du CERCRID dont le volume moyen de publication se situera en dessous de 2 travaux par an produisent, au plan qualitatif, plus d'un travail substantiel de recherche en

moyenne par an (ouvrage, article doctrinal de volume conséquent, rapport, etc.). Ce fait mérite d'être notamment souligné au regard du nombre et de l'importance des responsabilités que les membres du CERCRID peuvent par ailleurs assumer : décanat et vice-décanat, direction et direction-adjointe de départements et d'instituts (UFR Droit, IETL, instituts de formation syndicale de Lyon et de Saint-Etienne, département d'études politiques et territoriales de l'UJM). Dans le même sens, il est à noter que quasiment tous les membres de l'unité ont des responsabilités de formations (licences, masters) au sein de l'UFR de droit de l'UJM ou de l'IETL de Lyon 2 (voir les bilans d'auto-évaluation de ces deux composantes pour mesurer le très fort dynamisme porté par les membres de l'unité).

2 – Accompagnement des jeunes chercheurs

Les jeunes chercheurs (doctorants, post-doctorants et enseignants-chercheurs en début de carrière), outre de bénéficier des mêmes conditions de travail que des membres plus confirmés (v. *supra* notamment en ce qui concerne la politique d'accueil des doctorants) sont soutenus dans leurs travaux. Ainsi cinq docteurs (du CERCRID ou jeunes collègues nouvellement recrutés au CERCRID) ont publié leur thèse avec le soutien financier de l'unité ; les doctorants sont financés pour leurs déplacements, notamment en cas d'invitation à participer à un colloque.

La direction de l'unité et les directions d'équipes, en lien avec la direction de thèse, incitent les doctorants à intervenir à des colloques, à réaliser des travaux accessoires à la thèse, afin d'avoir une activité de production de recherche autre que la thèse de doctorat, en particulier pour les doctorants se préparant à une carrière dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Sur la période, on dénombre **51 publications rédigées par 19 doctorants ou jeunes docteurs (entre 1 à 11 publications par personne)**, ainsi que **11 colloques ou séminaires organisés, 12 prix de thèse (pour 8 docteurs), 1 séjour dans un laboratoire étranger, 15 conférences non publiées à un colloque national ou international, 3 invitations à un colloque à l'étranger et 4 animations de séminaires.**

L'unité aide financièrement ses docteurs qualifiés par le CNU engagés dans le concours à la maîtrise de conférences ou au concours d'agrégation (et les jeunes MCF pour ce concours). Chaque nouvel arrivant bénéficie, sur demande, d'un ordinateur financé par l'unité ou par la composante. Chaque nouvel arrivant est amené à se présenter lors de l'assemblée générale annuelle ou du séminaire de rentrée à Goutelas.

Au niveau institutionnel, la tutelle Lyon 2 octroie depuis 2023, pendant deux ans, une dotation individuelle spécifique de 1.000 euros/an pour tout nouvel enseignant-chercheur de l'unité (une collègue concernée). L'UJM propose chaque année, sur projet de recherche, 3 possibilités de décharge de service de 64h à tout EC recruté (Pr et MCF). L'appel à projet interne de l'UJM, qui bénéficie à tous quels que soient son statut et son ancienneté, fait l'objet d'un encouragement spécifique pour les MCF de moins de 3 ans de carrière : si chaque unité ne peut en effet présenter en principe que deux projets à cet appel, un troisième peut l'être s'il est porté par un jeune MCF. La direction de l'unité encourage le recours à ces dispositifs auprès des jeunes collègues, qui rencontrent toutefois un succès relatif.

3 – Rôle des personnels d'appui à la recherche dans ce contexte

Outre ce qui est explicité par ailleurs dans le présent bilan de l'unité et dans celui de chacune des équipes, les ingénieurs d'étude de l'unité sont principalement impliqués dans les projets de recherche collectifs financés sur ressources propres (par exemple les projets TraPlaNum ([portfolio n° 1](#)), Âge des migrants ([portfolio n° 2](#)), Protrans, Travail sexuel, accueil du justiciable) et les projets donnant lieu à des « rapports de recherches » (par ex. rapports pour la Cour de cassation ([portfolio n° 7](#)), c'est-à-dire les projets qui sont au cœur de la démarche empirique du CERCRID, qui font appel à la collecte, au traitement et à l'analyse de très grandes quantités de données et qui nécessitent également des données plus qualitatives, comme la réalisation d'entretiens. Ils aident par ailleurs les membres de l'unité dans leurs projets individuels, y compris ceux des doctorants (par ex. [portfolio n° 6](#)).

Ainsi les compétences de nos ingénieurs.e.s d'études ont été mobilisées sur de nombreux projets :

- Dans le projet TraPlaNum ([portfolio n° 1](#)) pour la conception d'un masque de saisie des données des plateformes et applications de micro-travail nationales et étrangères via Sphinx Online afin de les analyser statistiquement par des analyses descriptives et factorielles. De plus, une analyse lexicométrique de leurs *Conditions Générales d'Utilisation* a été réalisée via Alceste afin de comprendre comment les relations contractuelles s'établissaient entre ces plateformes et leurs utilisateurs.
- Dans le projet « QPC en actions » (v. Bilan équipe 2, fait marquant n° 3) pour la conception de guides d'entretiens et de questionnaires adaptés via Lime Survey puis dans les analyses statistiques des résultats des questionnaires à l'aide de Sphinx IQ3.
- Dans le projet « Repenser la détermination de l'âge des mineurs étrangers non accompagnés : perspectives empiriques » ([portfolio n° 2](#)) pour l'élaboration de guide d'entretiens et l'exploration textuelle des décisions de justice du tribunal de Lyon avec TXM.

- Dans le projet « Statut de l'étudiant-aidant » : guides d'entretiens, questionnaires sur Sphinx Online pour une diffusion en ligne puis analyses statistiques descriptives et comparatives via Sphinx Online.
- Enfin, actuellement dans le projet TransPsyCo notre ingénieur d'études a réalisé un travail préalable de recension des contentieux privés en lien avec l'isolement et la contention, avant d'établir une grille d'analyse des décisions de justice sous forme de questionnaire via Sphinx afin de faciliter leur analyse.

Ce rôle est également majeur en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique de l'unité en matière d'humanités numériques (v. *infra*).

Référence 3. L'unité participe à l'animation et au pilotage de sa communauté.

A - Colloques, journées d'étude et séminaires

Au cours de la période 2019-2024, l'unité a organisé ou co-organisé **100 colloques internationaux ou nationaux, journées d'étude et séminaires**. Si la plupart sont organisés sur le site stéphanois ou lyonnais, certains colloques et séminaires sont délocalisés, notamment à Paris, Toulouse, ou à l'étranger. La liste complète figure dans les bilans des équipes, annexes *Produits de la recherche*.

A ce total doivent s'**ajouter les séances du séminaire général du CERCRID** (v. *infra* E.).

Au nombre des colloques qui rythment et structurent la vie du CERCRID – référencés dans les bilans d'équipe – citons les *Rencontres du travail*, colloque organisé par les membres du CERCRID en partenariat avec l'IETL et l'Institut de formation syndicale de Lyon. Ces rencontres, ayant lieu selon un rythme annuel, ont pour objet de rendre compte des travaux de recherche portant sur le travail afin d'enrichir les analyses et points de vue développés autour de l'actualité des relations sociales. Ce colloque permet de réunir chaque année, au sein de Lyon 2, des chercheurs de disciplines différentes (sociologie, droit, économie, ergonomie) et de centres de recherche différents (comme le Centre Max Weber ou le centre Environnement Ville et Société), des acteurs professionnels (avocats, magistrats, travailleurs sociaux, représentants syndicaux ou DRH) et des étudiants de Master (I et II) afin de débattre de différentes thématiques liées au travail et à son actualité. A ces rencontres s'ajoute un séminaire trimestriel, « Les Après-midi de la protection sociale » dont les séances sont systématiquement diffusées sur la chaîne YouTube du CERCRID.

Toujours au nombre des manifestations structurantes pour le laboratoire, on peut mentionner aussi les colloques organisés quasiment chaque année par Mathieu Combet (et Matthieu Zolomian jusqu'à son départ), dont les actes sont ensuite systématiquement publiés, et qui s'inscrivent dans une cohérence thématique les uns avec les autres, nourrissant un projet reliant *droit et économie* (adde *infra* *Trajectoires* et Axe « *Droit et économie* »).

- « Arbitrage et droit de l'Union européenne », Université Jean Monnet Saint-Etienne, 29 mars 2024
- « La circulation des sociétés dans l'Union Européenne », Université Jean Monnet Saint-Etienne, 11 mai 2023 ; Université Jean Moulin Lyon 3, 12 mai 2023
- « Le droit européen de la consommation au XXI^{ème} siècle : état des lieux et perspectives », 2021 (annulé covid)
- « Les 20 ans de la loi NRE : contrats et concurrence », Université Jean Monnet Saint-Etienne, 25 novembre 2021
- « La loi Soihili : quels impacts en droit des affaires ? », Université Lumière Lyon 2, 17 février 2020

Dans cette même récurrence peuvent être cités les colloques organisés par Béatrice Espesson sur la thématique droit des affaires et santé (v. Bilan équipe 2), sous un angle souvent numérique, en lien avec le Master mention droit des affaires parcours affaires santé qu'elle dirige, associant les étudiants du master et impliquant plusieurs doctorants travaillant sur ces thématiques (par ex. M. Beniche, S. Diakite, N. Mihalic et F. Sauron).

On mentionnera un colloque international organisé à Paris, le 29 septembre 2022, par Maryline Grange : « Droit et diplomatie. A l'occasion des 300 ans de la fonction de juriste du ministère des Affaires étrangères de la France », sur la demande du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce colloque, soutenu par l'unité, la Faculté de droit et la présidence de l'UJM, a permis de s'interroger sur la fonction et la singularité du juriste en France (v. Bilan équipe 2, faits marquants n°5).

Plusieurs colloques ont par ailleurs été organisés dans le cadre des travaux référencés dans le portfolio, que l'on songe à ceux du projet ANR TraPlaNum (portfolio n° 1), du projet sur l'âge des migrants (portfolio n° 2), du projet Dialaura sur les référendums d'entreprise (portfolio n° 4), sur les minorités genrées (portfolio n° 5) ou les manifestations qui se sont situées dans le droit-fil des travaux sur les humanités numériques (voir portfolio n° 8) et la politique du laboratoire en matière de diffusion, de valorisation et de conservation des savoirs juridiques.

Dans le cadre du chantier transversal « Droit, critique et numérique » ont été organisées dix conférences concernant l'Intelligence artificielle ou la protection des données dans divers domaines, en intégrant une

dimension comparée pour certaines interventions (v. *infra* bilan du chantier numérique, et bilan équipe 2 - fait marquant n° 8).

Plusieurs séminaires et conférences sont également co-organisés avec la Chaire *Droit public et politique comparés*.

On rappellera enfin que l'unité soutient les colloques organisés par ses doctorants et jeunes docteurs (v. *supra*).

La liste complète est dans les bilans des équipes, annexes *Produits de la recherche*.

En Outre-mer et à l'étranger, le CERCRID a organisé ou co-organisé plusieurs colloques et séminaires :

- en **Allemagne** : dans le cadre du projet porté par Marc Véricel et Martin Zwickel, soutenu par l'IERDJ, sur Les préalables obligatoires de médiation/conciliation dans le procès civil en France et en Allemagne (v. Bilan équipe 3, fait marquant), ou encore dans le cadre des séminaires communs avec l'Université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg (FAU) et l'Université Jean Moulin Lyon 3, sous la direction de Jonas Knetsch (2019) ou Marianne Cottin (2024), auxquels ont notamment participé des doctorants (M.-N. Koffi, 2019) donnant lieu à un ouvrage collectif publié en Allemagne (*Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne*, éd. FAU, 2020) (v. Bilans équipes 2 et 3).
- au **Cambodge**, deux colloques : l'un sur « Le droit du travail dans un monde numérisé, cas des travailleurs de plateformes », à Phnom-Penh, au ministère du travail et de la formation professionnelle du Cambodge, novembre 2023 ; l'autre sur « Le droit du travail entre industrialisation et numérisation », à l'Université Royale de Phnom Penh, novembre 2022, sous la direction de M.-C. Escande-Varniol et C. Nicod, dans le cadre du projet « Tonle Sap » (v. bilan équipe 1).
- au **Japon** sur le thème des *Droits humains des minorités sexuées, sexuelles et genrées*, à l'Université de Tokyo, en novembre 2022, dont les actes ont été publiés en 2024, sous la direction de B. Moron-Puech (v. *Portfolio* n° 5 et bilan équipe 4).
- à **Mayotte**, sur « La place de la coutume à Mayotte », au Centre Universitaire de Formation et de Recherche de Mayotte, Dembeni, 2022, sous la co-direction d'E. Cornut, colloque de restitution du projet éponyme soutenu par l'IERDJ (v. Bilan équipe 2, faits marquants n° 2).

B – Directions de thèse et jury de soutenance de thèse et d'HDR

L'unité compte, au 31/12/2024, **31 membres habilités à diriger les recherches** : 20 professeurs des universités et 2 directeurs de recherches, 9 maîtres de conférences HDR.

Au cours de la période, les membres de l'unité HDR **dirigent ou ont dirigé 102 doctorants** : 84 rattachés au CERCRID, mais également 18 doctorants rattachés à un autre centre de recherche et/ou une école doctorale autre que celle de Lyon.

Au cours de la période 2019-2024, **23 doctorants du CERCRID ont soutenu leur thèse de doctorat** (liste complète sur le site du CERCRID)⁶.

Les membres de l'unité ont participé à **119 jurys de thèse ou d'HDR**. Certains membres sont plus d'une fois par an sollicités dans un tel jury, et ce au sein d'une autre université que celles de tutelle (A. Antoine, A.-S. Chambost, A. Cheynet de Beaupré).

C - Responsabilités éditoriales

Plusieurs membres ont (ou ont eu) une **direction éditoriale**, pour des revues ou des collections d'ouvrages sur la période :

- CHAMBOST Anne-Sophie : Directrice de la collection *Contextes. Culture du droit*, créée en 2015 aux éditions Lextenso-LGDJ (17 volumes), reprise en 2022 par *La mémoire du droit* (2 volumes déjà publiés, 2 en cours de publication) ;
- CORNUT Étienne : directeur de la collection *LARJE des Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie* (2014-2019). Trois ouvrages publiés sur l'année 2019.
- GABAYET Nicolas, directeur de la revue *Droit public comparé* (v. *Portfolio* n° 8)
- GIRAUDET Carole, rédactrice en chef de la revue *Le droit ouvrier*
- MORET-BAILLY Joël : Directeur de la Collection *Droit & Déontologie*, PUF. Six volumes ont été publiés entre 2022 et 2025 de 400 000 signes chacun.
- VERNAC Stéphane, Directeur scientifique de la revue *Lexbase social*.

⁶ <https://cercid.univ-st-etienne.fr/fr/activites/productions-scientifiques/theses-soutenues.html>

En outre, plusieurs chercheurs sont **membres du conseil scientifique de revues ou collections d'ouvrages** :

- ANTOINE Aurélien
 - Depuis 2024 : membre du comité scientifique de la revue *Costituzionalismo britannico e irlandese* dirigée par Alessandro Torre (Italie - Université de Bari)
 - Responsable des publications sur le site de l'Observatoire du Brexit (<https://brexit.hypotheses.org/>) et de la Chaire Droit public et politique comparés (<https://chaire-droit-public-politique-compare.fr/>).
 - 2021-2022 : responsable de la rubrique Brexit et des articles relatifs au Royaume-Uni du Club des Juristes, avec Denys Simon
- BERTHIER Pierre-Emmanuel, membre du comité de rédaction de la revue *Le droit ouvrier* (depuis décembre 2021)
- CAMAJI Laure, membre du comité de rédaction de la revue *Le droit ouvrier*, membre du comité de rédaction de la revue *Intersections*
- CHAMBOST Anne-Sophie
 - Membre du comité de rédaction de la revue *Mil Neuf Cent* (depuis juin 2023)
 - Membre du comité scientifique de *Nomopolis, revue internationale de droit et de science politique* (depuis octobre 2022)
 - Membre du comité scientifique de la RIEJ *Revue interdisciplinaires d'études juridiques* (depuis septembre 2022)
 - Membre du comité de rédaction de la revue *Les Études Sociales* (depuis mars 2019)
 - Membre du Conseil d'administration de la Société d'économie et de sciences sociales (depuis 2021)
 - Membre du comité scientifique de la revue *Cliniques Juridiques* (depuis juin 2019)
 - Membre du bureau de la *Revue d'histoire des facultés de droit* (depuis 2015)
 - Membre du comité éditorial de la *Revue d'histoire des sciences humaines* (2011-2018) ; membre du comité de relecture (depuis 2018)
- COTTIN Marianne, membre du comité scientifique de *Jurimétrie, Revue de la mesure des phénomènes juridiques* (Resp. éd. : V. Rivollier et C. Quézel-Ambrunaz, université Savoie Mont Blanc), Presse universitaire Savoie Mont Blanc (PUSMB)
- CHEYNET de BEAUPRE Aline
 - Membre du Comité scientifique de la *Revue Juridique Personnes et Famille* (RJPF, Lamy) (depuis 2013)
 - Responsable de rubrique : L'enfant - RJPF (depuis 2016).
 - Création et codirection de la rubrique Santé – RJPF (depuis 2018)
- DEBORD Florence, membre du comité de rédaction de la revue *Le droit ouvrier*
- DELIANCOURT Samuel
 - Membre du comité de lecture de *Droit de la voirie – La revue des propriétés publiques*
 - Membre du comité d'experts du JCP A
 - Membre du comité scientifique *Les Annales du droit*, PURH
 - Membre du comité de rédaction de *Les Annales des loyers et de la propriété commerciale, rurale et immobilière*
- DOCKES Emmanuel
 - Membre du comité de rédaction de la *Revue de Droit du travail*
 - Membre du comité de rédaction de la revue *Le droit ouvrier*
 - Membre du comité d'experts internationaux de la *Rivista Giuridica del Lavoro e della Previdenza Sociale*
- FOUVET Florence, membre du comité de rédaction de la *Revue de droit du travail* (Dalloz)
- JACQUELOT Fanny, membre du comité éditorial de la revue *Questions constitutionnelles*
- GABAYET Nicolas
 - Membre du Comité éditorial international de la revue *French Yearbook of Public Law*, <https://fypl.fr/organization/>
 - Membre du comité scientifique et correspondant de la revue *European Procurement and Public-Private Partnerships Law Journal* (EPPPL), Lexion, Allemagne
- KNETSCH Jonas, membre du comité scientifique de la revue *Carnets de Recherche de l'Océan Indien*
- LECLERC Olivier
 - Membre du comité éditorial de la revue *Droit & Société. Revue internationale de théorie du droit et de sociologie juridique*, depuis 2017
 - Membre du comité éditorial de la revue *Cahiers Droit, Sciences & Technologies*, depuis 2008
 - Membre du comité scientifique et du comité éditorial *Éditions Science et bien commun* (Québec), depuis 2015
- MARIÉ Romain, membre du comité de rédaction de la revue *Le droit ouvrier*
- MAZUYER Emmanuelle, membre du comité éditorial de la *Revue de l'Organisation Responsable*
- MORET-BAILLY Joël, membre de l'équipe de la chronique d'actualité semestrielle « Avocats », dirigée par Fl. G'sell, rubriques statut et discipline dans la revue *La semaine juridique*, édition générale depuis 2016

- NICOD Cécile, membre du comité de rédaction de la *Revue de droit du travail* (Dalloz)
- PAULIN Jean-François
 - Membre du comité de rédaction de la *Revue Chroniques du travail*, revue éditée par Aix-Marseille-Université.
 - Membre du comité de rédaction de la *Revue Juris-Association* (Dalloz)
- PICARD Kelly
 - Membre du conseil scientifique de la revue *Cahiers Portalis* (depuis 2020)
 - Membre du comité éditorial de l'*Annuaire de Justice transitionnelle* (2019-2021)
- VERNAC Stéphane, membre du comité de rédaction de la *Revue de droit du travail* (Dalloz).
- VERICEL Marc, membre du comité éditorial de la *Revue de Droit du Travail* (depuis 2006)
- ZEROUKI Djoheur, membre du comité de lecture de *E-legal*, *Revue de droit pénal et de criminologie* de l'Université libre de Bruxelles

Comme cela a été expliqué au chapitre des humanités numériques, plusieurs membres de l'unité assurent la **responsabilité éditoriale et scientifique de plusieurs bases de données**, tels que l'*Observatoire du Brexit*, le site *Droit coutumier en Nouvelle-Calédonie* ou encore le site *Procès* (v. *Supra* liste complète et [Portfolio n° 8](#)).

Enfin, nombreux sont les membres qui ont eu à réaliser des évaluations d'articles pour des revues nationales et internationales ou étrangères : **57 activités d'évaluations** (ponctuelles ou récurrentes) recensées sur la période (v. Bilan des équipes et annexes *Produits de la recherche* pour la liste complète).

D - Réseaux et instances de pilotage de la recherche

Plusieurs membres de l'unité se sont investis, durant la période 2019-2024, dans des instances d'évaluation **au niveau national** : experts pour le **HCERES** (F. Fouvet, J. Knetsch, R. Marié, E. Mazuyer) ; experts pour l'évaluation de projet par l'**ANR** (B. Bonnet, M. Mouncif-Moungache, B. Schmaltz) ou encore de l'**IERDJ** (M. Cottin) ; membre titulaire du **CNU** section 01 (P.-E. Berthier) ou rapporteur extérieur pour le CNU (R. Marié) ; membre du comité d'attribution des contrats doctoraux de l'**INSP** (A.-S. Chambost). Ou encore des **instances internationales ou étrangères** : Marie Skłodowska-Curie Actions (O. Leclerc panel member, Social science and Humanities Panel) ; Evaluation de projet pour le WWTF - Vienna Science and Technology Fund (Th. Kirat) ; Narodowe Centrum Nauki – NCN (executive government agency of National Science Centre, Poland (O. Leclerc).

L'unité investit également ces instances **au niveau local**. Elle compte ainsi, de façon continue, deux élus à la commission de la recherche de l'UJM, en particulier le directeur de l'unité (M. Disant et M. Cottin 2019-2021 ; M. Grange et E. Cornut 2021-2025). M. Disant et E. Cornut ont été à ce titre membres du bureau des assesseurs à la CR, dont le rôle est de conseiller la VP recherche pour la préparation des séances de la CR, et membres également de la commission des appels à projet de l'UJM. E. Mazuyer est membre du Comité d'Evaluation de la Recherche (CER) de l'Université de Lyon (UDL) depuis 2021. Plusieurs membres ont été jurés de prix de thèse pour des prix extérieurs aux tutelles (E. Cornut, N. Gabayet, A. Geslin, B. Moron Puech).

Le CERCRID est représenté au sein du conseil de l'école doctorale de droit de Lyon (EDD 492) par au moins deux membres, parfois trois : *a minima* par le directeur de l'unité et par le correspondant de l'UJM de l'école doctorale et, parfois, par le correspondant de Lyon 2 (cas depuis 2023, auparavant assuré par une collègue de l'EA Transversales). Ce conseil de l'EDD statue, notamment, sur les inscriptions et réinscriptions en doctorat, la formation doctorale et, surtout, sur la sélection des nouveaux doctorants financés par contrat doctoral.

Dans d'autres domaines scientifiques particuliers, plusieurs chercheurs de l'unité sont membres de comités d'éthique, ainsi dans le domaine de la santé (A. Cheynet de Beaupré, M. Mouncif-Moungache), ou ont participé à leurs travaux (ex. S. Vernac, étude pour l'Observatoire de l'éthique publique).

E - Invitation de personnalités scientifiques

L'unité encourage l'accueil de personnalités scientifiques de renom en lien avec ses travaux. Outre les colloques et les séminaires organisés par ses membres (v. *supra* A., *infra* bilans des équipes et onglet 6 du tableau des données et Annexes *Produits de la recherche*) ou les jurys de thèse pour lesquels sont invités des spécialistes reconnus du sujet concerné, l'unité dispose de plusieurs leviers pour mener sa politique d'accueil de personnalités scientifiques, dont le séminaire général du CERCRID, qui a été créé à cette fin.

Professeurs étrangers invités – Afin de créer autant que de renforcer ses réseaux et collaborations scientifiques internationaux (v. *supra* contexte international de l'unité), l'unité utilise les dispositifs offerts par ses tutelles d'invitation de chercheurs étrangers. L'UJM propose ainsi chaque année, en parallèle à l'appel à projet interne, une trentaine de « mois » pour faire venir dans ses unités de recherche des chercheurs en poste à l'étranger. Ce « mois » invité permet de financer entre un et trois mois de traitement (selon trois niveaux de grille indiciaire MCF et PR en fonction du profil), permettant de couvrir les frais de déplacement et de séjour. Par ce dispositif, le CERCRID a invité : Ines Ciolli, Professeure à l'Université de la Sapienza, Rome en 2022 ; Florian Martin Bariteau, Professeur à l'Université d'Ottawa 2024 ; Fernando Menezes, Professeur à l'Université de Sao Paulo en 2024.

L'unité a également sur ses fonds accueilli plusieurs chercheurs étrangers : Vanessa Mac Donnell, Professeure à l'Université d'Ottawa en 2023, et Emmanuelle Bernheim, Professeure à l'Université d'Ottawa également en 2023. L'unité a par ailleurs soutenu la venue, dans le cadre du dispositif d'accueil par le collegium de la COMUE de Lyon, qui permet de financer un séjour de 6 mois, la Dr. Grietje Baars, The City Law School, University of London en 2023.

En lien avec la Chaire de droit public et politique comparés, et son titulaire Aurélien Antoine, l'unité a fortement contribué à la remise d'un [Doctorat honoris causa par l'Université Jean Monnet, à Lady Hale, le 15 mars 2024](#). Brenda Hale, Baroness Hale of Richmond, a notamment été juge et Présidente de la Cour Suprême du Royaume-Uni, le plus haut magistrat du pays, de 2017 à 2020. À l'issue de la cérémonie, Lady Hale a donné une conférence intitulée « The European Convention on Human Rights. Does it have a future in the UK ? ».

Le séminaire général – Créé à l'initiative d'Olivier Leclerc en mars 2012, le séminaire a été animé sur la période 2019-2024 par Anne-Sophie Chambost et Jonas Knetsch, puis Pierre-Nicolas Barenot et Benoît Schmaltz, enfin par Gregory Bligh. En outre, la Chaire *Droit public et politique comparés* inscrit également certaines de ses manifestations au séminaire général.

Le séminaire général du CERCRID constitue l'un des temps forts de la vie scientifique de l'unité ; des chercheurs et chercheuses viennent présenter leurs travaux (publiés ou en cours de réalisation) et les mettre en discussion devant les membres du centre (chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants, post-doctorants mais aussi des étudiants de Master – manière de contribuer à la formation par la recherche). Dans le choix des invitations qui sont lancées (et qui reçoivent d'ailleurs un bon retour de la part des auteurs), les thèmes privilégiés sont transversaux et susceptibles d'intéresser l'ensemble des membres du CERCRID, quelle que soit leur équipe de rattachement. Les personnes invitées sont principalement des juristes, mais elles peuvent également être spécialistes d'autres disciplines comme l'histoire, l'économie, les sciences politiques, la philosophie, l'anthropologie ou la sociologie. Dans la mesure du possible, la séance (de deux heures) est animée par un ou plusieurs discutants, qui échangent avec l'intervenant après un temps de présentation libre. Les discutants sont par défaut les responsables du séminaire général et, parfois, un membre travaillant sur le sujet (ce rôle de discutant peut être assuré par un doctorant). Les séances du séminaire général du CERCRID sont organisées sur les deux sites de l'unité : à Saint Etienne (principalement) et à Lyon. Pendant la crise sanitaire, les séances du séminaire général ont été maintenues en visio-conférence.

Outre le public du CERCRID, l'information des séances est lancée auprès des spécialistes d'autres disciplines, à des collègues juristes d'autres universités mais aussi auprès des professionnels du barreau ou de la magistrature. Afin de renforcer la visibilité du séminaire, les annonces sont diffusées via les supports de communication des tutelles (CNRS, universités), des écoles doctorales, de la Maison des sciences de l'homme Lyon Saint-Etienne. Au cours de la période 2019-2024 l'unité a ouvert ses séances à un public plus large, extérieur à l'université, ce que la crise sanitaire a incité à faire en proposant systématiquement, depuis cette période, toutes les séances du séminaire en présentiel et à distance.

Durant la période 2019-2024, une trentaine de séances a été organisée. Depuis le début de l'année 2023, les séances sont enregistrées pour être mises en ligne sur la chaîne YouTube de l'unité, dès lors que l'intervenant y est favorable. L'ensemble de la programmation du séminaire est disponible sur une page dédiée du site du CERCRID ([activités/le séminaire général du CERCRID](#)).

Référence 4. La production scientifique de l'unité respecte les principes de l'intégrité scientifique, de l'éthique et de la science ouverte. Elle est conforme aux directives applicables dans ce domaine.

A – Intégrité scientifique

La politique des tutelles et les moyens qu'elles mettent à disposition de la communauté universitaire en matière d'intégrité scientifique sont mises en œuvre par la direction de l'unité, ses membres titulaires et doctorants. Chaque tutelle dispose d'un Référent Intégrité Scientifique que la direction ou ses membres peut consulter. De fait, de 2019 à 2024, hormis des cas de plagiat dans des mémoires de masters, l'unité n'a pas été confrontée à ce type de difficulté.

L'unité est néanmoins vigilante à l'égard des principes de l'intégrité scientifique. Ainsi les doctorants suivent-ils, dans le cadre de l'école doctorale, un module spécifique sur les questions d'éthique, de déontologie et d'intégrité scientifique de la recherche. Les mémoires de masters et les thèses sont systématiquement analysés, avant soutenance, par le logiciel Compilatio et les difficultés, le cas échéant, sont remontées en section disciplinaire. Ces enjeux sont systématiquement rappelés aux étudiants de master et aux doctorants, notamment lors des CSI pour ces derniers.

On signalera que le directeur de l'unité est très sensibilisé à ces questions. En sa qualité de vice-président de la section disciplinaire de l'UJM à l'égard des enseignants-chercheurs et des usagers (2021-2025), il a eu en effet

à instruire et juger plusieurs dossiers de plagiat au niveau master et un cas en doctorat (hors discipline juridique). Il a également participé à une enquête administrative sur les pratiques d'une unité en matière de réponses à appels à projet et de co-signature d'articles.

B – Diffusion et valorisation des produits de la recherche

La politique de diffusion et de valorisation des produits de la recherche de l'unité passe par plusieurs actions, dont certaines évoquées par ailleurs, comme une aide à la publication des ouvrages (v. *supra*), une présence importante des membres de l'unité dans les vecteurs de médiation scientifiques (médias, université pour tous, conférences grand public, v. *infra*). Cette politique passe également par un développement important des sciences ouvertes, par deux biais.

1 – Politique de sciences ouvertes / HAL / Chaîne YouTube

Le CERCRID, conformément aux politiques en faveur de la science ouverte promue par ses trois tutelles, encourage fortement ses membres à s'engager dans une diffusion en accès libre des résultats de leur recherche, ce par différents outils de diffusion : HAL, YouTube, ou encore par la création de bases de données.

HAL – La direction de l'unité encourage chacun de ses membres à diffuser ses travaux sur la plateforme HAL, y compris en déposant le document. Mme Véronique Lacroix assure la fonction de correspondante valorisation de l'unité. Elle assure un appui technique à la valorisation de la production scientifique des membres de l'unité (plateformes hypothèses, nakalona, HAL SHS, DUMAS) et relaie la politique nationale et des tutelles en sciences ouvertes et de dépôt des données de la recherche. A cette fin elle est la gestionnaire de la collection HAL-SHS du CERCRID (<https://hal.science/CERCRID>). En particulier, les rapports de recherche réalisés par le CERCRID sont signalés dans l'archive ouverte HAL-SHS. Le document en texte intégral est mis à disposition. Depuis 2015, les plus anciens rapports pour lesquels nous ne disposons pas de version numérique, ont tous été numérisés et mis en ligne dans une sous-collection dédiée. Les membres de l'unité ont progressivement investi HAL et déposent désormais leurs travaux, même si la complétude n'est pas encore atteinte.

Au 31/12/2024, la collection HAL SHS du CERCRID compte environ 2 600 références documentaires (contre 1 000 en août 2018 comme indiqué dans le précédent rapport d'autoévaluation), dont plus de 230 avec texte intégral.

YouTube – La direction de l'unité a souhaité que tous les événements scientifiques du CERCRID fassent l'objet de captation et de montage vidéo (sous réserve de l'accord des intervenants concernés pour leur droit à l'image et à la voix), sous la supervision de la chargée de communication de l'unité, avec l'assistance de la Direction du numérique de l'UJM. Les vidéos sont montées et débutent toutes par une introduction « signature » du CERCRID. Ces événements sont valorisés via la chaîne YouTube de l'unité lancée en janvier 2024 (<https://www.youtube.com/@CERCRID-UMR5137>).

Au 31/12/2024 soit après une année d'existence, la chaîne YouTube du CERCRID compte 16 vidéos.

2 – Développement de bases de données et des humanités numériques

Depuis de nombreuses années le CERCRID a initié, soutenu et/ou participé à la création et au portage de bases de données, d'outils numériques d'aide à la décision (à l'instar de la [barémothèque](#)), d'humanités numériques comme objet à part entière de diffusion et de valorisation, en accès libre et ouvert, des savoirs juridiques. La précédente évaluation en donne de nombreux exemples, comme l'[Observatoire du Brexit](#), créé en 2017 par A. Antoine, qui est depuis devenu une source de référence sur la question des implications juridiques de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Citons encore en partenariat avec le CERCRID le projet « [Les Facultés de droit dans la Grande guerre](#) », sous la direction d'A.-S. Chambost, et le projet CRAVAT [Le travail sous toutes ses coutures](#), porté par F. Khodri, E. Mazuyer et M. Julien.

En outre, plusieurs membres du CERCRID ont développé de longue date une recherche utilisant les humanités numériques comme support de valorisation, ainsi B. Moron-Puech avec un carnet de recherches [Intersexes](#), ou É. Cornut, avec une base de données inédite sur le [droit coutumier kanak](#).

Une page dédiée sur le site internet du CERCRID recense ces différents projets : <https://cercriid.univ-st-etienne.fr/fr/activites/bases-de-donnees.html>

Sur la période 2019-2024, la direction de l'unité a souhaité renforcer la place des humanités numériques. Outre le développement et l'enrichissement des bases de données existantes (ex. L'Observatoire du Brexit (avec la Chaire), Droit coutumier kanak, Les facultés de droit dans la Grande guerre), il en est découlé de nouveaux projets, portés par plusieurs membres de l'unité, toutes équipes confondues et en lien avec le chantier transversal sur le numérique. Ces différents projets ont fait l'objet d'une journée [Humanités numériques](#), sous la direction scientifique de P.-N. Barenot, le 4 avril 2024.

Deux nouveaux projets majeurs réalisés sur la période sont présentés dans le Portfolio (v. Portfolio n° 8 et annexes pour plus de détails) :

- la revue « Droit public comparé – Comparative Public Law » en libre accès sur le site Prairial : <https://publications-prairial.fr/droit-public-compare/> ;
- le site Procès : [PROduction Critique En Science politique et juridique](#), ouvert en avril 2024 .

Domaine 3. Inscription des activités de recherche dans la société

Référence 1. L'unité se distingue par la qualité de ses interactions avec le monde culturel, économique et social

A - Partenariats avec des acteurs socio-économiques sur des projets à haute valeur sociale

Projet étudiant-aidant – La région AURA et Saint-Etienne Métropole ont joué un rôle important dans les projets portés par le CERCRID en tant que financeur, mais pas uniquement. La Métropole stéphanoise s'est également impliquée dans la définition, en collaboration avec les acteurs du territoire, d'un projet de recherche à haute valeur sociale. Le travail étroit réalisé avec le responsable de la filière santé de la Métropole a permis de mettre en œuvre un projet avec l'association des aidants et des tiers lieux de santé « Danaecare », afin de réfléchir et d'établir un rapport sur le statut des étudiants-aidants. Il est à noter que le CERCRID a acquis une certaine réputation sur le territoire car reconnu et apprécié pour les méthodes d'analyse qu'il mobilise et l'expertise des enseignants-chercheurs et du personnel d'appui à la recherche. Les méthodes de recherche quantitative et qualitative sont particulièrement appréciées par les acteurs socio-économiques qui ont besoin de données scientifiques fiables de pilotage pour faire évoluer leur stratégie. Le financement accordé par la Métropole a permis de financer un post-doctorat durant un an et des missions effectuées auprès d'autres établissements d'enseignement supérieur qui ont mis en place un dispositif dédié aux étudiants-aidants.

Le projet étudiant-aidant permet d'inscrire les recherches menées par le CERCRID sur des sujets structurants de société. Les réflexions et les résultats produits ont directement un impact sur la manière dont les universités concernées (UJM et Lyon 2) vont implanter ce dispositif dans le parcours académique de l'étudiant. Par ailleurs, cette réflexion rejoint celle plus globale de la santé des étudiants (physique et mentale) dont l'UJM s'est emparée avec la mise en œuvre progressive du centre de santé des étudiants.

Le rapport est en accès libre sur HAL (Marine Lamare, *Les étudiants en situation d'aidance*, dir. M. Mouncif-Moungache, 2024. (hal-04966787)) et donne lieu en 2025 à une séance de restitution avec tous les acteurs concernés.

Projet accueil du justiciable – L'un de nos partenaires territoriaux de projets est le Tribunal Judiciaire de Saint-Etienne. Suite à des échanges avec son président, nous avons mené en 2024 une étude portant sur l'appréciation de l'accueil de la Justice par les justiciables avec l'aide des étudiantes du master 2 option recherche. Cette étude a donné lieu à une restitution orale devant le président du Tribunal, le procureur de la République et la greffière en chef, et le dépôt d'une synthèse des résultats. Le bon déroulé de l'étude et la satisfaction du président et du procureur du tribunal augurent de futures collaborations (v. Bilan équipe 3).

Liens avec les syndicats – Le CERCRID entretient également des rapports étroits avec le monde syndical et les organisations patronales à travers les projets de recherche qui ont été conduits en son sein et les manifestations scientifiques qui y sont organisées. Au titre des projets de recherche, citons dans ce sens les projets « TraPlaNum » au sujet des travailleurs de plateformes numériques, et le projet « Dialaura » qui concerne le dialogue social au sein de la région AURA (v. Portfolio nos 1 et 4). Les organisations syndicales sont par ailleurs régulièrement impliquées, à travers le partenariat entre le CERCRID et les deux instituts de formation syndicale (à Saint Etienne et à Lyon 2) dans les manifestations scientifiques organisées autour de la question du travail. Citons dans ce sens « les Rencontres du travail », colloque organisé chaque année au sein de Lyon 2 ou les « Après-midi de la protection sociale », séminaire organisé selon un rythme trimestriel (v. Bilan équipe 1). Une thèse CIFRE en partenariat avec un syndicat est également en cours (F. Gibbe sur la nécessité d'une nouvelle conception du harcèlement moral en droit du travail).

Numérisation de la revue Procès et des archives du Courant critique du droit ; Archives municipales de Lyon – En 2024, une convention de partenariat a été signée avec les Archives municipales de Lyon, qui disposent d'un ensemble documentaire versé par M. Philippe Dujardin en 2012, qui est un membre actif du *Courant critique du droit*, aux origines du CERCRID. La convention permet que la partie de ce fonds plus spécifiquement consacrée au Mouvement et association critique du droit soit exploitée dans le cadre du projet de numérisation des archives du Courant critique du droit engagé par l'unité autour de la revue *Procès. Cahiers d'analyse politique et juridique* (v. Bilan équipe 4 et Portfolio n° 8).

B – Accueil de chercheurs débutants financés par des partenaires non académiques

Le développement de recherche partenariale a permis de récolter des ressources et d'investir de nouveaux domaines. L'accueil de chercheurs débutants est une mission dans laquelle le CERCRID a souhaité s'investir particulièrement. Sur la période, 6 conventions « CIFRE » ont été obtenues pour des doctorants du CERCRID, dont 4 nouvelles sur la seule année 2024. Les partenariats CIFRE ont notamment été noués avec des syndicats, cabinets d'avocats, conseil national des barreaux ou encore une collectivité territoriale (v. *supra* pour les actions en faveur du financement des doctorants).

Par ce biais, le CERCRID peut ainsi contribuer à développer les compétences de ces jeunes chercheurs en vue de leur insertion professionnelle après la thèse, en leur donnant une expérience alliant recherche fondamentale et appliquée non négligeable. Par ailleurs, le centre tient à développer cette politique car elle permet en retour de se nourrir des approches de jeunes chercheurs sans compter leur influence très positive sur les doctorants de l'unité et sur les échanges qu'ils peuvent avoir avec eux. Nous avons organisé quelques rencontres informelles entre les doctorants et les post-doctorantes, qui ont permis un temps d'échange pour partager leur expérience de la recherche.

C – Formation continue des acteurs du monde non-académique

De nombreux membres du CERCRID sont impliqués dans les formations syndicales en lien avec les instituts de formation syndicale de Lyon 2 et de Saint-Etienne (qui sont tous deux dirigés des membres du CERCRID : Cécile Nicod pour Lyon, Farida Khodri pour Saint-Etienne), ainsi qu'au sein des diplômes de formation continue en droit social proposés par l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon. C'est par ailleurs en lien avec ce dernier que le CERCRID organise les « Rencontres du travail » ainsi que les « Après-midi de la protection sociale », qui sont autant de manifestations ouvertes aux organisations syndicales, patronales, travailleurs sociaux et professionnels du droit.

De la même façon, les colloques et journées d'études organisés sont ouverts à la formation continue, en particulier des avocats. Plusieurs manifestations sont ainsi organisées dans le cadre d'un partenariat direct avec le Barreau de Saint-Etienne (notamment les « Rencontres pénales stéphanoises » depuis 2020, v. Bilan équipe 3), ou avec des cabinets d'avocats (notamment les rencontres organisées par B. Espesson en droit des affaires santé, v. Bilan équipe 2).

Référence 2. L'unité développe des produits et des services à destination du monde culturel, économique et social.

Le **partage des connaissances** produites par le CERCRID et ses membres, outre de reposer sur une grande variété de supports de valorisation de la recherche (v. *supra* bibliométrie), s'opère grâce aux outils numériques développés par de nombreux membres de l'unité et qui ont, au-delà de leur vocation scientifique, pour finalité d'intervenir dans des débats de société auprès des acteurs du monde social, économique, culturel et politique en permettant une circulation plus fluide et directe des savoirs juridiques, sans pour autant transiger sur la qualité du débat scientifique (v. *supra* pour les sites et bases de données numériques développés par l'unité et/ou ses membres).

Plusieurs membres du CERCRID sont reconnus et identifiés comme experts auprès d'institutions nationales, européennes, internationales et étrangères.

De façon ponctuelle, plusieurs membres ont été sollicités au titre de leur expertise scientifique reconnue auprès d'institutions publiques représentatives nationales (Assemblée nationale, Sénat, Gouvernement, CESE), européennes (Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe), internationales (Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies) ou étrangères (Canada), ou encore d'autorités administratives indépendantes (Défenseur des droits), d'organismes publics de l'Etat (CNRS ; Bibliothèque Nationale de France) :

- ANTOINE Aurélien, auditionné par la Commission des Affaires européennes du Sénat à propos d'un projet de résolution européenne sur la relance du processus de paix et de réconciliation entamée par l'accord de paix pour l'Irlande du Nord (2023) ; par la Commission des Lois du Sénat sur la proposition de loi « Sécurité globale » (aspects constitutionnels, de droit comparé et de droit public économique) (2021). A. Antoine a également rédigé une contribution écrite pour le Rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Rémy Pointereau, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales, n° 289, *Normes applicables aux collectivités territoriales : face à l'addiction, osons une thérapie de choc !* (2023)

- BONNET Baptiste, auditionné par la mission d'information sur la Judicialisation de la vie publique du Sénat, 2022, sur le droit européen.
- BOUABDALLAH Safia, participation au groupe de travail interministériel concernant « Les mesures restrictives de la liberté d'aller et venir mises en œuvre dans les établissements sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes âgées et des personnes en situation de handicap (ESMS) et dans les lits d'accueil médicalisés et les lits halte-soins-santé (LAM/LHSS) », mené par la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et la Direction des affaires civiles et du sceau (DACS), novembre 2021-mars 2022.
- CHAMBOST Anne-Sophie, membre du Comité de suivi de l'édition scientifique (2018-2020) auprès du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et le ministère de la culture ; membre du Comité scientifique et technique du programme national de numérisation en sciences juridiques, Bibliothèque nationale de France – Bibliothèque Cujas (2016-2021).
- CHEYNET de BEAUPRE Aline, auditionnée par le Groupe de travail sur la Fin de vie, Aspects juridiques de la fin de vie et projet de loi « aide active à mourir » (Assemblée nationale, 2023) ; par la Commission des affaires sociales, 2023) sur l'évaluation de la loi 2016 sur la fin de vie (Claeys-Leonetti).
- CORNUT Étienne, auditionné par la Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale (2023), dans le cadre de la mission sur l'avenir institutionnel des Outre-mer ; par la Commission des lois du Sénat (2022), dans le cadre de la mission sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie ; par le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie, sur la délimitation des terres coutumières, dans le cadre de la remise d'un rapport de recherche (2019).
- DOCKES Emmanuel, auditionné par le Conseil économique, social et environnemental sur les notions de temps de travail, 2023.
- KNETSCH Jonas, auditionné au Sénat par la Mission d'information sur la réforme de la responsabilité civile (2019) ; par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans le cadre de la préparation d'un rapport sur le thème *Protéger et soutenir les victimes du terrorisme* (2019).
- MIHALIC Nina (doctorante) est, au titre de ses compétences juridiques en matière de recherche clinique, membre nommée du Comité de Protection des Personnes « Île-de-France XI » (comité d'éthique de l'Agence Régionale de Santé Île-de-France), depuis juillet 2024.
- MORET-BAILLY Joël, est vice-président du Comité de déontologie des ministères chargés des affaires sociales (affaires sociales, santé, travail, sport), depuis 2018.
- MORON-PUECH Benjamin, Participation au groupe de travail du ministère de la santé en charge de la production de données de santé sur la prise en charge des enfants intersexués en France (2021-2023) ; Organisation d'une table-ronde à destination des sénateurs du Canada sur les Réalités et droits des personnes intersexes (déc. 2024) ; Audition et remise d'un rapport à la Défenseuse des droits sur la mise à jour de sa décision-cadre du 18 juin 2020 sur les droits des personnes transgenres ; Audition par la sénatrice Dominique Verrien dans le cadre de la préparation d'un texte de loi sur le contrôle coercitif (nov. 2024) ; Expertise auprès du sénateur canadien du Nouveau-Brunswick René Cormier sur les droits des personnes intersexes (été-automne 2024) ; Aide à la rédaction d'une proposition de loi visant à lutter contre les violences sexuelles sur mineur déposée par la députée Francesca Pasquini, (avr. 2024) ; Représentant de la France au sein d'un groupe de travail chargé de la rédaction d'un projet de Recommandation pour le Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur les droits des personnes intersexes (2024-2026) ; Audition par le Groupe des républicains au Sénat sur la « transidentité des mineurs » (05/12/2023) ; Audition au Sénat sur les propositions de loi visant à interdire le langage inclusif (12/10/2023) ; Représentant de la France au sein du Groupe de travail mis en place par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe en vue de la rédaction d'une résolution sur les droits des personnes intersexes (sept. 2023-2025) ; Co-rédaction d'une proposition de loi sur l'imprescriptibilité des crimes sexuels pour le sénateur X. Lacovelli.

En outre, reconnu pour des travaux en matière de déontologie (v. Bilan équipe 4 ses deux ouvrages publiés sur la période : *Introduction à la déontologie*, éd. PUF 2022, et *Déontologie de l'avocat*, éd. Puf 2023), J. Moret-Bailly occupe pour le CNRS les fonctions de Référent signalement (actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes au travail, depuis 2021), de Référent chargé de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (depuis 2020) et de Référent déontologie, laïcité et lancement d'alertes (2018-2024).

On rappellera également le colloque international organisé à Paris, le 29 septembre 2022, par Maryline Grange : « Droit et diplomatie. A l'occasion des 300 ans de la fonction de juriconsulte du ministère des Affaires étrangères de la France », sur la demande du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce colloque, soutenu par l'unité, la Faculté de droit et la présidence de l'UJM, a notamment réuni le conseiller juridique de l'Organisation des Nations unies, deux anciens présidents de la Cour internationale de Justice, un juge de la Cour pénale internationale ainsi que des ambassadeurs (v. Bilan équipe 2, faits marquants n° 5).

Référence 3. L'unité partage ses connaissances avec le grand public et intervient dans des débats de société.

Les membres du CERCRID s'investissent dans le partage des connaissances et dans les débats de société de différentes façons. Ils sont pour certains d'entre eux, notamment Aurélien Antoine, reconnus pour leur expertise sur certains sujets comme le Brexit et les institutions du Royaume-Uni (il a ainsi commenté les obsèques de la reine Elisabeth II pour France info TV) et à ce titre sont fréquemment sollicités par les médias télévisés, radio et écrits pour prendre part aux débats et être interrogés sur des questions de fond développées dans leurs recherches (v. sur ce point les bilans des équipes).

D'autres chercheurs interviennent dans les médias et débats publics sur des questions de société qui sont au cœur des recherches menées au sein du CERCRID. Il en est ainsi, par exemple, des interventions des chercheurs sur les mutations et réformes intervenant dans le champ du travail (par exemple, la réforme des retraites ou du chômage) et du sort des personnes transgenres.

Le partage des connaissances avec la société civile s'opère également avec les outils d'humanités numériques développés par de nombreux membres de l'unité et qui ont, au-delà de leur vocation scientifique, pour finalité de participer à la circulation des savoirs et des idées juridiques dans les débats de société du fait de leur accessibilité au grand public. C'est le cas par exemple de l'*Observatoire du Brexit*, du carnet de recherche hypothèses *Intersexes* ou encore le site « Les Facultés de droit dans la Grande guerre » (v. *supra* pour les sites et bases de données numériques développés par l'unité et/ou ses membres).

C'est le cas encore grâce à la chaîne « YouTube » dédiée à l'activité de l'unité et sur laquelle sont retransmises, après avoir été retravaillées par les services de l'audio-visuel de l'UJM et en lien avec l'administration du CERCRID, les diverses manifestations scientifiques du centre (colloques, séminaires et interviews).

Le CERCRID inscrit également ses actions dans des dispositifs de médiation collectifs tels que la Nuit européenne des chercheurs, ou encore dans les conférences de « l'Université pour tous » organisées à l'UJM.

III-2. Autoévaluation des équipes

Équipe 1 Mutations du Travail et des Organisations en temps de crise (MTO)

A - Objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'équipe

1 - Objectifs scientifiques

L'équipe Mutations du Travail et des Organisations en temps de crise, qui a vu le jour en 2014, s'est assignée des objectifs scientifiques et s'organise en conséquence.

Elle regroupe des membres du CERCRID et les anciens membres de l'Equipe de Recherche en Droit Social (ERDS). Jusqu'à son intégration au sein du CERCRID, l'ERDS constituait une EA autonome au sein de l'Université Lumière Lyon 2, fondée par Jean Pélissier (à l'époque le Centre de Recherche en Droit Social, CRDS, en 1992). L'équipe MTO en est l'héritière et elle s'inscrit pleinement dans leur continuité en poursuivant une recherche dogmatique, empirique et théorique sur le droit, autour des questions du travail et des organisations, principalement des entreprises. L'équipe MTO a su développer de nombreuses recherches collectives et individuelles avec une internationalisation et une pluridisciplinarité fortes. L'inscription de l'équipe dans plusieurs réseaux internationaux témoigne de cette internationalisation. L'équipe regroupe des membres du CERCRID du site de Saint-Etienne et du site de Lyon.

2 - Organisation

Précisément, l'équipe regroupe des membres de l'Université Lumière Lyon 2, issus de l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon (IETL), de la Faculté de Droit, de l'Institut de Formation Syndicale (IFS), de la Faculté de sciences économiques et de gestion mais également de Lyon 1 (IUT), de Lyon 3 (Faculté de droit) et des membres de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne. Géographiquement et quantitativement, c'est l'équipe la plus élargie du CERCRID avec des membres issus de plusieurs composantes et de quatre universités.

Au niveau de son organisation interne, l'équipe MTO a fait le choix de ne pas mettre en place de structures intermédiaires et de fonctionner selon un modèle de démocratie directe. Les décisions et la stratégie sont définies collectivement lors de réunions plénières, où l'ensemble des membres de l'équipe est convié, y compris les doctorants. Ces réunions ont lieu régulièrement lors de la pause méridienne, et en visioconférence pour les membres qui ne peuvent pas être présents physiquement.

Pour le reste, c'est au niveau de l'unité que les règles de gouvernance sont définies

3 - Ressources, locaux et équipements

L'équipe dispose à la fois d'une dotation récurrente (3.500€) et variable (6.500€ environ) allouée sur les fonds de l'unité, qui permet d'assurer des missions scientifiques de ses membres et de prendre en charge une partie du financement des manifestations scientifiques organisées par l'équipe. La dotation de Lyon 2 (qui est attribuée à l'unité, puisque tous les membres du CERCRID Lyon ne sont pas affectés à l'équipe) est d'environ 16.000 €. Au cours de la période évaluée, l'autofinancement de l'équipe a également été important. Les ressources internes ont ainsi été complétées par des financements externes liés à des réponses à des appels à projets (v. *infra*).

Au niveau administratif, les membres de l'équipe, majoritairement rattachés à un établissement lyonnais, bénéficient d'un personnel administratif à l'Université Lyon 2 (1 poste mutualisé entre deux centres et affecté à 50 % au CERCRID Lyon).

L'équipe Mutation du Travail et des Organisations est localisée principalement dans les locaux du CERCRID à l'Université Lyon 2 (Bâtiment Déméter, Campus Berges du Rhône) où elle dispose d'un fonds documentaire à dominante de droit social.

Une des conséquences positives de la crise sanitaire a été l'aménagement d'une salle de conférence équipée de matériel moderne, de façon à pouvoir organiser les différentes réunions (plénières notamment) en

visioconférence. L'absence de structuration interne rigide est ainsi largement compensée par un fonctionnement sur une base de démocratie directe.

4 - Pratiques de l'équipe

Les pratiques de l'équipe sont conformes aux règles et aux directives définies par ses tutelles en matière de gestion des ressources humaines notamment. En effet, l'équipe MTO rassemble 22 enseignants-chercheurs titulaires : 21 enseignants-chercheurs et 1 chercheuse CNRS, dont 7 PR et DR. Y sont rattachés également 11 doctorants et 10 membres associés. L'équipe a vu ses effectifs grossir raisonnablement : elle s'est enrichie de 3 enseignants-chercheurs, de 6 membres associés, essentiellement des enseignants-chercheurs émérites (1) et des doctorants ayant soutenu leur thèse en cours de contrat (5).

Concernant la parité, l'équipe compte 12 femmes et 10 hommes dans le corps des enseignants-chercheurs et chercheur, et est attentive à son respect notamment dans l'organisation des conférences, colloques, etc., où l'équilibre des sexes des intervenants est recherché.

B - Résultats, le rayonnement et l'attractivité scientifiques de l'équipe

La politique scientifique de l'équipe MTO a été définie par rapport à sa mission générale. L'équipe MTO s'est intéressée aux mutations qui affectent le travail et les organisations en Europe et dans le monde. L'équipe s'intéresse plus généralement aux conséquences des mutations du travail (comme la numérisation de l'économie ou le travail en réseau), des entreprises et des organisations. Les travaux réalisés par l'équipe s'attachent à analyser ces mutations et les conséquences qui en découlent sur la production et la réception des normes. Ces travaux comportent une part importante d'approches pluridisciplinaires et ils peuvent impliquer l'utilisation de méthodes relevant des sciences sociales (recherche de type empirique). Ces mutations s'inscrivant aujourd'hui dans un cadre mondial, les travaux de l'équipe ont une dimension internationale forte (voir *infra*, les différents travaux européens et internationaux).

1 - Production scientifique de qualité

Au cours de la période de référence, les membres de l'équipe MTO ont publié des travaux de tout format : articles scientifiques, ouvrages individuel et collectifs, actes de colloques, chapitres d'ouvrages en français et en anglais, notes et observations d'arrêts, chroniques de jurisprudence. Les supports de publication sont très majoritairement des revues reconnues au sein des communautés de recherche juridique.

Il faut noter une activité internationale importante : outre les publications citées, 32 interventions lors de conférences ont été prononcées à l'étranger, à la suite d'appel à communications ou d'invitations personnelles. La notoriété internationale de certains membres est quantitativement notable, avec 39 invitations à des colloques ou congrès hors de France.

12 thèses soutenues par des doctorants rattachés à l'équipe. Une de ces thèses a été récompensée (juin 2023) par le Prix de la Fondation Anthony Mainguené-CIECST.

Qualitativement, l'équipe s'est donc intéressée aux mutations qui affectent le travail et les organisations notamment depuis l'approfondissement de la crise. Plusieurs thématiques spécifiques ont émergé.

– Le statut des travailleurs opérant par l'intermédiaire des plateformes

La question des travailleurs opérant par l'intermédiaire des plateformes, inconnue il y a encore quelques années, a donné lieu à des travaux, écrits ou conférences, dès l'apparition du phénomène, comme en témoigne la bibliographie des membres de l'équipe. Dès 2015, une invitation du réseau Sharers & workers, puis plusieurs invitations et interventions à l'étranger, tant il est vrai que le phénomène a été plus rapidement saisi par des juristes d'autres pays que par les chercheurs français. Mais le mouvement est aujourd'hui très avancé et au-delà des nombreux travaux individuels, ce sont encore des projets collectifs qui sont en cours. Il en est ainsi du projet ANR de recherche collaborative (PRC : droit, économie, gestion, 25 participants, 4 laboratoires français, 6 correspondants étrangers) « TraPlaNum », Les nouvelles formes de travail via les plateformes numériques (Portfolio n° 1).

– Des travaux intéressant le « dialogue social »

Les ordonnances du 22 septembre 2017 ont bouleversé le droit du travail, notamment le droit de la négociation collective (ord. n° 2017-1385) et de la représentation du personnel (ord. n° 2017-1386). Le « dialogue social » est un des axes fondamentaux de recherche de l'équipe. De nombreux travaux individuels, une thèse (CIFRE avec le comité régional CGT) soutenue en 2023, sont consacrés à la question (D. Mellot, qualifié CNU). Sur le plan collectif, un grand nombre de membres de l'équipe ont répondu à l'appel à projet de *France stratégie* sur l'évaluation des ordonnances, et ont travaillé sur « le dialogue social dans les entreprises en région Auvergne-Rhône-Alpes : évaluation de l'impact des ordonnances du 22 septembre 2017 ». Ces travaux ont donné lieu à

un rapport final autour de deux thèmes qui continuent d'être questionnés : l'analyse des accords obtenus par référendum, et la difficile appropriation des comités sociaux et économiques (Portfolio n° 4).

– **La digitalisation des relations de travail et numérisation du droit du travail**

Les données récentes montrent que la crise sanitaire de 2020 a considérablement accéléré la numérisation du monde du travail. Pendant les mesures de confinement liées au Covid-19, près de 4 employés sur 10 ont commencé à télétravailler. Mais, en ce qui concerne la représentation sur le lieu de travail dans un monde du travail numérique, de nombreuses questions restent sans réponse : les règles et les modèles de participation actuels reflètent-ils les besoins de ceux qui travaillent dans un monde du travail numérisé ? Sont-ils adaptés à la trajectoire de l'UE vers la décennie numérique ? Des travaux sont en cours afin de répondre à ces questions. Ainsi, à la suite du projet COGENS (projet Européen sur les droits collectifs des travailleurs du numérique porté par des partenaires espagnols et autrichien du réseau INLACRIS), des membres de l'équipe participent au projet DIGILARE (*Digitalization of Industrial Labour Relations. Age-old values in a new digital world*).

Des membres de l'équipe s'intéressent également à la numérisation du droit du travail. Des relations entre l'université Lyon 2 et l'université Royale de Phnom Penh existent depuis longtemps, et dans la continuité des liens relatifs à la formation, des équipes de recherche se sont créées. Ainsi, par exemple, le projet PHC Tonlé Sap (financement Campus France, ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche) est un projet bilatéral France-Cambodge sur « Numérisation et droit du travail ». Également, deux thèses de doctorants de l'équipe MTO abordent ces problématiques (« Les enjeux juridiques du travail via les plateformes numériques. Étude à partir du micro-travail numérique et des micro-tâches digitales » ; « Normativité algorithmique et droit du travail »).

– **Les évolutions de la protection sociale saisies par le droit**

Les conditions dans lesquelles la réforme des retraites a été passée en 2023 ont mis en lumière les débats importants – constitutionnels, sociaux et financiers – qui traversent la protection sociale. Impulsé par l'équipe MTO, un dossier spécial de revue juridique portant sur la réforme des retraites a ainsi fédéré plusieurs chercheurs et chercheuses ainsi que d'autres contributeurs et contributrices. Plus largement, les évolutions des formes de solidarité face aux risques sociaux sont un des pivots des travaux de membres de l'équipe, tant à titre individuel (articles de doctrine, directions de thèse (Edwige Renacco, Alexandre Esparon), participation à des jurys de thèse, conférences nationales et à l'international) que collectif. Les webinaires réguliers organisés dans le cadre des « Après-midi de la protection sociale » sous l'égide du CERCRID sont le lieu d'échanges nourris entre spécialistes de droit social sur des thématiques d'actualité de la protection sociale : tenues en présentiel, retransmises en direct en ligne, les séances sont ensuite montées et diffusées sur la chaîne YouTube du CERCRID où elles récoltent une bonne audience ; leur valorisation se prolonge avec la coordination de dossiers spéciaux dans des revues juridiques (Dossier spécial à Droit social 2024 sur les transitions collectives ; à la Revue de droit sanitaire et social 2024 sur les conventions médicales ; à venir dans le Droit ouvrier 2025 sur le Travail en prison).

2 - Animation et pilotage de la communauté.

Afin de réaliser ses objectifs scientifiques, la stratégie de l'équipe s'est déclinée en trois axes : la réponse à des appels à projets correspondant aux objectifs scientifiques, l'organisation de différents colloques et journées d'études et le renforcement de la formation par la recherche.

– **Une stratégie de réponse à différents appels à projet**

L'équipe MTO a tout d'abord défini une stratégie de réponses à différents appels à projets qui ont permis le financement de plusieurs recherches collectives dont le CERCRID-MTO a été porteur :

- Dialaura, « Le Dialogue social dans les entreprises en région Auvergne-Rhône-Alpes : évaluation de l'impact des ordonnances du 22 septembre 2017 », financé par France Stratégie ;
- TraPlaNum, « Les nouvelles formes de travail via les plateformes numériques », financement ANR, projet de recherche collaborative (PRC) ;
- « La négociation collective dans les entreprises de moins de 50 salariés dans le département de la Loire ». Réponse à l'appel à initiative de l'Observatoire Départemental Du Dialogue Social et de la négociation collective (Dreets ud 42) financée par l'Observatoire de la négociation collective ;
- DISPROSAC : « Discrimination, santé et conflictualité au travail », soutenu et financé dans le cadre d'un appel à projet pluridisciplinaire de l'Université Lyon 2 ;
- « Les préalables obligatoires de médiation, conciliation dans le procès civil en France et en Allemagne », financement IERDJ.

Ces recherches collectives sont fondamentales dans la structuration de l'équipe notamment par le nombre de membres impliqués y compris des doctorants, par la multiplication d'événements qu'elles impliquent, par la

reconnaissance nationale et internationale de l'équipe qu'elles permettent et par l'autofinancement qu'elles impliquent. Ces recherches sont aussi structurantes pour l'orientation scientifique de l'équipe.

– **L'organisation de plusieurs séminaires, journées d'étude et de colloques**

Cette stratégie se décline également par l'organisation de plusieurs colloques et journées d'études portant sur des thématiques en lien avec l'objet scientifique de l'équipe. Là aussi la stratégie a été de répondre à des appels à projet ou de financer des colloques et des journées d'études ou autres tables rondes dont les problématiques répondaient à l'objet scientifique de l'équipe MTO (voir par exemple, les « Rencontres du travail de Lyon » depuis 2021, organisées par l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon en collaboration avec l'Institut de Formation Syndicale et le CERCRID ou l'organisation régulière des « Après-midi de la protection sociale »).

A cet égard, il est important de souligner que l'actualité du droit du travail a été, au cours de la période d'évaluation des travaux de l'équipe, particulièrement riche. Le droit du travail fait depuis le milieu des années 2010 l'objet de réformes d'une ampleur inégalée. Il était important pour l'équipe de se positionner comme un centre de recherche proposant une analyse de ces changements. L'équipe MTO a ainsi organisé plusieurs colloques, tables rondes et journées d'actualité en lien avec plusieurs composantes (notamment l'IETL et l'Institut de Formation Syndicale – IFS – et l'Institut du travail de Saint-Etienne).

– **Stratégie forte d'appui à la formation par la recherche**

L'équipe MTO développe une stratégie forte d'appui à la formation par la recherche. A ce titre, on peut indiquer plusieurs actions. Des conventions CIFRE sont régulièrement signées, depuis longtemps ; l'équipe MTO accueille des stagiaires du Master 2 Théorie et Pratique du Droit Social (IETL) et du Master 2 Droit de l'Entreprise (UJM) ; l'implication des masters dans la réalisation de plusieurs actions de l'équipe MTO est importante.

En outre, un accord de coopération scientifique et technique entre l'Université Lumière Lyon 2 / Institut d'études du travail de Lyon et l'École nationale de formation et de perfectionnement des magistrats de justice du travail (ENAMAT), accord qui implique aussi la participation de plusieurs membres de l'équipe MTO, est en cours de signature, et permettra encore de renforcer les liens entre recherche et formation.

Certaines conférences sont ainsi inscrites dans les journées de formation du M2 en alternance, Juriste en droit Social et en ingénierie sociale ; les étudiants des masters 2 sont invités très régulièrement à divers séminaires de l'équipe.

On retrouve un lien fort entre formation et recherche à travers l'activité des professeurs invités dans le cadre des Masters de l'IETL. Chaque professeur invité (un collègue étranger par an) donne une conférence destinée plus particulièrement aux doctorants et aux membres du CERCRID. Ces dernières années, ces séances de droit comparé ont concerné le droit social italien, allemand, espagnol, brésilien.

Le séminaire annuel d'écriture qui se déroule sur une semaine avec des encadrants au Château de Goutelas est également un rendez-vous incontournable des doctorants de l'équipe MTO (v. *supra* actions en faveur des doctorants).

C - Inscription des activités de recherche de l'équipe dans la société

1 - Interactions avec le monde culturel, économique et social

L'équipe se distingue par la qualité de ses interactions avec le monde culturel, économique et social.

Un élément fondamental de la stratégie de l'équipe MTO a été de renforcer et de multiplier les partenariats avec l'environnement local, national et international.

Au niveau international, la création du réseau INLACRIS (International Network for Labour Studies in Time of Crisis) dans les années 2000, renforcé depuis à travers différents projets (par exemple le projet DIGILARE débuté en janvier 2024 et consacré à l'enjeu de la digitalisation autour des relations collectives de travail. L'équipe constituée dans le prolongement du contrat précédent INLACRIS notamment a été élargie à l'Irlande et l'Estonie).

Il en va également du projet (TraPlaNum) « Les nouvelles formes de travail via les plateformes numériques », coordination d'un projet pluridisciplinaire (droit, économie, gestion, 25 participants, 4 laboratoires français, 6 correspondants étrangers) ou du projet PHC Tonlé Sap, financé par Campus France, ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche (Projet bilatéral France-Cambodge sur « Numérisation et droit du travail »).

Certains membres de l'équipe appartiennent toujours au GEFAC (groupe franco-allemand sur le contentieux du travail), financé par le CIERA (Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne) et la

direction générale du travail (Thème en cours : « Les restructurations d'entreprises et leurs incidences sur les travailleurs ») ou participent au projet « Les préalables obligatoires de médiation, conciliation dans le procès civil en France et en Allemagne » (IERDJ).

Au niveau national, l'équipe est membre de l'Association Française de Droit du Travail et membre du GIS Genre et du GIS GESTE. Elle accueille également plusieurs doctorants en conventions CIFRE en partenariat avec des cabinets d'avocats, mais aussi avec la CGT ou l'ANACT.

Dans les réalisations plus locales, on peut également indiquer l'existence d'une convention entre l'Institut National du Travail, de l'Emploi et la Formation Professionnelle (INTEFP) et l'Université Lumière Lyon 2 (ITEL, CERCRID, EVS, Centre Max Weber), qui a été signée en janvier 2015 et reconduite régulièrement depuis. La convention associe les actions de formation et de recherche.

Également, la plupart des membres de l'équipe ont été impliqués (CERCRID porteur) dans le projet « DIALAURA » (2019-2023, Le dialogue social en région Auvergne-Rhône-Alpes : évaluation de l'impact des ordonnances du 22 septembre 2017) soutenu et financé dans le cadre d'un appel à projet de France Stratégie. Deux thèses CIFRE, dont une soutenue fin 2023, ont été financées, en tout ou en partie, dans le cadre de ce projet.

Au niveau local encore, des membres de l'équipe ont répondu à l'appel à initiative de l'Observatoire Départemental Du Dialogue Social et de la négociation collective (Dreets ud 42) sur « La négociation collective dans les entreprises de moins de 50 salariés dans le département de la Loire » (Direction de la recherche financée par l'Observatoire de la négociation collective).

L'équipe a également souhaité s'impliquer dans des recherches de type interdisciplinaire développées sur le site lyonnais et elle a participé ou participe à plusieurs recherches en cours.

Des membres de l'équipe participent ainsi au projet « DISPROSAC » (Discrimination, santé et conflictualité au travail, soutenu et financé dans le cadre d'un appel à projet pluridisciplinaire de l'Université Lyon 2. De même, plusieurs membres de l'équipe ont participé à une recherche autour du vêtement de travail, projet CRAVAT (APIC, Appel à projets interne collaboratif Campagne 2018 – Le vêtement de travail : normes, différenciations, négociations). Le projet était coordonné par le Centre Max Weber (UMR 5283) et a impliqué des sociologues du travail, un photographe et différents membres du CERCRID.

2 - Partage des connaissances

En plus du fait que plusieurs membres de l'équipe publient seuls ou participent à des ouvrages collectifs, que ce soient des manuels à l'attention d'étudiants ou des publications scientifiques à l'attention de la communauté, la diffusion des savoirs passe aussi par des interviews, des blogs etc., à l'attention du grand public.

D - Analyse SWOT

1 - Point forts

- L'équipe MTO s'inscrit, pour une partie, dans la continuité des équipes précédentes (CERCRID, ERDS, CRDS), bénéficie de leur expérience et de leur ancienneté, et allie à ses compétences celles de nouveaux membres plus dévoués à des travaux sur les entreprises.
- L'équipe MTO dispose d'une bonne visibilité et d'une bonne insertion de ses membres dans le périmètre du site Lyon-Saint-Etienne et au-delà, qui offre à l'équipe une présence dans les communautés académiques et scientifiques pertinentes.
- L'équipe bénéficie d'une expertise reconnue aussi bien au niveau national qu'international, notamment dans le champ du droit social que dans les recherches de type empirique en coordination avec Nathalie De Jong, analyste de données du CERCRID. Elle a d'ailleurs, au plan méthodologique, élargi les recherches empiriques traditionnellement effectuées à partir de décisions de justice, à d'autres objets de recherche tels les accords collectifs (Le Dialogue social dans les entreprises en région Auvergne-Rhône-Alpes : évaluation de l'impact des ordonnances du 22 septembre 2017).
- L'équipe MTO revendique une inscription forte dans des réseaux nationaux et internationaux (Association Française de Droit du Travail, RIODD, Labour Law Research Network, Groupe franco-allemand sur le contentieux du travail (Gefact), International network of Labour Lawyers).
- On peut noter un renouvellement de l'équipe qui s'enrichit de l'arrivée de jeunes chercheurs (MCF, post-doc) et qui intègre chaque année de nouveaux doctorants (contrats doctoraux : un par an depuis 2019, conventions CIFRE à forte vocation professionnalisante).
- L'équipe a compensé une faiblesse sur le plan de la protection sociale par le recrutement d'un MCF et d'un PR en protection sociale en 2019 et 2020.
- L'équipe peut également faire état de nombreuses collaborations scientifiques, disciplinaires et interdisciplinaires, internes au site (Institut de Formation Syndicale, Centre Max Weber, EVS, équipe

Transversales, Chaire ESS et « Pôle travail » de Lyon 2, Triangle, Coactis) et externes au site, y compris internationales (AFDT).

- L'équipe a développé de nouvelles articulations avec les acteurs socio-économiques, notamment du monde du travail : INTEFP, DREETS, ANACT, syndicats que ce soit sous forme de conventions et de partenariats ou sous forme d'accueil de doctorants en CIFRE.
- On soulignera enfin une forte articulation de l'équipe avec la Mention Droit social et les Masters 2 en droit Social de Lyon 2 et Droit et entreprise de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne avec l'accueil régulier de stagiaires de M2 au sein de l'équipe, ce qui démontre un souci de renforcer les liens Formation/Recherche.

2 - Points à améliorer

- Il reste à concrétiser certains partenariats existants parfois informellement par la signature de conventions officielles (notamment avec la DREETS).
- L'équipe déplore un nombre insuffisant de PR et MCF HDR pour assurer l'encadrement des thèses, et une rotation parfois importante de ce type d'enseignant-chercheur (départs en retraite et mutations de PR, compensés en partie par de nouvelles arrivées).
- La gestion administrative et financière à Lyon 2, établissement principal de la majorité des membres de l'équipe MTO, pourrait encore être améliorée pour trouver une stabilité et permettre par exemple de pouvoir faire gérer des contrats de recherche de manière efficace et de bénéficier d'un soutien administratif à la recherche au quotidien. Le poste de gestionnaire à mi-temps devrait évoluer vers un temps complet.

3 - Possibilités offertes par le contexte / l'environnement dans lequel elle se trouve

- Les objets des recherches pratiquées au sein de l'équipe s'inscrivent dans un champ du travail et des organisations productives en pleine mutation, ce qui permet une réelle dynamique de réflexion.
- Les recrutements de MCF, de PR, et les promotions de MCF au grade de PR, devraient contribuer à améliorer l'encadrement des doctorants et à renforcer les orientations scientifiques notamment sur le numérique.
- Multiplier les partenariats peut permettre de devenir un pôle structurant sur le site sur les questions du travail et des organisations.

4 - Risques liés à ce contexte / cet environnement

- On peut craindre le risque d'un épuisement de l'équipe dans le contexte d'un site Lyon-Saint-Etienne en remaniement structurel constant (en cours de contrat, plusieurs réformes de la structuration du site ont été envisagées, puis abandonnées : grand établissement, IDEX, fusion Lyon 1 et Lyon 2, etc.) A cela s'ajoute une incertitude sur la situation des tutelles du centre (difficultés financières des universités, désengagement total du CNRS, etc.)

Équipe 2 Production et Interactions Normatives (PIN)

A - Objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'équipe

L'équipe Production et interactions normatives est héritière des réflexions conduites par le CERCRID sur la normativité. Placée sous la responsabilité de Maryline Grange et d'Eliette Rubi-Cavagna depuis 2020, l'équipe a poursuivi ses investigations sur la production et les interactions normatives, au titre des objectifs scientifiques, en s'appuyant sur une stratégie ambitieuse et dynamique en lien avec l'organisation de l'équipe. Elle a développé ses ressources par plusieurs financements sur appel à projet.

1 - Objectifs scientifiques

Les membres de l'équipe 2 investiguent les processus de création des normes, d'une part, et les rapports entre ordres juridiques, d'autre part, en intégrant une perspective théorique, pratique, empirique et ouverte sur les autres sciences sociales (science politique, économie, sociologie...) ainsi qu'une dimension internationale et comparée. A cet égard, l'intégration de chercheurs orientés vers l'étude du droit comparé, depuis plus de 10 ans (A. Antoine, F. Jacquelot, J. Knetsch et plus récemment N. Gabayet), a conduit au développement de nouvelles thématiques qui ont fortement enrichi la réflexion sur les normes et les interactions normatives. Cette

forte appétence pour le droit comparé a débouché sur la création d'une chaire *Droit public et politique comparés* sous la responsabilité d'A. Antoine et amènera, pour le prochain contrat, à instituer un axe autonome dévolu au Droit comparé.

2 - Organisation

L'équipe 2 est l'une des équipes les plus denses de l'unité. Elle est actuellement composée 15 enseignants-chercheurs, un professeur associé publiant magistrat-administratif, dix-neuf doctorants, deux ATER effectuant leurs thèses en dehors du CERCRID, une post-doctorante, et plusieurs docteurs restant membres associés. Au cours de la période évaluée, la composition de l'équipe a connu des évolutions avec le départ de deux professeurs (mutations) et un professeur associé (fin de contrat), l'arrivée d'un nouveau professeur de droit privé (É. Cornut), de droit public (N. Gabayet), d'un professeur associé (S. Deliancourt) et d'un maître de conférences (B. Schmaltz).

L'équipe 2 a connu un fort dynamisme au cours de la période puisque, parmi ses membres, deux maîtres de conférences ont été promues professeurs de droit privé (B. Espesson et E. Rubi-Cavagna) et quatre maîtres de conférences préparent actuellement leurs mémoires d'habilitation à diriger des recherches. Parmi ses jeunes chercheurs, neuf doctorants ont soutenu leurs thèses (dont deux ont obtenu des prix et ont été qualifiés par le CNU section 02, dont l'un est désormais maître de conférences), 19 thèses sont en cours de préparation sous la direction de membres de l'équipe, dont dix ont obtenu un contrat doctoral.

3 - Stratégie scientifique

Au regard de son objectif stratégique d'approfondir les questions suscitées par l'articulation normative et la dimension comparée dans différents champs du droit, l'équipe a développé plusieurs stratégies : elle a soutenu et investi des projets collectifs de recherche, a pu bénéficier de la création d'une Chaire *Droit public et politique comparés*, a veillé à accroître sa politique de collaboration scientifique et a développé une politique de formation par la recherche.

– Le développement des projets collectifs

Point faible de l'équipe lors du précédent bilan, on peut noter un accroissement significatif des projets de recherche collectifs. L'équipe 2 a soutenu le développement de tels projets sur des questions d'articulation normative, de droit comparé ou de thématiques en lien avec la santé. Sur la période concernée, 4 projets collectifs ont été achevés qui ont impliqué des enseignants-chercheurs de l'équipe, 3 projets ont été portés par le CERCRID : *La QPC en actions : usages et stratégie des avocats* (Dir. M. Disant et P. Deumier, participation E. Rubi-Cavagna, F. Jacquelot et A. Pélicand 2020), *La régulation juridique de la communication en phase de pandémie et post-pandémie* (Dir. B. Espesson, participation M. Grange, 2021) et *Repenser la détermination de l'âge des mineurs étrangers non accompagnés : perspectives empiriques et comparées* (Dir. F. Jacquelot, participation E. Cornut, M. Grange et K. Picard, 2023) avec le soutien indispensable de Nathalie de Jong et/ou Thomas Prieur, ingénieurs d'étude. D'autres projets de recherche collectifs ont été investis par E. Cornut sur *La place de la coutume à Mayotte* (codir. É. Ralser, H. Fulchiron, A. Siri, E. Cornut, 2022).

En outre, des projets collectifs sont en cours ou débutent : *Projet ANR Droit(s) et Politique(s) du Travail Sexuel* (dir. B. Schmaltz, participation M. Grange, M. Mouncif-Moungache, K. Picard) 2024 ; également *TransPsyCo Recherche pluridisciplinaire sur le moindre recours à la coercition en milieu psychiatrique* (dir. E. Farka, X. Boucher et S. Saetta, financement ShapeMed, participation de M. Mouncif-Moungache, C. Pros-Phalippon, E. Rubi Cavagna et le soutien de T. Prieur) 2024.

– La chaire *Droit public et politique comparés*

Afin de permettre une synergie des membres de l'équipe partageant une approche comparée de leurs disciplines, et de déployer au-delà la recherche et la diffusion des savoirs en droit public comparé, une Chaire *Droit public et politique comparés* a été créée en janvier 2023 par l'un des membres de l'équipe 2, A. Antoine. Elle se donne pour objectif de promouvoir et diffuser la recherche en droit public et politique comparés et réunit dans son Comité scientifique dix enseignants-chercheurs ou docteurs, dont 6 membres de l'équipe 2 (A. Antoine, E. Cornut, F. Jacquelot, N. Gabayet jusqu'en 2024, M. Mouncif-Moungache et C. Bordere post-doctorante). Outre l'organisation de manifestations scientifiques pluridisciplinaires réunissant des spécialistes qui ont en partage la méthode comparatiste, la Chaire apporte un soutien fort, matériel et substantiel, à l'Observatoire du Brexit créé précédemment par le Professeur Antoine. La Chaire, encore jeune, bénéficie déjà de nombreux partenaires (Université Jean Monnet, Faculté de droit de Saint-Etienne, CERCRID, Observatoire du Brexit, Société de législation comparée). Elle permet une identification et une diffusion des travaux de ses membres, dont ceux de l'équipe 2 utilisant la méthode comparatiste. Elle a aussi fortement contribué à la remise d'un doctorat honoris causa par l'Université Jean Monnet à Lady Hale (mars 2024) et au lancement d'une nouvelle revue dirigée par N. Gabayet, membre de l'équipe 2, *Droit Public Comparé – Comparative Public Law*

(DPC-CPL ; Portfolio n° 8), dont nous reparlerons dans l'axe stratégique Droit comparé. La Chaire apporte également un soutien à la jeune recherche en permettant l'octroi d'un contrat doctoral en 2024, avec le soutien de l'Université Jean Monnet, et d'un contrat post-doctoral en 2023 et 2024, avec le soutien de la Faculté de droit et du CERCRID.

– **La politique de collaboration scientifique et institutionnelle**

L'équipe 2 a développé une stratégie de collaboration scientifique avec des institutions partenaires pour explorer la production et l'interaction des normes dans divers champs disciplinaires ou transdisciplinaires.

Au niveau international, des liens ont été largement développés et institutionnalisés. Des collaborations scientifiques ont été consolidées avec plusieurs chercheurs de l'Université d'Ottawa, sous l'impulsion de M. Mouncif-Moungache, avec la participation de plusieurs chercheurs de l'équipe 2 (B. Bonnet, N. Gabayet, M. Grange) qui se sont traduites par des séminaires à Ottawa ou à Saint-Etienne (sur plusieurs axes de recherche : santé mentale, intelligence artificielle et numérique, et l'empirisme comme méthode de recherche). En outre, une collaboration scientifique a été nouée par M. Grange avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour l'organisation scientifique et matérielle d'un colloque international organisé au sein du ministère en 2022 sur Droit et diplomatie (v. faits marquants).

Au niveau national, une collaboration a été initiée avec le ministère de la Justice sur la question des mineurs étrangers non-accompagnés, sous l'impulsion de F. Jacquelot, à partir d'un projet de recherche collectif, financé par l'IERDJ, et réunissant plusieurs membres de l'équipe notamment (v. Portfolio n° 2).

L'équipe 2 a également développé une stratégie de collaboration scientifique avec des institutions partenaires locales pour des projets de recherches orientées sur la santé mentale, sous l'impulsion de M. Mouncif-Moungache, tant des projets collectifs (séminaire organisé à Ottawa par le CERCRID et l'Institut Présage et nouveau projet collectif TransPsyCo (financement ShapeMed), avec E. Rubi-Cavagna, en collaboration avec l'Institut Présage et la Chaire de santé mentale, v. thématique de recherche n° 4) que de l'accueil d'une post-doctorante pour réfléchir à une meilleure prise en charge des étudiants-aidants (M. Lamare) avec le soutien de Saint-Etienne Métropole.

– **La stratégie de formation par la recherche**

Dans le cadre de leur formation, les étudiants des masters de droit public, parcours Acteurs publics et parcours Droits international, européens et comparé, ou du master Justice, Procès, Procédure, réalisent des mémoires de recherche, encadrés par des enseignants-chercheurs (A. Antoine, É. Cornut, N. Gabayet, M. Grange, F. Jacquelot, E. Rubi-Cavagna).

Des étudiants-stagiaires sont accueillis au sein du CERCRID et encadrés par des membres de l'équipe 2 pour les initier aux travaux de recherche et confirmer un projet professionnel orienté vers les carrières universitaires ou de chercheurs. Une étudiante du master JPP a notamment contribué à la mise à jour de la base de données *Droit coutumier en Nouvelle-Calédonie* portée par E. Cornut dans le cadre de la poursuite de ses recherches sur la place de la coutume dans les Outre-mer (v. faits marquants), grâce à un financement AAP UJM (2023), avant de poursuivre en doctorat financé par un contrat doctoral.

Par ailleurs, l'offre de formation en master 2 ouvre la possibilité aux étudiants envisageant une candidature à une inscription en doctorat, de s'initier à différentes formes de recherche telles la recherche en droit comparé et l'analyse de contentieux. Le Professeur Antoine, représentant de l'École doctorale de droit pour l'UJM, intervient également au titre de l'École doctorale. Une option recherche, co-dirigée par E. Rubi-Cavagna, est proposée pour le dernier semestre de M2 pour les étudiants qui souhaitent élaborer un mémoire de recherche et envisagent de poursuivre en doctorat.

La formation par la recherche se traduit également par la présentation conjointe d'un thème de recherche par un chercheur et un doctorant lors de la journée de l'École doctorale de Droit de Lyon- St Etienne (E. Rubi Cavagna et S. Baba *Justice pénale sous influence - analyse des circulaires de politique pénale*. Journée École doctorale Droit 492 - 2 avril 2024) ou la participation aux séminaires de formation doctorale (par ex. E. Cornut avec Y. Guenzoui, *La norme culturelle dans l'ordre juridique*, journée École doctorale de droit, 6 avril 2021). L'équipe encourage également la participation des doctorants aux manifestations organisées par l'Association des doctorants de droit public de l'Université de Lyon comme co-organisateurs (S. Baba et A. Faranda 2024, A. Astier et P. Glasian 2023, A. Astier et C. Saby en 2022, A. Astier 2021, M. Pasquiou et B. Denis 2020) ou intervenants (E. Lamiaux et M. Pasquiou 2021, S. Tabani 2020).

La stratégie est efficace puisque l'équipe 2 a bénéficié, sur la période évaluée, de 10 contrats doctoraux pour soutenir ses jeunes chercheurs, a vu 9 de ses doctorants soutenir leurs thèses, 2 d'entre eux obtenir des prix pour

ces travaux et être qualifiés par le CNU section 02, et 1 devenir maître de conférences (voir la rubrique Rayonnement pour le détail des prix obtenus).

4 - Ressources

L'équipe 2, comme les autres équipes du CERCRID, dispose d'une dotation annuelle allouée par le Centre, composée d'une part fixe et d'une part calculée en fonction du nombre de membres au sein de l'équipe. Il en résulte qu'elle bénéficie d'un budget propre annuel oscillant entre 8.800€ en 2019 et 8.250 € en 2024. Ce budget propre est géré par la direction d'équipe pour prendre en charge les frais de mission des membres de l'équipe, participer à l'organisation de manifestations scientifiques, publications de travaux ou achat de documentation spécifique (abonnement à Fil Droit public par exemple). Le soutien à la participation à des colloques permet notamment d'initier de futures collaborations.

Les membres de l'équipe 2 ont obtenu plusieurs financements spécifiques au cours de la période étudiée pour conduire certains projets de recherche. A ce titre, ils ont remporté des appels à projets notamment de la part de l'ANR (Droit et politique du travail sexuel, B. Schmaltz), de l'IERDJ (La place de la coutume à Mayotte, E. Cornut ; Repenser la détermination de l'âge des mineurs étrangers non accompagnés, F. Jacquolot) du Conseil constitutionnel (La QPC en actions : usages et stratégies des avocats, M. Disant), de l'IDEX (La régulation juridique de la communication en phase pandémie et post-pandémie, B. Espesson), de la FMSH (La gouvernance des Blockchains, M. Mouncif-Moungache), de l'IEA CNRS (La régulation de l'IA dans le domaine de la santé et de la justice, M. Mouncif-Moungache), du Fonds France Canada pour la recherche (Dialogues France Canada en matière d'intelligence artificielle, M. Mouncif-Moungache), de la Région AURA (PAURAC-IA, M. Mouncif-Moungache), de Saint-Etienne Métropole (Le statut de l'étudiant-aidant, M. Mouncif-Moungache), de l'UJM (Pratique juridique des États dans les enceintes diplomatiques : étude théorique et pratique d'une articulation efficiente, M. Grange ; Decarbolysse, B. Schmaltz ; Droit coutumier kanak. Mise à jour de la base de données Droit coutumier en Nouvelle-Calédonie, E. Cornut), ou ont participé aux succès d'appels à projets importants (par ex. de l'AMI ShapeMed, projet TransPsyCo, M. Mouncif-Moungache et E. Rubi Cavagna). Des soutiens matériels ont également été reçus pour l'organisation de conférences internationales, notamment de la part du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (« Droit et diplomatie. A l'occasion des 300 ans de la fonction de juriconsulte », M. Grange, v. Faits marquants).

La création d'une Chaire *Droit public et politique comparés* en 2023 permet aux membres de l'équipe 2 qui participent de bénéficier d'une contribution à ce titre pour leurs travaux.

L'équipe 2 s'investit également pour la jeune recherche. En ce sens, elle s'implique dans le soutien apporté aux futurs doctorants, dès le master, en accompagnant et soutenant leur candidature pour l'obtention de contrats doctoraux (10 sur la période évaluée, ce qui est significatif au regard du nombre total de doctorants dans l'unité) et en obtenant le financement de trois contrats post-doctoraux (C. Bordere, renouvelée, et M. Lamare).

En termes de ressources matérielles, un bureau de l'unité est mis à disposition des membres de l'équipe 2, en plus de ceux dont disposent certains de ses membres au titre de leurs responsabilités au sein de la Faculté de droit, et un bureau est mis à disposition des doctorants. Les ressources documentaires propres à la bibliothèque du CERCRID ainsi que celles de la bibliothèque universitaire, l'accès aux ressources numériques prises en charge par l'UJM ou la Chaire de droit public et politique comparés, sont accessibles à tous les membres de l'équipe.

Enfin, il convient d'insister sur le fait que l'appui de N. De Jong ou de T. Prieur, ingénieurs d'études, est indispensable à l'élaboration et à la conduite de projets de recherche collectifs de type empirique. Le soutien technique apportée par V. Lacroix, documentaliste, est également essentiel.

B - Les résultats, le rayonnement et l'attractivité scientifiques de l'équipe

1 - Les réalisations scientifiques

D'un point de vue quantitatif, sur la période d'évaluation, l'équipe Production et interactions normatives a publié des travaux de nature variée et sur tout support : rapports de recherche, ouvrages individuels et ouvrages collectifs, directions d'ouvrage, chapitres d'ouvrages, articles dans des revues et commentaires d'arrêts ou observations de jurisprudence.

Cette production scientifique dense porte sur les questions d'interaction normative, le droit comparé, le droit international ou les droits européens, parfois abordés au travers d'objets particuliers comme la santé ou le numérique et l'intelligence artificielle.

Nous présenterons les thématiques principales de recherche, soulignerons les faits marquants pour la période d'évaluation et indiquerons les distinctions et indicateurs qui soulignent la qualité de la production scientifique de l'équipe 2. Nous terminerons par un bref exposé concernant le pilotage et l'animation de l'équipe.

2 - Les thématiques de recherche

Les travaux de l'équipe peuvent être regroupés autour de quatre grands thèmes de recherche, tant les projets collectifs et individuels. Il faut relever que trois d'entre eux se sont considérablement étoffés depuis l'évaluation précédente.

– Les relations entre les ordres juridiques

De nombreux membres de l'équipe travaillent sur l'analyse des relations entre ordres juridiques, dans le cadre européen (Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et droit de l'Union européenne) ou au regard de l'espace international.

Outre la recherche collective et empirique sur *La QPC en actions : usages et stratégie des avocats* (Dir. M. Disant et P. Deumier, participation E. Rubi-Cavagna, F. Jacquelot et A. Pélicand 2020) qui aborde les relations qu'entretient le contrôle de conventionnalité avec le contrôle de constitutionnalité dans la stratégie développée par les avocats, plusieurs thèses ont exploré le domaine : T. Laroutou *Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité* (dir. B. Bonnet) (v. *Portfolio* n° 6) ; S. Tabani *Les rapports de systèmes juridiques européens* (dir. B. Bonnet) et E. Lamiaux *Le juge administratif et la normativité du droit international* (codir. B. Bonnet et M. Grange).

S'agissant des chercheurs confirmés, B. Bonnet, reconnu pour ses travaux sur les interactions normatives et les rapports de système, et F. Jacquelot, étudient particulièrement l'articulation entre règles constitutionnelles et/ou administratives et règles européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe), scrutant le rôle des juridictions et ré-interrogeant les concepts. B. Bonnet a dirigé et dirige sur le sujet de nombreuses thèses. Les réflexions sont parfois déclinées dans le champ de la santé ou d'autres domaines tels la laïcité ou l'environnement. M. Mounic-Moungache s'attache plus spécifiquement à l'analyse du droit de l'Union européenne soit d'un point de vue théorique, soit de façon appliquée aux dessins et modèles ou dans le champ du numérique (protection des données, Intelligence artificielle...) et M. Grange, spécialiste de droit international, explore en particulier la construction des normes internationales ainsi que l'impact des conventions internationales sur les droits nationaux.

Les chercheurs privatistes de l'équipe portent leur analyse sur l'articulation des règles européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe) avec les dispositions nationales dans leur domaine de spécialité. B. Espesson est investie dans le champ de la santé (dispositifs médicaux, médicaments, produits de santé...) et E. Rubi Cavagna observe les implications des normes européennes en droit pénal, en particulier la réception opérée par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

L'activité de recherche d'E. Cornut porte, outre une réflexion concernant la question de la nationalité, sur les normes coutumières kanak et mahoraise. Il a codirigé deux rapports de recherche majeurs : *La délimitation des terres kanak dans la région de la Foa en 1877* pour le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie (2019) et *La place de la coutume à Mayotte*, rapport de recherche pour l'IERDJ (2022), explorant ainsi la formation de la coutume et son impact contemporain.

– Le droit comparé

Plusieurs membres de l'équipe 2 développent une approche comparatiste de leurs champs disciplinaires (constitutionnel, administratif, identité) et des travaux individuels ou collectifs en ce sens. Il faut ici souligner les contributions d'A. Antoine, spécialiste reconnu du droit public britannique dont les travaux sont régulièrement salués, nombreux (voir la bibliographie), parmi lesquels il peut ici être fait mention de deux de ses ouvrages scientifiques récents : *Droit constitutionnel britannique* en 2023 (3^e ed.) et *Le Brexit. Une histoire anglaise* (v. *Portfolio* n° 3). D'autres membres développent des recherches individuelles en droit comparé (N. Gabayet et F. Jacquelot). Parmi les projets collectifs, F. Jacquelot a dirigé une recherche sur *La détermination de l'âge des mineurs étrangers non accompagnés*, financé par l'IERDJ, avec la collaboration de collègues extérieurs de plusieurs disciplines et des collègues de l'équipe 2 : E. Cornut et M. Grange (v. *Portfolio* n° 2 et faits marquants). Parmi les recherches individuelles à dimension internationale, A. Antoine a organisé de nombreux colloques et a notamment été co-directeur scientifique des rencontres internationales à Paris II et au King's College de Londres sur : *Covid-19 Constitutional, political and social threats and challenges in France and the United Kingdom* en 2020-21. Certains membres de l'équipe 2 particulièrement spécialisés ont créé des formats permettant de développer une synergie pour le développement de la recherche. En ce sens, A. Antoine a créé en 2023 une Chaire *Droit public et politique comparés* (v. point 2 de la stratégie ci-dessus) à laquelle plusieurs membres de l'équipe 2 participent. Par ailleurs, N. Gabayet a créé une revue dont il assure la direction scientifique, *Droit Public Comparé-Comparative Public Law* (<https://publications-prairial.fr/droit-public-compare/>), au sein de laquelle plusieurs membres de l'équipe ont déjà publié (v. *Portfolio* n° 8).

– Le numérique

Dans la période évaluée, les recherches et manifestations ayant pour objet l'espace numérique se sont déployées dans le cadre de l'équipe 2, avec une diversité des domaines étudiés et des systèmes juridiques dans lesquels les productions et interactions normatives essaient de saisir cet objet.

Plusieurs membres de l'équipe ont développé des recherches en la matière. Dans le domaine du numérique en santé, nous pouvons renvoyer aux productions de B. Espesson (en sus de direction de thèses), M. Grange et M. Mouncif-Moungache. Dans le domaine des cyberattaques, M. Grange a développé plusieurs contributions individuelles et co-organisé un colloque avec A. T. Norodom « Cyberattaques et droit international – Problèmes choisis », dont la publication a été récompensée par deux prix (v. Reconnaissance). Dans le domaine de la régulation de l'intelligence artificielle et des données, M. Mouncif-Moungache a organisé de nombreuses manifestations et contributions et débuté la rédaction de son mémoire de HDR sur le sujet.

La dynamique en matière de numérique a été accentuée par des recherches collectives portées par M. Mouncif-Moungache, à travers la mise en place du chantier transversal « Droit, critique et numérique », en collaboration avec des chercheurs français et canadiens. Cela s'est traduit par l'organisation de plusieurs séminaires, colloques et workshops (v. liste exhaustive *infra* dans le bilan du chantier transversal) avec la participation de plusieurs membres de l'équipe (B. Espesson, M. Grange, J. Knetsch, M. Mouncif-Moungache) et divers financements (v. Ressources).

– La production des normes et les interactions normatives dans le champ de la santé

Le champ de la santé suscite un intérêt croissant au sein de l'équipe. Outre B. Espesson, qui dirige le Master Droit des affaires appliqué au monde de la santé ainsi que des thèses en cours, et travaille en particulier sur l'évolution de la législation en matière de produits de santé en lien avec le droit de l'Union européenne et sous l'influence croissante de l'intelligence artificielle, le champ est investi par M. Mouncif-Moungache essentiellement sur le sujet des données de santé, par F. Jacquolot plutôt sous l'angle du droit constitutionnel comparé, par M. Grange avec le prisme international et par A. Cheynet de Beaupré qui aborde plus spécifiquement les grands sujets sociaux de la fin de vie et des évolutions de la filiation. Cette dernière est, à ce titre, régulièrement sollicitée par les médias.

Deux thèmes ont été ou sont particulièrement abordés. D'abord, la pandémie de la COVID 19 a fait l'objet de diverses contributions scientifiques : B. Bonnet « *Le Conseil d'Etat et le covid 19 : Quand le Conseil d'Etat porte l'Etat de droit sur ses épaules* » 2020 ; M. Grange « Covid-19 et multilatéralisme : entre impuissance, incantation et nouveau souffle », *Annuaire Français de Droit International*, CNRS Editions, 2021 ; Colloque « COVID-19 Symposium : Constitutional, political, social and health threats and challenges in France and the United Kingdom », colloque organisé par l'Association des Juristes franco-britanniques, le King's College de Londres, l'Université Paris 2 Panthéon-Assas, l'Université de Poitiers et l'Université Jean Monnet Saint-Etienne, en partenariat avec le CERCRID les 27 et 28 mai 2021 ; la recherche *La régulation juridique de la communication en phase de pandémie et post-pandémie* (Dir. B. Espesson, participation M. Grange, 2021) ou encore les travaux menés dans le cadre du chantier transversal « Diffusion et transfert de concepts juridiques » (J. Knetsch, v. *supra*). Ensuite, la question de la santé mentale fait l'objet de plusieurs recherches collectives. Dans le cadre de l'institut Présage et la Chaire de santé mentale (E. Fakra), le CERCRID a organisé, en 2023, un séminaire sur « La santé mentale et la justice au Canada » avec E. Bernheim, Professeur à Ottawa et titulaire d'une chaire santé mentale. Dans la continuité de cette collaboration, des chercheurs du CERCRID participent au projet TransPsyCo (financement ShapeMed) qui développe une approche transdisciplinaire en psychiatrie et en santé mentale afin de cerner les déterminants, impacts et leviers d'action en faveur de la moindre coercition en établissement psychiatrique (M. Mouncif-Moungache, C. Pros-Phalippon et E. Rubi Cavagna).

C - Les faits marquants

Les événements et travaux qui suivent ont été sélectionnés pour leur caractère novateur ou leur impact pour la recherche. Compte tenu du nombre de chercheurs de l'équipe, huit faits marquants ont été retenus. Il s'agit d'ouvrages, de colloques ou conférences, de création de revue ou encore de recherches collectives.

1- La création de la revue « *Droit public comparé – Comparative Public Law* » en libre accès sur le site PRAIRIAL <https://publications-prairial.fr/droit-public-compare/>, dirigée par N. Gabayet (v. *Portfolio* n° 8)

La création de la revue répond à la volonté de développer et promouvoir la recherche en droit public comparé en France, mais également à celle de contribuer à la diffusion de la production scientifique des publicistes comparatistes français à l'étranger. La création de DPC-CPL comblera ainsi un vide éditorial, puisqu'aucune revue française (commerciale ou en libre accès) n'est entièrement consacrée au droit public comparé, alors

que ce type de revue existe notamment en Italie, en Espagne ou encore aux Pays-Bas, et qu'un nombre croissant de thèses sont soutenues, en France, dans le champ du droit public comparé.

La ligne éditoriale de la revue embrasse le droit public comparé, entendu de façon aussi large que possible, à savoir : les études de droit public étranger ; la comparaison des droits publics nationaux ; la comparaison des droits supranationaux ; la circulation des modèles juridiques ; les rapports de systèmes ; la théorie du droit comparé. Les approches pourront être variées : théorique, historique, sociologique, philosophique, linguistique, et de droit positif.

2 - La place de la coutume à Mayotte (dir. É. Cornut, É. Ralser, H. Fulchiron, A. Siri, 2022). Recherche financée par l'Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice (IERDJ).

Le rapport *La place de la coutume à Mayotte* restitue les travaux menés de 2019 à 2022 par une équipe pluridisciplinaire de chercheurs et de praticiens (juristes, anthropologues, sociologues, historiens), à partir de l'article 75 de la Constitution qui permet aux Mahorais, en théorie, d'être régis par la coutume pour toutes les questions relevant de leur statut personnel. Au terme d'enquêtes et d'études de terrain auprès des acteurs de la coutume (magistrats, avocats, cadis, notaires, officiers de l'état civil...), le rapport démontre en premier lieu que la coutume mahoraise n'est pas appliquée par le juge de droit commun. Le second enseignement de la recherche est que la coutume continue dans une large mesure à régir la société mahoraise, mais hors du contrôle des autorités étatiques. Cette permanence des pratiques coutumières en matière familiale (mariage, divorce, filiation, succession) se conjugue avec un recours aux autorités traditionnelles pour régler les conflits. Il existe donc deux modes de régulation qui se déploient en parallèle, dont l'un régit la société en profondeur et l'autre seulement en surface. Le rapport expose ensuite plusieurs recommandations concrètes.

Le rapport a débouché sur la réalisation d'un colloque le 1^{er} juin 2022, au Centre Universitaire de Formation et de Recherche de Mayotte.

Eu égard à ses travaux sur Mayotte et sur la Nouvelle Calédonie, E. Cornut a été auditionné, le 8 juin 2022, par la Commission des lois du Sénat sur l'avenir de la Nouvelle Calédonie et le 30 novembre 2023 par la Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale, sur l'avenir institutionnel des Outre-mer.

3 - La QPC en actions : usages et stratégie des avocats (Dir. M. Disant et P. Deumier, participation E. Rubi-Cavagna, F. Jacquilot et A. Pélicand 2020)

Recherche empirique réalisée en réponse à un appel d'offre du Conseil constitutionnel pour les 10 ans de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC), la recherche résulte d'un travail conjoint de juristes, de sociologues et d'économistes afin de préciser la perception de la QPC par les avocats et de mettre au jour les stratégies de ceux-ci au regard de cette procédure particulière. La recherche a mis en lumière que si les avocats ont globalement un avis positif sur la QPC, des différences de pratiques existent en fonction des domaines d'intervention ou de l'engagement des avocats. La recherche a fait l'objet d'un rapport publié sur le site du Conseil constitutionnel ainsi que d'une restitution avec débat au Palais Royal.

4 - Rapport Repenser la détermination de l'âge du mineur étranger non accompagné : perspectives empiriques et comparées (dir. F. Jacquilot, participation E. Cornut, M. Grange et K. Picard). Recherche l'Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice, 2022.

Voir le [Portfolio n° 2](#) pour une présentation de cette recherche.

5 - Le colloque *Droit et diplomatie* organisé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, son Directeur des affaires juridiques, et Maryline GRANGE et soutenu par le CERCRID, à l'occasion des 300 ans de la fonction de juriconsulte du ministère des Affaires étrangères de la France.

À l'occasion du 300^{ème} anniversaire de la nomination du premier juriconsulte de la France, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a demandé à M. Grange d'organiser un colloque international consacré aux relations entre « Droit et diplomatie ». Les réflexions ont permis de s'interroger sur la fonction et la singularité du juriconsulte en France à travers différentes tables rondes réunissant des juriconsultes français et étrangers, le conseiller juridique de l'Organisation des Nations unies, deux anciens présidents de la Cour internationale de Justice, un juge de la Cour pénale internationale, des ambassadeurs, une conseillère juridique du ministère des Armées, des universitaires, un membre de la Commission du droit international, des agents et avocats d'Etats devant les juridictions internationales. Les échanges se sont déroulés dans les locaux du ministère, devant un auditoire rassemblant près de 200 participants.

Ces travaux ont permis de contribuer à la réflexion développée par M. Grange dans le cadre de la préparation de son mémoire de HDR consacré aux relations entre droit et diplomatie, pour lequel elle a obtenu un financement UJM.

6 - Le Brexit – une histoire anglaise, Dalloz, 2020, 439 p., A. Antoine

Voir le [Portfolio n° 2](#) pour une présentation de cette recherche

7 - Droit pénal – la contre Révolution silencieuse, J. Moret-Bailly et E. Rubi Cavagna, LGDJ, coll Forum, 2021

Quoique les principes fondateurs du système pénal français contemporain tels qu'hérités des Lumières aient été maintenus, le droit pénal s'est cependant, depuis la Révolution, transformé à bas bruit pour aboutir à un système aujourd'hui radicalement différent, voire, sur de nombreux points, opposé à la philosophie, aux valeurs et aux techniques dont il se réclame.

Trois traits saillants de cette évolution systémique sont mis en évidence : 1) une généralisation de la subjectivisation du droit pénal, qui prend de plus en plus en compte, dans l'activité répressive, des caractéristiques liées à l'individu ou à son état mental ; 2) un dévoiement de la « légalité » au profit d'une montée en puissance des pouvoirs exécutif et juridictionnel contre lesquels le système pénal était notamment construit ; 3) l'extension du domaine de la pénalité au sens du caractère aujourd'hui généralisé de l'applicabilité des règles pénales dans la société, alors que le recours au droit pénal devait demeurer, pour les révolutionnaires et les juristes jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, exceptionnel.

L'ouvrage propose, au terme de l'analyse, une modélisation des types de droit pénal qui co-existent et des pistes afin de dépasser la situation actuelle. Les deux auteurs ont été conviés à présenter leurs réflexions dans plusieurs universités.

8 - Conférences du Chantier transversal « Droit, critique et numérique » (dir. M. Mouncif-Moungache)

Dans le cadre du chantier transversal « Droit, critique et numérique », M. Mouncif-Moungache a organisé une série de dix conférences concernant l'Intelligence artificielle ou la protection des données dans divers domaines, en intégrant une dimension comparée pour certaines interventions. Les conférences visent à éclairer les enjeux du développement du numérique, les besoins des secteurs d'activité et l'état du droit. La liste complète figure dans la bibliographie. Ne sont citées ici que quelques interventions : avec V. Giovannini « Données massives et libre concurrence » le 8 avril 2024 ; avec F. Martin-Bariteau « Intelligence artificielle, créations et droit(s) d'auteur : regards croisés interdisciplinaires Europe-Canada-Brésil », 14 décembre 2023 ; avec G. Marti « Les enjeux juridiques de l'Intelligence artificielle », 13 juin 2022 ; avec F. Martin-Bariteau « Vers un droit de l'Intelligence artificielle », 14 janvier 2021. Voir *infra* un bilan complet dans la partie dédiée à ce chantier qui a vocation à se transformer en un Axe à part entière.

D - Une production scientifique de qualité reconnue

Plusieurs membres de l'équipe 2 ont vu la qualité de leurs travaux reconnus par l'obtention de prix scientifiques. Au cours de la seule période évaluée, des enseignants-chercheurs ont ainsi reçu un prix : A. Antoine a reçu deux prix pour son ouvrage « *Le Brexit. Une histoire anglaise* » (prix Édouard Bonnefous-Institut de France et le 10e prix August-Debouzy - Club des Juristes en 2021) ; M. Grange a reçu deux prix pour son ouvrage, co-dirigé avec A. T. Norodom « *Cyberattaques et droit international – Problèmes choisis* » (prix du livre Droit du numérique de l'European Cyber Week, Rennes, novembre 2019, et prix de la Recherche universitaire du Forum International de Cybersécurité, Lille, janvier 2020).

Certains prix ont également reconnu la qualité scientifique des thèses soutenues par de jeunes docteurs de l'équipe. En ce sens, sur la période : T. Larroustourou a reçu trois prix pour sa thèse de doctorat « *Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité* » (Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2021), Prix de thèse Joinet (2021), Prix d'excellence « Doctorat » de la Fondation UJM (2021) (V. Portfolio) ; S. Tabani a reçu deux prix pour sa thèse sur « *Les rapports de systèmes juridiques européens* » (Prix de thèse René Cassin et prix Isaac en droit européen de l'Académie de législation en 2022).

L'obtention de nombreux financements de projets de recherche confirme la reconnaissance de la qualité scientifique des travaux des membres de l'équipe 2 lauréats (voir la rubrique Ressources).

Plusieurs membres de l'équipe 2 sont sollicités pour siéger dans des jurys de thèse (A. Antoine, B. Bonnet, S. Caporal, E. Espesson, N. Gabayet, M. Grange, F. Jacquelot, M. Mouncif-Moungache, E. Rubi-Cavagna).

Certains membres de l'équipe 2 ont évalué des projets de recherche, articles ou ouvrages comme A. Antoine, S. Caporal, E. Cornut, M. Grange, J. Knetsch, M. Mouncif-Moungache, N. Gabayet.

Plusieurs membres de l'équipe 2 ont été sollicités pour leur expertise scientifique au sein de comités scientifiques d'experts comme pour le HCERES (B. Bonnet, J. Knetsch), pour l'ANR (B. Bonnet, M. Mouncif-Moungache, B. Schmalz) ou pour siéger dans des comités d'éthique (A. Cheynet de Beaupré, M. Mouncif-Moungache).

Certains membres de l'équipe ont été sollicités au titre de leur expertise scientifique auprès du Sénat (A. Antoine, B. Bonnet, E. Cornut, J. Knetsch), de l'Assemblée nationale (A. Cheynet de Beaupré, E. Cornut), du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (M. Grange comme avocat et conseil de la France devant la Cour internationale de Justice), du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (M. Grange), de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (J. Knetsch).

E - Animation et pilotage

La Direction de l'équipe 2 participe à l'animation et la mise en place d'activités collectives au profit des membres de l'équipe tant pour la jeune recherche que pour les enseignants-chercheurs.

La jeune recherche est soutenue dans ses activités. C'est ainsi que des ateliers doctoraux ont été organisés par les directrices d'équipe afin de réunir les doctorants et jeunes docteurs de l'équipe 2 pour un retour d'expérience et une mise en commun des méthodes et difficultés rencontrées lors du doctorat. En outre, des auditions blanches sont organisées à la demande des doctorants afin de présenter l'état de leur recherche à un jury réunissant des spécialistes du sujet et des enseignants-chercheurs d'autres domaines pour apporter des regards extérieurs (C. Cocly, 2020, M. Leloup, 2024).

Un comité de suivi des thèses est organisé annuellement, conformément aux exigences de l'Ecole doctorale de Droit, composé de membres de l'équipe 2 pour entendre les doctorants de l'équipe (E. Espesson, M. Grange, N. Gabayet, E. Cornut, E. Rubi-Cavagna).

L'équipe 2 s'engage activement pour soutenir des candidats à l'obtention d'un contrat doctoral chaque année. C'est ainsi que sur la période, dix doctorants de l'équipe ont obtenu un contrat doctoral (B. Denis et L. Langer 2019, A. Astier 2020, C. Saby et S. Baba 2021, P. Glasian 2022, J. Durand et A. Faranda 2023, S. Mayaci et L. Miralles 2024).

Les activités des enseignants-chercheurs sont soutenues par l'équipe en proposant une réunion annuelle pour identifier des thématiques propices aux travaux collectifs (sur la période peut être mentionnée la recherche collective dirigée par F. Jacquolot sur La détermination de l'âge des mineurs étrangers non accompagnés, avec plusieurs membres de l'équipe 2 : E. Cornut, M. Grange) et en organisant des séminaires de discussion autour des publications des membres de l'équipe (A. Antoine 2021, T. Larrourou 2021, S. Tabani 2022, E. Rubi-Cavagna 2023).

L'équipe soutient également la venue de professeurs invités en encourageant ses membres à un tel accueil scientifique permettant des séminaires de recherche, la création de projets collectifs et la diffusion de savoirs auprès des étudiants de Master. Des membres de l'équipe ont ainsi pu faire venir grâce au dispositif des professeurs invités par l'UJM : I. Ciolli, Professeure à l'Université de la Sapienza, Rome en 2022, V. Mac Donnell, Professeure à l'Université d'Ottawa en 2023, E. Bernheim, Professeure à l'Université d'Ottawa en 2023, F. Menezes, Professeur à l'Université de Sao Paulo en 2024, F. Martin Bariteau, Professeur à l'Université d'Ottawa en 2024.

F - Inscription des activités de recherche dans la société

Les productions scientifiques des membres de l'équipe 2 s'inscrivent régulièrement dans des collaborations avec des acteurs du monde socio-économique ou culturel, ou participent de la diffusion des savoirs scientifiques auprès de la société civile.

1 - Interactions avec le monde culturel, économique et social

Plusieurs chercheurs ont été auditionnés par des instances nationales ou européennes en raison de leur expertise.

Aurélien ANTOINE

- Audition par la Commission des Affaires européennes du Sénat à propos d'un projet de résolution européenne « invitant le Gouvernement à agir au niveau européen et international pour appuyer la relance du processus de paix et de réconciliation entamée par l'accord de paix pour l'Irlande du Nord », 2023
- Contribution écrite pour Rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Rémy Pointereau, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales, n° 289, *Normes applicables aux collectivités territoriales : face à l'addiction, osons une thérapie de choc !*, 2023
- Audition par la Commission des Lois du Sénat sur la proposition de loi « Sécurité globale » (aspects constitutionnels, de droit comparé et de droit public économique), 2021.

Baptiste BONNET

- Audition par la mission d'information sur la Judiciarisation de la vie publique, le 15 février 2022, sur le droit européen.

Aline CHEYNET de BEAUPRE

- Audition par le Groupe de travail sur la Fin de vie (O. Falorni), audition conjointe avec la Pr M. Lombard, le 12 juill. 2023, Aspects juridiques de la fin de vie et projet de loi « aide active à mourir » (Assemblée nationale)
- Audition Assemblée nationale, Commission des affaires sociales, le 2 févr. 2023, sur l'évaluation de la loi 2016 sur la fin de vie (Claeys-Leonetti)

CORNUT Etienne

- Audition par la Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale, le 30 novembre 2023, dans le cadre de la mission sur l'avenir institutionnel des Outre-mer
- Audition par la Commission des lois du Sénat, le 8 juin 2022, dans le cadre de la mission sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie
- Audition par le Sénat coutumier de la Nouvelle-Calédonie sur la délimitation des terres coutumières, dans le cadre de la remise d'un rapport de recherche (août 2019)

KNETSCH Jonas

- Auditions au Sénat par la Mission d'information sur la réforme de la responsabilité civile (2019)
- Audition par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans le cadre de la préparation d'un rapport sur le thème *Protéger et soutenir les victimes du terrorisme* (2019)

2 - Développement des produits et des services à destination du monde culturel, économique et social

Les résultats de plusieurs productions scientifiques se sont concrétisés dans des supports à destination des acteurs du monde culturel, économique et social. A ce titre, trois sites internet, un blog et un rapport doivent être cités :

- le Site « Droit coutumier en Nouvelle-Calédonie » <https://coutumier.unc.nc/> administré par E. Cornut, hébergé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Sur inscription, le site permet un accès à un lexique et à une base de données relatifs aux pratiques et au droit coutumier, comprenant en particulier plus de 1 400 décisions de justice rendues entre 1990 et 2023 par les juridictions de Nouvelle-Calédonie ;
- le site institutionnel de la Chaire Droit public et politique comparés, A. Antoine, <https://chaire-droit-public-politique-compare.fr/> Le site présente les activités de la Chaire et héberge, depuis 2023, le blog *L'observatoire du Brexit : Groupe de recherche sur le Royaume-Uni et l'Union européenne post Brexit* ;
- le site de la revue « Droit public comparé – Comparative Public Law » en libre accès sur le site PRAIRIAL <https://publications-prairial.fr/droit-public-compare/>, dirigée par N. Gabayet. Sa création répond à la volonté de développer et promouvoir la recherche en droit public comparé en France, mais également à celle de contribuer à la diffusion de la production scientifique des publicistes comparatistes français à l'étranger ;
- le blog *L'Observatoire du Brexit* (<https://brexit.hypotheses.org/>) devenu en 2022 « *Groupe de recherche sur le Royaume-Uni et l'Union européenne post-Brexit* » sous la direction d'A. Antoine. *L'observatoire du Brexit : Groupe de recherche sur le Royaume-Uni et l'Union européenne post Brexit* se propose de poursuivre l'étude du Brexit et de ses conséquences pour le Royaume-Uni et l'UE en insistant sur les aspects suivants : l'application des accords de Brexit, les divergences normatives et politiques entre l'UE et le Royaume-Uni, et l'impact du départ des Britanniques sur l'UE, en particulier dans sa stratégie commerciale avec les États tiers. Le blog a connu un grand rayonnement national et international et a permis de nouer et d'approfondir des relations scientifiques avec la Maison française d'Oxford, le centre Bingham de Londres, des collègues de l'Université d'Oxford, de Cambridge, de Hull et de Belfast. Depuis 2023, le blog est rattaché à la Chaire Droit public et politiques comparés ;
- la recherche conduite sur les étudiants en situation d'aidance (M. Lamare) a abouti à un rapport produit en 2024 et vient clore un post-doctorat d'un an, financé par la Métropole Saint-Étienne. Il visait à construire un statut juridique pour les étudiants-aidants, qui accompagnent un proche du fait de son état de santé (situations de maladie, handicap, perte d'autonomie, dépendance à une substance).

Plusieurs membres de l'équipe 2 sont régulièrement sollicités pour siéger dans des jurys de concours ou examens. En ce sens, par exemple, il faut relever le concours de l'Ecole nationale supérieure de sécurité sociale (M. Grange, M. Mouna Mouncif-Moungache et N. Vigne), l'examen du Centre Régional de Formation des Avocats

(A. Antoine, B. Bonnet, E. Cornut, F. Jacquelot), ou l'examen du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (E. Rubi-Cavagna).

3 - Partage des connaissances avec le grand public et intervention dans des débats de société

Les chercheurs de l'équipe acceptent régulièrement de se soumettre à des entretiens pour la presse ou participent à la diffusion de savoirs auprès du public via des articles ou des conférences. La liste exhaustive est fournie dans la bibliographie. Nous ne relèverons ici que les manifestations les plus essentielles.

A. Antoine donne régulièrement des interviews pour les radios nationales et internationales et a commenté les obsèques de la reine Elisabeth II pour France info TV. Il est également l'auteur de tribunes pour la presse écrite.

A. Cheynet de Beaupré a été très sollicitée notamment concernant le projet de loi sur la fin de vie, par exemple le 27 mai 2024 dans l'émission *Les matins* de France Culture.

Les chercheurs de l'équipe participent également à des conférences sur des thèmes d'actualité. Là encore, nous renvoyons à la bibliographie et nous ne citerons que quelques exemples. Ainsi M. Grange est intervenue lors d'une conférence conjointe du Centre des hautes Etudes Militaires et du Collège des hautes Etudes de l'Académie Diplomatique, Hôtel du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, en mars 2024, sur « Les aspects juridiques du conflit israélo-palestinien », d'une conférence sur l'Europe de demain dans le cadre de *More in 24*, en mars 2024 à Saint Etienne sur « La place de l'Europe sur la scène internationale », a organisé une conférence d'actualité sur les conflits internationaux en 2023 et 2024 en faisant participer des étudiants de master ; M. Mouncif-Moungache et M. Grange sont intervenues lors d'une conférence organisée par les Jeunes Européens sur « Le droit dans le conflit en Ukraine », le 6 avril 2022 ; M. Grange a abordé « La situation des Ouïghours » lors d'une conférence organisée par l'Association des Étudiants Juristes de la Loire à Saint Etienne, le 23 mars 2022 ; M. Mouncif-Moungache a participé à la conférence sur l'IA organisée par la Fondation de l'UJM ; B. Bonnet a assuré une conférence « Laïcité et services publics », à la Préfecture de la Loire, le 9 décembre 2023, à l'occasion de la Journée de la laïcité.

G – Analyse SWOT

1 - Points forts

- Un nombre important de publications
- Éléments de reconnaissance tels que des prix, des auditions par des parlementaires, des interventions dans la presse, participation à des comités d'évaluation...
- Le développement de la recherche sous contrat et de la recherche empirique
- Le développement de relations internationales (Royaume-Uni, Italie, Canada) et relations avec des organismes nationaux (IERDJ, ministère de l'Europe et des affaires étrangères) et des instances locales (Saint-Etienne Métropole)
- Une implication forte dans la formation par la recherche (intervention dans l'option recherche, directions de thèses, obtention de contrats doctoraux, nombreuses soutenances de thèses récompensées, comités de suivi de thèses...)
- Concrétisation de l'étude d'objets diversifiés par le prisme de l'interaction normative, au-delà des droits fondamentaux avec un développement de l'approche comparée et la création d'une chaire dédiée, et du déploiement des recherches dans les domaines du numérique ou de la santé

2 - Points à améliorer

- La recherche sous contrat doit être pérennisée et doit viser à obtenir des contrats européens
- La recherche pluridisciplinaire reste encore limitée
- L'équipe étant nombreuse, une certaine hétérogénéité de la recherche peut être relevée au sein de l'équipe

3 - Possibilités offertes par le contexte et par l'environnement dans lequel se trouve l'équipe

- La création de la chaire « Droit public et politique comparés » par la Faculté de droit de l'UJM constitue une opportunité très riche pour soutenir et développer la recherche en droit comparé et comprendre les interactions normatives
- La structuration du CERCRID en Axes pourrait permettre une souplesse qui devrait conduire les membres de l'équipe à collaborer plus encore sur des thématiques spécifiques avec des chercheurs d'autres équipes

4 - Risques liés à ce contexte et à cet environnement

- La décision du CNRS de retirer au CERCRID la qualité d'unité mixte de recherche est susceptible de freiner le développement de la recherche sous contrat et de limiter la recherche empirique dès lors que l'unité verra ses ressources en personnels d'appui à la recherche diminuer.

Équipe 3 Décisions Et Activités Décisionnelles (DEAD)

A – Objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'équipe

1 - Objectifs scientifiques et organisation

L'équipe Décisions et activités décisionnelles, dont les thématiques de recherche ont toujours été couvertes par le CERCRID, peut être considérée comme une de ses équipes historiques. Partant du constat que le droit s'incarne à l'occasion de sa mobilisation, elle s'intéresse aux modalités de mise en œuvre du droit, que cette mise en œuvre ait lieu dans un cadre judiciaire ou dans un cadre extrajudiciaire. Ses travaux visent en particulier à acquérir une meilleure connaissance des modalités de mobilisation des normes juridiques, spécialement à travers les activités de l'appareil de justice, et plus largement des acteurs du système judiciaire.

Fortement marqués par une tradition de recherches collectives, les travaux de l'équipe se caractérisent par leurs méthodes d'analyse empirique des décisions et des activités de justice et par leur approche transdisciplinaire. Leur originalité dans le paysage de la recherche juridique français a notamment permis à l'équipe de tisser des liens privilégiés avec des acteurs institutionnels comme le ministère de la Justice ou la Cour de cassation.

2 - Organisation

Sur le plan de l'organisation, l'équipe Décisions et activités décisionnelles est une équipe de petite taille. Elle est actuellement composée de dix enseignants-chercheurs et de plusieurs membres associés dont trois, très actifs sur le plan scientifique, ne peuvent être comptabilisés au rang des membres titulaires en raison de leur statut : A. Pélicand (sociologue, PRAG), B. Munoz Perez (démographe, retraitée), M. Véricel (professeur émérite de droit privé). Il est à noter qu'au cours de la période de référence, l'équipe a connu le départ de Sylvain Bernard (qui a rejoint l'Université Savoie Mont-Blanc mais qui est resté membre associé de l'équipe) et de V. Perrocheau (en détachement dans la magistrature avant d'être définitivement intégrée en 2024) et l'arrivée de deux nouvelles collègues : C. Pros-Phalippon et E. Letouzey. Sur les dix enseignants-chercheurs membres titulaires de l'équipe, tous maîtres de conférences, quatre sont habilités à diriger les recherches.

3 - Stratégie scientifique

Afin de réaliser ses objectifs scientifiques, la stratégie de l'équipe s'est déclinée en plusieurs axes.

— Une politique de développement des projets collectifs

L'équipe a d'abord poursuivi sa politique de développement des projets collectifs et, malgré son petit effectif et le fort investissement qu'implique le type de méthodologie utilisé, le nombre de recherches collectives dont l'équipe est porteuse (ou co-porteuse) est important. Entre 2019 et 2024, 6 recherches collectives ont été menées (4 dont le CERCRID était porteur, 2 dont il était partenaire).

— Une politique de développement des collaborations scientifiques

La politique de collaborations scientifiques a été reconduite, avec une forte dimension interdisciplinaire.

Les liens ont d'abord été renforcés, au niveau local, avec des équipes de recherche en droit du site Lyon-Saint-Etienne. Ainsi, le colloque sur les crimes français en Algérie (2022) a été organisé en collaboration avec le Centre de droit pénal de Lyon 3. De même, les deux ateliers de recherche franco-allemands de 2019 et 2024 ont été organisés en collaboration avec l'Institut de droit comparé Edouard Lambert (Université Lyon 3).

Des collaborations ont également été développées pour répondre à la dimension interdisciplinaire. Ainsi le projet e-juris, débuté en 2016 et dont le CERCRIID est partenaire, s'est poursuivi jusqu'en 2021 en associant des juristes, des informaticiens et des économistes de quatre laboratoires : le Centre Max Weber (I. Sayn), porteur du projet, le CERCRIID (M. Cottin), le laboratoire Hubert Curien (F. Mullenbach) et le BETA (B. Jeandidier). La recherche à laquelle C. de Lajarte-Moukoko participe sur la responsabilité pour insuffisance d'actif des dirigeants associe également chercheurs en sciences de gestion et juristes (M. Frechet (dir.), *La responsabilité pour insuffisance d'actif des dirigeants : déterminants factuels et juridiques des décisions judiciaires*, en cours). Le colloque précité sur les crimes français en Algérie (2022) a aussi revêtu une forte dimension transdisciplinaire avec la participation d'historiens, d'anthropologues et d'ethnologues, et une dimension internationale avec la participation de l'Université Libre de Bruxelles (ULB).

Au titre des collaborations internationales, on peut également mentionner les travaux de recherche menés en droit comparé franco-allemand, grâce aux liens tissés avec l'Université Erlangen-Nuremberg. Ainsi, la recherche dirigée par M. Véricel et M. Zwickel sur les préalables obligatoires de médiation, conciliation (2023) ou les ateliers de recherche franco-allemands précités (2019, 2024).

– Une politique de renforcement des liens avec les institutions et professionnels de la justice

Au-delà des partenariats académiques que l'équipe a pu établir dans la période écoulée, on notera également l'importance et la qualité des relations nouées avec les institutions et professionnels de la justice, tant au niveau local que national.

On notera d'abord les liens déjà évoqués avec la Cour de cassation. C'est à la demande de la Haute juridiction que deux membres de l'équipe (B. Munoz-Perez et M. Cottin) ont collaboré à la construction de la nomenclature des affaires orientées dans les chambres civiles de la Cour de cassation dans le cadre d'un groupe de travail piloté par le service de documentation, des études et du rapport (SDER) (E. Serverin (dir.), B. Munoz Perez (dir.), M. Cottin, **La Nomenclature des affaires orientées dans les chambres civiles de la Cour de cassation (NAO) : l'élaboration collective d'un outil de connaissance et d'action**, 2019) (voir *infra*, faits marquants). On signalera également la recherche sur la pratique des cassations sans renvoi devant les chambres civiles, menée, là encore, en étroite collaboration avec le SDER (M. Cottin, B. Munoz Perez, *Les cassations sans renvoi devant les chambres civiles de la Cour de cassation*, 2023) (v. portfolio n° 7) ou, encore, celle sur les cassations disciplinaires réalisée dans le même cadre (B. Munoz Perez, E. Serverin, *Les cassations disciplinaires devant les chambres civiles de la cour de cassation 2010-2019*, 2020).

A l'échelon local, l'équipe entretient également des relations privilégiées avec le tribunal judiciaire de Saint-Etienne. Elles se manifestent d'abord par l'accueil en stage des étudiants du Master Justice, Procès et Procédures, grâce à un partenariat conclu avec la Faculté de droit de Saint-Etienne. Elle se manifeste également par la participation du tribunal à des projets de recherche comme l'enquête de terrain précitée réalisée auprès des justiciables (A. Pélicand, T. Prieur et M. Cottin, *La perception en 2024 de la justice par les justiciables*), qui a bénéficié d'un financement par l'appel à projet interne de l'UJM.

Toujours à l'échelon local, les liens tissés avec le Barreau de Saint-Etienne sont à l'origine de la création des « Rencontres pénales stéphanoises ». Ces rencontres annuelles, qui existent depuis 2020, s'inscrivent désormais dans la continuité et ont pour objet de faire dialoguer entre eux divers professionnels du droit (principalement, en matière pénale, universitaires, magistrats, avocats, enquêteurs), mais également, lorsque le thème s'y prête, diverses disciplines entre elles. Ainsi, lors de l'édition 2023 qui portait sur l'inceste, étaient présents juristes, anthropologues, psychologues et psychiatres. Si ces journées sont éligibles à la formation continue des avocats et des magistrats et permettent ainsi de nouer des liens privilégiés et récurrents avec les professionnels stéphanois, les thèmes choisis privilégient les analyses prospectives et critiques, qui les inscrivent dans une dimension recherche qui n'est pas négligée.

– Une stratégie de formation par la recherche

L'équipe développe enfin une stratégie de formation par la recherche qui se manifeste principalement par la participation des étudiants de master aux projets de l'équipe. Les étudiants de master sont aussi étroitement associés aux ateliers de recherche franco-allemands, organisés alternativement en France et en Allemagne depuis une dizaine d'années, autour des questions de justice : chaque thème abordé, après avoir fait l'objet d'une ou deux présentations générales par un enseignant-chercheur ou un praticien (magistrat ou avocat), est ensuite discuté, complété et enrichi en groupes de travail auxquels participent les étudiants allemands et français. Ce sont ces derniers qui sont chargés, en fin de journée, de faire la synthèse et de restituer les travaux auprès de l'ensemble des participants. Après une interruption liée au Covid, nous avons repris ces ateliers et le dernier s'est déroulé en France, au mois de mars 2024, sur le thème de « La justice de proximité 2.0 ».

Nous sommes également en charge de l'initiation des étudiants de l'option recherche (Master 2, second semestre) aux méthodes empiriques. Jusqu'à l'année dernière, les étudiants étaient initiés à l'analyse empirique de contentieux, à partir d'une centaine de décisions rendues par le Tribunal judiciaire de Saint-Etienne en matière d'indemnisation du dommage corporel, collectées grâce à un partenariat que nous avons avec le

tribunal. Le thème et la méthode de recherche ont changé en 2024 : les étudiants ont réalisé une enquête de terrain au Tribunal judiciaire de Saint-Etienne, sur la perception de la justice par les justiciables, sur la base d'un questionnaire qu'ils ont eux-mêmes élaboré. Ce projet a reçu le soutien de l'UJM (A. Pélicand, T. Prieur, M. Cottin. *La perception en 2024 de la justice par les justiciables. Enquête statistique au Tribunal judiciaire de Saint-Etienne*, en cours). Ses résultats ont été présentés, au mois de juin 2024, à la juridiction stéphanoise.

B - Ressources

Comme ses homologues, l'équipe DEAD dispose d'une subvention annuelle allouée, au prorata de ses effectifs, sur les fonds de l'unité, qui lui permet de prendre en charge les missions scientifiques de ses membres, de participer à l'organisation de manifestations scientifiques de l'équipe ou à l'achat de documentations spécifiques. Cette dotation s'élève à un montant annuel entre 6.300 et 7.000 euros.

L'équipe bénéficie par ailleurs d'une bonne capacité d'autofinancement grâce à une politique de réponse à appel à projets. Elle a notamment reçu le soutien de l'IERDJ pour la recherche sur les préalables obligatoires de médiation ou de conciliation (*Les préalables obligatoires de médiation/conciliation dans le procès civil en France et en Allemagne*, 2023), de l'Université franco-allemande (UFA) pour les ateliers de recherche franco-allemands (*Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne*, Allemagne, mars 2019 ; *Justice civile de proximité 2.0*, France, mars 2024) ou, encore de l'UJM pour l'enquête sur la perception de la justice réalisée en 2024 auprès du Tribunal judiciaire de Saint-Etienne (*La perception en 2024 de la justice par les justiciables. Enquête statistique au Tribunal judiciaire de Saint-Etienne*, 2024). Voir *infra* pour une présentation plus détaillée de ces différents travaux.

C - Résultats, rayonnement et attractivité scientifiques de l'équipe

1- Réalisations scientifiques

Au cours de la période de référence, les membres de l'équipe Décisions et activités décisionnelles ont publié plusieurs ouvrages (incluant les recherches collectives), chapitres d'ouvrages, articles dans des revues et de nombreux commentaires d'arrêts ou de législations (sans compter les observations de jurisprudence).

Ces travaux sont essentiellement centrés sur l'activité de justice et ses transformations. Ils se caractérisent, au niveau méthodologique, par une forte dimension empirique et leur originalité

2 - Thématiques de recherche

Les travaux de l'équipe peuvent être regroupés autour de quatre grands thèmes de recherche que l'on retrouve tant dans les projets individuels que dans les travaux collectifs, même si nous insisterons davantage sur ces derniers dans le cadre de cette autoévaluation.

— La connaissance de la production des juridictions

Considérant que connaître la façon dont les acteurs judiciaires mobilisent les règles est essentielle à la compréhension du droit, l'équipe Décisions et activités décisionnelles a fait des recherches de type empirique, et particulièrement des analyses de contentieux, une de ses « marques de fabrique ». Il s'agit, en considérant le droit et/ou les décisions prises en son nom comme un objet d'étude, de se livrer à une étude systématique de la manière dont les règles de droit sont mobilisées par les juges.

Entre dans ce cadre, la recherche sur les cassations sans renvoi, menée en collaboration avec le service de documentation, des études et du rapport (SDER) de la Cour de cassation qui s'est déployée autour d'une exploitation statistique sur dix ans (2012 à 2021) et sur une analyse approfondie de 659 décisions (M. Cottin, B. Munoz Perez. *Les cassations sans renvoi devant les chambres civiles de la Cour de cassation*, 2023, voir [Portfolio n° 7](#)). Entre également dans ce cadre, la recherche co-dirigée par B. Munoz Perez, toujours en collaboration avec la Cour de cassation, sur les cassation disciplinaires (B. Munoz Perez et E. Serverin, *Les cassations disciplinaires devant les chambres civiles de la cour de cassation 2010-2019*, 2020). S'y rattachent aussi les travaux de C. Pros-Phalippon sur le contentieux de l'isolement et de la contention devant le juge administratif, réalisés dans le cadre du projet d'amorçage TransPsyCo dont le CERCRID est partenaire. Cette étude porte sur les années 2023 et 2024 et englobe (dans les limites de l'open data) les TA, les CAA et le Conseil d'Etat. S'y rattache, enfin, la recherche sur la responsabilité pour insuffisance d'actif des dirigeants à laquelle C. de Lajarte-Moukoko participe (M. Frechet (dir), *La responsabilité pour insuffisance d'actif des dirigeants : déterminants factuels et juridiques des décisions judiciaires*, en cours). Menée par une équipe pluridisciplinaire (sciences de gestion et droit), cette recherche a notamment pour objectif de proposer une analyse systématique des décisions rendues en matière de RIA (niveau moyen de condamnation ? incidence de la gravité des fautes commises ? place de la situation personnelle du dirigeant ?).

Parallèlement à ces analyses de contentieux, des membres de l'équipe ont également participé à la construction, par la Cour de cassation, d'un outil de connaissance statistique de l'activité civile de la juridiction

(E. Serverin, B. Munoz Perez, M. Cottin, **La Nomenclature des affaires orientées dans les chambres civiles de la Cour de cassation (NAO)**, 2021). Implantée depuis dans le système informatique de la Cour de cassation, cette nomenclature est opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2023 et doit notamment permettre d'avoir une meilleure connaissance des affaires déferées à la Cour de cassation et d'identifier les matières pourvoyeuses, ou non, de recours en cassation. Cette participation fait suite à une collaboration de longue date, entre la sous-direction de la statistique du ministère de la Justice et le CERCRID, qui explique que celui-ci ait à nouveau été sollicité pour l'élaboration d'un instrument de mesure de l'activité judiciaire (voir, sur la période d'évaluation antérieure, M. Cottin et B. Munoz Perez, *Les nomenclatures descriptives des activités civiles des parquets*, Rapport du groupe de travail sur l'intégration des activités civiles du parquet dans le dispositif statistique du ministère de la justice, 2017).

– L'impact du numérique et l'IA sur la justice

L'intérêt porté à la production des juridictions nous a assez naturellement conduits à nous pencher sur la question de l'*open data* des décisions de justice. Sa rencontre avec l'Intelligence artificielle ouvre, en effet, de nouvelles perspectives de connaissance des pratiques juridictionnelles, directement en lien avec nos préoccupations. Elle conduit notamment à s'interroger sur les répercussions éventuelles de ces nouveaux outils sur la façon de rendre des décisions de justice et au-delà sur la manière dont le droit est produit. C'est pour répondre à ces interrogations que le CERCRID s'est associé au projet e-Juris, dont le Centre Max Weber a été porteur (I. Sayn et V. Rivollier), aux côtés du laboratoire Hubert Curien (F. Mullenbach) et du BETA (B. Jeandidier), également partenaires du projet. Ce projet, qui a reçu le soutien de la MSH-LES et du ministère de la Justice, s'est matérialisé par un premier séminaire (qui a eu lieu en dehors de la période de référence) et s'est poursuivi sous forme d'ateliers plus techniques destinés à tester différentes méthodes d'extraction automatisée d'informations (la machine peut-elle remplacer l'analyse manuelle ?) (I. Sayn, V. Rivollier, M. Cottin, F. Mullenbach, B. Jeandidier, *De l'open data des décisions de justice à l'automatisation de la prise de décisions*, MSH-LES, ministère de la Justice, 2017- 2021).

Ce thème de la numérisation de la Justice a été également au cœur des ateliers de recherche franco-allemands, organisés en collaboration avec l'Université Erlangen-Nuremberg et le Centre de droit comparé Edouard Lambert (Lyon 3) en 2019 (*Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne*, Allemagne) et en 2024 (*Justice civile de proximité 2.0*, France) qui ont donné lieu à plusieurs publications (voir, par exemple, Ph. Soustelle, « L'évaluation automatique de dommages-intérêts », 2019 ; M. Cottin, « L'open data des décisions de justice : un bouleversement de l'espace jurisprudentiel ? », 2019 ; M-N. Koffi, « Une justice civile proche des citoyens : perspectives pour une procédure dématérialisée des petits litiges », 2019). M. Cottin est également l'auteur d'un fascicule consacré à la dématérialisation des procédures du Dictionnaire permanent des éditions législatives (« Dématérialisation des procédures », 2020).

– La compréhension de la construction des décisions de justice

Cette partie des travaux de l'équipe s'intéresse aux conditions de production des décisions de justice et à la compréhension des éléments qui entrent dans leur construction. Le projet e-Juris précité rejoint ces préoccupations puisqu'il s'est accompagné d'une réflexion plus théorique sur la rédaction des décisions de justice et sur l'impact de l'introduction de nouvelles références sur cette rédaction (M. Cottin, « Vers la standardisation des décisions de justice ? », 2024).

Il faut également citer la recherche sur la barémisation de la justice et l'importante enquête de terrain que le CERCRID a réalisée auprès des acteurs judiciaires, avec le soutien de l'IERDJ, sur l'usage de « barèmes » ou autres outils d'aide à la décision (V. Perrocheau, N. Merley, I. Sayn et Y. Favier, *Les barèmes (et autres outils techniques d'aide à la décision) dans le fonctionnement du droit et de la justice*, 2019). Cette recherche, à laquelle plusieurs membres de l'équipe ont participé, s'est achevée au tout début de la période de référence et ses résultats ont été valorisés dans un colloque (*Barémisation de la justice*, 2020) et diverses publications (A. Pélicand et R. Vanneuville, « L'extension du recours aux barèmes dans la justice : quelques facteurs explicatifs », 2022 ; A. Pélicand et R. Vanneuville, « Juger avec des barèmes : outils d'aide à la décision et rapport au travail dans la magistrature », 2024).

Se rattachent enfin à cette thématique des réflexions sur la motivation des décisions de justice (C. Pros-Phalippon, « La motivation des revirements de jurisprudence du juge administratif : quel bilan dresser aujourd'hui ? », 2022), notamment dans le prolongement de recherches collectives achevées sous la période antérieure (V. Perrocheau, D. Zerouki-Cottin, P. Milburn, *L'obligation de motivation des décisions de cours d'assises : de la loi aux pratiques. Analyse empirique de la motivation des décisions de cours d'assises*, 2020).

– Le juge et les modes de règlement des conflits

L'équipe s'intéresse, enfin, aux différents modes de règlement des conflits et à la place qu'occupent le juge, et le droit, parmi eux. On pense notamment à la recherche de Marc Véricel, réalisée, avec le soutien de l'IERDJ et dans une perspective de droit comparé, sur les modes amiables de règlement des différends et plus

précisément sur les préalables obligatoires avant saisine du juge (M. Véricel et M. Zwickel, *Les préalables obligatoires de médiation, conciliation dans le procès civil en France et en Allemagne*, 2023). On songe également au colloque co-dirigé par D. Zerouki en 2022 qui s'est notamment interrogé sur l'absence de grands procès pour les crimes commis en Algérie pour mettre en lumière l'incidence de l'absence du juge, notamment sur la construction de la mémoire collective et la demande de justice (D. Zerouki, D. Scalia et X. Pin, *Crimes français en Algérie : que dit le droit ?*, 2022), dont les actes ont été publiés à la revue numérique *Criminocorpus* (D. Zerouki, D. Scalia et X. Pin, *Droit pénal et guerre d'Algérie*, 2024).

Ces travaux s'accompagnent d'une réflexion générale sur les besoins et attentes des justiciables à laquelle peut être rattachée l'enquête de terrain réalisée auprès des justiciables, en collaboration avec le Tribunal judiciaire de Saint-Etienne et avec la participation active des étudiants de l'option recherche (A. Pélicand, T. Prieur et M. Cottin, *La perception en 2024 de la justice par les justiciables*. Enquête statistique au Tribunal judiciaire de Saint-Etienne, 2024).

3 - Méthodologie : le recours à des méthodes empiriques

Les travaux de l'équipe ont pour particularité de mobiliser des méthodes de recherche qui empruntent aux sciences sociales (analyse empirique de contentieux, enquête de terrain), méthodes dont nous avons régulièrement l'occasion de présenter l'intérêt (M. Cottin, N. de Jong, I. Sayn, « Pour une méthode empirique de recherche sur le droit », 2021 ; D. Zerouki, « La recherche empirique », *Les transversales de Lyon*, 2021).

Cette forte dimension empirique se manifeste par le recours, soit à des analyses de décisions, à partir d'un échantillon exhaustif, représentatif ou caractéristique d'une population (*Les cassations sans renvoi devant les chambres civiles de la Cour de cassation*, 2023), soit à des questionnaires ou entretiens auprès des acteurs judiciaires (*La perception de la Justice par les justiciables du Tribunal de Saint-Etienne*, 2024 ; *Les préalables obligatoires de médiation, conciliation dans le procès civil en France et en Allemagne*, 2023 ; *Les barèmes (et autres outils techniques d'aide à la décision) dans le fonctionnement de la justice*, 2019).

L'originalité de leurs travaux dans le paysage juridique français explique que les chercheurs de l'équipe soient sollicités pour apporter leur expertise dans des projets de recherche empiriques. A. Pélicand participe ainsi à une recherche portée par le Centre Favre (V. Rivollier) sur les outils d'aide à la décision en matière de réparation des dommages corporels (*Les outils d'aide à la décision facilitent-ils le règlement amiable des litiges ? Recherche empirique en matière de réparation du dommage corporel*, en cours). A. Pélicand est également membre, avec M. Cottin, du Conseil d'expert d'un projet en droit international privé porté par L. Pailler (Lyon 3) avec le soutien de l'IERJ (*L'application du droit international privé par les juridictions du fond*, en cours). C'est également leur expertise dans la connaissance du contentieux qui ont conduit B. Munoz Perez et M. Cottin à participer à la construction de la Nomenclature des affaires orientées devant la Cour de cassation, ou M. Cottin à être auditionnée sur la notion de contentieux de masse dans le cadre d'un groupe de réflexion porté par l'IERDJ sur les identités professionnelles dans les métiers de la justice.

D - Faits marquants

Parmi les travaux réalisés au sein de l'équipe, on retiendra particulièrement les 4 suivants :

1 - Marc Véricel, Martin Zwickel. *Les préalables obligatoires de médiation/conciliation dans le procès civil en France et en Allemagne, recherche réalisée avec le soutien de l'IERDJ*, 2023, 196 p.

Cette recherche a concerné la mise en œuvre, en Allemagne (en 2002) et en France (en 2019), d'un préalable obligatoire de médiation/conciliation pour l'accès au tribunal des petits litiges civils (ne dépassant pas 5 000 €). Elle a été menée par une équipe d'universitaires franco-allemande en 2022 et 2023, avec le soutien de l'IERDJ.

La recherche réalisée a essentiellement consisté en plusieurs enquêtes de terrain menées, par chacune des équipes, en Allemagne et en France, par la voie, d'une part de questionnaires et, d'autre part, d'entretiens - en présentiel ou par téléphone - auprès des différents acteurs jouant un rôle dans l'accès à la justice des petits litiges civils (acteurs judiciaires et principaux organismes de conciliation ou de médiation). L'objectif était de tenter d'apprécier l'impact concret des dispositifs de préalable obligatoire de conciliation sur le règlement des litiges, eu égard à l'intérêt des justiciables (rapidité - équité - respect du fond du droit en vigueur).

La recherche démontre, tant en France qu'en Allemagne, que le passage par une conciliation préalable présente une réelle utilité pour le justiciable en permettant de résoudre rapidement et simplement un bon nombre de petits litiges, y compris des litiges non réellement juridiques, que le juge peut difficilement solutionner. La conciliation tentée par les conciliateurs, lorsque les deux parties se présentent devant eux, réussit une fois sur deux. Dans un tiers des cas toutefois, la saisine du conciliateur donne lieu à un refus de participation du défendeur. Or, en cas d'échec de la conciliation ou de carence du défendeur, les dispositifs de conciliation préalable, tels qu'ils ont été mis en œuvre, en France comme en Allemagne, laissent entier le problème de l'accès effectif au juge, une grande majorité des demandeurs renonçant alors à saisir effectivement le juge.

Outre le rapport remis à l'IERDJ, la recherche a donné lieu à une conférence organisée dans le cadre de cet institut en février 2024 et d'un article paru au JCP (édition générale) en avril 2024. Sont également en projet, d'une part, un séminaire franco-allemand sur l'accès au juge des petits litiges prévu en 2025 et, d'autre part, la rédaction d'un ouvrage sur cette problématique en France.

2 - Marianne Cottin, Brigitte Munoz Perez. Les cassations sans renvoi devant les chambres civiles de la Cour de cassation, 2012-2021, Enquête sur les arrêts prononcés en 2020 et 2021, Cour de cassation, 2023, 91 p

Voir le Portfolio n° 7 pour une présentation de cette étude.

3 – Djoheur Zerouki, Damien Scalia et Xavier Pin (dir.). Droit pénal et guerre d'Algérie (Université Jean Monnet Saint-Etienne, Université libre de Bruxelles, Université Lyon 3, Lyon, 9 et 10 juin 2022). Criminocorpus : mai 2024 <https://criminocorpus-lab.cnrs.fr/2024/05/07/actes-colloque-crimes-francais-en-algerie-que-dit-le-droit/>

Si les historiens ont été nombreux à se pencher sur la Guerre d'Algérie, les juristes s'en sont abstenus et alors que des faits de tortures, de disparitions forcées, d'exécutions sommaires et de viols ont été mis au jour, le droit pénal est resté de marbre, le législateur comme la Chambre criminelle de la Cour de cassation s'étant obstinément refusés à s'engager dans la voie de la répression. L'absence de grands procès en France interroge ainsi la décolonisation à l'œuvre.

Le colloque, interdisciplinaire et international, coorganisé par trois centres de recherches, a eu pour objet d'explorer les mécanismes et les incidences de cet évitement du droit pénal, notamment sur la construction de la mémoire collective. La possibilité de recourir au juge pénal, suggérée par la défaveur portée aujourd'hui par la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme à l'égard des institutions de clémence que sont l'amnistie et la prescription, a également été discutée, tout comme son opportunité, certains lui préférant des mécanismes de justice transitionnelle déjudiciarisés.

Historiens, juristes et ethnologues ont débattu de ces questions le temps de ces deux journées, dont les actes ont été publiés à la Revue *Criminocorpus* en mai 2024 : mai 2024 <https://criminocorpus-lab.cnrs.fr/2024/05/07/actes-colloque-crimes-francais-en-algerie-que-dit-le-droit/>

4 - Evelyne Serverin, Brigitte Munoz Perez, Marianne Cottin. La Nomenclature des affaires orientées dans les chambres civiles de la Cour de cassation (NAO) : l'élaboration collective d'un outil de connaissance et d'action, Cour de cassation. 2021, 130 p.

Voir *infra*, pour une présentation de cette étude, les produits et services à destination du monde culturel, économique et social.

E - Une production scientifique de qualité

L'effort initié au cours de la période précédente pour renforcer la visibilité des activités de l'équipe s'est poursuivi par l'organisation systématique de colloques ou journées de restitutions des résultats des recherches entreprises (restitution des résultats de la recherche sur « La perception de la Justice par les justiciables », Tribunal Judiciaire de Saint-Etienne, juin 2024 ; colloque sur la Barémisation de la justice, Paris, décembre 2020), par la publication d'articles en lien avec ces recherches (voir, pour la recherche sur la « barémisation de la Justice », les articles d'A. Pélicand publiés en 2022 et 2024 ; pour la recherche « médiation », l'article de M. Véricel publié en 2024 ; pour la recherche sur « les cassations sans renvoi », l'article de M. Cottin publié en 2024) et, enfin, par une politique de publication plus fréquente des actes des colloques ou séminaires de recherche organisés par l'équipe (Voir, par exemple, la publication des actes du colloque sur la guerre d'Algérie, 2024).

F - Animation et pilotage

La participation à l'animation et au pilotage de sa communauté se manifeste à plusieurs niveaux.

Elle se manifeste d'abord par l'organisation de plusieurs colloques, journées d'études ou séminaires portant sur des thématiques en lien avec son objet scientifique, qui participent, on vient de l'évoquer, à la valorisation de des travaux de recherche de l'équipe et à leur visibilité. On rappellera ainsi le colloque sur les crimes commis pendant la guerre d'Algérie (2022), les ateliers de recherche franco-allemands (2019, 2024), mais également les journées d'études ou colloques destinés à présenter les résultats des recherches collectives (*Barémisation de la justice*, 2020).

Des chercheurs de l'équipe sont également membres de comités scientifiques de revues (M. Cottin est ainsi membre du comité scientifique de la revue *Jurimétrie* et D. Zerouki de la revue belge *e-legal*) ou ont été sollicités pour évaluer des articles (M. Cottin par *Les cahiers du droit*, D. Zerouki par la revue *Jurimétrie*) ou des projets de recherche. M. Cottin a ainsi été sollicitée à deux reprises par l'IERDJ pour participer au comité d'évaluation sur

les appels à projets « Besoins, demandes et attentes de justice ». Elle a été également auditionnée sur la notion de « contentieux de masse » dans le cadre du groupe de réflexion de l'IERDJ sur les identités professionnelles dans les métiers de la justice (2023). On notera, enfin, la participation de S. Bouabdallah au groupe de travail interministériel concernant « Les mesures restrictives de la liberté d'aller et venir mises en œuvre dans les établissements sociaux et médico-sociaux » (2022) et celles de M. Cottin et B. Munoz-Perez au groupe de travail sur la nomenclature des affaires orientées devant les chambres civiles, piloté par le SDER.

G - Inscription des activités de recherche dans la société

1 - Interactions avec le monde culturel, économique et social

L'équipe se distingue par la qualité de ses interactions avec les institutions et professionnels de la justice, tant au niveau local que national. On se contentera de renvoyer sur ce point à la politique de renforcement de ces interactions évoquée *supra* dans la stratégie scientifique.

2 - Développement de produits et de services à destination du monde culturel, économique et social

Deux produits peuvent être cités.

— La Nomenclature des affaires orientées dans les chambres civiles de la Cour de cassation (NAO)

La NAO est une nomenclature descriptive des affaires portées devant la Cour de cassation, réalisée dans le cadre d'un groupe de travail, piloté par le service de documentation, des études et du rapport (SDER), sous la direction d'E. Serverin (CTAD) et de B. Munoz Perez (CERCRID), avec la collaboration de M. Cottin (CERCRID) (E. Serverin, B. Munoz Perez, M. Cottin. La Nomenclature des affaires orientées dans les chambres civiles de la Cour de cassation (NAO) : l'élaboration collective d'un outil de connaissance et d'action, Cour de cassation, 2021, 130 p). La NAO a été implantée dans le système informatique de la Cour de cassation et est opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2023. Elle doit notamment permettre d'avoir une meilleure connaissance des affaires déferées à la Cour de cassation et d'identifier les matières pourvoyeuses, ou non, de recours en cassation.

— La barémothèque : <https://baremotheque.ish-lyon.cnrs.fr/presentation.php>

La barémothèque contient les 122 barèmes et autres outils d'aides à la décision collectés à l'occasion de la recherche sur « Les barèmes (et autres outils techniques d'aide à la décision) dans le fonctionnement de la justice », réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice (2019). A chacun des barèmes publiés, est associée une fiche technique qui présente l'origine de l'information (le professionnel ayant remis le barème, la formation au sein de laquelle il a été collecté), le type de contentieux concerné, sa diffusion... Le site est accessible grâce à un mot de passe et n'assure pas la mise à jour des données.

H – Analyse SWOT

1 - Les points forts

- Un positionnement original dans le champ de la recherche sur le droit : équipe experte en analyse empirique des contentieux et des activités de justice.
- Un nombre de recherches collectives important et une bonne capacité d'autofinancement (IERDJ, UFA).
- Une bonne articulation avec les acteurs socio-économiques, notamment du monde de la justice (Cour de cassation).
- Des liens privilégiés avec les acteurs du territoire et notamment le Tribunal judiciaire et le Barreau de Saint-Etienne.
- De nombreuses collaborations scientifiques au niveau local (Centre de droit pénal de l'Université Lyon 3, Institut de droit comparé Edouard Lambert de l'Université Lyon 3) comme international (Université Libre de Bruxelles, Université d'Erlangen-Nuremberg) avec une forte dimension interdisciplinaire (sociologues, informaticiens, historiens, anthropologues, ethnologues).
- Une bonne articulation avec le Master Justice, Procès et Procédures et l'option recherche (Ateliers franco-allemands, initiation aux méthodes de recherche empirique).

2 - Les points à améliorer

- Un nombre trop limité de doctorants rattachés à l'équipe.
- Une dimension internationale à développer.

3 - Les possibilités offertes par le contexte / l'environnement dans lequel l'équipe se trouve

- Le développement des recherches empiriques à l'échelle nationale (via notamment les appels financés par l'IERDJ) pour lesquels l'équipe dispose d'un vrai savoir-faire.
- Des ressources et un savoir-faire spécialisés pour mener ce type de recherche.
- Diversité des branches du droit représentées par ses membres émanant de disciplines variées, décloisonnement des approches.

4 - Les risques liés à ce contexte / cet environnement

- Malgré le dynamisme de ses membres, un risque de fragilisation de l'équipe en raison de sa petite taille.

Équipe 4 Sciences, Innovation et Démocratie (SID)

A - Présentation de l'équipe

1 - Structuration de l'équipe

Depuis 2016, année de la restructuration du laboratoire en équipes, si l'équipe Sciences, innovation et démocratie reste une des petites équipes du CERCRID au regard du nombre de ses membres (11 membres statutaires), elle est malgré tout très diversifiée dans le rattachement institutionnel de ceux-ci ainsi que dans la variété des recherches produites. L'équipe Sciences, innovation et démocratie est en effet composée d'enseignants-chercheurs et de chercheurs en droit privé, en droit public, en histoire du droit et en économie ; les uns et les autres sont rattachés à l'Université Jean Monnet Saint-Etienne, à l'IUT de Saint-Etienne, à l'Université Lumière Lyon 2, à Sciences Po Lyon et au CNRS. Ancrée à Saint-Etienne, l'équipe peut être considérée comme représentative des synergies et des interactions fortes qui se sont construites à l'échelle du site Lyon-Saint-Etienne au fil du temps.

Depuis le départ d'Olivier Leclerc en avril 2021, l'équipe est dirigée par Anne-Sophie Chambost, professeure à Sciences Po Lyon (septembre 2020). Même s'il a augmenté pour passer de 7 à 11 membres statutaires, l'effectif modeste de l'équipe permet un fonctionnement relativement souple, sans structures de gouvernance intermédiaires. Les décisions sont prises collectivement lors de réunions périodiques de l'équipe (depuis la période de confinement et du fait des rattachements divers de ses membres, ces réunions se font essentiellement en visioconférence).

2 - Effectifs et moyens

En termes numériques, l'équipe « Sciences, innovation et démocratie » compte aujourd'hui 10 enseignants-chercheurs, 1 chercheur (directeur de recherche), 5 doctorants et 2 docteurs. Il est à noter que les effectifs de l'équipe ont été en particulier renforcés depuis 2022 par l'accueil d'une professeure et d'un maître de conférences en droit public de Sciences Po Lyon (A. Geslin, G. Bligh) ainsi que par l'arrivée au concours d'agrégation de M. Chaptal (histoire du droit, UJM) et B. Moron-Puech (droit privé, Lyon 2) ; J. Baroche (droit public, Sciences Po Lyon) est chercheur associé. Th. Kirat (DR CNRS économie) a intégré l'équipe en septembre 2024. Enfin toujours en 2024, C. Lhomond a été recrutée comme maîtresse de conférences en droit privé à l'IUT de Saint-Etienne. En détachement auprès du CNRS (déontologue et référent lanceurs d'alerte) au cours de la période, J. Moret-Bailly a maintenu ses activités de recherche au sein de l'équipe.

En revanche, l'équipe a connu 2 départs pendant le précédent contrat : O. Leclerc (DR CNRS) est parti à Nanterre, J. Kermorvant a choisi d'arrêter sa thèse de droit public pour des raisons économiques.

L'équipe dispose d'une dotation récurrente allouée sur les fonds de l'unité, qui permet de financer les missions scientifiques de ses membres et de prendre en charge une partie du financement des manifestations scientifiques organisées par l'équipe. Ces ressources sont complétées par des financements externes liés autant à des programmes de recherche auxquels participent ses membres, qu'à des institutions de recherche extérieures dans le cadre d'invitations.

3 - Politique scientifique

L'équipe Sciences, innovation et démocratie consacre l'essentiel de ses activités de recherche à la production des savoirs en société, savoirs juridiques et savoirs sur le droit. Compte tenu de l'évolution de la composition de l'équipe ainsi que de la formalisation du partenariat avec Sciences Po Lyon, le prisme de la recherche a

vocation à s'étendre aussi aux savoirs et idées politiques, considérés en d'autres lieux et autres temps que ceux de la démocratie (ou *a minima* des premiers temps de son avènement en Occident à la fin du XVIII^e siècle). Si le lien entre droit et politique n'est plus aujourd'hui discuté, on rappellera qu'il fait en quelque sorte partie de l'ADN du CERCRID, puisque le courant *Critique du droit* dont le laboratoire porte l'héritage défendait déjà la nécessité d'éclairer le droit par le politique, et réciproquement. Hautement politique sont à cet égard les questions de genre. Elles ont naturellement trouvé leur place dans l'équipe avec l'arrivée de B. Moron-Puech et de ses doctorantes. Un premier aboutissement de cette recherche a été l'ouvrage sur les minorités sexuelles, sexuelles et genrées (v. portfolio n° 5) ainsi que l'obtention de deux contrats doctoraux.

La politique scientifique de l'équipe Sciences, innovation et démocratie étant marquée par la transversalité de son objet principal de recherche (la production des connaissances en société), celle-ci se marque dans une attention soutenue aux conditions juridiques, institutionnelles, matérielles (mais aussi désormais dématérialisées) dans lesquelles ces savoirs sont produits et diffusés, ainsi que la manière dont ils sont reçus et mobilisés ; un autre enjeu est de déterminer la manière dont ces savoirs contribuent à la formation des cultures juridique et politique en démocratie.

Les recherches de l'équipe sont ordonnées autour de **trois thématiques principales** :

– **Les approches culturelles et matérielles de la production des connaissances**

Les activités de production de savoirs sont situées dans des contextes culturels dont les multiples dimensions déterminent aussi bien les contenus que les conditions d'exercice. Les recherches menées dans ce domaine par les membres de l'équipe concernent la production des savoirs juridiques et des savoirs sur le droit – dans une perspective politique et économique qui est aujourd'hui renforcée par l'arrivée de M. Chaptal et Th. Kirat. Ces recherches sont attentives aux acteurs de la production des savoirs (doctrine des professeurs de droit, écrits des praticiens mais aussi des penseurs politiques qui intègrent le droit dans leurs propositions réformatrices), aux espaces dans lesquelles celles-ci se déroulent (universités, laboratoires, assemblées), aux supports matériels – et dématérialisés – de cette activité (livres, blogs, revues), aux formats de l'écriture scientifique (manuels, supports de vulgarisation), aux circulations des savoirs (rôle des éditeurs, échanges épistolaires, déplacements et échanges au sein de la communauté juridique – avec une attention spécifique aux situations de conflits et de controverse).

Du fait en particulier de la présence de 3 historiens du droit et d'un philosophe du droit, et en lien avec la dimension empirique et pragmatique des recherches qui font l'ADN du CERCRID, l'analyse des idées juridiques et politiques se fait sur un plan intellectuel autant que matériel. *Matériel* en ce que les supports et vecteurs de diffusion des idées seront privilégiés (revues, manuels, recueils de jurisprudence, rôle des éditeurs ... mais aussi l'étude des sources désormais dématérialisées). *Intellectuel* en ce que l'analyse ne néglige pas pour autant le point de vue dogmatique qui fait l'essentiel des recherches en droit.

Dans la poursuite de travaux déjà commencés par plusieurs membres du laboratoire, les innovations technologiques dans le domaine de la recherche en SHS sont désormais largement mobilisées à travers le déploiement de recherches en lien avec les humanités numériques. L'inscription des recherches dans ce champ permet aussi de soutenir la question, hautement démocratique, de la science ouverte et de l'accès des citoyen.nes aux productions scientifiques (aspect essentiel de l'ouverture de la recherche sur la cité, dans un contexte de démocratisation des savoirs).

– **Développement des connaissances juridiques en situation de controverses**

Dans le prolongement de l'analyse des liens étroits entre la production des connaissances et les contextes de leur mobilisation, les recherches des membres de l'équipe portent sur les usages des connaissances juridiques et scientifiques sur le droit dans des contextes de décision controversés. Sont particulièrement étudiées les circonstances dans lesquelles ces connaissances sont affirmées, établies et contestées. Dans l'analyse plus stricte des connaissances juridiques, la sociologie des controverses, méthode mobilisée de longue date dans l'étude des idées, reste une ressource majeure. Débat intellectuel organisé, la controverse (qui n'est pas la polémique) cristallise les positions et fait apparaître les clivages qui travaillent souterrainement la vie des groupes étudiés ; la modélisation de ses données montre en outre que le débat se joue à plusieurs niveaux, à l'intérieur de configurations qui obéissent à des logiques et se situent à des échelles différentes. Le processus de négociation qui se joue dans la controverse, et les questions déontologiques sous-jacentes, en fait surtout une grille de lecture intéressante pour appréhender le milieu des juristes, sa place dans la société, les rapports de forces qui le divisent et amènent à une redéfinition de l'autorité entre ses membres. A tous égards, la mobilisation de la controverse rejoint la dimension empirique des recherches menées dans le cadre du CERCRID, en particulier dans l'analyse des vecteurs matériels de la controverse.

– Perspectives normatives sur les questions de genre

Du fait du départ d'O. Leclerc, l'expertise (publique et juridictionnelle), les conflits d'intérêt, l'administration de la preuve, les lanceurs d'alerte ou l'étude des situations dans lesquelles surviennent des controverses socio-techniques (changement climatique, régulation des substances chimiques, etc.) ont pu paraître délaissées. Depuis l'arrivée de B. Moron-Puech, l'équipe Sciences, innovation et démocratie s'est toutefois dotée d'un axe thématique sur les questions de genre, mélangeant les questions de droit des minorités sexuées, sexuelles et genrées, ainsi que le traitement juridique des violences de genre. Sur le premier point, en collaboration parfois avec E. Mascarenhas, C. Borrel, D. Robert travaillant sous la direction de B. Moron-Puech, l'équipe Sciences, innovation et démocratie a organisé et participé à plusieurs manifestations scientifiques, en France et à l'étranger, et produit plusieurs travaux portant sur les droits de ces minorités : rapports aux autorités publiques sur le changement d'état civil, ouvrage scientifique faisant le point sur la plupart de leurs problèmes dans une approche comparée, articles relatifs aux problèmes que ces minorités posent par exemple au langage, aux établissements pénitentiaires ou aux institutions sportives. Concernant les violences de genre, l'équipe s'est surtout intéressée via les travaux de B. Moron-Puech et sa doctorante J. Bilamba aux difficultés de la justice et des institutions religieuses à répondre aux demandes de réparation des victimes de violences sexuelles exprimées de longues années après les faits.

L'orientation générale de ces recherches prend appui sur des **ressources conceptuelles** puisées à différentes sources :

- En premier lieu, les recherches de l'équipe Sciences, innovation et démocratie se nourrissent toujours des ressources de l'**histoire des sciences sociales** attentive aux institutions, aux pratiques culturelles et matérielles. Les travaux des membres de l'équipe se rejoignent en effet dans une attention commune à la notion de culture(s) juridique(s) en prise avec les approches culturelles et matérielles développées dans le domaine de l'histoire des sciences (en particulier les SHS) depuis le milieu des années 1980. Les travaux se poursuivent sur ce point.
- En deuxième lieu, l'équipe Sciences, innovation et démocratie fait fond sur les travaux produits par les **courants de recherche critiques portant sur le droit**. L'équipe revendique tout d'abord l'héritage du courant *Critique du droit* qui est à l'origine de la création du laboratoire – manière de rappeler qu'en marge du courant critique anglo-saxon, il y a eu un versant français de la critique du droit. Cette perspective, aussi patrimoniale que scientifique, se déploie autour du projet de mise en valeur de la revue *procès. Cahiers d'analyse politique et juridique* (1978-1990) sur le site dédié *Procès : PROduction Critique En Science politique et juridique* (<https://data-cercriid.inist.fr/s/proces/page/ouvrages>).

Les recherches de l'équipe Sciences, innovation et démocratie ne sont toutefois pas qu'un prolongement des travaux du courant français Critique du droit : dans le souci d'affirmer la place de la recherche juridique parmi les sciences sociales, des relations d'échange avec les spécialistes des sciences sociales intéressés par la régulation juridique sont développées, en France et à l'étranger. De ce point de vue, on pourra dire que le point partagé par les membres de l'équipe Sciences, innovation et démocratie est que la recherche critique interdisciplinaire participe en somme d'une science juridique émancipatrice.

- En troisième lieu, et dans le prolongement de ce qui précède, l'équipe Sciences, innovation et démocratie maintient son positionnement à l'interface des **relations entre sciences et société**, pour une ouverture sociale des recherches portant sur le droit. Dans une démarche documentaire initiée par O. Leclerc, l'équipe a poursuivi, au sein du laboratoire, une politique spécifique d'acquisition d'ouvrages relevant des *Sciences and Technology Studies* – si la question de l'expertise est moins présente, les questions de genre trouvent désormais leur place dans les rayons de la bibliothèque au croisement du droit, de la sociologie, de l'anthropologie et des sciences politiques.

Ces orientations scientifiques se prolongent par des **collaborations** suivies de la part des membres de l'équipe avec des partenaires clés dans ces domaines.

Sur le **plan éditorial**, l'équipe Sciences, innovation et démocratie est ainsi présente au sein de nombreux **comités éditoriaux** de revues relevant de ses spécialités de recherche : *Revue Interdisciplinaire d'Études Juridiques*, *Revue d'histoire des facultés de droit et de la culture juridique*, *Les Études sociales* ou la revue *Mil Neuf Cent*. Pour soutenir la production et la diffusion des recherches en droit, certains membres de l'équipe assurent un rôle de **direction de collections** : A.-S. Chambost pour la *Contextes. Culture du droit* (17 ouvrages parus chez L.G.D.J. depuis 2015 et, depuis la reprise de la collection par La mémoire du droit en 2021, 3 ouvrages parus et déjà 6 en préparation) ; J. Moret-Bailly pour la collection *Droit & Déontologie* (PUF, 6 ouvrages parus).

Signe de la visibilité scientifique des membres de l'équipe Sciences, innovation et démocratie, les un.es et les autres sont régulièrement sollicités pour des **missions d'expertises** d'articles ou d'ouvrages à paraître par des comités de revue ou des éditeurs (universitaires ou autres).

A.-S. Chambost et P.-N. Barenot sont enfin membres du comité scientifique d'une recherche en cours sur **l'histoire de l'imprimé juridique** (R. Carvais, V. Robolledo-Vhuin dir.) dont la finalité est d'aboutir à l'écriture d'un projet ANR qui sera soumis en 2025 ou 2026.

L'activité de l'équipe Sciences, innovation et démocratie n'est pas tournée de manière exclusive vers les activités de recherche. Dans un souci de **diffusion et de partage des connaissances**, ses membres ont ainsi assuré la (co-)direction du séminaire général du CERCRID (O. Leclerc, A.-S. Chambost, P.-N. Barenot, G. Bligh). Ses membres s'investissent également dans des échanges et des actions à l'interface des sciences et des sociétés, dans la perspective d'une **science participative et ouverte**, notamment dans le cadre de l'Université de Lyon (participation à différents événements organisés dans le cadre du CHEL[s] - Collège des Hautes Etudes Lyon Sciences). Les membres de l'équipe sont en outre investis dans la diffusion des savoirs et dans des activités **d'éducation populaire** en lien avec leurs thématiques de recherche (conférences à destination du public, présence médiatique, cours commun du CHEL[s]). L'investissement collectif des membres de l'équipe est également tourné vers le service aux communautés de recherche, par la participation de ses membres à des **instances d'évaluation** (Conseil National des Universités) **et d'expertise** (prix de thèses).

B - Présentation de l'écosystème recherche de l'équipe

L'équipe Sciences, innovation et démocratie bénéficie pleinement de **l'écosystème de recherche de l'unité**. Grâce au soutien de V. Lacroix, la documentaliste du CERCRID, les cotes de la bibliothèque de recherche de l'unité ont été repensées à l'aune de ses domaines de compétence, pour ajuster la nomenclature de la bibliothèque à ses objets de recherche (dans le respect de la nomenclature Dewey). L'équipe peut ainsi poursuivre sa politique d'acquisition et de classement propre pour les thématiques suivantes : « Sciences et société », « Lanceurs d'alerte », « Preuve et expertise », « Déontologie », « Données personnelles et objets techniques », « Histoire matérielle et institutionnelle des sciences », « Histoire de la pensée juridique (de la doctrine) », « Raisonnement juridique », « Humanités numériques », « Édition juridique », « Genre ». Ce fonds documentaire ainsi réuni n'a pas d'équivalent dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Sous la direction scientifique d'A.-S. Chambost et du petit comité mis en place au sein de l'équipe pour la numérisation de la revue *procès. Cahiers d'analyse politique et juridique*, V. Lacroix a en outre joué un rôle majeur dans la création du **site dédié Procès : PROduction Critique En Science politique et juridique** (<https://data-cercriid.inist.fr/s/proces/page/ouvrages>). Les archives du courant *Critique du droit* sont aussi en cours de numérisation, à partir de l'exploration des fonds d'archives du CERCRID et du don fait par M. Kaluszynski d'une partie de ses archives au laboratoire. Dans ce cadre, une convention de partenariat est en cours de signature avec les Archives municipales de Lyon (dépositaires du fonds Philippe Dujardin).

La présentation de **l'écosystème de recherche** propre à l'équipe « Sciences, innovation et démocratie » suit un étagement allant de l'international au local :

Au niveau **international**, l'équipe s'efforce de développer une politique de visibilité dans ses domaines de compétence. Outre des déplacements nombreux à l'étranger, cela se traduit par un effort de publication en langue étrangère et par une présence régulière dans des manifestations scientifiques internationales. Sur le plan institutionnel, les membres de l'équipe entretiennent des relations privilégiées avec des institutions académiques étrangères proches de ses propres orientations telles que l'Université Catholique de Louvain (séminaire et revue interdisciplinaire d'études juridiques – en lien avec les réflexions menées dans le cadre de l'équipe Sciences, innovation et démocratie sur la place du droit dans la société) ou la Maison Française d'Oxford. Les membres de l'équipe sont également partie prenante de divers réseaux de recherche en lien avec ses thématiques principales de recherche (A.-S. Chambost pour le réseau *France/Italie, Allers/Retours* coordonné par L. Brunori (CNRS/ENS/Paris Nanterre)) ; K. Picard a participé à la formulation de recommandations relatives au « Plaidoyer pour l'adoption d'une stratégie nationale holistique de justice transitionnelle en RDC », en association avec l'IFJD – Institut Louis Joinet et la Fondation Panzi, Paris, septembre 2022 ; B. Moron-Puech a participé à une étude européenne demandée par la Commission européenne sur les droits des personnes intersexuées et le nombre de mutilations génitales réalisées en Europe (2022-2023).

Au niveau **national**, l'équipe Sciences, innovation et démocratie participe à différents groupes de recherche :

Localement, les affiliations variées des membres de l'équipe de recherche lui permettent d'œuvrer à son implantation sur le **site Lyon-Saint-Etienne**, périmètre de la COMUE – par exemple dans le cadre du CHEL[s] qui est un regroupement de 8 établissements du site.

Les membres de l'équipe de recherche sont membres actifs de plusieurs **réseaux de recherche ou sociétés savantes** en lien avec leurs objets de recherche : Société Française pour la Philosophie et la Théorie Juridiques et Politiques, Comité scientifique et technique du programme national de numérisation en sciences juridiques (BNF, bibliothèque Cujas), Comité de suivi de l'édition scientifique (ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ministère de la Culture). Récemment, A.-S. Chambost et P.-N. Barenot ont intégré le comité

scientifique d'une recherche en cours sur **l'histoire de l'imprimé juridique** (R. Carvais, V. Robolledo-Vhuin dir.) dont la finalité est d'aboutir à l'écriture d'un projet ANR qui doit être soumis en 2025 ou 2026.

C - Produits et activités de la recherche de l'équipe

1 - Bilan scientifique

Au cours de la période de référence, les membres de l'équipe Sciences, innovation et démocratie ont publié 9 ouvrages, 2 ouvrages dirigés, 58 articles dans des revues à comité de lecture, 14 dans des revues sans comité de lecture, 35 chapitres de recherche et 4 directions de numéros de revues.

Les supports de publication sont très majoritairement des supports reconnus au sein des communautés de recherche juridiques des membres de l'équipe. Les supports de publication sont principalement francophones, mais également en langue étrangère (4).

Les membres de l'équipe Sciences, innovation et démocratie sont intervenus dans des manifestations scientifiques, en France et à l'étranger, en réponse à des appels à contribution ou sur invitations.

En lien avec leur attention commune portée à la circulation des savoirs juridiques, on notera l'activité soutenue des membres de l'équipe à la diffusion des connaissances, tant par le biais de notes de lectures (16) et de billets d'actualité (11), que par leurs participation à et animation de nombreux séminaires et manifestations (scientifiques et grand public).

Aux côtés des activités de publication et de la participation des membres de l'équipe à des manifestations scientifiques, on signalera la poursuite de **l'exposition virtuelle** sur les facultés de droit pendant la Grande Guerre intitulée « **Des facultés sur le front du droit** » (en collaboration avec la bibliothèque Cujas et l'Université Toulouse 1 Capitole) dont A.-S. Chambost est co-commissaire. Pendant la période de référence, outre l'ouverture de nouvelles galeries pour des facultés françaises (Lille 2024, Dijon 2025), on note l'ouverture à l'international avec des facultés belges (des contacts sont pris du côté de l'Italie avec Bologne pour 2025), ainsi qu'une traduction du site en anglais et en allemand (2024).

A.-S. Chambost a aussi assuré les fonctions d'expert scientifique auprès de la bibliothèque Cujas pour le **projet HOPPE-Droit** (Hypothèses d'observation des productions pédagogiques éditées) désormais mis en ligne. A ce titre, le CERCRID a participé à la préparation du dossier de réponse à l'appel à propositions CollEx-Persée. Le site est désormais un point de référence pour les spécialistes de l'édition (juridique ou non) et des transpositions de l'outil sont en cours dans d'autres bibliothèques.

Sous la coordination d'A.-S. Chambost et avec le soutien décisif de V. Lacroix, bibliothécaire du CERCRID, certains des membres de l'équipe œuvrent à la création du site **Procès : PROduction Critique En Science politique et juridique** (<https://data-cercrid.inist.fr/s/proces/page/ouvrages>) pour la mise à disposition de la communauté des chercheurs de la revue *procès. Cahiers d'analyse politique et juridique* (1978-1990) ainsi que la valorisation des archives liées au courant Critique du droit.

Avec d'autres membres du laboratoire, Th. Kirat a initié le montage d'un projet transversal (pour l'instant non financé) visant à mesurer l'impact du numérique sur la profession des avocats, en collaboration avec le Barreau de Saint-Etienne.

2 - Faits marquants

— Journée Humanités Numériques, 4 avril 2024

Cette journée d'études coordonnée par P.-N. Barenot avec le soutien de l'équipe Sciences, innovation et démocratie a permis de valoriser les initiatives prises par le laboratoire en ce domaine – initiatives transversales, puisqu'elles se retrouvent dans toutes les équipes, mais l'équipe Sciences, innovations et démocratie a porté la journée car elle est la plus en pointe sur le sujet. Alors que le numérique redéfinit notre environnement, les humanités numériques émergent comme un domaine de recherche, d'enseignement et d'ingénierie, qui se positionne à l'intersection de l'informatique et des sciences humaines et sociales. Elles favorisent l'interdisciplinarité, les innovations méthodologiques par l'usage de données et outils numériques, encouragent la collaboration et le partage ouvert des connaissances, transforment les modes de production, de diffusion et de transmission des savoirs. Au-delà des « LegalTech » ou de la « justice prédictive » - domaines sur lesquels le CERCRID a très tôt initié des recherches autour des travaux pionniers d'E. Serverin, le monde du droit et de la recherche en droit évolue avec le numérique depuis plusieurs décennies. La journée d'études a permis de faire un tour d'horizon de nos usages, projets et productions en la matière : blogs juridiques, retour d'expérience sur des projets et travaux hébergés et menés via la plateforme *Hypothèse* (Pr. A. Antoine : *Observatoire du Brexit* ; Pr. B. Moron Puech : carnet de recherches *Intersexes* ; Pr. N. Gabayet : création d'une nouvelle revue en ligne de droit comparé) ; base de données jurisprudentielle numérique sur le droit coutumier kanak (Pr. E. Cornut) ;

expérience « e-juris » et analyse automatisée des décisions de justice (M. Cottin) ; numérisation de la revue *procès. Cahiers d'analyse politique et juridique* et construction d'une base de données et d'une plateforme d'échanges et de travail numérique susceptible de relancer les études autour du courant critique du droit (Pr. A.-S. Chambost, V. Lacroix).

– **Création du site Procès : PROduction Critique En Science politique et juridique**

Les recherches de l'équipe portant sur les dimensions matérielles des savoirs juridiques conduisent à prêter une attention particulière aux formes éditoriales des savoirs juridiques, notamment aux revues juridiques. L'organisation d'une première journée d'études consacrée à l'édition de la revue du courant *Critique du droit Procès. Cahiers d'analyse politique et juridique* (18 juin 2019) avait permis de souligner l'apport historique du courant *Critique du droit*. Si cette journée, qui s'inscrivait dans le cadre du cinquantenaire de l'UJM, avait une dimension patrimoniale en réaffirmant les continuités qui existent entre le courant *Critique du droit* et la création du CERCRID à Saint-Etienne, elle avait surtout une visée scientifique. Elle a en effet été le point de départ d'un projet de numérisation des numéros de la revue *procès* et d'un certain nombre des archives du courant *Critique du droit* dont la bibliothèque du CERCRID est un dépositaire privilégié. Après un gros travail de préparation (une demande de financement CollEx-Persée n'a pas été retenue mais elle a permis de structurer le projet) le site **procès : PROduction Critique En Sciences politique et juridique** est désormais en ligne (<https://data-cercriid.inist.fr/s/proces/page/accueil>). Dans une perspective sensible à la science ouverte, les documents numérisés sont en libre accès. Cette opération n'aurait pas été possible sans les compétences de la documentaliste du CERCRID, V. Lacroix. Après une présentation du site au laboratoire dans le cadre du séminaire de rentrée du CERCRID au château de Goutelas (20 septembre 2024), V. Lacroix et A.-S. Chambost font un retour de cette expérience dans le data-paper « (sur)vie post-mortem d'une revue juridique. Numérisation de *procès. Cahiers d'analyse politique et juridique* » en cours d'évaluation pour une soumission à la revue *Humanités numérique*. Voir ég. Portfolio n° 8.

- **Publication collective « Droits humains des minorités sexuées, sexuelles et genrées. Regards franco-japonais », Benjamin Moron-Puech, Tetsushi Saiito, éd. SLC, 2024**

Voir Portfolio n° 5

- **Pierre-Nicolas Barenot, Les recueils de jurisprudence, miroirs de la pensée juridique française (1789-1914), éd. LGDJ, IX-450 p., 2022, Bibliothèque d'histoire du droit et droit romain**

Pionniers des études jurisprudentielles contemporaines, fondateurs des plus célèbres maisons d'édition juridique françaises, inventeurs de nouveaux genres littéraires et doctrinaux, les arrêttistes du XIX^e siècle demeurent encore largement méconnus. Au sein de leurs recueils de jurisprudence, Jean-Baptiste Sirey, Désiré Dalloz et leurs nombreux collaborateurs, concurrents et successeurs, ont pourtant été des acteurs à part entière d'une pensée juridique française trop souvent réduite aux seuls auteurs de la doctrine. Entre théorie et pratique, l'« arrêttisme » contemporain a ainsi formé, de la Révolution jusqu'aux années 1870, un mouvement majeur de la littérature et de la pensée juridiques. Sur cette période, arrêttistes et commentateurs de la doctrine se sont en effet âprement affrontés sur le terrain épistémique et éditorial, opposant travaux et discours sur la jurisprudence tout en luttant pour le monopole des études jurisprudentielles. À partir des années 1880 toutefois, l'arrivée massive des universitaires au sein des recueils de jurisprudence va marquer la fin de l'arrêttisme des praticiens. À la Belle Époque, les auteurs de l'« École scientifique » qui entendent renouveler l'étude et la science du droit s'emparent à leur tour activement de la jurisprudence ; présenté comme un rapprochement salvateur entre l'École et le Palais, le « projet jurisprudentiel » des professeurs va toutefois contribuer à détacher les recueils d'arrêts de la culture praticienne dont ils étaient originellement issus. Il ressort de cette étude une relecture de l'histoire intellectuelle des recueils d'arrêts et des arrêttistes, dont l'historiographie classique a brossé un portrait partiel, sinon partial.

Ce travail de thèse a posé les bases d'autres recherches sur les recueils d'arrêts et sur l'histoire de la publication de la jurisprudence. Ainsi récemment, une chronique pour le *Recueil Dalloz* dans le cadre de son bicentenaire (P.-N. Barenot, « 200 ans de Recueil ». *Recueil Dalloz*, 2024, 32, pp.1580-1585). Cette chronique a également fait l'objet d'une présentation dans le cadre du séminaire général du CERCRID le 27 novembre 2024, « Le bicentenaire du Recueil Dalloz », avec les interventions des Pr. Pascale Deumier et Maxime Barba.

- **Frédéric Audren, Anne-Sophie Chambost, Jean-Louis Halpérin, Histoires contemporaines du droit, Dalloz, 2020**

Plus personne ne prétend aujourd'hui que le domaine de l'histoire du droit s'arrête en 1789, et l'histoire du droit à l'ère contemporaine a désormais sa place dans les recherches et les enseignements. Tant du fait d'un renouvellement des approches que par un décentrement des méthodes et des objets canoniques de la discipline, le choix du pluriel (« histoires contemporaines ») correspond à la volonté des auteurs de montrer la diversité des approches, des perspectives et des méthodes qui peuvent être employées par les historien(ne)s des différents droits de l'ère contemporaine. Cet essai n'est en effet pas un manuel d'histoire du droit qui

retracerait les évolutions du droit dans l'une quelconque de ses branches ; il revendique au contraire de les considérer toutes, par un décloisonnement méthodologique et historiographique qui dépasse les subdivisions de l'histoire du droit. Destiné à la fois aux étudiants les plus avancés et aux chercheurs (droit, sciences politiques, histoire, sociologie), cet ouvrage présente différentes orientations méthodologiques et des états des questions sur une gamme étendue de thèmes traités par ces histoires contemporaines du droit.

La première partie analyse les caractères propres à ce champ disciplinaire qui dépasse les cadres nationaux, articule les dimensions de la courte et de la longue durées et permet de déplacer les curseurs par les multiples choix du *terminus a quo* et du *terminus ad quem* de l'histoire contemporaine. La deuxième partie envisage les objets d'une historiographie plurielle : une histoire des normes ou de la dogmatique juridique, des professionnels ou des usagers du droit, sans oublier une histoire politique du droit. La troisième partie traite des permanences et des discontinuités de l'activité juridique : juger, légiférer, administrer, enseigner. Parce que l'histoire du droit ne peut pas s'abstraire d'une analyse des diverses figures des juristes, la quatrième partie propose enfin différentes perspectives sur les juristes en écrivains, en experts, en majesté et en voyageur pendant l'ère contemporaine. Une série d'états des questions, de bibliographies et un guide de la recherche sont enfin destinés à stimuler des recherches nouvelles dans un champ largement internationalisé.

- **Joël Moret-Bailly, Didier Truchet, Introduction à la déontologie, PUF, 2022, 251 p.**
Joël Moret-Bailly, Stéphane Bortoluzzi, Déontologie de l'avocat, PUF, 2023, 304 p.

Ces deux ouvrages constituent une contribution à l'étude des rapports entre la production normative par différents groupes sociaux et droit de l'État.

Le manuel *Introduction à la déontologie* a pour ambition une présentation synthétique de l'ensemble des déontologies. Il ne prétend pas qu'elles seraient identiques : chaque déontologie a des particularités de fond liées aux spécificités des questions traitées qui donneront lieu aux autres ouvrages de cette collection. Il est cependant possible de proposer une analyse transversale des techniques juridiques utilisées, relatives à l'ensemble des déontologies, notamment en ce qui concerne leurs dynamiques, les institutions qui les voient naître, leurs sources ainsi que leur *modus operandi* garants de leur efficacité. Tel est essentiellement l'objet de cet ouvrage : proposer, un droit déontologique général, pour ne pas dire une « théorie générale » de la déontologie. On l'aura compris, l'étude du droit déontologique oblige à croiser des questions habituellement traitées ou placées dans le giron des droits de la fonction publique, des sociétés, des affaires (ou de l'entreprise), du travail, des marchés financiers, parlementaire, de l'action sociale, de la santé, de l'organisation juridictionnelle, de la banque, des assurances, de la communication, du sport, des professions, etc. Dès lors, et à moins de se contenter d'un inventaire à la Prévert, l'étude des déontologies et le passage « des » à « la » déontologie obligent à une systématisation, voire à une modélisation frappée du coin de la transversalité (et au-delà même de la *summa divisio* entre droit public et droit privé).

La déontologie est consubstantielle de l'exercice de la profession d'avocat, qui est libérale et indépendante. L'ouvrage *Déontologie de l'avocat* en propose un exposé détaillé et pédagogique en droit positif, un éclairage historique, un exposé des sources et de son champ d'application (statut, activités professionnelles, structures, vie privée). La déontologie comporte dix-sept principes essentiels qui guident le comportement de l'avocat en toutes circonstances, dont les cinq principes du serment : dignité, conscience, indépendance, probité et humanité. Dans l'intérêt du client, une protection particulière est accordée au secret professionnel de l'avocat et à la confidentialité de ses correspondances. Ces principes se déclinent dans des règles relatives aux devoirs envers les clients, envers la partie adverse, envers les confrères et les magistrats, aux relations avec l'administration ainsi qu'à la communication de l'avocat. Enfin, la déontologie est mise en œuvre et contrôlée dans un cadre interne à la profession, essentiellement ordinal, mais également disciplinaire. Les fautes civiles commises par l'avocat peuvent justifier la mise en œuvre de sa responsabilité civile, ainsi que des sanctions pénales ou administratives.

D - Analyse SWOT

1- Points forts

- Un positionnement original au sein des recherches juridiques, sur le plan des thématiques scientifiques, dans le périmètre du site Lyon-Saint-Etienne et dans le périmètre national.
- Une bonne visibilité et une bonne insertion des membres de l'équipe dans le périmètre du site Lyon-Saint-Etienne et au-delà, qui offre à l'équipe une présence dans les communautés académiques et scientifiques pertinentes.
- Une bonne articulation scientifique des travaux de juristes privatistes, publicistes, historiens du droit qui, même s'ils ne travaillent pas ensemble dans leurs travaux respectifs, font ressortir la cohérence du projet scientifique de l'équipe.
- Une bonne articulation de l'équipe avec des partenaires académiques pertinents à l'échelle internationale, nationale et locale.
- Une bonne articulation avec les acteurs socio-économiques pertinents sur ses thématiques de recherche.

- Une bonne insertion des membres de l'équipe au sein des institutions de pilotage de la recherche et dans des comités éditoriaux de revues et d'éditeurs.

2 - Points à améliorer

- Périmètre de l'équipe encore faible, du fait d'un nombre trop limité d'enseignants-chercheurs et de chercheurs.
- Nombre trop limité de doctorants rattachés à l'équipe et nombre limité d'encadrants potentiels pour les thèses (les affiliations diverses des membres de l'équipe n'induisent pas nécessairement une inscription de leurs doctorants dans le cadre du laboratoire).
- Articulation faible avec les formations dispensées à la Faculté de droit de Saint-Etienne du fait de l'affiliation variée des membres, qui ne sont pas dans cet établissement.
- Malgré le dynamisme scientifique de chacun de ses membres pris individuellement, des recherches collectives internes à l'équipe doivent être initiées – la pluridisciplinarité ne peut pas se faire que vis-à-vis de l'extérieur.

3 - Possibilités offertes par le contexte et par l'environnement dans lequel se trouve l'équipe

- Du fait de leurs thématiques liées à de grands enjeux sociaux et politiques, et de leur caractère fortement interdisciplinaire, les recherches pratiquées au sein de l'équipe sont compatibles avec le pilotage national et européen de la recherche. Ses membres doivent donc assumer de jouer un rôle moteur en développant le portage d'un certain nombre de projets collectifs.
- Les objets et méthodes de recherche pratiqués au sein de l'équipe se situent à l'interface des sciences de la nature et des sciences sociales, et peuvent à ce titre trouver toute leur place dans un établissement universitaire pluridisciplinaire, voire être valorisés par les politiques scientifiques des tutelles.
- Les recherches pratiquées au sein de l'équipe ont un fort potentiel interdisciplinaire, ce qui permet de tisser des liens avec d'autres équipes du site, et élargir ainsi l'assise de l'équipe, vers des juristes, vers des spécialistes d'autres sciences sociales et vers des spécialistes des sciences de la nature.

4 - Risques liés à ce contexte et à cet environnement

- Nonobstant le dynamisme de ses membres et leur engagement dans les activités du CERCRID, le risque principal pour l'équipe reste de ne pas atteindre une taille suffisante.
- Faute d'une bonne articulation avec les formations, si elle ne parvient pas à recruter assez de doctorants pour compléter ses forces vives, l'équipe aura du mal à attirer de nouveaux membres. Le risque est toutefois ici à corréler avec le manque d'attractivité des carrières académiques (en particulier dans les disciplines rares, ce qu'est devenue l'histoire du droit dans les catégories du CNU).

Chantier transversal « droit, critique et numérique »

Coordonné par Mouna Mouncif-Moungache, le chantier transversal « droit critique et numérique » créé lors du précédent contrat (novembre 2018) avait pour but d'expérimenter les possibilités de la création d'une nouvelle équipe ou d'un nouvel axe, ce qui se confirme en vue du prochain contrat (v. *infra* Trajectoire 2027-2031). Son objet et les travaux menés par certains collègues avant même sa création ont conduit à le penser de manière transversale à toutes les équipes. Il est à noter que les recrutements ont permis d'enrichir le chantier en comptant parmi ses « membres » actifs la présence de Th. Kirat, DR CNRS, qui est devenu en septembre 2024 co-coordonnateur du chantier. Nous pouvons aussi souligner la participation active de V. Giovannini, MCF en droit privé, qui a notamment co-organisé un workshop sur le numérique et le droit de la concurrence. Par ailleurs, deux docteurs en droit ont souhaité être membres associés du CERCRID afin de travailler activement dans le cadre du chantier. C'est le cas de S. Atollini, recrutée sur un poste d'enseignante à l'Université catholique de Lyon et de M. Battesti, directeur adjoint du CHU de Saint-Etienne.

Dès 2018, le chantier a porté des recherches collectives et pluridisciplinaires toutes financées par différents organismes. Le caractère pluridisciplinaire, international et collaboratif avec les acteurs socio-économiques des recherches menées dans ce chantier sont à souligner. Plusieurs conférences et workshop ont été organisés dans ce cadre (une dizaine) et ont impliqué différents collègues de différentes équipes : B. Espesson sur les questions relatives à la santé, M. Grange sur la justice et plus globalement sur la sécurité des données, V. Giovannini sur le droit de la concurrence et Th. Kirat sur les discriminations et les biais en matière de justice.

Les différentes initiatives portées dans le cadre de ce chantier sont le résultat d'une stratégie en adéquation avec la stratégie globale de l'Unité.

A - L'internationalisation

Les collaborations avec l'Université d'Ottawa sur les sujets relatifs à la régulation de l'intelligence artificielle ont abouti à la signature en mars 2023 d'un protocole d'entente, pour une durée de 5 ans, entre les deux universités, dans lequel la recherche en droit et IA portée par le CERCRIID est indiquée comme un axe stratégique du partenariat. D'autres collaborations ont été initiées en 2024 dans le cadre de l'Alliance européenne (Transform4UE) dont l'Université Jean Monnet est membre. L'équipe du chantier transversal s'est impliquée dans l'organisation d'une conférence inaugurale à l'adresse des collègues et des doctorants de ces universités sur la régulation de l'IA dans deux domaines d'application (Santé et Industries culturelles et créatives) pour en saisir précisément les conséquences. Cette conférence a été coorganisée avec le Laboratoire Hubert Curien et a impliqué des acteurs du territoire (le CHU et la ville de Saint-Etienne et un membre du Projet européen EKIP). Cette internationalisation s'est également traduite par l'invitation de professeurs étrangers : F. Martin-Bariteau et V. Mac Donnell de l'Université d'Ottawa.

B - La pluridisciplinarité

Les séminaires et les projets de recherches ont toujours impliqué d'autres centres de recherche dans d'autres disciplines tels que l'informatique ou encore l'économie (voir le projet sur la gouvernance des Blockchains, 2020). Les rapprochements importants sur des projets de recherche avec les chercheurs du laboratoire Hubert Curien constituent l'un des apports importants de ce chantier.

C - La collaboration avec des acteurs du territoire

Les recherches développées dans le cadre de ce chantier s'appuient sur des collaborations avec les acteurs privés et publics du territoire. Les acteurs publics tels que la Région AURA ou Saint-Etienne Métropole jouent un rôle important soit en tant que financeur (voir le projet PAURAC-IA, 2024) soit en tant que partenaire dans la création de synergie au sein du territoire sur les questions relatives à l'IA. Le CHU de Saint-Etienne et les Hospices civils de Lyon font partie de la recherche menée sur la gouvernance des données et l'IA générative car ils sont tous deux partis au GCS HOUARRA, qui a pour objet la mise en place d'un entrepôt de données de santé. Cette collaboration se confirme en particulier par le fait que le directeur adjoint du CHU de Saint-Etienne est membre associé du CERCRIID.

Les acteurs privés tels que les clusters d'entreprises du numérique (digital league, Minalogic) sont aussi largement impliqués dans la participation aux recherches et workshop organisés dans ce cadre.

Liste des contrats de recherches financées portés par le CERCRIID dans le cadre du chantier

- 2024-2027 : Projet de recherche relatif à la gouvernance des données et l'IA générative dans le domaine de la santé et des industries culturelles et créatives, financé par la Région AURA dans le cadre d'Ambition internationale. Il associe plusieurs universités de la région (Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3, Grenoble) et canadiennes (Université d'Ottawa et de Montréal) et des laboratoires de recherche d'autres disciplines (laboratoire Hubert Curien)
- 2021-2023 : Projet de recherche relatif à la régulation de l'Intelligence artificielle en matière de justice et de santé : approche franco-canadienne en collaboration avec l'Université d'Ottawa, financement IEA CNRS
- 2018-2020 : Projet de recherche pluridisciplinaire avec les économistes et informaticiens sur la gouvernance des Blockchains financé par la FMSH (Fondation de la Maison des sciences de l'Homme)

Liste non exhaustive des séminaires et workshops organisés dans le cadre du chantier

- 2023 : Workshop international et pluridisciplinaire sur Intelligence artificielle, créations et droits d'auteur financé par le FFCR et IEA CNRS
- 2023 : Organisation d'un séminaire international sur l'analyse des données juridiques des décisions prises par la Cour suprême du Canada. Invitation de V. Mac Donnell, Professeure de droit public et co-directrice du centre de droit public de l'Université d'Ottawa
- 2022 : Organisation d'un séminaire sur les enjeux juridiques des données numériques en collaboration avec le centre de recherche EDIEC de Lyon 3
- 2022 : Co-Organisation d'un séminaire sur les enjeux juridiques de l'IA
- 2021 : Co-organisation avec le laboratoire d'économie GATE d'un colloque sur les blockchains : une technologie réticente à toute normativité, à l'Université Jean Monnet Saint-Etienne
- 2021 : Co-organisation avec F. Martin-Bariteau de l'Université d'Ottawa de quatre séminaires sur les dialogues France-Canada en matière d'Intelligence artificielle dans le cadre d'un financement FFCR
- 2020 : Co-organisation des entretiens Jacques Cartier avec l'Université d'Ottawa sur la régulation de l'Intelligence artificielle : approche franco-canadienne

III-3. Synthèse de l'autoévaluation - Analyse SWOT

Points forts

- Seule UMR en sciences du droit de la région AURA, 2^e région académique de France.
- Les équipes du CERCRID bénéficient d'une bonne intégration dans le périmètre du site Lyon-Saint-Etienne et au-delà, qui leur offre une présence pertinente dans les communautés académique et scientifique.
- Un positionnement original, sur le plan des thématiques scientifiques et des méthodes utilisées, dans le périmètre du site Lyon-Saint-Etienne et dans le périmètre national, qui donne à l'unité une identité reconnue et qui lui est propre.
- Une bonne articulation scientifique entre les membres de l'unité, sans cloisonnement entre les disciplines du droit privé, droit public et histoire du droit.
- Une unité attractive qui a su développer ses réseaux et attirer vers elle des enseignants-chercheurs d'autres établissements.
- Une tradition forte de soutien et de portage de recherches collectives sur contrat.
- Une place renforcée dans l'environnement local, en lien avec les acteurs institutionnels, judiciaires et socio-économiques du site Lyon Saint-Etienne.
- Une insertion importante de membres de l'unité dans les instances de gouvernance des tutelles et des composantes.

Points à améliorer

- Si la période montre un taux important de recherches financées sur contrat, en revanche l'unité accuse un nombre trop limité de réponses à des projets internationaux, en particulier européens, voire à des projets ANR.
- Renforcer les liens entre l'unité et les masters afin d'améliorer le potentiel de recrutement de doctorants. Cette politique est cependant tributaire, plus fondamentalement, d'un renforcement des offres de contrats doctoraux par les tutelles et, surtout, d'une politique nationale attractive en matière de recrutement d'enseignants-chercheurs, qui fait défaut.
- Améliorer le taux de membres HDR.
- La politique administrative et financière au sein de l'Université Lyon 2 pourrait encore être améliorée pour trouver une stabilité et permettre par exemple de pouvoir faire gérer des contrats de recherche de manière efficace et de bénéficier d'un soutien administratif à la recherche au quotidien. Le poste de gestionnaire à mi-temps devrait évoluer vers un temps complet.

Opportunités liées au contexte, à l'environnement

- Les objets et méthodes de recherche pratiquées au sein de l'unité se situent à l'interface de plusieurs disciplines, et peuvent à ce titre trouver toute leur place dans un établissement universitaire pluridisciplinaire, voire être valorisées par les politiques scientifiques des tutelles.
- De nouveaux locaux sur les deux sites de Saint-Etienne et de Lyon qui offrent aux membres de l'unité un espace de travail de grande qualité qui permet, par le rassemblement en un même lieu des composantes de formation (Faculté de droit et IETL) et de l'unité, de faciliter les synergies sur des projets collectifs et en termes d'articulation recherche-formation.

Risques liés au contexte, à l'environnement

- La perte de l'UMR au 1^{er} janvier 2026 réduit le potentiel de recrutement de l'unité dans les années à venir, en supprimant la possibilité d'un recrutement de chercheurs et d'ITA du CNRS, mais aussi

d'enseignants-chercheurs attirés par le « label CNRS » et les moyens que cette tutelle pouvait offrir en termes de financement et d'appui à la recherche.

- L'implication forte de plusieurs enseignants-chercheurs de l'unité dans les instances de la gouvernance des universités de tutelles (présidence, conseils centraux), dans les composantes de formation, réduit d'autant le potentiel de recherche global.
- L'unité est très attachée à son centre de ressources documentaires qu'elle gère de façon autonome. Le retrait du CNRS, entraînant la réaffectation dans une autre structure de l'ITA-CNRS qui en a la responsabilité, crée une incertitude sur les moyens dont l'unité disposera pour gérer cet espace et sa politique documentaire. Le risque étant que cette bibliothèque soit mutualisée avec le SCD de l'UJM. Une telle évolution serait très problématique pour le CERCRID tant en termes d'accès au fonds que de sa maîtrise de la politique documentaire pointue.
- On peut craindre le risque d'un épuisement des équipes dans le contexte d'un site Lyon-St Etienne en remaniement structurel constant (en cours de contrat, plusieurs réformes de la structuration du site ont été envisagées, puis abandonnées : grand établissement, IDEX, fusion Lyon 1 et Lyon 2, etc.). A cela s'ajoute une incertitude sur la situation des tutelles du centre liée aux difficultés financières des universités.

IV. TRAJECTOIRE DE L'UNITÉ

Le CERCRID est organisé depuis 2016 en quatre équipes regroupant des chercheurs et chercheuses autour de mêmes objets de recherche : l'équipe « Mutations du travail et des organisations en temps de crise » ; l'équipe « Production et interaction normative » ; l'équipe « Décisions et activités décisionnelles » et l'équipe « Sciences, innovation et démocratie ». A l'horizon du prochain contrat quinquennal 2027-2031, le CERCRID entend entreprendre une réorganisation d'ampleur substituant une « logique d'axe » à l'actuelle « logique d'équipe ». Cette réorganisation est envisagée afin de répondre à des impératifs en termes de dynamique de la recherche, de réaffirmation de l'identité de l'unité et de « souplesse » de son organisation afin de stimuler les coopérations entre les chercheurs relevant aujourd'hui d'équipes différentes.

Le CERCRID a fait le choix, pour la période 2019-2024, de maintenir une structuration en équipes tout en prenant en compte les observations formulées par le HCERES. La politique du CERCRID durant ce contrat a consisté à développer les collaborations entre les collègues des diverses équipes et des différents sites tout en maintenant l'existence des équipes et les recherches entreprises en leur sein. Cette politique enregistre plusieurs succès à son actif. L'activité de recherche, au plan individuel et collectif, s'est avérée abondante dans chacune d'entre elles, sans sacrifier la qualité à la quantité, sur l'ensemble des objets de recherche situés dans leur périmètre d'action (voir, dans ce sens, leurs bilans et une analyse globale *supra*). Des collaborations entre des collègues des deux sites, Lyon et Saint-Etienne, se sont développées entre 2019 et 2024 et ont donné lieu à des projets de recherche d'ampleur (dont un ANR, le projet « TraPlaNum », et un financé sur un appel à projet de France Stratégie, « Dialaura »). Toutefois, si les collaborations multi-sites se sont ainsi développées, les collaborations inter-équipes, elles, sans être inexistantes, sont restées en-deçà des objectifs fixés au niveau de l'unité. Sans être un frein à l'activité de recherche menée au sein du CERCRID, la logique d'équipe présente l'inconvénient d'un effet « cloisonnant » que la Direction du CERCRID a pour objectif d'enrayer. Le choix a donc été fait, à la suite de nombreuses discussions menées au sein d'un groupe de travail élargi à toutes les équipes, constitué à l'initiative de la Direction, ayant donné lieu à un vote au sein du Conseil de Laboratoire, d'opter pour une structuration de l'unité en axes de recherches à l'horizon du prochain contrat. Ce groupe a travaillé pendant plusieurs mois sur l'identité, le nombre et la teneur des axes en question. Ces axes, dont le contenu sera présenté plus avant (C), répondent aux ambitions scientifiques du CERCRID (A) et susciteront un mode de fonctionnement différent de l'actuel (B).

A - Ambitions scientifiques du CERCRID et dynamique de recherche

Le recours à une logique d'axes s'inscrit pleinement dans les ambitions de l'unité de recherche qui aspire à stimuler les collaborations - à plus forte raison dans un centre d'une taille importante - entre les chercheurs de spécialités et d'horizons différents, réunis autour d'objet et d'intérêts de recherche qu'ils ont en commun. Dans cette logique d'axe, il n'est plus question d'inscrire le nom des chercheurs dans une équipe au sein de laquelle ils « s'installeront » et auront vocation à rester pendant la durée du contrat. Le choix est fait de tracer des axes qui ordonnent, sur le fond, les recherches entreprises ou envisagées au sein du CERCRID et qui peuvent être adaptés, modifiés en cours de contrat suivant les orientations suivies et les projets de recherche entrepris par ses membres. Dans ce cadre, chaque axe de recherche a été défini de telle manière à refléter l'identité même du CERCRID, la méthodologie de recherche qui lui est propre, tout en présentant un niveau de transversalité permettant à chaque chercheur de pouvoir situer ses travaux, ses aspirations de recherche, dans au moins deux axes parmi les six envisagés. La transversalité des axes se donne déjà à voir dans leur présentation où l'on pourra constater que certains projets de recherche se rattachent à plusieurs d'entre eux. Elle constitue aussi le gage d'une cohérence d'ensemble. Les axes envisagés ne sont guère des « rubriques » autonomes les uns par rapport aux autres. Ils constituent les lignes de crête des recherches conduites au CERCRID qui, bien souvent, pourront se rencontrer. Ce nouveau cadre se veut plus souple et plus évolutif, en ce sens que les chercheurs auront davantage de liberté de se réunir autour d'objets de recherche qu'ils ont en commun - par nature évolutifs pendant la durée d'un contrat - sans avoir à changer d'équipe ou s'interroger sur le point de savoir si tel ou tel projet mérite d'être géré dans le cadre d'une équipe ou d'une autre (voir, sur ce dernier point, l'impact de la logique d'axe sur l'organisation interne du centre et la vie du laboratoire).

Sur le fond, si chacun des axes présente des spécificités, des aspects qui lui sont propres, la présentation du CERCRID suivant cette logique tend à réaffirmer l'identité de l'unité dans son ensemble et l'ancrage de ses recherches dans les faits sociaux, le contentieux et la théorie du droit. Le CERCRID se caractérise, dès son origine, par une « façon de faire de la recherche » devenue sa marque de fabrique. Cette façon de faire consiste, aux côtés des recherches relevant de l'analyse dogmatique et doctrinale du droit - l'étude systématique des productions normatives et jurisprudentielles -, à investir l'étude du droit comme phénomène social à partir de données empiriques constituées, notamment, par les pratiques d'acteurs, le contenu de leurs décisions, des normes et accords qu'ils peuvent adopter. Cette démarche permet bien souvent de constater l'écart entre la façon dont le droit est couramment perçu ou présenté et ce qu'il produit au sein des faits sociaux.

Dans cette optique, la pluridisciplinarité des recherches conduites au sein du CERCRID est logiquement à l'honneur, ce qui peut s'illustrer par de nombreux projets réalisés durant le contrat 2019-2024 (v. sur ce point le Portfolio et son introduction), les projets en cours et ceux envisagés à l'horizon du prochain contrat. Les recherches conduites au sein du CERCRID se nourrissent régulièrement de plusieurs disciplines juridiques ou non-juridiques, comme l'économie, la sociologie, la santé ou l'histoire, afin d'investir de mêmes objets. Empirie et pluridisciplinarité imprègnent ainsi, à des degrés divers et sous des manifestations différentes, les recherches entreprises dans le champ des différents axes du CERCRID.

Par ailleurs, dans le prolongement d'une tradition scientifique de l'unité, les axes sont construits par référence à des objets de recherche – bien souvent des objets sociaux – et non à des branches du droit. Ce faisant, les axes retenus marquent l'ancrage des recherches menées au sein de l'unité dans différents champs de la recherche : les questions de société et l'étude des faits sociaux dans un contexte social et international en constante mutation (axe « Travail et solidarités sociales » ; axe « Vulnérabilités dans une société en transition ») ; l'étude de la normativité et du pluralisme normatif dans une démarche de droit comparé, européen et international (axe « Pluralité normative et comparatisme » ; axe « Droit et économie ») et du contentieux à travers, notamment, la pratique et la situation des acteurs, professionnels et justiciables (axe « Justice(s) ») et, enfin, les nouvelles technologies mises au profit, notamment, de la politique de l'unité dans le registre de la conservation et de la diffusion des savoirs via les « humanités numériques » (axe « Régulation de l'Intelligence artificielle, données et Humanités numériques »).

B – Organisation du CERCRID

Porté par des ambitions scientifiques, le projet de réorganiser le CERCRID en axes comporte aussi des aspects matériels, fonctionnels, non négligeables. La structuration du CERCRID en équipes - comme indiqué dans les bilans de celles-ci - suppose qu'elles se voient affecter un budget calculé, outre une part fixe, en fonction du nombre de chercheurs qui y sont attachés. Cette organisation conduit naturellement les responsables d'équipe à assurer, en partie, la gestion financière des activités de recherche (les déplacements, logements, etc.). Quoique le CERCRID ait pu fonctionner ainsi pendant de nombreuses années, cette organisation présente deux inconvénients, à commencer par celui de la complexité. Il n'est pas toujours aisé, en effet, de déterminer si une dépense donnée relève de « la compétence » de l'équipe et s'impute sur le budget de celle-ci ou, au contraire, sur le « budget général », voire si une dépense s'impute sur le budget UJM ou Lyon 2, pour les équipes comprenant des collègues des deux universités. L'autre inconvénient tient au rôle de la direction d'équipe exerçant des fonctions de « gestionnaire » au détriment de l'animation scientifique de l'équipe.

La disparition des équipes au profit d'une logique d'axe correspond à une organisation matérielle toute différente. La gestion financière des activités de recherche sera complètement assurée par les ordonnateurs du Centre de recherche (direction du Centre pour le budget UJM, direction adjointe pour le budget Lyon 2). Les demandes individuelles formulées par les chercheurs pour les besoins de leur activité (déplacements, frais de colloque, etc.) seront toutes traitées « en central ». Dans ce cadre, des responsables d'axes seront bien sûr identifiés mais leur fonction ne consistera plus, ici, à s'occuper des aspects gestionnaires de la recherche. Leur activité sera pleinement consacrée à l'animation scientifique de l'axe dont ils auront la charge. A cette fin, les responsables d'axe pourront compter sur un budget qui leur sera alloué mais ce dernier sera intégralement consacré à la réalisation d'activités scientifiques relevant de l'axe concerné (organisation de colloques, de séminaires, la conduite de projets de recherche ou leur soutien, etc.). Il convient ainsi de « libérer » les responsables des tâches relatives à la gestion de la recherche pour se concentrer davantage sur la recherche elle-même et son animation.

La gestion de l'unité sera assurée par la direction, assistée de deux adjoints, un par site géographique. Un bureau élargi, comprenant la direction et les responsables d'axes, se tiendra à échéance régulière afin de définir les orientations scientifiques de l'unité et des axes, l'articulation des travaux menés. Le conseil d'unité sera maintenu, outre l'assemblée générale annuelle. Le règlement intérieur de l'unité sera refondu afin de tenir compte de cette nouvelle organisation, y compris au regard des tutelles.

C – Présentation des axes de recherche

Le groupe de travail constitué pour réfléchir à la trajectoire et à l'organisation du CERCRID a identifié six axes différents, dont la teneur est explicitée ici : « Régulation de l'Intelligence artificielle, données et Humanités numériques » (1) ; « Justice(s) » (2) ; « Pluralité normative et comparatisme » (3) ; « Travail et solidarités sociales » (4) ; « Vulnérabilité(s) dans des sociétés en transition » (5) ; « Droit et économie » (6).

Axe 1 – « Régulation de l'Intelligence artificielle, données et Humanités numériques »

L'axe a été pensé suite aux évolutions du chantier transversal « Droit, critique et numérique » qui a démontré sa capacité à mener des recherches financées en développant des thématiques qui trouvent écho dans les recherches de plusieurs membres du CERCRID (v. *supra* Bilan du chantier).

Les évolutions rapides des technologies (notamment de l'IA générative - IA-G) et les évolutions de leur réglementation en Europe et dans le monde constituent un terreau favorable à l'étude de cette réglementation et des choix opérés par les Etats et par les opérateurs économiques. Les règles juridiques adoptées font apparaître plusieurs problématiques que cet axe se propose de traiter dans la continuité des projets menés dans le cadre du chantier transversal « Droit, critique et numérique ». Citons, de manière non-exhaustive : les droits de propriété intellectuelle, la concurrence, la protection des droits fondamentaux, la sécurité des données personnelles, la création d'espaces européens de données, etc.

L'axe IA aura un double objectif : étudier les enjeux techno-juridiques du développement de l'IA ; analyser des cas d'usage en collaboration avec des acteurs socio-économiques et institutionnels.

Par enjeux techno-juridiques, nous entendons saisir les connexions entre le droit et les dimensions informatiques de l'IA dans sa diversité et ce à plusieurs niveaux : ce que l'IA fait au droit et à ses méthodes (par exemple l'open-data des décisions de justice, les approches computationnelles) ; le statut juridique de données d'apprentissage (cas des œuvres dans l'IA-G) ; l'élaboration de la réglementation au croisement du travail législatif et des intérêts économiques et industriels.

1 - Des méthodes

Dans la tradition méthodologique du CERCRID, l'axe mettra en œuvre des recherches empiriques enrichies par la pluridisciplinarité et des coopérations internationales. Ainsi, fort des collaborations initiées dans le cadre du chantier transversal « Droit, critique et numérique », notamment avec des clusters d'entreprises du numérique, l'axe pourra développer la recherche empirique quantitative et qualitative grâce à des cas d'usage. Plus largement, l'Unité entend participer à la structuration avec d'autres partenaires (publics et privés) d'un écosystème permettant des partenariats privilégiés entre la recherche et les différents acteurs en fonction des thèmes abordés (industries culturelles et créatives, établissements de santé et industries de santé, Barreau de Saint-Etienne).

La pluridisciplinarité est un autre point important que l'Axe souhaite développer de manière plus approfondie. Les relations avec le laboratoire Hubert Curien sont désormais bien établies, notamment grâce à la participation de chercheurs de ce laboratoire à des projets de recherches (PAURAC-IA) et à des workshops communs comme dans le cadre du Matchmaking de T4EU qui s'est déroulé les 20 et 21 novembre 2024. L'axe développera cette collaboration avec d'autres centres de recherches notamment grâce à l'Institut ARTS qui regroupe plusieurs centres de recherches de l'UJM (ECCLA, IRHIM, EVS, Lem Cercor, CMW, Triangle et la SFR Allhis) avec lesquels le CERCRID a commencé à collaborer.

L'internationalisation est le dernier point stratégique que l'axe développera en allant plus loin dans les projets avec les deux centres de recherche de l'Université d'Ottawa et en confirmant les collaborations avec les universités avec lesquelles des relations sont établies (notamment les universités de Sofia ou encore de Sao Paulo).

2 - Des objets d'étude

L'axe entend développer deux aspects qui ont pris toute leur place dans le précédent contrat et qui démontrent un intérêt et un potentiel de développement non négligeable quant aux recherches qui pourront être portées. Le numérique et plus précisément l'IA (et les données sous-jacentes) seront étudiés sous deux angles complémentaires, soit en tant qu'objet de la recherche menée dans le cadre de cet axe, soit en tant qu'outil :

Intelligence artificielle

- Les méthodes de régulation/réglementation de l'IA et des données et leurs conséquences sur plusieurs domaines d'observation : santé, culture, justice (voir le projet avec le Barreau dans lequel l'Axe « Justice(s) » est impliqué). Cela passe également par l'étude des nouvelles formes de régulation (étude à venir des autorités de régulation : projet de colloque fin 2025 avec l'EDIEC de l'Université Lyon 3).
- Les interactions entre les systèmes juridiques (vertical et horizontal) et entre les différents domaines du droit (entre un droit du numérique qui a émergé et pris une place importante dans les débats juridiques et les autres domaines du droit (droit de la concurrence, droit international privé). Les interactions avec les autres disciplines car ils conduisent à repenser le contenu et l'application de la règle de droit (informatique, santé, design).

Humanités numériques

L'ouverture des données publiques relayée par la science ouverte, les développements des technologies IA notamment, ont un impact très fort sur la manière dont se structurent les données ou encore sont produits des

résultats. Cela renvoie en particulier à l'importance de la réglementation en matière de données et de la gouvernance des données pour éviter les biais ou encore pour renforcer la question de l'explicabilité (sujet travaillé avec le laboratoire Hubert Curien).

En tant qu'outil de la recherche, les humanités numériques occupent une place importante dans la stratégie scientifique de l'unité et des méthodes de recherche de plusieurs de ses membres, comme outil de traitement des données et de valorisation de ces données de la recherche (v. *supra*). L'axe numérique se propose, en lien avec les autres axes qui tous accordent une attention à cet outil, de fédérer une réflexion sur la place des humanités numériques dans la recherche juridique, dans la production scientifique et la circulation des idées et des savoirs juridiques. L'inscription des recherches dans ce champ permettra aussi de soutenir la question, hautement démocratique, de la science ouverte et de l'accès des citoyens aux productions scientifiques (aspect essentiel de l'ouverture de la recherche sur la cité, dans un contexte de démocratisation des savoirs).

Axe 2 – « Justice(s) »

L'axe Justice(s) s'inscrit dans la continuité des travaux de l'équipe Décisions et activités décisionnelles, tant dans ses méthodes de recherche, empruntées aux sciences sociales, que dans ses thèmes de réflexion dont il élargit toutefois le spectre.

1 - Méthodes de recherche

Sans négliger les recherches de nature doctrinale, notamment dans les travaux individuels, l'axe Justice(s) entend poursuivre les recherches collectives, de type empirique (analyse empirique de contentieux, enquête de terrain), qui participent à la renommée du CERCRID et à l'originalité de ses travaux dans le paysage de la recherche en droit. Comme sur la période précédente, ces recherches pourront s'appuyer sur des analyses de contentieux, réalisées soit à partir d'une exploitation des sources statistiques disponibles, soit à partir de l'analyse d'un échantillon représentatif de décisions (voir, *infra*, le projet sur le contentieux prud'homal ou celui sur le contentieux de l'isolement et de la contention). Elles pourront également recourir à des enquêtes de terrain, à partir de questionnaires ou d'entretiens menés auprès des professionnels de la justice ou des justiciables.

2 - Thématiques de recherche

On retrouvera les thématiques présentées dans le document d'autoévaluation de l'équipe Décisions et activités décisionnelles que l'axe Justice(s) entend prolonger : la décision (conditions de production, construction), l'activité décisionnelle (connaissance du contentieux), les transformations de la justice (impact de l'IA, dématérialisation des procédures) et les réflexions sur les justices alternatives. A ces thèmes de recherche, traditionnellement couverts par le CERCRID, sera également ajoutée une réflexion sur le sens et l'évolution de la peine. Les projets envisagés s'articulent ainsi principalement autour de quatre sous-axes.

Standardisation des décisions de justice

En premier lieu, la réflexion initiée sur la **standardisation des décisions de justice** dans des recherches empiriques menées au CERCRID sur la motivation des décisions de cours d'assises⁷ et la barémisation de la justice⁸ sera poursuivie.

Il s'agira, d'une part, de prolonger les travaux sur la formalisation des décisions du fond. On a pu montrer, dans la période précédente⁹, que la nécessité d'assurer le traitement informatique des décisions de justice dans le cadre de l'open data, avait re(posé) la question de la grande hétérogénéité de la structure de ces décisions, particulièrement en matière civile. Les demandes d'harmonisation de la présentation formelle des jugements se font de plus en plus pressantes, particulièrement de la part de la Cour de cassation, qui s'est lancée dans un vaste projet de rédaction de trames de jugement promis à une large diffusion. On connaît toutefois la réticence que peut susciter chez les magistrats l'utilisation de tels outils et toute la question est de savoir par quels canaux ils vont être diffusés et si les magistrats vont s'en s'emparer et dans quelles mesures. C'est par une enquête de terrain, que Marianne Cottin souhaite mener auprès des juridictions du fond, que la réflexion doit donc aujourd'hui se poursuivre.

Il s'agira, d'autre part, de développer des recherches plus spécifiques sur l'office du juge pénal dans le prononcé de la peine, notamment dans un contexte d'essor des peines complémentaires obligatoires qui

⁷ *La motivation en actes, Analyse empirique de la motivation des décisions de cours d'assises* (P. Milburn, V. Perrocheau, D. Zerouki-Cottin dir.), CERCRID, avec le soutien de l'ENM, 2014-2017. <http://www.enm.justice.fr/sites/default/files/rub-ret/d/synthese-coll-J21.pdf>

⁸ *Les barèmes (et autres outils d'aide à la décision) dans le fonctionnement de la justice*, (I. Sayn, Y. Favier, N. Merley et V. Perrocheau dir.), avec le soutien de la Mission de Recherche Droit et Justice, 2017-2019

⁹ Cottin Marianne. Vers la standardisation dans la rédaction des décisions de justice ? In : Isabelle Sayn ; Vincent Rivollier (dir.). *Justice et numérique. Quels (r)apports ?* Les cahiers de jurimétrie n° 1, PU Savoie Mont Blanc, 2024, pp.147-157.

viennent heurter le principe d'individualisation judiciaire de la peine. Confiscations obligatoires, retrait de l'autorité parentale, interdictions de contact diverses, inéligibilité, etc., la liste est longue désormais de peines que le juge pénal se trouve contraint de prononcer, à défaut de les écarter par une motivation spéciale. Ces travaux, portés par Djoheur Zerouki, pourront prendre la forme d'articles de doctrine comme d'une recherche collective empirique visant à envisager la pratique du prononcé de ces peines et la réflexivité des acteurs judiciaires sur leurs propres pratiques dans un contexte d'automatisation progressive de la sanction pénale.

Sens et évolution de la peine

Ce contexte d'automatisation de la sanction pénale renvoie plus largement à la question du **sens et de l'évolution de la peine** auxquels l'axe Justice(s) entend consacrer une partie de ses travaux. La peine, telle que classiquement envisagée en regard du duo amende-emprisonnement, connaît, en effet, de profondes mutations que deux projets, menés sous la direction d'Elise Letouzey, proposent d'explorer.

Le premier aura pour thème « l'inventaire de l'emprisonnement ». La cristallisation d'un emprisonnement qui ne cesse de croître (80 000 détenus pour 62 000 places) invite à envisager le prononcé, l'exécution, les modalités d'aménagement de la peine sous l'angle du sens de l'enfermement. Les évolutions législatives (réductions de peines, libération sous contraintes de plein droit), mais également les politiques publiques, budgétaires tout autant que les conceptions architecturales de la prison, invitent à adopter un prisme élargi sur le sens de l'enfermement pour mesurer les effets très directs des évolutions, des réformes sur le sens et l'efficacité de la peine ainsi que sur la re-condamnation et plus largement sur le parcours du détenu. L'objet de l'étude est donc de dresser un inventaire précis, technique, exemplifié, qui serait juridique, économique, architectural, de l'inefficacité d'un emprisonnement incessamment réformé.

Une seconde réflexion portera sur l'essor de la peine patrimoniale. L'adaptation de l'amende (indexation sur le profit, échelle mobile), tout autant que la révolution de la peine de confiscation ont en 15 ans entraîné un bouleversement de la conception de la peine qui interroge d'un point de vue historique (les peines patrimoniales constituent-elles un tournant dans l'adoucissement physique de la peine ?) mais également au regard des autres branches du droit (comment la peine de confiscation vient-elle achopper sur le droit civil ?) et, plus largement, du fonctionnement de la justice (faut-il, et si oui comment, placer la peine patrimoniale au service du budget de l'État ?). C'est à ces questions que l'on tentera de répondre.

Acteurs de la justice et connaissance du contentieux

Ce troisième axe de réflexions déplace la focale sur les **acteurs du procès** et sur la façon dont ils mobilisent les règles juridiques. On a déjà évoqué (voir l'autoévaluation de l'équipe DEAD) le projet en cours sur le contentieux de l'isolement et de la contention devant les juridictions administratives, réalisés dans le cadre du projet d'amorçage TransPsyCo dont le CERCRID est partenaire (Eliette Rubi-Cavagna, Chloé Pros-Phalippon, avec l'Institut Présage, financement ShapeMed). Le projet envisagé sur la place des femmes dans le contentieux prud'homal, également en lien avec l'axe « Travail et solidarités sociales », en constitue par ailleurs une parfaite illustration (Florence Fouvet, Chantal Mathieu, Cécile Nicod). En réponse à l'appel lancé par l'IERDJ sur les « Femmes justiciables et professionnelles de justice », une équipe du CERCRID a souhaité orienter ses recherches sur le contentieux prud'homal. Elle propose, dans un premier temps, à partir des statistiques détenues par le ministère de la Justice, de dresser, en fonction du sexe du demandeur, une image générale du contentieux prud'homal et de son évolution depuis une quinzaine d'années. L'objectif est de comparer les procès initiés par les hommes et ceux initiés par les femmes au plan national, d'en observer l'évolution dans le temps et de voir de quelle manière les femmes contribuent (ou non) à définir l'objet des litiges qui nourrissent généralement le contentieux prud'homal. A partir de ces premiers résultats, une analyse plus poussée pourra être menée, dans un second temps, sur un échantillon représentatif de décisions.

Impact de l'IA sur la justice et ses acteurs

Dans le prolongement des réflexions menées sur la période précédente dans le cadre du groupe e-juris, auquel le CERCRID était associé, et rejoignant celles précédemment évoquées sur la standardisation des décisions de justice, un dernier projet propose de s'interroger sur l'impact de l'IA sur les pratiques professionnelles des avocats. Si l'Intelligence artificielle peut être une opportunité pour les avocats et leurs clients, il est encore nécessaire, en effet, de s'interroger sur les usages qui peuvent en être faits, pour les comprendre et mieux anticiper les risques potentiels. Il est également nécessaire de comprendre les décisions du recours (ou du non-recours) à l'IA par les avocats et d'en saisir la portée sur l'exercice la profession. Au-delà des seules pratiques des avocats eux-mêmes, leur rôle d'auxiliaire de justice conduit à envisager des conséquences plus générales sur le service public de la justice et de manière plus systémique encore, sur le droit dans son ensemble. Ce projet de recherche porté par deux centres de recherches (Mouna Mouncif-Moungache et Thierry Kirat pour le CERCRID, et Samir Mirabet pour le CERJDA) vise à consulter les avocats en ayant recours à des systèmes d'IA afin de mieux saisir la réalité de leur pratique et de produire des données à même de nourrir la réflexion à l'échelle nationale. Ce projet viendra abonder l'axe Justice(s) tout autant que l'axe « Intelligence artificielle et humanités numériques ».

Axe 3 – « Pluralité normative et comparatisme »

Le projet d'axe « Pluralité normative et comparative » comporterait deux dimensions : une thématique générale soutenue par des sous-thématiques ciblées, et une interface efficiente avec la Chaire Droit public et politiques comparés.

1 - Thématique générale et sous-thématiques de l'axe

L'axe s'inscrit dans des perspectives de recherche tant nationale, européenne, internationale que comparée, sachant que celles-ci ont vocation à s'exprimer soit distinctement, soit de manière complémentaire, en particulier par des recherches collectives comme ce fut le cas dans la structuration antérieure des équipes du laboratoire. Il s'agit ainsi d'explorer les grandes questions relatives à la production normative et son contexte permettant de s'interroger à la fois sur le pluralisme et le comparatisme. Les besoins contemporains de la société, souvent globaux, nécessitent une pluralité des réponses normatives avec lesquelles les Etats doivent composer ou qu'ils peuvent explorer, que ce soit par la complémentarité ou la distanciation. Le phénomène concerne les questions de sécurité, de l'État de droit, des objectifs de développement durable, de cybersécurité ou d'Intelligence artificielle et implique des normes tant internationales, européennes que nationales. Aussi l'étude comparée des systèmes nationaux offre un angle de compréhension et d'analyse indispensable pour apprécier de tels phénomènes que ce soit par l'étude des orientations dualistes de certains ordres juridiques internes comme le Royaume-Uni ou l'Italie ou une approche moniste d'autres ordres juridiques (France). L'étude des cas étrangers est également un terrain pertinent afin d'observer l'implémentation du droit européen ou international dans des systèmes juridiques donnés en lien avec les problématiques mentionnées précédemment.

L'axe pourrait aussi être l'occasion d'intégrer plus formellement les études institutionnelles de plusieurs chercheurs afin de ne pas appréhender les rapports de systèmes sous un prisme exclusivement normatif et contentieux. Cet angle est aussi de nature à valoriser les recherches portant sur les rapports entre droit et politique, particulièrement mis en tension au sein des États occidentaux et de l'Union européenne - notamment par la remise en cause de l'État de droit, des droits et libertés fondamentaux et le multilatéralisme. À titre d'exemple, et afin d'évoquer ce qui a été déjà entrepris par le passé, le Brexit et ses conséquences demeurent un champ d'étude tout à fait pertinent pour comprendre ces problématiques. La compréhension des rapports de système sur les enjeux relatifs aux droits fondamentaux demeure un terrain d'études sur lequel plusieurs chercheurs de l'axe développeront leurs recherches ou leurs encadrements doctoraux.

Plusieurs sous-thématiques peuvent être proposées en lien avec les recherches des membres pressentis de l'axe mais également en lien avec les réseaux de recherche dont ils font partie.

Pluralisme juridique

Il s'agit ici d'analyser les rapports entre les systèmes normatifs d'une part, et les processus de création des procédés normatifs d'autre part. L'approche se fait dans une perspective théorique, pratique, empirique et ouverte sur les autres sciences sociales, avec pour objectif de traiter des enjeux fondamentaux relatifs au concept de norme.

S'agissant des rapports de systèmes, tout particulièrement, la recherche est envisagée dans une perspective pluridimensionnelle, car elle s'étend non seulement à l'étude des rapports à l'intérieur d'un même ordre juridique interne, entre l'ordre juridique interne national avec les systèmes européens et internationaux qu'à l'étude comparée des rapports de systèmes au regard de certaines expériences comme l'Italie, l'Espagne, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume Uni, mais aussi au plan international dans le cadre des organisations internationales. Ce sous-axe a vocation à s'intéresser aux États de droit mixte, comme le Canada avec lequel des partenariats ont été initiés et qui sont désormais institutionnalisés.

Il s'agit aussi de s'intéresser à l'analyse des rapports entre les systèmes normatifs et des modalités de production des normes sous l'angle du droit comparé et du droit international. L'étude des fondements et bouleversements de l'ordre international et de la normativité du droit international dans l'ordre juridique international et/ou interne pourrait en ce sens être abordée.

Toujours en ce qui concerne la production normative, il est question d'étudier la *summa divisio* entre droit public et droit privé et sa transcendance par la norme constitutionnelle. Seraient enfin valorisés la pluridisciplinarité, la place des normes, et leurs rapports dans le cadre des politiques économiques, de santé, ou de sécurité ainsi que les « sources du droit » et la nature de la portée normative de certaines règles (droit souple, usages et coutumes, droit politique, morale, déontologie).

Théories du droit comparé

Cette sous-thématique a pour objet de développer la pensée sur le droit comparé en tant que discipline en s'interrogeant tant sur l'apport du droit comparé à la recherche en droit que sur les méthodes du droit comparé. Le phénomène comparatiste ainsi étudié est aussi à la base d'une réflexion sur la circulation des solutions juridiques et par là-même sur l'internationalisation du droit au travers du droit comparé.

Cette thématique pourrait aussi prolonger l'étude des liens entre droit comparé et théorie du droit à partir des travaux entreprise cette année dans le cadre du CERCRID et de la Chaire (colloque du 11 avril 2025 avec son second volet prévu pour 2026 à l'Université de Bordeaux).

Droits, politique et institutions comparés, européens et internationaux

Il s'agit d'étudier les systèmes de droit que ce soit au plan étatique (notamment les États de l'Union européenne, le Royaume-Uni), mais aussi au niveau des organisations internationales telles que l'UE, l'ONU mais aussi le Conseil de l'Europe y compris le système de la Convention européenne des droits de l'Homme. L'objectif est de s'interroger sur les mécanismes de fonctionnement de ces systèmes non seulement dans leur globalité mais aussi dans leurs particularismes ou au regard d'une instance spécifique. Cela inclut également l'étude des politiques publiques mises en œuvre par les institutions nationales, mais aussi par les instances évoquées (européenne et internationale).

Droits fondamentaux (nationaux, comparés et internationaux)

Cette sous-thématique permettrait de favoriser une approche transversale de la protection des droits fondamentaux à la fois par le prisme de l'étude des décisions des institutions, autorités ou des juges nationaux, juges européens et internationaux, mais aussi dans la perspective de problématiques normatives et institutionnelles qui s'y rapportent (questions migratoires en France par exemple).

2 – L'interface avec la Chaire Droit public et politiques comparés

Cet axe constituerait une interface avec la Chaire en ce que les membres de l'axe ont également vocation à en être membres. Il ne s'agit pas de créer pour autant un doublon, mais d'institutionnaliser, par l'intermédiaire de cet axe, une coopération étroite entre le CERCRID et la Chaire. Cela a déjà été initié : la Chaire coorganise des séances du séminaire général du CERCRID, des colloques ou encore des journées d'études en commun avec le laboratoire. Elle apporte son soutien à la mobilité pour des travaux de recherche. Elle abonde également au budget de colloques organisés dans le cadre du CERCRID dès lors qu'ils ont un lien avec les thématiques propres de la Chaire. Dans la mesure où la Chaire alimente le bilan du CERCRID par l'intermédiaire des membres du Comité scientifique, cette connexion est naturelle.

Axe 4 – « Travail et solidarités sociales »

Cet axe s'inspire des travaux de nombreux chercheurs aujourd'hui rattachés à l'équipe « Mutations du travail et des organisations », en poste à l'UJM et à Lyon 2, ainsi que de projets portés par d'autres collègues qui, dans la configuration actuelle du CERCRID, relèvent d'une autre équipe. Les recherches conduites dans le cadre de cet axe, et envisagées à l'horizon du prochain contrat, s'inscrivent dans une démarche scientifique et une méthodologie constantes (1) pour investir l'étude du travail à partir de différents angles de recherche (2).

1 – Méthodologie

Le CERCRID se distingue, dès son origine, par des recherches menées à partir de données empiriques sélectionnées, analysées selon des critères que les chercheurs construisent et établissent au préalable. Cette méthodologie imprègne l'ensemble des recherches collectives menées ou envisagées autour du travail. Elle se nourrit par ailleurs de différents savoirs et points de vue issus de plusieurs disciplines, la sociologie du droit, la sociologie du travail notamment, et permet de révéler, à de nombreuses reprises, les divergences entre la façon dont on conçoit généralement le droit, ses finalités, ses fonctions, et les résultats qu'il produit au sein des rapports sociaux. Dans cette voie, connaître et comprendre le droit comme phénomène social invite à élargir les sources de la recherche en droit à d'autres matériaux que les productions normatives de l'Etat et le droit jurisprudentiel. Les recherches menées dans le cadre de cet axe adoptent ce point de vue. Citons, parmi les projets récemment achevés, les programmes Dialaura¹⁰ (C. Giraudet, C. Nicod) et TraPlaNun¹¹ (E. Mazuyer)

¹⁰ Etude de l'impact des ordonnances de 2017 sur la représentation collective des salariés et la négociation collective en région AURA, à partir de l'analyse d'accords collectifs et d'enquêtes de terrain.

¹¹ Analyses pluridisciplinaires (droit, économie, gestion) pour saisir les différents aspects et implications du phénomène de crowdfundering, impliquant une étude empirique répertoriant de manière inédite les plateformes proposant des tâches de travail en France, des études de terrain menées auprès de travailleurs numériques.

notamment (Portfolio n°s 4 et 1), qui ont pris pour point de départ de leurs analyses juridiques des sources ni étatiques ni jurisprudentielles.

2 – Angles de recherche

Le respect de cette démarche scientifique, nourrie d'empirie et de pluridisciplinarité, guide les recherches menées ou envisagées autour du travail et des solidarités sociales sous trois angles différents : les normativités sociales, le contentieux social et les politiques du travail.

Normativités sociales

Les relations sociales constituent un terrain privilégié des phénomènes normatifs. Parmi de nombreuses illustrations, citons les conventions collectives de travail et la Sécurité sociale : on sait que les rapports entre ces institutions normatives et sociales et le droit étatique sont complexes, tortueux, évolutifs, tout comme le sont les relations entre les acteurs qui les fabriquent (organisations syndicales/interlocuteurs sociaux d'un côté, acteurs étatiques de l'autre). Les textes législatifs et réglementaires à la fois réceptionnent et transforment toutes ces luttes pour le sens de ces institutions fondamentales du social. L'axe « Travail et solidarités sociales » propose de saisir les phénomènes normatifs qui traversent le champ du social, en un double sens. Tout d'abord, il prend pour terrain privilégié les relations du travail, domaine où les normativités « atypiques » se déploient fortement (négociation collective et dialogue social, plans d'action en matière de discriminations ou de santé mentale, infra-droit des organismes de protection sociale, etc.). Ces objets de recherche, beaucoup travaillés par les chercheurs et chercheuses de l'équipe MTO, sont de formidables terrains d'expérimentation et de réflexions épistémologiques : ils supposent non seulement d'accéder à ces sources, mais aussi de penser leurs usages dans la recherche sur le droit. De plus, l'axe « Travail et solidarités sociales » fait signe vers les formes de normativité non juridiques : il entend interroger comment les différents systèmes normatifs s'entremêlent, en particulier dans le cadre de l'entreprise, devant le juge prud'homal ou dans les institutions de protection sociale. On pense notamment à la normativité managériale et à la normativité algorithmique ; aux manières dont elles sont « médiatisées » par les normes internes aux entreprises, discutées par les justiciables, reprises par les juges, aux manières dont elles circulent dans le système juridique. Des travaux en ce sens sont en cours au sein du CERCRID.

Le contentieux social

La connaissance et la compréhension du droit qui prend pour objet le travail et les solidarités sociales ne s'acquérant pas uniquement par l'accès aux « sources du droit », les recherches menées par cet axe portent aussi sur les pratiques d'acteurs (professionnels du droit, justiciables...), suivant en cela les options méthodologiques déjà travaillées par les membres du CERCRID au cours de leurs recherches individuelles et collectives. Dans cette voie, le contentieux du travail constitue un objet de recherche prépondérant visant à scruter les stratégies d'acteurs dans le contentieux des discriminations par exemple ou analyser la situation des justiciables salarié.e.s, des femmes notamment, dans le contentieux prud'homal. Un projet de recherche est justement initié à ce sujet sur les « Femmes justiciables et professionnelles de justice » (F. Fouvet, Ch. Mathieu, C. Nicod).

Les politiques du travail

Le travail est aussi l'objet de politiques publiques diverses que les recherches menées au CERCRID tendent à investir sous l'angle de leurs objectifs, de l'instrumentation juridique à l'œuvre pour les atteindre, de leurs effets sur les rapports sociaux et du contexte sociétal dans lequel elles se déploient ou sont susceptibles de se développer. S'inscrivent notamment dans cette voie les recherches menées au sujet du « travail sexuel » dans le cadre d'un projet ANR récemment entrepris par Benoît Schmaltz¹², mais aussi un projet de recherche en cours de réflexion sur les politiques d'incitations en matière de transitions professionnelles envisagé en partenariat avec le Canada (P.-E. Berthier).

Axe 5 – « Vulnérabilité(s) dans des sociétés en transitions »

L'axe proposé se veut transversal et appelle donc à faire intervenir tout chercheur ou chercheuse du CERCRID, quelle que soit son équipe historique de rattachement, privatiste comme publiciste. Le mouvement de « fondamentalisation » ou d'irrigation de l'ensemble des branches du droit par la matière et la logique des droits fondamentaux est directement lié aux thèmes de la vulnérabilité et de la transition et intéresse potentiellement tout chercheur ou chercheuse en sciences juridiques. Ces deux thèmes constituent en outre deux angles

¹² B. Schmaltz (dir.), *Droit(s) et Politique(s) du Travail Sexuel 2026* - DPTS2026, ANR "Sciences Avec et Pour la Société".

d'interrogation de la matière juridique pouvant s'appliquer de manière fructueuse à de multiples réalités juridiques et juridico-sociales.

D'un point de vue méthodologique, l'axe s'inscrit en cohérence avec la tradition du CERCRID et les orientations des autres axes de recherche, en combinant les analyses doctrinales traditionnelles avec des méthodes innovantes faisant la part belle à l'interdisciplinarité et à la recherche empirique. Les thèmes retenus pour cet axe devraient fournir de multiples occasions de comprendre l'interaction « droit et société » et, chaque fois qu'il sera possible, de mettre le droit au service de la société face aux enjeux du siècle et pour ses membres les plus vulnérables.

Est **vulnérable** la personne exposée aux attaques physiques ou morales, qui peut être atteinte facilement¹³. En droit, la vulnérabilité, comme notion, connaît ses premières réflexions doctrinales¹⁴, appuyées sur des occurrences de plus en plus nombreuses. La « Cour européenne des droits de l'homme » qualifie ainsi les Roms¹⁵, les apatrides¹⁶, les personnes demandant l'asile¹⁷, les malades¹⁸ ou les femmes¹⁹. La Cour interaméricaine des droits humains y ajoute les autochtones, les enfants, les civils lors de conflits armés, les défenseurs des droits humains ou de la cause environnementale²⁰. Malgré la diversité des situations recouvertes, ces groupes et personnes font l'objet d'une attention juridique spécifique, en particulier dans le champ des droits fondamentaux. Les phénomènes d'oppression et de mobilisation en réponse présentent même certaines analogies, au point de parler d'intersectionnalité à leur propos²¹.

La **transition** désigne le degré ou l'état intermédiaire par lequel se fait le passage d'un état à un autre : d'un état de guerre vers un état de paix, d'un système social insoutenable à un autre plus durable, d'une catégorie sociale vers un autre, etc. La transition est donc dynamique, mouvement d'un état vers un autre. Elle est aussi passagère, ayant un début et une fin même s'il est difficile de les identifier clairement. La transition est également pluridimensionnelle en ce qu'elle se joue sur plusieurs niveaux : juridique, psychologique, sociologique, biologique. Cette complexité en fait sa richesse mais la rend aussi difficilement saisissable. Enfin, par ses caractéristiques intrinsèques, la transition est une période inconfortable, faite d'incertitudes, une période d'instabilité devant appeler une vigilance accrue, qui plus est pour les personnes vulnérables.

Les membres du CERCRID ont déjà produit plusieurs recherches s'intéressant à des catégories de personnes particulièrement vulnérables : mineurs étrangers non accompagnés (Fanny Jacquilot, 2023²²), travailleurs des plateformes numériques (Emmanuelle Mazuyer, TraPlaNum). Les transitions qui augmentent cette vulnérabilité sont au cœur de recherches développées par les chercheurs du CERCRID. Vulnérabilités intimes avec la parenté des personnes transgenres (Benjamin Moron-Puech, ProTrans) ou vulnérabilité de sociétés entières (Kelly Picard, travaux sur la justice transitionnelle et le préjudice historique) voire des générations futures (Benoît Schmalz, travaux sur la transition écologique) que le droit protège encore maladroitement, comme en témoignent les interrogations suscitées par la réponse pénale aux atteintes à l'environnement (projets de recherche d'Élise Letouzey).

Certaines recherches en cours au CERCRID sont directement ancrées dans cette logique de mettre le droit au service de la protection des plus vulnérables, notamment lorsqu'ils sont confinés dans des marges sociales où ils sont exposés aux violences institutionnelles ou sociétales multiples : étudiants-aidants (Mouna Mouncif-Moungache), personnes exposées à la coercition en milieu psychiatrique (TransPsyCo, en lien avec l'Institut Présage de l'UJM dédié à la prévention de la santé, financement ShapeMed), travailleurs et travailleuses du sexe (ANR DPTS 2026 dirigée par Benoît Schmalz). Plusieurs doctorantes et doctorants pourraient également inscrire leur recherche doctorale dans cet axe, en lien par exemple avec les violences sexuelles dans les cultes (Jennifer Bilamba), les essais cliniques à l'ère du numérique (Basma Bendaïssa), la protection des personnes privées de liberté (Lou Miralles) ou encore la transition climatique (Camille Villard).

¹³ Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (en ligne).

¹⁴ V. toutefois sur la question, Burgogue-Larsen Laurence (dir.), *La vulnérabilité saisie par les juges en Europe*, Pedone, Paris, 2014, 246 p.

¹⁵ CEDH, Grande chambre, 18 janvier 2001, *Chapman c. Royaume-Uni*, no 27238/95 ; CEDH, Grande chambre, 13 novembre 2007, *D.H. et autres c. République tchèque*, no 57325/00.

¹⁶ CEDH, Grande chambre, 26 juin 2012, *Kuric c. Slovaquie*, no 26828/06.

¹⁷ CEDH, Grande chambre, 21 janvier 2011, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*, no 30696/09.

¹⁸ CEDH, 10 mars 2011, *Kiyutin c. Russie*, no 2700/10 ; CEDH, 3 octobre 2013, *I. B. c. Grèce*, no 552/10.

¹⁹ CEDH, 9 juin 2009, *Opuz c. Turquie*, no 33401/02.

²⁰ Tigroudja Hélène, « Droits individuels et droits des communautés en droit international des droits de l'homme », *Annuaire de l'Institut Michel Villey*, vol. 5, 2013, p. 118.

²¹ B. Perreau, *Sphères d'injustices*, La Découverte, 2023.

²² *Repenser la détermination de l'âge du mineur étranger non accompagné. Perspectives empiriques et comparées*, IERDJ, 2023, <https://gip-ierdj.fr/publications/repenser-l-age-du-mineur-etrange/>.

Axe 6 – « Droit et économie »

L'axe « Droit et Économie » relève d'une thématique transversale couvrant une pluralité de domaines du droit privé et du droit public. Il se prêtera à des échanges approfondis avec d'autres sciences sociales (l'économie, la sociologie, la science politique, l'histoire, voire les sciences de l'ingénieur). Son objet de recherche sera d'interroger les relations entre l'ordre juridique et l'ordre économique.

Sa création s'inscrit dans la continuité de travaux de chercheurs présents de longue date au CERCRID, mais elle répond également à la volonté de prendre en compte le renouvellement d'une partie des membres de l'unité au cours de la période 2019-2024. Ce renouvellement a renforcé de façon importante la production du laboratoire dans des domaines situés à la croisée du droit et de l'économie. Il justifie ainsi, dans la logique nouvelle d'une structuration du laboratoire en axes plutôt qu'en équipes, de consacrer un axe thématique à la rencontre du droit et de l'économie.

L'axe « Droit et économie » visera à contribuer aux réflexions juridiques sur des problématiques économiques contemporaines, locales, nationales, européennes et globales : efficience économique des activités commerciales ou administratives et des politiques publiques, intégration des impératifs contemporains d'intérêt général (transition écologique, intégration sociale, égalité...) à la logique de marché, déploiements et évolutions de l'ordre concurrentiel, mutations de la consommation, réindustrialisation française et européenne, guerre et économie de guerre... En sens inverse, la recherche visera également à mobiliser l'économie, les sciences politiques, l'histoire et la sociologie, notamment pour contextualiser et analyser les effets économiques et sociaux des normes juridiques.

La pertinence de la thématique est renforcée par son lien avec l'environnement local, la région stéphanoise étant un bassin industriel historique. Cette caractéristique demeure un marqueur incontournable de son identité. Les entreprises qui composent le tissu industriel local sont naturellement concernées, en premier chef, par divers enjeux que l'axe propose d'étudier.

Table des matières

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES POUR LE CONTRAT EN COURS	2
I-1 Identification de l'unité	2
I- 2 Présentation de l'unité	2
A - Historique, localisation de l'unité :	2
B - Organisation de l'unité :	3
C - Moyens humains et matériels	4
1 - Une unité sur deux sites géographiques rénovés	4
2 - Personnels d'appui à la recherche	4
3 - Centre de ressources documentaires	4
4 - Effectif de l'unité et de ses équipes :	5
D – Thématiques scientifiques de l'unité et par équipe (présentation sommaire)	7
1 - Équipes thématiques	7
2 - Chantiers transversaux	7
I-3 Environnement de recherche	8
A - Au niveau local	8
B - Au niveau national	9
C - Au niveau international	9
I-4 Prise en compte des recommandations du précédent rapport	10
II. INTRODUCTION DU PORTFOLIO	11
III. AUTOÉVALUATION DU BILAN	13
III-1. Autoévaluation de l'unité	13
Domaine 1. Objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'unité	13
Référence 1. L'unité s'est assigné des objectifs scientifiques pertinents et elle s'organise en conséquence.	13
A – Stratégie scientifique	13
B – Pilotage, animation, organisation de l'unité	14
C – Communication sur les activités de l'unité et de ses membres	14
Référence 2. L'unité dispose de ressources adaptées à son profil d'activités et à son environnement de recherche et les mobilise.	15
A – Dotation et ressources propres	15
1 – Dotation annuelle	15
2 – Ressources propres	15

B. – Mobilisation de ces ressources en faveur de thématiques nouvelles et recherches collectives	16
1 - Fonctionnement	16
2 - Soutien à des projets de recherches confirmés ou émergents	17
3 - Aide à la publication	17
C – Politique d'accueil et d'environnement au travail des doctorants et post-doctorants.....	17
1 - Environnement des doctorants	17
2 - Financement des doctorants	18
3 - Quelques actions en faveur des doctorants	19
4 - Après la thèse	20

Référence 3. L'unité dispose de locaux, d'équipements et de compétences techniques adaptés à sa politique scientifique et à ses objets de recherche.....	20
A – Politique en matière de locaux, sites de Saint-Étienne et de Lyon.....	20
B – Centre de ressources documentaires.....	21
C – Logiciels pour les enquêtes, statistiques, bases de données (recherches empiriques)	23
D - Personnels techniques qualifiés.....	24
1 - Deux ingénieurs d'études.....	24
2 - Une gestionnaire administrative, chargée de communication	25
3 – Deux gestionnaires financières et budgétaires, une par site (UJM et Lyon 2)	25

Référence 4. Les pratiques de l'unité sont conformes aux règles et aux directives définies par ses tutelles en matière de gestion des ressources humaines, de sécurité, d'environnement et de protection des données ainsi que du patrimoine scientifique.	26
A – Politique de l'unité en matière de ressources humaines.....	26
1 – Recrutement.....	26
2 – Évolution des carrières, promotions et données de genre	26
3 - Formation continue des personnels et membres de l'unité.....	27
B – Qualité de vie au travail, prévention des risques et objectifs de développement durable	28

Domaine 2. Les résultats, le rayonnement et l'attractivité scientifiques de l'unité

Référence 1. L'unité est reconnue pour ses réalisations scientifiques qui satisfont à des critères de qualité.	29
A – Dimension internationale des travaux.....	30
B - Politique en matière de réponse à des appels à projets.....	31
C – Prix et distinctions.....	32

Référence 2. Les activités de recherche de l'unité donnent lieu à une production scientifique de qualité.	33
A – Bibliométrie.....	33
B - Bibliométrie par équipes.....	36
C - Données individuelles.....	36
1 - Taux de publication	36
2 – Accompagnement des jeunes chercheurs.....	37

3 – Rôle des personnels d'appui à la recherche dans ce contexte.....	37
Référence 3. L'unité participe à l'animation et au pilotage de sa communauté.	38
A - Colloques, journées d'étude et séminaires.....	38
B – Directions de thèse et jury de soutenance de thèse et d'HDR	39
C - Responsabilités éditoriales.....	39
D - Réseaux et instances de pilotage de la recherche.....	41
E - Invitation de personnalités scientifiques.....	41
Référence 4. La production scientifique de l'unité respecte les principes de l'intégrité scientifique, de l'éthique et de la science ouverte. Elle est conforme aux directives applicables dans ce domaine.	42
A – Intégrité scientifique.....	42
B – Diffusion et valorisation des produits de la recherche.....	43
1 – Politique de sciences ouvertes / HAL / Chaîne YouTube	43
2 – Développement de bases de données et des humanités numériques	43
Domaine 3. Inscription des activités de recherche dans la société	44
Référence 1. L'unité se distingue par la qualité de ses interactions avec le monde culturel, économique et social.....	44
A - Partenariats avec des acteurs socio-économiques sur des projets à haute valeur sociale.....	44
B – Accueil de chercheurs débutants financés par des partenaires non académiques	45
C – Formation continue des acteurs du monde non-académique	45
Référence 2. L'unité développe des produits et des services à destination du monde culturel, économique et social.....	45
Référence 3. L'unité partage ses connaissances avec le grand public et intervient dans des débats de société.....	47
III-2. Autoévaluation des équipes.....	48
Équipe 1 Mutations du Travail et des Organisations en temps de crise (MTO).....	48
A - Objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'équipe	48
1 - Objectifs scientifiques.....	48
2 - Organisation.....	48
3 - Ressources, locaux et équipements.....	48
4 - Pratiques de l'équipe	49
B - Résultats, le rayonnement et l'attractivité scientifiques de l'équipe	49
1 - Production scientifique de qualité.....	49
2 - Animation et pilotage de la communauté.	50
C - Inscription des activités de recherche de l'équipe dans la société	51

1 - Interactions avec le monde culturel, économique et social.....	51
2 - Partage des connaissances.....	52
D - Analyse SWOT	52
1 - Point forts.....	52
2 - Points à améliorer.....	53
3 - Possibilités offertes par le contexte / l'environnement dans lequel elle se trouve	53
4 - Risques liés à ce contexte / cet environnement	53

Équipe 2 Production et Interactions Normatives (PIN)..... 53

A - Objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'équipe	53
1 - Objectifs scientifiques.....	53
2 - Organisation.....	54
3 - Stratégie scientifique	54
4 - Ressources	56
B - Les résultats, le rayonnement et l'attractivité scientifiques de l'équipe.....	56
1 - Les réalisations scientifiques	56
2 - Les thématiques de recherche	57
C - Les faits marquants	58
D - Une production scientifique de qualité reconnue	60
E - Animation et pilotage	61
F - Inscription des activités de recherche dans la société	61
1 - Interactions avec le monde culturel, économique et social.....	61
2 - Développement des produits et des services à destination du monde culturel, économique et social	62
3 - Partage des connaissances avec le grand public et intervention dans des débats de société	63
G - Analyse SWOT	63
1 - Points forts	63
2 - Points à améliorer.....	63
3 - Possibilités offertes par le contexte et par l'environnement dans lequel se trouve l'équipe .	63

Équipe 3 Décisions Et Activités Décisionnelles (DEAD)..... 64

A – Objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'équipe	64
1 - Objectifs scientifiques et organisation	64
2 - Organisation.....	64
3 - Stratégie scientifique	64
B - Ressources	66
C - Résultats, rayonnement et attractivité scientifiques de l'équipe.....	66

1 - Réalisations scientifiques.....	66
2 - Thématiques de recherche.....	66
3 - Méthodologie : le recours à des méthodes empiriques	68
D - Faits marquants.....	68
E - Une production scientifique de qualité	69
F - Animation et pilotage	69
G - Inscription des activités de recherche dans la société.....	70
1 - Interactions avec le monde culturel, économique et social.....	70
2 - Développement de produits et de services à destination du monde culturel, économique et social	70
H - Analyse SWOT	70
1 - Les points forts	70
2 - Les points à améliorer.....	70
3 - Les possibilités offertes par le contexte / l'environnement dans lequel l'équipe se trouve ...	71
4 - Les risques liés à ce contexte / cet environnement.....	71
Équipe 4 Sciences, Innovation et Démocratie (SID)	71
A - Présentation de l'équipe	71
1 - Structuration de l'équipe.....	71
2 - Effectifs et moyens	71
3 - Politique scientifique.....	71
B - Présentation de l'écosystème recherche de l'équipe	74
C - Produits et activités de la recherche de l'équipe.....	75
1 - Bilan scientifique.....	75
2 - Faits marquants	75
D - Analyse SWOT	77
1 - Points forts	77
2 - Points à améliorer.....	78
3 - Possibilités offertes par le contexte et par l'environnement dans lequel se trouve l'équipe.	78
4 - Risques liés à ce contexte et à cet environnement.....	78
Chantier transversal « droit, critique et numérique »	78
A - L'internationalisation.....	79
B - La pluridisciplinarité	79
C - La collaboration avec des acteurs du territoire	79

III-3. Synthèse de l'autoévaluation - Analyse SWOT	80
Points forts	80
Points à améliorer	80
Opportunités liées au contexte, à l'environnement	80
Risques liés au contexte, à l'environnement	80
IV. TRAJECTOIRE DE L'UNITE	82
A - Ambitions scientifiques du CERCRID et dynamique de recherche	82
B – Organisation du CERCRID	83
C – Présentation des axes de recherche	83
Axe 1 – « Régulation de l'Intelligence artificielle, données et Humanités numériques »	84
1 - Des méthodes	84
2 - Des objets d'étude	84
Axe 2 – « Justice(s) »	85
1 - Méthodes de recherche	85
2 - Thématiques de recherche	85
Axe 3 – « Pluralité normative et comparatisme »	87
1 - Thématique générale et sous-thématiques de l'axe	87
2 – L'interface avec la Chaire Droit public et politiques comparés	88
Axe 4 – « Travail et solidarités sociales »	88
1 – Méthodologie	88
2 – Angles de recherche	89
Axe 5 – « Vulnérabilité(s) dans des sociétés en transitions »	89
Axe 6 – « Droit et économie »	91
Table des matières	92